

# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Janvier 2017

<http://www.defense.gouv.fr/irsem>

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications, recrutements, événements, actualités des chercheurs

## [VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 10\)](#)

Asie, Moyen-Orient, Pensée stratégique, Sociologie de la Défense, Armement et économie de Défense

## [BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 13\)](#)



## [À VENIR \(p. 15\)](#)

[ANNEXE \(p. 16\)](#)  
Le CEMRES

## VIE DE L'IRSEM

### DERNIÈRES PUBLICATIONS



#### Research Paper n° 33 - 2017

« [Strategic Implications of Donald Trump's Election](#) », par Hugo MEIJER, chercheur États-Unis et relations transatlantiques.

*This paper offers a general outline of TRUMP's approach to foreign policy looking at his core beliefs regarding US military posture and interventions, alliances and free trade arrangements and at his "transactional" approach to international politics. It then assesses the potential trajectory of TRUMP's foreign policy toward Russia and NATO, in the Middle East and in East Asia. How the United States, under TRUMP's presidency, will respond to the security challenges in these regions, and will shape the patterns of cooperation and competition therein, is likely to shape the future prospects of American primacy in world politics.*



#### Note de recherche n°34 - 2017

« [La présidence Trump telle qu'elle est perçue : un tour d'horizon](#) », par Flavien BOURRAT, Fatiha DAZI-HÉNI, Étienne DIGNAT, Jean-Vincent HOLEINDRE, Céline MARANGÉ, Marianne PÉRON-DOISE, LCL Arnaud PLANIOL, Sonia LE GOURIELLEC, Pierre RAZOUX, Blandine SIXDENIER

et Amélie ZIMA.

L'élection de Donald TRUMP à la présidence des États-Unis, en novembre 2016, est apparue comme une surprise électorale et politique. Ses conséquences internationales et stratégiques sont aujourd'hui difficiles à mesurer, tant la campagne a tourné essentiellement autour des questions intérieures. En revanche, on peut dire comment l'événement a été perçu, à la fois au sein de la nation américaine et dans le monde. Une telle interrogation permet de mesurer les différences de perceptions, qui reflètent à la fois les jeux d'alliance et la superposition des agendas en matière de politique étrangère et de Défense.

## RECRUTEMENTS



### MéliSSa LEVAILLANT, chercheuse Sous-continent indien

Docteure en science politique et en relations internationales, elle a soutenu sa thèse sur *Le Ministère des Affaires étrangères indien (1947-2015). La production d'une diplomatie sous-dimensionnée* en décembre 2016

à Sciences Po. Elle enseigne les relations internationales et la sécurité en Asie du Sud à Sciences Po et à l'IEP Lille. Elle a également codirigé pendant trois ans le programme Asie du Sud de NORIA, un réseau de chercheurs en relations internationales basé à Paris.

Ses recherches portent sur la politique étrangère et de Défense de l'Inde, les relations entre l'Inde et le Golfe arabo-persique, la sociologie de la diplomatie et la sociologie des institutions. Entre 2012 et 2016, elle a réalisé de nombreux terrains de recherche en Inde (New Delhi, Kerala) et dans les pays du Golfe (Abu Dhabi, Dubaï, Mascate), et elle a été chercheuse invitée au Centre de Sciences Humaines (CSH) de New Delhi ainsi qu'au sein du *think tank* Observer Research Foundation (ORF). Elle a publié [La Politique étrangère de l'Inde envers l'Iran](#) aux éditions L'Harmattan et a également coédité [Theorizing Indian Foreign Policy](#) (Routledge, avril 2017). MéliSSa LEVAILLANT travaille actuellement sur la publication de sa thèse. Elle va poursuivre ses travaux de recherche en approfondissant la question de la politique étrangère de l'Inde dans son voisinage proche (Pakistan, Afghanistan, Chine) et dans l'Océan indien, ainsi qu'en étudiant l'évolution de la stratégie militaire et nucléaire de l'Inde sous Narendra Modi.



### Denis TULL, chercheur Afrique de l'Ouest

Docteur en science politique de l'Université de Hambourg (2004), sur la gouvernance non-étatique à l'est de la RDC en temps de guerre (1998-2004), il était chercheur à la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP) de

Berlin depuis 2004. Il a vécu et travaillé entre autres au Sénégal, en RDC et au Cameroun. Auteur de nombreux articles, ses travaux de recherche se focalisent sur les stratégies d'extraversion des acteurs africains par le biais

de leurs relations avec le monde extérieur, notamment à travers les interventions armées dans les pays en conflit en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest. Il a publié dans *International Security*, *International Peacekeeping*, *Politique Africaine*, *African Affairs* et le *Journal of Modern African Studies*, une revue dont il est membre du conseil de rédaction. Ses plus récentes publications portent sur le processus de paix au Mali, l'opération de maintien de la paix en RDC, les crises politiques latentes au Cameroun ainsi que les relations entre le continent africain et la Cour pénale internationale. Entre 2011 et 2015, il a co-dirigé un vaste projet de recherche soutenu par la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG) qui examinait l'efficacité de gouvernements de transitions/partage de pouvoir (*power-sharing*), formule préférée de la communauté internationale dans la gestion des conflits en Afrique. Il a également travaillé pour la Fondation Friedrich Ebert au Cameroun et en Afrique Centrale, en Allemagne au ministère des Affaires étrangères et à la Chancellerie, comme consultant pour de nombreuses institutions.

## L'IRSEM RECRUTE CINQ CHERCHEURS

En janvier, l'IRSEM a lancé une campagne de recrutement pour les cinq postes suivants :

### Domaine « Armement et Économie de Défense » : 2 chercheurs

Le domaine « Armement et économie de Défense » s'intéresse aux questions économiques liées à la Défense (budgets de Défense, politique d'acquisition, enjeux industriels, exportations d'armement, innovation technologique). Il a également pour vocation de traiter, de manière plus large, les questions stratégiques résultant des développements technologiques (cyberdéfense, robotisation, etc.), des problématiques d'accès aux ressources naturelles et des enjeux normatifs.

#### - 1 poste de chercheur « Économie de Défense »

Profil : docteur avec expérience et publications pertinentes, généraliste de l'économie de Défense, en lien avec les grands enjeux stratégiques de Défense (politique industrielle, politique de l'innovation, économie et conflictualité, stratégies d'acquisition, financement de la Défense, exportations et transfert de technologie, etc.).

### - 1 poste de chercheur « Questions énergétiques » ou « Cyberdéfense »

Profil : docteur avec expérience et publications pertinentes, spécialiste :

- soit des questions énergétiques et d'accès aux ressources (énergétiques et minières), sous l'angle économique et géopolitique ; le titulaire du poste devra en particulier être en mesure de mener des analyses de chaîne de valeur, de liens État-entreprise, de réseaux décisionnels et d'interactions entre les différentes structures.

- soit des développements liés aux technologies de l'information et de la communication, appliqués au domaine de la Défense (cyberdéfense, internet des objets, industrie du futur, aspects normatifs) ; outre une bonne connaissance technique de ces domaines, le titulaire du poste devra être capable de hauteur de vue sur ces sujets (dimensions technique, économique, normative, organisationnelle, opérationnelle).

### Domaine « Défense et société » : 1 directeur de recherche

Le domaine « Défense et société » se concentre sur les rapports entre la Défense et la société, aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix. Les études explorent le lien armées-nation dans des multiples dimensions comme les relations entre responsables militaires et décideurs politiques ou l'attitude de l'opinion publique vis-à-vis des questions de Défense, la sociologie de la violence et de la guerre ainsi que la sociologie des forces armées avec une approche à la fois nationale et internationale.

### - 1 poste de directeur de recherche (directeur du domaine)

Profil : professeur des Universités, maître de conférences, directeur d'études (EHESS/EPHE) ou directeur de recherche (CNRS/INED), avec des qualités managériales. Temps partiel possible.

### Domaine « Pensée stratégique » : 1 directeur de recherche (militaire) et 1 chercheur (civil)

Le domaine « Pensée stratégique » s'intéresse à la conduite des conflits armés à tous les niveaux (stratégique, opératique, tactique), à la dissuasion nucléaire, l'analyse du renseignement, la production et l'analyse de concepts (innovation, adaptation, surprise stratégique, coercition, guerre hybride, déni d'accès, etc.) et la politique de Défense et de sécurité.

### - 1 poste de directeur de recherche (directeur du domaine)

Profil : colonel de l'armée de terre, idéalement docteur ou doctorant, ou ayant une appétence pour la recherche, un intérêt pour les questions de doctrine et une expérience d'encadrement.

### - 1 poste de chercheur

Profil : civil, docteur avec expérience et publications pertinentes. La spécialité est ouverte : terrorisme, guerres asymétriques, interventionnisme militaire ou tout autre sujet intéressant le domaine.

La période de candidature est désormais close. Nous avons reçu une cinquantaine de dossiers éligibles (docteurs) pour les quatre postes civils. Les entretiens des finalistes auront lieu courant février.

## ÉVÉNEMENTS

### 6 janvier 2017 : Conférence de Mme Tomomi INADA, ministre de la Défense du Japon à l'École Militaire



Conférence de Mme Tomomi INADA, ministre de la Défense du Japon

Présente en France à l'occasion d'un Dialogue ministériel annuel franco-japonais en format « 2+2 » (Défense + Affaires Étrangères), Mme Tomomi INADA, ministre japonaise de la Défense, a tenu une [conférence publique organisée par l'IRSEM](#), le vendredi 6 janvier à l'École militaire. La ministre a axé son propos sur deux points : la gravité des menaces auxquelles sont confrontés l'Europe et l'Asie du l'Est et l'importance d'un renforcement de la coopération de sécurité et de Défense entre le Japon et l'Europe, dont la France.

Décrivant l'environnement stratégique international, Mme INADA a mis en relief l'interdépendance stratégique du Japon et de l'Europe. Partageant les mêmes valeurs et un même souci du respect du droit international, les deux acteurs sont également affectés par la menace terroriste, le programme nucléaire nord-coréen et les remises en cause du statu quo territorial en Asie, notamment en mer de Chine orientale et méridionale. Sans désigner explicitement Pékin, la ministre a fermement dénoncé les intrusions continues de « bâtiments d'État » dans les eaux territoriales japonaises autour des Senkaku et la construction d'avant-postes en mer de Chine du Sud. Appelant au dialogue et au respect du droit, notamment du droit de la mer pour résoudre les différends territoriaux, la ministre a plaidé en faveur d'un renforcement de la coopération internationale. À ce titre, elle a souligné l'importance de la coopération entre le Japon et les États-Unis, la comparant à la relation Europe-OTAN qui permet d'arrimer les États-Unis à l'Europe. Si les États-Unis peuvent être un trait d'union entre le Japon et l'Europe, le Japon a démontré qu'il pouvait être un partenaire stratégique fiable pour l'OTAN. Mme INADA a ainsi cité l'exemple de la lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden qui a vu l'Europe, l'OTAN et le Japon unir leurs efforts avec succès

Le Japon coopère aussi sur le plan bilatéral avec de nombreux pays européens, dont le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Pays-Bas. Avec la France, la coopération est ancienne et le dialogue stratégique remonte à 1995. En 2013, les relations ont été élevées au niveau ministériel, des discussions croisées ayant lieu entre ministres de la Défense et des Affaires étrangères des deux pays. En 2015, les deux pays ont signé un accord intergouvernemental sur le transfert d'équipements et de technologies de Défense.

[Le communiqué conjoint publié à l'issue des rencontres ministérielles des 5 et 6 janvier 2017](#) souligne cette volonté des deux pays de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines de la sécurité et de la Défense. Ainsi, Le Japon et la France devraient entamer des négociations en vue d'un accord d'acquisition et de soutien logistique (ACSA) afin de renforcer l'interopérabilité entre leurs forces armées et faciliter leur participation conjointe à des exercices, des opérations de maintien de la paix ou de secours humanitaire. Les deux pays ont également affiché leur volonté de renforcer la coopération de sécurité en Asie et en Afrique en mettant l'accent sur la sécurité maritime. Des initiatives conjointes en matière de formation devraient être organisées dans ce domaine à Djibouti, en 2017. De la même façon, la

France et le Japon devraient travailler sur les technologies satellitaires pour l'observation des océans. Enfin, la volonté de l'Union européenne de jouer un rôle plus important dans la sécurité en Asie a été mentionnée. Mme INADA a d'ailleurs amplement souligné l'identité asiatique et pacifique de la France pendant sa conférence en revenant sur la permanence, unique en Europe, de la présence militaire française dans la zone grâce à la Polynésie et à la Nouvelle-Calédonie. À ce titre, elle a salué l'appel au « multilatéralisme responsable » exprimé par le ministre LE DRIAN lors du dialogue Shangri-La de juin 2016 ainsi que sa proposition de coordonner une présence visible et régulière des marines européennes en Asie.

La séquence de questions qui a suivi l'intervention de Mme INADA a, entre autres, permis de revenir sur les nouvelles lois sur la sécurité japonaise adoptées en septembre 2015 et autorisant « l'autoDéfense collective ». En effet, cette nouvelle législation apparaît pour beaucoup, dont l'opposition politique et l'opinion publique japonaises, en contradiction avec l'esprit pacifiste de l'article 9 de la Constitution du pays qui stipule que l'archipel renonce à l'usage de la force dans les relations internationales. La ministre s'est montrée pragmatique et, sans écarter la perspective d'une révision de la Constitution — au demeurant complexe et longue — a souligné combien le recours à « l'autoDéfense collective » était encadré. Citant l'envoi en novembre 2016 de Casques bleus japonais au Sud-Soudan pour des travaux de construction, elle a souligné que les nouvelles lois adoptées leur permettraient d'utiliser leurs armes pour protéger les travailleurs étrangers à leurs côtés, repousser des éléments insurgés et se défendre s'ils étaient attaqués.

**9 janvier 2017 : Séminaire organisé par Hugo MEIJER sur *The End of Grand Strategy: Maritime Operations in the 21st Century* de Simon REICH**



Simon REICH

Le 9 janvier 2017, lors d'un séminaire organisé par Hugo MEIJER à l'IRSEM, le professeur Simon REICH, de l'Université Rutgers, a présenté son dernier ouvrage *The End of Grand Strategy: Maritime Operations in the 21st Century* (à paraître chez Cornell University Press), rédigé avec Peter DOMBROWSKI du US Naval War College. Cet ouvrage vise à montrer qu'en raison de la multiplication d'acteurs (étatiques et non-étatiques) en relations internationales, ainsi que de la prolifération de menaces et de formes de conflits (conventionnels, irréguliers, hybrides), il est devenu impossible pour les États-Unis de mettre en œuvre une « grande stratégie » unique et cohérente — comme ils l'avaient fait pendant la Guerre froide avec la stratégie de l'endiguement (*containment*) de l'Union soviétique.

**11 janvier : Séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, avec Jean-Vincent HOLEINDRE**



Séminaire Jeunes Chercheurs

Le séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM est organisé chaque mois en partenariat avec la Direction de l'Enseignement militaire supérieur (DEMS) et le Service historique de la Défense (SHD). Il réunit les doctorants soutenus par le ministère de la Défense, notamment la Direction générale pour les Relations internationales et de la stratégie (DGRIS) et la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA). Participent également tous les doctorants qui souhaitent bénéficier de l'appui scientifique de l'IRSEM et qui en font la demande motivée auprès du directeur scientifique. Animée par les professeurs DRÉVILLON (Paris 1/SHD) et HOLEINDRE (Université Poitiers/IRSEM), la séance du 11 janvier s'est organisée autour de deux conférences. La première a été assurée par le professeur Michel FOUCHER, géographe et titulaire de la chaire de Géopolitique appliquée du Collège d'études mondiales. Il est revenu sur l'un des thèmes centraux de sa recherche, les frontières, et a présenté notamment son nouveau livre, [Le Retour des frontières](#) (CNRS éditions). Dans la deuxième partie du séminaire, Wendy RAMADAN-ALBAN, doctorante à l'Université de Namur sous la direction du professeur Thierry BALZACQ, a présenté sa thèse en cours sur la pensée stratégique iranienne. La présentation, très stimulante, a fait l'objet d'une discussion nourrie. Pierre RAZOUX, Directeur de recherche à l'IRSEM, est notamment revenu sur le regain d'intérêt pour les études iraniennes en France. Le prochain séminaire se déroulera le 8 février à l'École militaire.

**13-14 janvier 2017 : Conférence de l'Initiative européenne pour les études de sécurité (European Initiative on Security Studies, EISS)**



Hugo MEIJER et Olivier SCHMITT

Hugo MEIJER, chercheur à l'IRSEM, a organisé la première conférence de l'Initiative européenne pour les études de sécurité (European Initiative on Security Studies, EISS), le 13 et 14 janvier 2017, à l'Université Paris II Panthéon-Assas. Cette conférence a été organisée par l'AEGES (Association pour les études sur la guerre et la stratégie) avec le soutien du Centre Thucydide et du CERSA (Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques). Hugo MEIJER est le directeur scientifique de l'EISS.

L'objectif de cette initiative est double. Il s'agit tout d'abord de constituer un réseau académique européen sur les études de sécurité, grâce à l'organisation d'une conférence annuelle et de sections thématiques permanentes. Il s'agit ensuite de rassembler les chercheurs et Universités européens travaillant sur les questions de sécurité afin de présenter les projets de recherche en cours et de développer de nouveaux projets de recherche collectifs. Pour cette première édition, chaque Université qui a rejoint cette initiative a ainsi envoyé un ou deux chercheurs pour assister et/ou intervenir à cette conférence.

**L'EISS rassemble aujourd'hui plus de soixante Universités européennes, dont une quinzaine de françaises, qui partagent l'objectif de consolider les études de sécurité en Europe.**

L'EISS est pluridisciplinaire, organisée thématiquement et ouverte à toutes les approches théoriques. Chaque section thématique, représentée par un panel lors de la conférence, rassemble des chercheurs afin de discuter de leurs projets de recherche, présents et à venir. Les neuf sections thématiques présentées cette année

étaient les suivantes : 1) Transformations du phénomène guerrier et de la conflictualité ; 2) Domaines émergents : cybersécurité ; 3) Acquisition et transfert d'armement ; 4) Acteurs militaires privés ; 5) Coopération de Défense et assistance militaire ; 6) Interventions militaires ; 7) Non-prolifération et maîtrise des armements ; 8) Terrorisme et contre-terrorisme ; 9) Développements théoriques dans les études de sécurité

Pour les prochaines éditions, l'EISS pourra considérer d'autres thèmes transversaux suggérés par les Universités participantes.

Cette première édition de l'EISS a réuni une centaine de chercheurs. Il est prévu d'organiser une seconde conférence en 2018.

Pour plus de détails sur le programme de la conférence et sur la liste des Universités partenaires de cette initiative, voir [ce lien](#).

**25 janvier : La relève stratégique, rencontre avec les Jeunes Chercheurs**



Rencontre avec les Jeunes Chercheurs

Le mercredi 25 janvier 2017, de 10h30 à 12h00 à l'espace Alexandrine de la Rotonde Gabriel, dans l'enceinte de l'École militaire, s'est déroulée une rencontre avec les jeunes chercheurs soutenus par l'IRSEM et, plus généralement, par le ministère de la Défense. Cette rencontre s'est tenue à l'occasion de la conférence « Renouveau de la recherche stratégique de Défense » organisée l'après-midi par la DGRIS, et conclue par le ministre de la Défense, Jean-Yves LE DRIAN. Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER était modérateur de la table ronde N°2 « Comment opérationnaliser la recherche ? (études de cas) ».

Le soutien à la relève stratégique représente une mission majeure de l'Institut de recherche stratégique de l'École

militaire. Chaque année, plusieurs postdoctorant-e-s sont financés pour un an et rattachés pour leurs recherches à l'IRSEM. De plus, le séminaire Jeunes Chercheurs réunit chaque mois les doctorants financés par le ministère de la Défense et ceux qui souhaitent bénéficier de l'appui scientifique de l'Institut. Cet événement a permis de faire connaître les travaux de ces chercheurs en devenir, au moment où a été signée une convention entre le ministère de la Défense, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et la Conférence des présidents d'Université (CPU) dans le cadre du Pacte Enseignement Supérieur.

Jean-Vincent HOLEINDRE, directeur scientifique de l'IRSEM, a introduit les débats en rappelant le chemin parcouru depuis la création de l'IRSEM en 2009-2010. Il a salué l'action de long terme menée par l'IRSEM en direction des Jeunes Chercheurs, dont il a lui-même bénéficié à l'époque de sa thèse de doctorat. Le Pacte Enseignement Supérieur, initié aujourd'hui par la DGRIS, constitue une nouvelle étape et un moyen de renforcer le dispositif, en créant une véritable filière d'études sur la guerre en France. L'un des enjeux est d'assurer des débouchés professionnels pour ces docteurs formés en France, à l'Université, dans les *think tanks*, au sein de l'administration et dans le privé. La professionnalisation différenciée des docteurs passe par une bonne connaissance du marché de l'emploi, mais aussi par une reconnaissance des compétences scientifiques et professionnelles acquises tout au long du doctorat par les employeurs.

À cet égard, les présentations du parcours et des recherches des différents postdoctorants ont montré que l'excellence scientifique et la rigueur rimaient avec utilité sociale et opérationnalisation. Camille EVRARD (IRSEM) est ainsi revenue sur une enquête en cours sur la construction des armées postcoloniales en Mauritanie et au Niger tandis qu'Alice PANNIER (IRSEM), récemment recrutée à l'Université Johns Hopkins à Washington, a présenté une recherche sur les enseignements tirés de l'intervention en Libye par les armées française et britannique en matière de coopération militaire. Amélie ZIMA (IRSEM) est revenue sur son parcours doctoral à Nanterre, montrant comment l'histoire et la science politique permettent de mieux comprendre l'insertion de pays comme la Pologne au sein de l'Otan comme de l'Union européenne. Les présentations postdoctorales se sont achevées par deux exposés : Gabriel FACAL, postdoctorant financé par le programme Ambassadeur de la DGRIS, a présenté ses recherches en anthropologie sur l'État islamique en Indonésie et en pays malais, fondées sur une enquête de terrain de longue haleine.

Frédéric Gloriant, docteur en histoire et spécialiste de l'histoire comparée de la dissuasion nucléaire, a présenté sa thèse sur les modèles britannique et français de dissuasion. Il a également présenté le Réseau Nucléaire et Stratégie, animé par la Bruno TERTRAIS (FRS), Corentin BRUSTLEIN (IFRI) et soutenu par le Commissariat à l'énergie atomique, représenté par Mme Céline JURGENSEN, nouvelle directrice de la stratégie au CEA/DAM.

Enfin, la conférence s'est achevée par une brève présentation des doctorants : Wendy RAMADAN-ALBAN (Université de Namur), *La Pensée stratégique iranienne : vers une grande stratégie ?* ; Friederike RICHTER (Sciences Po), *The Politics of Attention: Guns Versus Butter? A Comparative Analysis of Agenda Setting in Security and Defence Policy in France and the United Kingdom (1985-2015)* ; Alexandre GANDIL (Sciences Po Paris), *La Taïwanisation de la République populaire de Chine : analyse de la recomposition des équilibres dans le détroit de Taïwan à travers le cas de Kinmen* ; Zivile KALIBATAITE (Université de Namur et Université Paris Est Créteil), *Les Dimensions stratégiques et symboliques des politiques de Défense des petits États : la construction du respect international des pays baltes depuis les années 1990* ; Alix LE MOIGN (Université libre de Bruxelles), *Les groupes armés non étatiques : structures, assises territoriales et relations à l'État* ; Camille MOREL (Université Lyon 3), *Régime juridique et enjeux stratégiques des câbles sous-marins* ; Marc JULIENNE (Inalco), *Les Stratégies chinoises de lutte contre le terrorisme : enjeu majeur de sécurité nationale et facteur d'influence sur la politique étrangère* ; Malcolm LÉON-ZYTNICKI (Université de Poitiers), *Doctrine et emploi des drones militaires chinois*. Les doctorants ont, pour finir, présenté leurs recherches aux différents participants en prenant appui sur des affiches réalisées pour l'occasion et préparées lors du précédent séminaire Jeunes Chercheurs.

**26 janvier 2017 : Initiative 5+5 Défense en Méditerranée occidentale**



1<sup>ère</sup> réunion du groupe de recherche du CEMRES

L'Initiative 5+5 Défense en Méditerranée occidentale est, en 2017, présidée par la France. Celle-ci pilote, sous la responsabilité de l'IRSEM, les travaux de recherche du Centre euromaghrébin d'études et de recherche stratégique (CEMRES) qui porteront sur « Les enjeux de sécurité liés aux changements climatiques dans l'espace 5+5 : quelles implications pour les politiques de Défense ? ».

L'Initiative 5+5 Défense en Méditerranée occidentale entame sa treizième année d'existence. La dynamique portée dès son lancement en 2004 visait à constituer en son sein un centre de recherche afin d'établir une communauté dédiée à l'analyse de l'espace stratégique que constitue le bassin occidental de la Méditerranée.

Les travaux de la 1<sup>ère</sup> réunion annuelle du groupe de recherche, qui se sont tenus à l'École Militaire le 26 janvier 2017 sous la direction de Flavien BOURRAT, chercheur Maghreb Moyen-Orient à l'IRSEM, ont été particulièrement denses et nourris, autour d'un sujet complexe mais novateur, confirmant par-là la maturité croissante des activités du CEMRES et l'importance du volet recherche au sein de l'initiative 5+5 Défense.

**27 janvier 2017 : Séminaire *Strategic Territories in the Baltic Sea Region* avec Céline MARANGÉ**



Dans le cadre de sa série de séminaires sur la guerre en Ukraine, l'IRSEM a organisé un petit déjeuner fermé sur les conséquences stratégiques de l'annexion de la Crimée. L'accent a été mis sur les dimensions militaires et énergétiques. Le lieutenant-colonel Robert HAZEMANN a dressé un premier bilan des mouvements de troupes et des déploiements militaires en Crimée. Le Dr Igor DELANOË, directeur-adjoint de l'Observatoire franco-russe basé à Moscou, a présenté l'évolution de la stratégie maritime de la Russie en mer Noire. Enfin, le Dr Nicolas MAZZUCCHI a envisagé l'impact du déplacement des frontières maritimes sur les projets énergétiques russes et européens. Les présentations des trois intervenants ont été discutées par Philippe DE SUREMAIN, ambassadeur de France en Ukraine de 2002 à 2005 et président de l'Association française des études ukrainiennes. Ce dernier a, en outre, souligné certains aspects politiques de l'annexion, notamment les défis liés au transfert d'autorité et les difficultés rencontrées par les Tatars de Crimée.

**27 janvier 2017 : Séminaire sur l'approche sociologique des armées coorganisé par Mathias THURA**

La première séance s'est tenue le vendredi 27 janvier de 14h à 17h sur le site Pouchet du CNRS avec Jeanne TÉBOUL de l'Université Jean-Jaurès de Toulouse et Pinar SELEK de l'Université Sophia Antipolis de Nice.

Dans un contexte d'exacerbation des politiques sécuritaires et d'une nette transformation (voire d'un brouillage) du rôle des organisations militaires, notamment sur le sol national, ce séminaire propose de redonner sens et place aux armées comme institution du social : institution de la société toute entière et intéressant de ce fait les sciences sociales et politiques toutes entières, et non seulement quelques spécialistes de la question « militaire ». À travers l'étude des armées et des organisations qui leurs sont connexes, c'est toute la société qui se donne à voir dans son rapport au pouvoir, à l'ordre, à la sécurité, à la violence, etc. Ce séminaire se donne pour objectif de banaliser scientifiquement l'objet « armées », tant épistémologiquement que méthodologiquement.

**Erratum :**

Contrairement à ce qui était indiqué en page 3 de la *Lettre de l'IRSEM* de novembre 2016, le codirecteur du master II « Expertise des conflits armés », avec le professeur Hervé DRÉVILLON, n'est pas le LCL Olivier ENTRAYGUES mais Sophie CROS, maître de conférences HDR à l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne et directrice adjointe de l'Institut des études sur la guerre et la paix. Nous prions Sophie CROS et l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne de bien vouloir nous excuser pour cette confusion.

**ACTUALITÉS DES CHERCHEURS**



**Delphine ALLÈS**

- Article « [Sovereignism in the International System: from Change to Split](#) » (avec Bertrand BADIE), *European review of international studies*, 2:2, 2016, p. 5-19.
- Interview « Le religieux et les relations internationales », TSF Jazz,

3 janvier 2017.



**Olivier ENTRAYGUES**

- Intervention « L'École supérieure de guerre, enseigner la guerre, 1870-1914 », au colloque « Histoire des opérations, sources, objets, méthodes » organisé par le Service historique de la Défense, Paris, 5 janvier 2017.

- Conférence « Éducation à la Défense et à la sécurité nationale », Versailles, 26 janvier 2017.



**Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER**

- Conférence « L'état du monde contemporain », École nationale de la magistrature, Paris, 9 janvier 2017.

- Audition par le groupe de travail sur les drones militaires aériens de la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat, Paris, 12 janvier 2017.

- Présidence de la table ronde « Lutter contre le terrorisme, quel(s) rôle(s) pour les fictions cinématographiques en démocratie ? », journée d'étude TESDEM (Terrorisme et Séries TV en Démocratie), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 21 janvier 2017.

- Conférence « La Cour pénale internationale et le Conseil de sécurité », atelier « Justice internationale et actions diplomatiques » organisé par le ministère des Affaires étrangères et du Développement international, l'Académie diplomatique internationale, le Conseil d'État et l'Institut des hautes études sur la justice, au Conseil d'État, 25 janvier 2017.

- Présidence de la table ronde « Comment opérationnaliser la recherche ? », conférence « Renouveau de la recherche stratégique de Défense » organisée par la DGRIS, École militaire, Paris, 25 janvier 2017.

- Participation à l'émission « Bibliothèque Médecis » sur les drones, diffusée sur Public Sénat le 27 janvier 2017.



**Barbara JANKOWSKI**

- Chapitre d'ouvrage : « [Information Sharing Among Military Operational Staff: The French Officers' Experience](#) » in Irina GOLDENBERG, Joseph SOETERS, Waylon H. DEAN (eds.), *Informations Sharing in Military Operations*, ERGOMAS/Springer,

2017, p. 67-80.



**Marianne PÉRON-DOISE**

- Article « [La sécurité du Japon à l'épreuve du pouvoir de Donald Trump](#) », *The Conversation*, 4 janvier 2017.

- Interview « La piraterie maritime », émission « Cultures Monde », France Culture, 11 janvier 2017.

- Organisation d'une réunion de l'Observatoire Chine de l'Asia Centre, avec le Dr Anne-Marie Brady « China, the South Pacific and Contemporary Geopolitics », IRSEM, 25 janvier 2017.

- Conférence « La lutte contre la piraterie maritime : évolution et enjeux », Institut Catholique, 31 janvier 2017.



**Pierre RAZOUX**

- Conférence « Quelles perspectives d'évolution géopolitique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ? », au profit du Centre des hautes études militaires (CHEM), 4 janvier 2017.

- Invité de l'émission de Thierry GARCIN *Les Enjeux internationaux* sur France Culture, sur les enjeux de la conférence de Paix de Paris portant sur le conflit israélo-palestinien, 13 janvier 2017.

- Cycle de 6 conférences au Caire à l'Université française d'Égypte (UFE) sur la géopolitique du Moyen-Orient, 15-22 janvier 2017.

- Conférence « Les conséquences stratégiques du BREXIT », dans le cadre du séminaire de réflexion stratégique de la Cour des Comptes, 26 janvier 2017.



**Elyamine SETTOUL**

- Article « [Les combattants étrangers de Daech au prisme de la sociologie militaire](#) », *Moyen-Orient*, 33, janvier-mars 2017, p. 74-80.

**VEILLE SCIENTIFIQUE**

**ASIE**



David DELFOLIE, Nathalie FAU et Elsa LAFAYE DE MICHEAUX (dir.), *Malaisie-Chine, une « précieuse » relation*, Irasec, décembre 2016, 272 p.

Résumé (éditeur) : Le cas de la Malaisie est particulièrement révélateur de l'influence politique et économique croissante de la Chine sur l'Asie du Sud-Est. Le rapprochement entre la Malaisie et la Chine, longtemps entravé par des divergences idéologiques, s'est renforcé au cours de cette dernière décennie. L'examen de leur relation prend ses distances avec l'idée d'une simple manœuvre hégémonique chinoise et révèle une alliance porteuse de nombreux bénéfices réciproques.

Ce carnet décrypte les multiples facettes de cette « précieuse » relation du point de vue malaisien. Il montre comment, au cours de la période 2008-2016, cette alliance a été méthodiquement construite sur la base de partenariats déployés dans des secteurs économiques clés et sur des territoires stratégiques. Il interroge les rapports d'État à État, les dimensions socioculturelles des échanges bilatéraux et les enjeux liés aux projets d'aménagement immobiliers et aux investissements industriels. Cette analyse éclaire les logiques du déploiement de l'activité chinoise en Malaisie autant que les efforts du parti conservateur malais pour en tirer bénéfice.

**Delphine ALLÈS**

*Chercheur Asie du Sud-Est, religion et conflits*

Scott N. ROMANIUK, Tobias J. BURGERS, « *Japan's Military Remains the Realm of Men* », *East Asia Forum*, 7 janvier 2017.

La politique de mixité menée par Abe Shinzo depuis son arrivée au pouvoir a longtemps été qualifiée de « poudre aux yeux », les femmes se voyant offrir de nouvelles possibilités d'emploi mais restant cantonnées à des postes de moindre importance. Aujourd'hui encore, l'image de la femme dans l'armée japonaise reste profondément liée au douloureux souvenir des « femmes de réconfort ». S'émanciper d'une telle représentation n'est pas chose facile et les efforts du gouvernement pour promouvoir une image positive des femmes au sein de la Défense, et

notamment des Forces japonaises d'autodéfense (FAD), sont restés jusque-là maladroits et peu concluants.

Il s'agit là d'un enjeu qui dépasse les seuls domaines économiques et militaires. Au-delà d'une réponse à la crise démographique que traverse le Japon depuis plusieurs décennies, la valorisation des femmes au sein de la Défense japonaise apparaît comme politiquement nécessaire à la cohérence de l'engagement nippon à l'international.

La nomination de Mme Tomomi INADA à la fonction de ministre de la Défense est dans ce contexte une avancée encourageante pour le Japon. Cette dernière n'a pas manqué de le souligner lors de son intervention à l'IRSEM, le 6 janvier dernier, dans le cadre d'une conférence sur la politique de Défense de l'archipel.

**Léa DEBRAUX**

*Assistante de recherche*

*International Affairs*, 93:1, janvier 2017.

La revue *International Affairs* de Chatham House publie, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de l'indépendance de l'Inde, un numéro spécial consacré à la politique étrangère indienne, qui rassemble les contributions de dix chercheurs basés en Australie, en Allemagne, en Inde, à Singapour, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Le fil conducteur des différents articles est d'interroger les effets de l'émergence économique de l'Inde sur l'évolution des principes et des moyens de sa politique étrangère. Le rôle joué par l'actuel Premier ministre indien, Narendra Modi, dans ces évolutions est également questionné et mis en perspective avec les dynamiques institutionnelles, politiques et cognitives qui déterminent une certaine continuité dans la conduite de la politique étrangère indienne. La diversité des cadres théoriques, des variables et des cas empiriques étudiés dans ce numéro permet de dresser un panorama très complet de la politique extérieure actuelle de New Delhi.

**Mélissa LEVAILLANT**

*Chercheur sous-continent indien*

Céline PAJON, « [Japan's Coast guard and Maritime Self Defense Force in the East China Sea: can a black and white system adapt to a gray zone reality?](#) », *Asia Policy*, 23, janvier 2017.

Les techniques de harcèlement mises en place par la Chine autour des îlots Senkaku (Diaoyu pour la Chine) revendiqués par les deux pays, en mer de Chine de l'Est, nécessitent une réponse rapide et maîtrisée de la partie japonaise pour éviter tout risque d'escalade militaire.

Cette situation est définie par le concept japonais de « grey zone situation » que l'on peut traduire par une posture qui n'est celle ni du temps de paix ni du temps de guerre. Elle nécessite la définition d'un cadre juridique adapté qui permette aux agences de renforcement de l'ordre à la mer de coopérer efficacement avec les forces de la Marine en cas de détérioration de la situation. En dépit de certains progrès, ce cadre reste mal adapté aux stratégies d'incursion chinoise dans les eaux territoriales japonaises utilisant des flottilles de bâtiments de pêches accompagnées d'unités d'administrations civiles. L'étude de Céline Pajon, fruit d'un travail de terrain fouillé, souligne les similitudes d'approche chinoises en mer de l'Est et en mer de Chine du Sud. Dans les deux cas, l'usage combiné d'acteurs privés constituant des quasi milices et l'administration maritime rappelle le concept de « guerre hybride » et un scénario de type ukrainien.

**Marianne PÉRON-DOISE**

*Chercheur Asie du Nord, Stratégie et Sécurité maritime*

## MOYEN-ORIENT

« *Gulf Politics One Year After JCPOA* », *Orient*, 57:4, German Orient Institute, 2016.

Le numéro 57 de la revue *Orient* diffusée depuis Berlin avec une forte visibilité dans les Universités et institutions européennes, mais peu en France, est consacré à l'analyse de l'impact géopolitique de la signature de l'accord sur le nucléaire iranien pour les pays du Golfe et la communauté internationale. Il est paru un mois avant les élections présidentielles américaines qui ont vu la victoire de Donald TRUMP, très hostile au régime iranien.

La revue brosse un tableau très complet des piliers sur lesquels reposent les politiques étrangères saoudienne et iranienne, ce qui permet de mieux comprendre l'extrême tension qui oppose les deux rivaux régionaux. L'Arabie saoudite est décrite comme étant empiétrée dans un sentiment anti-iranien confinant à la paranoïa et contribuant à beaucoup affaiblir sa nouvelle politique interventionniste au Yémen, notamment (Sebastian Sons).

Quant à l'Iran, son obsession de l'encercllement militaire sécuritaire des puissances occidentales se voit aujourd'hui largement contrebalancée par la menace que font peser, non loin de ses frontières, les groupes extrémistes djihadistes sunnites de l'EI et Al-Qaida en Irak et en Afghanistan. En outre, son credo visant à défendre ses intérêts géopolitiques par « l'axe de la résistance » avec le Hezbollah en première ligne résiste mal

à son action militaro-politique en Syrie, Irak et Liban. La présence de milices chiites encouragées par Téhéran alimente la guerre sectaire par procuration qu'Iraniens et Saoudiens se livrent dans la région (Adnan Tabtabai). Sons et Tabtabai concluent tous deux sur le rôle vertueux qu'aurait l'Union européenne à œuvrer pour une désescalade que l'application de l'accord sur le nucléaire iranien devrait favoriser.

L'autre contribution sur le Golfe est davantage axée sur la perception et les perspectives des « petites » monarchies membres du CCG (Conseil de Coopération du Golfe) quant à un Iran consolidé par cet accord (Fatiha Dazi-Héni). L'auteur montre l'ambivalence de la perception de ces monarchies quant au retour de l'Iran sur la scène internationale. D'une part, elles craignent l'influence géopolitique croissante de l'Iran au Moyen-Orient et ses ambitions d'accroître son arsenal militaire conventionnel après avoir développé un programme militaire balistique. De l'autre, elles voient ce retour comme une opportunité pour augmenter les échanges commerciaux et économiques et faire de cette région un pont incontournable avec les grands pays asiatiques. Si Bahreïn et Abu Dhabi affichent la même position dure et anti-iranienne que l'Arabie saoudite, Koweït et Qatar privilégient des relations de bon voisinage avec le grand voisin perse quand Oman est clairement l'avocat de la pleine réintégration de l'Iran dans la politique régionale du Golfe. Alors que les « petites » monarchies du Golfe ont beaucoup à gagner du retour de l'Iran dans les échanges économiques, l'Arabie saoudite a le plus à perdre mais peut toutefois compter sur la crainte que suscite les appétits régionaux de l'Iran au sein du CGG pour maintenir son statut de gardienne de la « citadelle ».

Au bilan, les contributions s'accordent pour voir dans la vive tension entre Téhéran et Riyad une compétition pour le leadership régional rendue plus complexe avec la politique de retrait des conflits au Moyen-Orient esquissée par l'administration OBAMA. Cela est susceptible de se poursuivre en se compliquant durant le mandat de TRUMP, compte tenu de son hostilité au régime iranien.

**Fatiha DAZI-HÉNI**  
*Chercheur Golfe et Moyen-Orient*

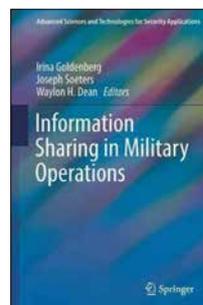
## PENSÉE STRATÉGIQUE



« *L'Âge du drone* », Polémoscopie, 2, Le Polémarque.

*Polémoscopie* est un cahier trimestriel qui promeut les réflexions des stagiaires de l'École de guerre. Ce deuxième cahier est préfacé par Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER et dirigé par le lieutenant-colonel Olivier ENTRAYGUES. Le thème central de ces travaux présente une thématique stratégique évanescence : l'Âge du drone. Cinq approches sont successivement développées pour questionner le sujet. Elles s'appuient sur quatre mémoires d'officiers stagiaires de la promotion Verdun de l'École de guerre et d'un doctorant en philosophie. L'approche globale du drone est présentée par Bertrand COUPEZ (commandant dans l'armée de l'air). L'approche par la menace est questionnée par le commandant Pierre-Alain GOUJARD (pilote d'hélicoptères de l'ALAT). L'approche par un milieu spécifique est abordée par Solesn SEVENO (commandant dans l'armée de l'air). L'approche par la conduite de la guerre est faite par Jonn WHEELER (lieutenant-colonel et pilote de chasse de l'*US Air Force*). Enfin, une approche par l'éthique est proposée par Benoit Olié (doctorant en philosophie, saint-cyrien et breveté du *Staff College* britannique).

## SOCIOLOGIE DE LA DÉFENSE



Irina GOLDENBERG, Joseph SOETERS, Dean H. WAYLON, (eds.), *Information Sharing in Military Operations*, ERGOMAS/Springer, 2017.

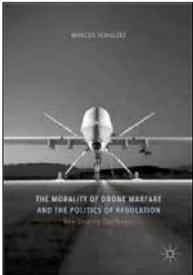
Le partage de l'information concourt de manière primordiale au succès des opérations militaires. Longtemps, l'information n'était stratégique que si elle n'était pas divulguée. C'est désormais le partage qui renforce son caractère stratégique. Cet ouvrage collectif rassemble seize contributions qui explorent, à partir d'enquêtes de terrain récentes, la mise en œuvre du partage de l'information dans des contextes opérationnels. Les auteurs cherchent à caractériser les facteurs humains, organisationnels et technologiques qui facilitent ou font obstacle à la circulation de l'information. La réciprocité, la confiance, l'interopérabilité, la com-

pétence linguistique et la formation commune avant le déploiement sont évoqués dans la plupart des chapitres.

**Barbara JANKOWSKI**

*Chercheur Sociologie des forces armées*

## ARMEMENT ET ÉCONOMIE DE DÉFENSE



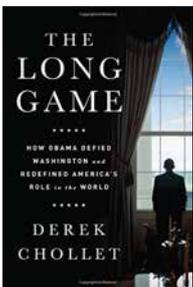
Marcus SCHULZKE, *The Morality of Drone Warfare and the Politics of Regulation*, Palgrave Macmillan, 2017.

Docteur en science politique de l'Université d'État de New York à Albany, l'auteur engage une discussion sur les drones dans une perspective à la fois morale et juridique. Il présente les drones comme ayant la potentialité de faire progresser la conformité entre les principes de « guerre juste » et de droit international ; la compréhension de ce potentiel passe par le développement d'un cadre réglementaire solide. L'auteur met en lumière les voies possibles d'une utilisation éthique des drones que devraient emprunter les administrations et les forces militaires. Parallèlement, il évalue d'une façon critique les arguments contre les drones en insistant sur les changements nécessaires à prendre en compte pour assurer une meilleure réglementation en ce domaine.

**Océane ZUBELDIA**

*Chercheur Drones, industries et innovation*

## BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



*The Long Game: How Obama Defied Washington and Redefined America's Role in the World*  
Derek CHOLLET, Public Affairs, 2016, 262 p.

Dans cet ouvrage, Derek CHOLLET, qui a travaillé à la Maison Blanche, au département d'État et au Pentagone pendant la présidence de Barack OBAMA, s'attache à défendre le bilan du président démocrate en politique étrangère. L'auteur revient sur les grandes problématiques de sécurité internationale et les crises qui ont structuré ses deux mandats, et explicite l'approche que le président américain a eue de chacune, dans le cadre de sa stratégie de *Long Game*.

La stratégie de *Long Game* se résume en huit critères ou principes guidant l'action : l'équilibre, la soutenabilité, la retenue, la précision, la patience, la faillibilité, le scepticisme et l'exceptionnalisme. Consciente des limites de la puissance, cette stratégie entend notamment privilégier la diversité des outils de politique étrangère, et non la seule force militaire.

Au fil de chapitres thématiques, l'auteur revient ainsi sur la gestion par Barack OBAMA du « Printemps arabe » et de la guerre en Libye, de la guerre civile syrienne et de l'émergence de Daech, de la montée en puissance de la Chine et du « rééquilibrage » vers l'Asie, du dossier nucléaire iranien, de la résurgence de la Russie et de la crise ukrainienne. À la fin de chaque chapitre, CHOLLET revient sur les critiques qui ont été faites à l'encontre d'OBAMA, notamment par le « complexe médiatico-politico-industriel » washingtonien, en suggérant les alternatives possibles aux choix qui ont été faits, et en soulignant les limites que celles-ci auraient présentées. En d'autres termes, Derek CHOLLET défend sans fléchir (bien qu'avec quelques regrets) le bilan du président.

De façon assez surprenante — et alors que le reste du livre se déroule chronologiquement, de dossier en dossier —, l'auteur débute son ouvrage par ce qui a été perçu par beaucoup comme le principal « échec » d'OBAMA en politique étrangère : la réaction à l'emploi d'armes chimiques par le régime de Bachar El-Assad à l'été 2013, franchissant ainsi la « ligne rouge » que le Président américain avait tracée, et qui devait justifier une réaction (potentiellement militaire) américaine. Derek CHOLLET retourne ce dossier en succès de politique étrangère : Barack OBAMA était, après tout, parvenu à une solution négociée résultant en l'évacuation et la destruction contrôlée des armes chimiques du territoire syrien.

Comme l'exemple syrien l'atteste, l'engagement politique clair de l'auteur en faveur de Barack OBAMA limite nécessairement la portée de l'ouvrage si l'on se place dans une perspective académique. On peut par ailleurs regretter que peu de place soit donnée à la « lutte contre le terrorisme » qui a de fait été un engagement central dans la politique d'OBAMA, avec un ensemble de pratiques — moins connues mais controversées — qui en ont découlé (assassinats ciblés, opérations dans la bande sahélo-saharienne). L'ouvrage constitue toutefois un récit utile des huit ans de présidence OBAMA, déterminants pour l'ensemble du monde, y compris pour la gestion européenne de ces enjeux de sécurité internationale, en ouvrant un monde « post-post-11 Septembre ».

Enfin, il permet de mieux saisir la vision du monde et les perceptions d'un président qui, malgré ses ambitions, n'aura pas réussi à apporter des solutions aux guerres du Moyen-Orient, au risque terroriste ou à la question russe.

**Alice PANNIER**  
Postdoctorante



**Un défi de civilisation**

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, Fayard, 2016, 463 p.

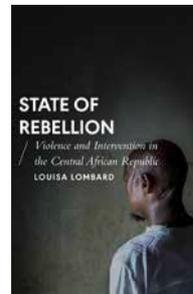
Pour Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, face à la faiblesse de nos élites, une globalisation incontrôlable, un projet européen périmé, et un modèle républicain en crise, la France a besoin d'un projet politique qui soit aussi un projet de civilisation. Face aux attentats terroristes mais aussi face à la situation économique et sociale en France, nous devons, selon lui, nous réarmer politiquement et moralement, en puisant dans nos valeurs et dans notre histoire commune.

C'est en faisant preuve de résilience, par le biais du patriotisme et de l'universalisme républicain, ainsi que par celui de la laïcité, que nous pourrions nourrir le sentiment d'appartenance à la France et faire renaître le récit national. La laïcité, déstabilisée par la violente offensive idéologique du terrorisme djihadiste, doit faire du lien politique de citoyenneté le fondement du lien social et de l'appartenance à la nation civique. L'État, main dans la main avec l'École et l'Armée, ravivera l'esprit laïc et l'esprit de Défense via l'enseignement de l'appartenance nationale.

L'Armée a un rôle de premier plan à jouer dans la mise en état de Défense du pays selon l'auteur. Les écrits de Jean Jaurès, que Jean-Pierre Chevènement cite dans sa conclusion et recommande à la lecture, nous montrent bien l'importance du lien Armée-Nation, ainsi que la constitution de puissantes réserves, pour pouvoir revenir aux sources républicaines de la « nation en armes ». L'établissement du service national permettrait le brassage social nécessaire ainsi que l'enseignement du patriotisme pour renforcer ce lien et ainsi reconstruire le patriotisme républicain. Ce service pourrait être militaire ou civique, et permettrait la mise sur pieds d'une garde

nationale de 100 000 hommes, essentielle aux yeux de Jean-Pierre CHEVÈNEMENT.

**Coline DUCHÉ**  
Assistante de recherche



**State of Rebellion. Violence and Intervention in the Central African Republic**

Louisa LOMBARD, Zed Books/The University of Chicago Press, 2016, 304 p.

Ce livre analyse les conflits violents entre différentes milices qui ont secoué la République Centrafricaine depuis 2012. Il s'agit de l'effort le plus complet d'élucider les raisons et les facteurs qui ont conduit à la violence centrafricaine ainsi que ses conséquences. Lombard démystifie le discours simpliste et pourtant très répandu selon lequel il s'agit d'un conflit religieux entre musulmans et chrétiens. L'hypothèse offerte suggère que la prévalence d'insécurités spirituelles et l'effondrement de tissus sociaux sont à la base des violences intercommunautaires. La force du livre est que l'auteur contextualise le conflit dans ses dimensions sociales, culturelles et historiques afin d'y analyser le rôle des acteurs ; notamment des jeunes ruraux marginalisés, des leaders locaux politiques et communautaires et la communauté internationale. Enfin, Lombard questionne d'une façon convaincante les suppositions très répandues sur ce que la communauté internationale conçoit comme « États fragiles » et les stratégies et instruments qu'elle met en œuvre (opérations de paix, *peace-building*).

**Denis TULL**  
Chercheur Afrique de l'Ouest

## À VENIR

### 8 mars 2017 : Colloque « Femmes militaires, et maintenant ? » à l'École militaire

L'IRSEM organisera le mercredi 8 mars 2017, en amphithéâtre Des Vallières de l'École militaire, un colloque intitulé « Femmes militaires, et maintenant ? ». Organisé par le lieutenant-colonel PLANIOL, chercheur du domaine « Défense et société », cet événement part du constat que les femmes militaires sont désormais juridiquement intégrées dans bon nombre d'armées occidentales. Or, si la France dispose de l'une des armées les plus féminisées au monde, des efforts doivent néanmoins encore être consentis afin d'y renforcer la parité, notamment sur le plan de l'égalité professionnelle. Ce colloque a donc pour objet de faire un point sur cette question et de réfléchir sur la façon d'offrir à une majorité de femmes militaires un parcours professionnel comparable à celui des hommes.

#### EN BREF :

**3 mars** : Colloque « 2030, la fin de la mondialisation ? » co-organisé par l'ISC (Institut de stratégie comparée) et l'IRSEM.

**7 mars** : Lancement de l'ouvrage de Fatiha DAZI-HÉNI, *L'Arabie saoudite en 100 questions*, Tallandier.

**8 mars** : Colloque « Femmes militaires, et maintenant ? ».

**9 mars** : Présentation du *Military Balance 2017*.

**15 mars** : Lancement de l'ouvrage de Jean-Vincent HOLEINDRE, *La Ruse et la Force. Une autre histoire de la stratégie*, Perrin.

# ANNEXE

## LE CEMRES

**Le Centre euromaghrébin de recherche et d'études stratégiques : un outil de réflexion stratégique au service de la coopération sécuritaire en Méditerranée occidentale**

*À l'occasion de la réunion du CEMRES du 26 janvier 2017, organisée par l'IRSEM, Flavien BOURRAT revient sur cette initiative réunissant dix pays : le Portugal, l'Espagne, la France, l'Italie, Malte, la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye.*

### Une démarche novatrice

L'Initiative 5+5 Défense en Méditerranée occidentale est présidée en 2017 par la France. Cette Initiative, qui entame sa treizième année d'existence, comporte un volet d'activité dédié à la recherche et à l'analyse sur l'espace stratégique que constitue le bassin occidental de la Méditerranée. Dans ce cadre, la France pilote durant cette année, sous la responsabilité de l'IRSEM, les travaux de recherche du Centre zuromaghrébin d'études et de recherche stratégique (CEMRES). Ces derniers portent sur « Les enjeux de sécurité liés aux changements climatiques dans l'espace 5+5 : quelles implications pour les politiques de Défense ? ». Ce choix fait suite à la déclaration des ministres de la Défense du 5+5 en décembre 2015 qui avait, sur proposition de la France, invité les parties concernées à coopérer sur la question climatique.

Le CEMRES a été officiellement créé en juillet 2009, lors de la 5<sup>e</sup> réunion des ministres de la Défense de l'Initiative 5+5 Défense qui s'est tenue en Libye. L'idée d'un tel projet avait été lancée en 2005, et avait été retenue en mars 2006 au cours d'une rencontre à Paris entre le ministre de la Défense nationale tunisienne et son homologue français. La dynamique portée, dès son lancement en 2004, par l'Initiative 5+5 Défense en Méditerranée occidentale, a en effet conduit à imaginer la constitution en son sein d'un centre de recherche et d'étude. Ce dernier visait à établir, au moyen d'une mise en réseau de chercheurs des différents pays de l'Initiative, une communauté de recherche stratégique entre les deux rives de la Méditerranée. Largement portée par la France et la Tunisie, qui en sont à l'origine, cette démarche est novatrice à plus d'un titre. En effet, tout en regroupant au sein

d'une équipe des représentants des dix pays concernés, elle fonctionne en suivant une double transversalité : celle associant les États de la rive nord et ceux de la rive sud, et celle associant des militaires de profession et des chercheurs issus du domaine académique. D'autre part, l'idée de réflexions et d'analyses communes portant sur des thématiques sécuritaires n'avait à première vue rien d'évident en soi, compte tenu des perceptions souvent différentes, parfois divergentes et le cas échéant sources de contentieux et de tensions entre pays membres de l'Initiative.

Les interrogations et les défis initiaux posés par une démarche à la fois ambitieuse et exploratoire n'ont pas découragé les protagonistes d'aller de l'avant dans la mise en route du projet. Bien au contraire, les différents participants témoignent d'une motivation et d'un engagement dont on pouvait craindre au départ qu'ils soient atténués par le caractère non opérationnel de la démarche. Au final, le CEMRES intègre bien dans cette démarche ce que l'on pourrait appeler l'« esprit 5+5 Défense », à savoir le pragmatisme, le concret, la marge d'initiative offerte à chaque participant, l'accent mis sur la mutualisation des travaux, la relégation hors du cadre de l'exercice des points d'achoppement politiques. Le fait que le projet ait atteint une vitesse de croisière significative après sept ans de mise en œuvre ne signifie pas pour autant qu'il ne doive pas être affiné et consolidé, car son objectif, au regard des défis sécuritaires qui touchent l'aire géographique concernée, est de s'établir dans la durée.

### Les atouts du CEMRES : un fonctionnement souple et une forte motivation des participants

Le CEMRES est une structure souple et décentralisée, dont le secrétariat général est assuré par le ministère de la Défense tunisien et se situe géographiquement à Tunis. Son objectif officiel est de réaliser au profit des ministres de la Défense des pays de l'Initiative 5+5, des recherches stratégiques et politiques sur des thèmes touchant à la sécurité régionale, en vue d'identifier et de développer les intérêts stratégiques communs au bassin occidental de la Méditerranée.

Le fonctionnement du CEMRES est également simple. Il est constitué d'un groupe de recherche associant un ou deux des experts pour chacun des dix pays, qui se réunit trois fois par an. Deux réunions de travail ont lieu dans le pays assumant le pilotage annuel, et sont suivies d'un comité de pilotage à Tunis pour faire le bilan des travaux réalisés et sélectionner les thèmes de recherche pour

l'année suivante. À partir du plan et des objectifs établis par les groupes de recherche, chaque chercheur, associé à un ou plusieurs autres participants au sein d'un sous-groupe, prépare sa contribution qui sera rassemblée au sein d'un rapport final. Ce dernier est validé par le Comité directeur de l'Initiative 5+5 Défense qui assure la supervision du CEMRES, avant d'être présenté aux ministres de la Défense des dix pays lors de la réunion annuelle se réunissant au mois de décembre. L'idée d'établir un pôle de chercheurs permanents basés à Tunis a été suggérée lors du lancement du projet, mais, aussi séduisante soit-elle, elle a néanmoins été jugée trop ambitieuse et difficile à mettre en place en raison notamment de son coût financier. Les langues de travail sont l'arabe, le français et l'anglais, et le rapport final est rédigé dans ces deux dernières langues.

Projet expérimental et original, le CEMRES a connu à ses débuts une phase de lancement marquée par quelques tâtonnements, inévitables dans ce type de démarche mais sans que l'engagement des acteurs concernés ne soit remis en cause. Une première production concrète, dénommée « Rapport Averroès » et réalisée en 2010 sous l'égide de l'IRSEM, a permis de faire converger pour la première fois dans un document les travaux de chercheurs européens et maghrébins sur la sécurité en Méditerranée occidentale. Par la suite, un rapport a été établi en 2011 sous le pilotage de l'Algérie autour du thème des menaces en Méditerranée occidentale.

Les travaux du groupe de recherche ont connu, à partir de 2012, une montée en puissance qui s'est confirmée au cours des exercices suivants. Tirant les enseignements des deux premières années de fonctionnement du CEMRES, une concertation au sein de l'équipe de recherche a permis de définir un cadre de travail reprenant en grande partie des recommandations faites initialement par les concepteurs du projet, en particulier l'Amiral Jean Dufourq, à savoir la nécessité d'assurer la continuité dans la durée des travaux, mais aussi davantage de cohésion académique. Au regard des résultats obtenus, on peut considérer que l'objectif initial est en grande partie atteint, quand bien même le travail présent doit continuer à être fructifié.

Deux éléments concrets témoignent de cette réussite : d'une part, le principe de mutualisation des travaux de recherche abordant des questions stratégiques particulièrement sensibles, au regard notamment d'agendas nationaux parfois concurrents et/ou divergents, paraît désormais acquis, comme en témoignent les analyses riches et ouvertes échangées pendant et en dehors

des séances de travail ; d'autre part, la réalisation d'un rapport cohérent et structuré, qui peut être considéré comme un véritable travail collectif, et non pas la simple compilation de diverses contributions.

On remarque enfin que les changements majeurs survenus depuis six ans, dans la foulée des soulèvements arabes, sur la rive sud de la Méditerranée, n'ont pas conduit, bien au contraire, les pays en premier lieu concernés, à savoir la Tunisie et la Libye, à se dissocier des travaux du CEMRES.

### Les facteurs d'approfondissement et d'amélioration des travaux de recherche du CEMRES

La première difficulté pour une enceinte de réflexion interrégionale comme le CEMRES est de définir des thèmes acceptables et mobilisateurs pour l'ensemble des participants. Au regard des discussions, préliminaires au lancement des travaux, il s'avère que les orientations de recherche suggérées par chacune des parties se situent toutes dans les grands domaines d'actions et de préoccupations de l'Initiative 5+5 Défense, à savoir notamment la coopération dans la sécurité maritime, la gestion commune des risques naturels et des crises humanitaires, la mutualisation du contrôle des frontières, mais aussi, le cas échéant, des questions qui relèvent davantage du *hard power*, comme celle de la criminalité organisée, du terrorisme et de la violence armées dans la zone étudiée. À ce titre, le choix des thèmes développés depuis 2012 (voir *infra*) font clairement ressortir chez l'ensemble des participants l'importance accordée aux questions relatives à la montée du terrorisme, à la sécurisation des frontières dans l'espace 5+5, mais aussi, au-delà de ce dernier, de l'espace sahélo-saharien, qui en constitue son arrière-plan stratégique. Il s'agit là encore d'un point de convergence important, même si des nuances et des réserves peuvent être apportées par certains partenaires, et ce en fonction de leur agenda national, à ce type d'orientation. Il a ainsi été convenu de ne pas s'éloigner des principes qui régissent l'Initiative 5+5 Défense, en s'aventurant le moins possible sur le terrain de la politique (dans cet esprit, les sujets propres à susciter des divergences politico-opérationnelles, comme les interventions militaires extérieures dans la zone étudiée, qui englobent l'espace sahélo-saharien, où révélant des contentieux profonds et durables, comme le dossier du Sahara occidental, sont exclus du champ de réflexion) et en privilégiant au contraire le volet académique des défis sécuritaires. Au final, le caractère sensible de la plupart des thèmes choisis, notamment pour les pays de la rive sud et dans le contexte stratégique et sécuritaire actuel,

n'a pas altéré la sérénité des échanges et l'intérêt des contributions.

Outre ce point sensible, l'ensemble des chercheurs du CEMRES a inclus dans le cahier des charges des travaux présents et avenir un certain nombre de points visant à mieux cadrer l'exercice et son objectif final :

- L'inclusion d'un glossaire introductif, suivie d'une définition claire et commune à l'ensemble des chercheurs, du périmètre géopolitique ainsi que des enjeux et des défis sécuritaires.
- La nécessité d'être concis, tout en évitant de tomber dans des généralités et de produire un document trop statique.
- L'utilité d'avoir une démarche prospective.
- Le fait que les recommandations finales — introduisant, par exemple, dans le cas de la sécurisation de l'espace sahélo-saharien, des frontières ou de la lutte contre Daech, des démarches préventives, des mesures d'accompagnement et des solutions de post-crise — doivent constituer le volet le plus important du travail.

La seconde interrogation se pose autour de la question de la cohésion académique du groupe de chercheurs, qui est une des conditions du bon fonctionnement du CEMRES. Si la présence simultanée de chercheurs civils et de militaires s'ancre dans la logique de ce type d'enceinte et est en soi enrichissante car porteuse d'approches et de réflexions croisées, la rotation trop fréquente de chercheurs peut le cas échéant nuire, non pas à la bonne intelligence des relations de travail, mais à la permanence d'un groupe d'experts inscrit dans la durée. Les agendas des différents pays partenaires peuvent ainsi diverger dans la nomination de leurs chercheurs respectifs, certains faisant le choix d'experts confirmés, d'autres privilégiant des rotations annuelles d'officiers dans un but davantage pédagogique, de manière à familiariser ces derniers avec l'analyse stratégique.

## Conclusion

Les changements survenus au Maghreb depuis six ans et leurs répercussions sur le bassin de la Méditerranée occidentale et sa profondeur sahélo-saharienne imposent de nouvelles approches pour faire face à des défis sécuritaires croissants et préoccupants. La gravité des enjeux et de la situation sécuritaire en Europe occidentale, au Maghreb et dans la bande sahélo-saharienne est un puissant incitateur en faveur d'une réflexion commune, au sein de l'Initiative 5+5 pour y faire face. Un tel contexte

demande de la part des pays membres de l'Initiative 5+5 Défense de mettre en place une véritable politique de coopération interrégionale, qui suppose au préalable un renforcement du climat de confiance entre les différents acteurs étatiques en vue de consolider et faciliter les actions présentes et à venir menées par cette enceinte. Les termes de recherche retenus par le CEMRES au cours des dernières années, témoignent par là de l'utilité d'une telle structure et de son adéquation par rapport aux nouveaux outils de la coopération en Méditerranée occidentale. Au-delà de préoccupations immédiates et légitimes imposées par une actualité sécuritaire particulièrement sensible à tous les pays membres de l'espace 5+5, le CEMRES apparaît également comme un outil approprié pour enrichir l'analyse et approfondir la réflexion prospective sur des thèmes qui apparaissent d'ores et déjà comme des sujets de préoccupation majeure pour l'avenir. En témoigne le choix du thème 2017 proposé par la partie française, qui assure cette année le pilotage du travail de recherche, autour des enjeux stratégiques du changement climatique et ses implications dans le domaine de la Défense dans une région qui apparaît, plus que tout autre, concernée par ce phénomène et ses répercussions.

## Thèmes traités depuis la création du CEMRES

2010 : *Rapport Averroès - perceptions respectives des questions de Défense et de sécurité dans l'espace 5+5* (pilote : France).

2011 : *Les menaces en Méditerranée occidentale* (pilote : Algérie).

2012 : *L'énergie comme facteur de coopération/La sécurité des frontières : les nouveaux défis/La coopération 5+5 dans le domaine de la sécurité : bilans et opportunités* (pilote : Espagne).

2013 : *Les stratégies de coopération dans le cadre de l'Initiative 5+5 Défense pour faire face aux défis et menaces au Sahel* (pilote : Portugal).

2014 : *Quelles mesures de confiance permettraient d'édifier un espace 5+5 Défense plus structuré à l'horizon 2020 ?* (pilote : Italie).

2015 : *Sécurisation des frontières de l'espace 5+5 : coopérations et implications* (pilote : Tunisie).

2016 : *Daech : Facteurs d'expansion rapide vus de l'espace 5+5* (pilote : Maroc).

2017 : *Les enjeux de sécurité liés aux changements climatiques dans l'espace 5+5 : quelles implications pour les politiques de Défense ?* (pilote : France).

**Flavien BOURRAT**  
*Chercheur Maghreb Moyen-Orient*



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Février 2017

<http://www.defense.gouv.fr/irsem>

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications, événements, nos chercheurs publient, actualités des chercheurs

## [VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 7\)](#)

Pensée stratégique, Asie

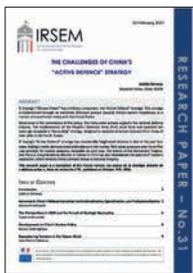
## [BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 8\)](#)



## [À VENIR \(p. 9\)](#)

## VIE DE L'IRSEM

### DERNIÈRES PUBLICATIONS



#### Research Paper No. 31

« [The Challenges of China's "Active Defence" Strategy](#) », par Juliette GENEVAZ, chercheur Chine.

*Xi Jinping's "Chinese Dream" has a military component: the "Active Defence" strategy. This strategy is implemented through an extremely defensive posture towards China's eastern neighbours, in a context of exacerbated rivalry with the United States.*

*Deterrence is the cornerstone of this policy. The Party-state actively supports the national defence industry. The modernisation of the People's Liberation Army (PLA) naval force was launched ten years ago alongside a "decoupling" strategy, designed to separate American interests from those of their allies in the Pacific Ocean.*

*Xi Jinping's "Active Defence" strategy has considerably heightened tensions in Asia in the past four years. Beijing's newly demonstrated ambivalence in the nuclear*

*field raises questions over its no-first-use principle for nuclear weapons, inviolable up until now. The victory of the Democratic Progressive Party at the presidential election in Taiwan in 2016 has also reawakened the spectre of Taiwan's separation, which remains China's primary threat to national integrity.*



#### Étude n°47

« [Les blogs de défense en France](#) », par le LCL Arnaud PLANIOL, chercheur Sociologie des forces armées.

Menée entre mars et octobre 2016 à la demande de la DCoD—Délégation à l'Information et à la Communication de Défense —, cette étude propose une

analyse du paysage des blogs de défense en France au travers de sondages et d'entretiens effectués auprès des lecteurs et des blogueurs eux-mêmes. Après avoir défini dans un premier temps ce qu'est un blog de défense, cette étude s'interroge successivement sur l'influence détenue par ces formats de publication et sur la prise en compte de ces blogs par le ministère de la Défense.

Il en ressort que, si les blogs de défense n'ont plus la place centrale qu'ils ont pu occuper dans les années 2000, du fait de l'apparition des réseaux sociaux, ceux-ci

gardent encore une forte capacité d'attrait et une importante légitimité pour les personnes qui s'intéressent aux questions de défense. Les auteurs de blogs restent donc encore aujourd'hui des influenceurs et des prescripteurs d'opinion, même s'ils ne semblent pas toujours pris en compte comme tels par l'institution.

L'auteur de l'étude propose donc quelques mesures simples et peu coûteuses qui permettraient au ministère de la Défense de passer de la logique actuelle de veille à une posture d'engagement actif de ces blogs.



### Étude n°48

« **La rupture stratégique** », par le LCL Olivier ENTRAYGUES, chercheur Enseignement de la guerre.

Cette étude propose une définition qui manque dans le domaine de la stratégie, celle de la notion de « rupture stratégique ». Les conflits mondiaux actuels rendent cette clarification nécessaire. La rupture diplomatique annonce souvent un changement d'état de la stratégie, empêchant ainsi le jeu des relations diplomatiques, garant de l'équilibre d'une société. La notion de rupture ajoute la variable de l'incertitude dans la pensée stratégique. Il s'agit donc d'abord de comprendre les évolutions en cours pour mieux anticiper et penser la rupture et ensuite de s'habituer à faire face à de nouvelles données dans la pensée stratégique.

Cette étude est composée des actes du colloque *La Rupture stratégique* organisé par l'IRSEM le 11 février 2015 et de l'ensemble des travaux préparatoires. Olivier ENTRAYGUES a, pendant 15 mois, dirigé une équipe de chercheurs aux profils variés venant de plusieurs universités françaises et étrangères. Ce groupe d'experts a exploré ce qui détermine une rupture stratégique, ce qu'elle provoque et comment les États y répondent. Ces travaux montrent que la rupture stratégique n'est pas un état figé, mais un processus qui transforme les relations internationales et les questions de sécurité et de défense dans le monde.

## ÉVÉNEMENTS

**2 février : Table ronde « La Chine et les États-Unis en Asie » avec le professeur Ren XIAO de l'Université Fudan à Shanghai (Chine)**



Le Professeur Ren XIAO

Le Dr Ren XIAO, Professeur de politique internationale au sein de l'Institut d'études internationales de l'Université Fudan à Shanghai (Chine) a tenu une conférence à l'IRSEM sur « La Chine et les États-Unis en Asie ». Après avoir fait un état des lieux du débat chinois sur la politique dite du pivot vers l'Asie, ou « *rebalancing* », de l'administration Obama, Ren XIAO s'est interrogé sur son futur. À ses yeux, la dénonciation du traité transpacifique par Donald Trump signale un changement de ton manifeste qui ne peut qu'affecter la relation États-Unis/Chine. Pour autant, la Chine ne veut pas préjuger des initiatives en cours destinées à remplacer le TTP et, si elle ne peut se défendre d'une relative suspicion, sa posture globale reste une posture d'attente vis-à-vis de Washington. Pour Ren XIAO, qui incarne un courant d'analyse relativement pragmatique, aucune des deux parties n'aurait à gagner à une guerre commerciale.

## 8 février : Séminaire Jeunes Chercheurs



Damien SIMONNEAU et Jean-Vincent HOLEINDRE

Le séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM est organisé chaque mois en partenariat avec la Direction de l'enseignement militaire supérieur (DEMS) et le Service historique de la Défense (SHD). Il réunit les doctorants soutenus par le ministère de la Défense, notamment la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) et la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA). Participent également tous les doctorants qui souhaitent bénéficier de l'appui scientifique de l'IRSEM et qui en font la demande motivée auprès du Directeur scientifique. Animée par les Professeurs DRÉVILLON (Paris 1/SHD) et HOLEINDRE (Université de Poitiers/IRSEM), la séance du 8 février s'est organisée autour de deux exposés.

Le premier a été assuré par Damien SIMONNEAU, docteur en science politique de l'Institut d'études politiques de Bordeaux et ancien Jeune Chercheur de l'IRSEM, actuel ATER à l'Université Paris-XIII. Il a présenté les principaux éléments de sa thèse récemment soutenue intitulée *Il nous faut une barrière ! Sociologie politique des mobilisations pro-barrière aux États-Unis et en Israël*. Il est revenu sur les enjeux méthodologiques de sa recherche, combinant la sociologie des mobilisations et les études de sécurité. Il est revenu notamment sur le concept-clé de « coalition de causes ». Après la pause, Marc JULIENNE, doctorant en science politique à l'Inalco sous la direction du Professeur Jean-François HUCHET, a présenté sa thèse de doctorat en cours qui porte sur les politiques de lutte antiterroriste en Chine. Faisant écho aux échanges qui avaient eu lieu précédemment, Marc JULIENNE, qui bénéficie d'un contrat doctoral « Relations internationales et stratégie » pour sa thèse, a exposé les enjeux méthodologiques de son enquête, relatifs à la définition du terrorisme et surtout à la for-

mulation des politiques publiques et des processus décisionnels en Chine en matière de lutte antiterroriste. Il a relevé notamment l'importance prise par les *think tanks* institutionnels dans l'élaboration des politiques antiterroristes. L'ensemble des participants du séminaire a relevé la richesse, théorique et empirique, des débats et s'est donné rendez-vous pour le prochain séminaire, le mercredi 22 mars. Les doctorants travaillant sur des thématiques intéressant la Défense sont encouragés à participer au séminaire en écrivant au Directeur scientifique de l'IRSEM Jean-Vincent HOLEINDRE ([jean-vincent.holeindre@defense.gouv.fr](mailto:jean-vincent.holeindre@defense.gouv.fr)) et à la responsable des aides doctorales et post-doctorales Gisèle DYVRANDE ([gisele.dyvrande@intradef.gouv.fr](mailto:gisele.dyvrande@intradef.gouv.fr)).

## 10 février : Visite du Dr Manpreet SETHI, experte de la politique nucléaire de l'Inde avec Mélissa LEVAILLANT

Le 10 février 2017, l'IRSEM a accueilli, en partenariat avec la DGRIS, la chercheuse indienne Manpreet SETHI, en visite en France dans le cadre du programme Personnalité d'avenir de la Défense (PAD). Le Dr Manpreet SETHI est une experte reconnue dans le domaine de la politique nucléaire de l'Inde. Elle coordonne actuellement des projets de recherche au sein du Centre for Air Power Studies (CAPS), un *think tank* financé par le ministère de la Défense indien basé à New Delhi. Elle a auparavant travaillé à l'Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA) et au Center for Strategic and International Studies (CSIS). Sa thèse de doctorat, réalisée à l'Université Jawaharlal Nehru et soutenue en 1997, portait sur la politique nucléaire de l'Argentine. Depuis, elle a publié de nombreuses études et ouvrages sur les questions nucléaires (défense et sécurité énergétique), dont le livre *Nuclear Strategy. India's March Towards Credible Deterrence* publié en 2009 aux éditions du CAPS. Manpreet SETHI a présenté ses recherches portant sur l'évolution de la doctrine nucléaire de l'Inde dans le contexte de l'accroissement des capacités nucléaires de la Chine et du Pakistan.

## 14 février : Visite de Mme Sun-Ling LU, députée du Parti démocrate progressiste (PDP) de Taïwan avec le LCL Arnaud PLANIOL, Barbara JANKOWSKI et Juliette GENEVAZ

Le 14 février 2017, l'IRSEM a eu l'honneur et le plaisir d'accueillir Mme Sun-Ling LU, députée du Parti démocrate progressiste (PDP) de Taïwan, dans le cadre du Programme d'invitation des personnalités d'avenir (PIPA) du ministère des Affaires étrangères. Taïwan réfléchit à

un éventuel passage à l'armée professionnelle, Mme LU était donc particulièrement intéressée par l'expérience française en la matière afin d'anticiper les difficultés rencontrées et les facteurs à prendre en compte pour réussir une réforme de cette ampleur. Le lieutenant-colonel Arnaud PLANIOL, qui assure par intérim la direction du domaine « Défense et société », a présenté la manière dont les armées ont mis en œuvre, en 1996, la décision prise par le président Jacques CHIRAC, le défi que représentait un changement de format en un temps aussi court (cinq ans) et le triptyque constitué par le recrutement, la fidélisation, et la reconversion. Chacun de ces volets contribue à la réussite de la réforme et représente, au-delà de la période de transition d'une armée de conscription vers une armée de métier, un défi permanent. Barbara JANKOWSKI, chercheuse dans le même département, a parlé des conséquences du passage à une armée professionnelle sur les relations armées-société : crainte de l'affaiblissement des liens entre les militaires et les Français, nécessité de disposer d'outils de mesure (sondages, baromètres) pour évaluer, dans le temps, la perception de l'institution militaire. Si l'impact de la professionnalisation sur l'image des armées dans l'opinion publique a été très positif en France, il est indispensable de veiller à ce que les militaires se sentent, dans le long terme, reconnus par leurs concitoyens.

**16 février : Rencontre avec Habib SAYAH, chercheur tunisien spécialiste des risques politiques et sécuritaires au Maghreb**

L'IRSEM a organisé, le 16 février 2017, une rencontre autour de Habib SAYAH, consultant en sécurité et chercheur tunisien travaillant actuellement au British Council, et diplômé du Department of War Studies du King's College de Londres. Habib SAYAH est spécialisé sur la région du Maghreb, en particulier la Tunisie et la Libye, et travaille principalement sur l'analyse stratégique et la lutte contre le terrorisme à travers les processus de contre-insurrection et de déradicalisation. À ce titre, il s'est appuyé sur le cas de figure tunisien, soulignant qu'il subsistait un déficit d'analyse sur ces questions, et ce, en dépit de l'importance des enjeux.

Le constat qui s'impose est que l'année 2016 a révélé une amélioration des capacités des forces de sécurité tunisiennes face au djihadisme. Celles-ci ont en effet intériorisé une menace auparavant théorique mais devenue bien réelle. Désormais, les responsables de la lutte antiterroriste s'approprient l'idée d'une démarche préventive tenant compte des réalités humaines du djihadisme. Une Stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme et

le terrorisme privilégie ainsi plusieurs priorités : la radicalisation en milieu carcéral, le retour des djihadistes sur le sol tunisien (les chiffres restent très incertains mais les flux en provenance de Libye sont les plus problématiques, car structurels) et le contre-discours, qui n'est plus seulement alternatif mais offensif. La question se pose toutefois de savoir qui, au sein de l'État tunisien, est le mieux à même de piloter une telle démarche. À la tutelle traditionnelle du ministère de l'Intérieur, pourrait se substituer celle du ministère des Droits de l'homme, signe que le respect de l'État de droit doit désormais accompagner et encadrer les méthodes létales et coercitives dans la lutte antiterroriste.

**22-25 février : Participation de l'IRSEM au congrès annuel de l'International Studies Association**

Cette année, six chercheurs de l'IRSEM ont été sélectionnés pour participer au congrès annuel de l'International Studies Association (ISA), soit davantage que toutes les années précédentes cumulées. Du 22 au 25 février, Delphine ALLES, Sonia LE GOURIELLEC, Céline MARANGÉ, Hugo MEIJER, Alice PANNIER et Océane ZUBELDIA étaient à Baltimore, avec 5700 autres chercheurs en relations internationales venant du monde entier, répartis dans plus de 1500 panels, pour présenter leurs travaux et échanger sur les débats qui animent la communauté scientifique.



**24 février : Séminaire sur la sécurité maritime du Japon**

Avec le soutien du CESM (Centre d'études stratégiques de la Marine), l'IRSEM a coorganisé un séminaire fermé sur les enjeux stratégiques liés à la sécurité maritime du Japon. Présidé par le vice-amiral d'escadre Hervé de BONNAVENTURE, directeur général adjoint de la DGRIS, l'exercice s'est articulé autour d'une présentation effectuée par le vice-amiral Umio OTSUKA, président du Command and Staff College des Forces maritimes d'autodéfense du Japon suivie par un échange de vues sur les

visions française et japonaise de la sécurité maritime en Asie-Pacifique.

## NOS CHERCHEURS PUBLIENT



### **L'Arabie Saoudite en 100 questions**

Fatih DAZI-HÉNI, Tallandier, février 2017, 368 p., 14,90 €.

Créée en 1932 sur une alliance politico-religieuse inédite, l'Arabie Saoudite est méconnue de l'Occident et suscite fantasmes et inquiétudes. La ségrégation entre les hommes et les femmes, l'absence de liberté d'expression, le rigorisme hérité de la tradition hanbalo-wahhabite et la nature absolue du pouvoir monarchique donnent l'image d'une société monolithique. Le triumvirat mené par le roi Salman depuis 2015 promeut une diplomatie interventionniste et une politique d'austérité sans précédent qui pourrait attiser les mécontentements intérieurs. Les défis sont nombreux : le Royaume doit affronter la menace de l'État islamique et la présence d'Al-Qaïda au Yémen, composer avec le retour en grâce de l'Iran et le retrait des États-Unis au Moyen-Orient, et prendre acte de la fin de son règne sur la régulation du marché pétrolier. 100 questions et 100 réponses sont plus que jamais nécessaires pour comprendre la diversité de la société saoudienne et sa complexité historique, culturelle, religieuse et politique.



### **La Ruse et la Force. Une autre histoire de la stratégie**

Jean-Vincent HOLEINDRE, Perrin, février 2017, 528 p., 24 €.

Au VIII<sup>e</sup> siècle avant J.-C., Homère expose de manière frappante la dualité qui fonde la stratégie. Dans *l'Illiade* et *l'Odyssée*, le poète grec met en scène la guerre à travers deux personnages phares. Achille, héros de la force, est un soldat : son honneur est au-dessus de tout. Ulysse, héros de la ruse, est un stratège : seule la victoire compte. Cette opposition de la force et de la ruse structure dès l'origine l'histoire de la stratégie dans le monde occidental.

Jusqu'à présent, la force a davantage attiré l'attention des historiens. La ruse apparaît rarement comme un élément majeur de la stratégie. Au contraire, elle fait figure de

repoussoir et se présente comme l'apanage du faible ou de l'étranger. Cet « orientalisme » militaire et stratégique n'est pas recevable, parce qu'il ne reflète pas la réalité historique et se fait l'écho d'un discours idéologique. Il s'agit donc d'en finir avec cette lecture stéréotypée afin de comprendre ce que la stratégie, dans le monde occidental, doit à la ruse, en identifiant les moments clés de son histoire, des guerres antiques aux mouvements terroristes du XXI<sup>e</sup> siècle. Se déploie ainsi une histoire longue de la stratégie, dégagée des préjugés culturels et ethniques, qui met en scène, pour la première fois et de manière systématique, le dialogue ininterrompu de la ruse et de la force.

## ACTUALITÉS DES CHERCHEURS



### **Fatih DAZI-HÉNI**

- Ouvrage *L'Arabie Saoudite en 100 questions*, Tallandier, février 2017, 368 p., 14,90 €.



### **Jean-Vincent HOLEINDRE**

- Ouvrage *La Ruse et la Force. Une autre histoire de la stratégie*, Perrin, février 2017, 528 p., 24 €.



### **Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER**

- Article « La compétence universelle à l'épreuve des crises diplomatiques », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* (RSC), 4:2016, p. 701-724.
- Préface à LCL Olivier ENTRAYGUES (dir.), « L'Âge du drone », *Polémoscopie*, 2, 2017, p. 7-13.
- Table ronde « Prospective : quel monde, demain ? Comment anticiper les évolutions longues », Cercle géopolitique de la Fondation Paris-Dauphine, Université Paris-Dauphine, 28 février 2017.
- Conférence « Les raisons de l'instabilité croissante du monde », colloque international sur *La stabilité du « Grand Océan Indien » et de son arrière-zone dans un monde multipolaire en pleine mutation : perspec-*

tives géopolitiques et géoéconomiques, organisé par le Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS), Antananarivo, Madagascar, 23 février 2017.

- Conférence « L'éthique de la guerre », devant les auditeurs du Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS), Antananarivo, Madagascar, 21 février 2017.



#### Sonia LE GOURIELLEC

- Article « [À Djibouti, la France doit sortir d'une vision uniquement sécuritaire](#) », *Le Monde Afrique*, 17 février 2017.

- Séminaire « Puissance régionale et hiérarchie contestée : le cas de l'Éthiopie dans la Corne », Laboratoire interdisciplinaire d'études du politique Hannah Arendt (LIPHA), Université Paris-Est Créteil (UPEC), 2 février 2017.

- Conférence « Regional Power and Contested Hierarchy: The Case of Ethiopia in the Horn of Africa », *Between a Rock and a Hard Place: The Regional and Middle Power Dilemma*, Congrès annuel de l'International Studies Association, Baltimore, États-Unis, 22-25 février 2017.

- Interview « [Appels sur l'actualité](#) », *RFI*, 15 février 2017.

- Interview « [20 millions de personnes menacées par la famine : questions sur une crise humanitaire](#) », *L'invité des matins, France Culture*, 28 février 2017.



#### Alice PANNIER

- Article « [The Anglo-French defence partnership after the "Brexit" vote: new incentives and new dilemma](#) », *Global Affairs*, 16 février 2017, pré-publication en ligne.



#### Pierre RAZOUX

- Conférence « Bilan et perspectives de la coopération bilatérale de défense franco-britannique », au profit du CHEM, 6 février 2017.

- Conférence « Les facteurs clés de la nouvelle donne géopolitique au Moyen-Orient », au profit des étudiants de Master et des doctorants de la filière histoire contemporaine de l'Université Paul Valéry, Montpellier, 23 février 2017.

- Participation au 14<sup>e</sup> séminaire stratégique EUROMED « Geopolitics of Great Powers in the Middle East » organisé conjointement à Tunis par l'Institut de défense tunisien, la DEMS et le Centre européen pour la sécurité, le développement et l'état de droit (DCAF), 27 février-2 mars.

- Interview sur la stratégie russe en Méditerranée, *The Times of London*, 8 février 2017.

- Invité de l'émission *Le débat*, RFI, sur l'évolution des relations israélo-américaines à l'occasion de la rencontre TRUMP-NETANYAHOU à Washington, 15 février 2017.



#### Elyamine SETTOUL

- Chapitre « [Entre domination structurelle et capital symbolique positif : l'expérience des femmes militaires de l'immigration](#) », in Mireille EBERHARD *et al.* (dir.), *Genre et Discriminations*, iXe, 2017, p. 187-206.



#### Benoît de TRÉGLODÉ

- Séminaire « La Chine et les États-Unis en Asie » de Ren Xiao (Professeur à l'Institute of International Studies, Fudan University, et directeur du Center for the Study of Chinese Foreign Policy) coorganisé avec Marianne PÉRON-DOISE, IRSEM, Paris, 2 février 2017.

- Participation au conseil scientifique de l'UFR des Langues et civilisations de l'Asie orientale de l'université Paris-Diderot, 7 février 2017.



#### Denis TULL

- Nomination au comité de rédaction de la revue *Afrique contemporaine*.



#### Océane ZUBELDIA

- Conférence « The EU as a New Player in Drones Community: the Case of MALE », colloque international *Understanding Change in World Politics*, International Studies Association (ISA), Baltimore, États-Unis, 22-25 février 2017.

## VEILLE SCIENTIFIQUE

### PENSÉE STRATÉGIQUE

« **Les années 1930 de l'officier Charles de Gaulle, du SGDN au CHEM** », table ronde, École militaire, 24 janvier 2017.

Concluant le séminaire organisé par la Fondation Charles de Gaulle sur « De Gaulle et la défense », Jean-Yves LE DRIAN rappelait que l'homme du 18 juin avait suivi la formation du CHEM et il ajoutait que : « L'autonomie stratégique [...] implique aussi des qualités intellectuelles et morales indispensables à la décision, en des temps instables et incertains ». Le 24 janvier dernier, le CHEM et la Fondation Charles de Gaulle sont revenus sur ce passage formateur au CHEM et au SGDN pour la pensée du général de GAULLE. Les communications ont montré comment le colonel de GAULLE, après avoir publié *Vers l'armée de métier* en 1934, profite de son passage au SGDN et au CHEM pour tisser un réseau de relations politiques. Il est en effet persuadé que la transformation du système militaire qu'il propose ne pourra être imposée à l'armée que de l'extérieur par une décision politique. Il cherche donc l'homme politique qui pourra porter ses idées pour les imposer aux militaires en allant voir BLUM, CHAUTEMPS ou REYNAUD.

Pourtant, lorsque REYNAUD arrive au pouvoir en mars 1940, de GAULLE ne reçoit pas les responsabilités qu'il avait espérées. Finalement, c'est GAMELIN qui donne, en mai 1940, le commandement d'une division cuirassée à de GAULLE et lui offre ainsi de mettre ses idées en application. Cette table ronde et le séminaire organisés par le CHEM et la Fondation Charles de Gaulle permettent ainsi d'alimenter la réflexion sur l'innovation ou la transformation des systèmes militaires.

**LCL Jérôme de LESPINOIS**  
*Chercheur Guerre et stratégie aérienne*



Heidi HARDT, « **How NATO Remembers: Explaining Institutional Memory in NATO Crisis Management** », *European Security*, 26:1, décembre 2016, p. 120-148.

Heidi HARDT étudie la façon dont la mémoire institutionnelle des opérations de gestion de crise se développe

à l'OTAN. Si les chercheurs sur la sécurité européenne et les organisations internationales ont examiné l'apprentis-

sage organisationnel, ils n'ont pas expliqué sa condition préalable : la mémoire institutionnelle. Par conséquent, Heidi HARDT constate qu'on ne sait pas comment s'acquiert la connaissance partagée des erreurs stratégiques. Cet article démontre que le secrétariat de l'OTAN à Bruxelles facilite l'utilisation de processus informels pour contribuer à la mémoire institutionnelle en réponse aux contraintes des processus d'apprentissage formels existants, qui ne sont pas adaptés aux besoins et pratiques des acteurs. L'article montre alors que les membres du personnel de l'OTAN partagent leurs connaissances à travers trois processus : les communications interpersonnelles, la documentation privée et les simulations de crise.

**Alice PANNIER**  
*Postdoctorante*

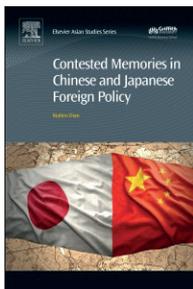
### ASIE

Heiko BORCHERT et al., « **Waiting for Disruption?! Undersea Autonomy and the Challenging Nature of Naval Innovation** », *Working Papers*, 302, RSIS, 10 février 2017, 25 p.

En février, la marine vietnamienne a réceptionné son sixième sous-marin Kilo. Dans le cadre de la montée en puissance des sous-marines en Asie du Sud-Est, le dernier *Working Papers* du RSIS sur le sujet examine la mécanique de l'innovation militaire afin de mettre en garde contre l'utilisation actuelle et future de l'autonomie sous-marine. Il part du principe que cette dernière reste une interrogation technologique majeure. Cela s'explique notamment par le caractère évolutif de l'environnement actuel des menaces, la portée limitée des missions des véhicules sous-marins non habités et les toutes dernières avancées technologiques en la matière. Pour que l'autonomie sous-marine entraîne des changements dans la guerre sous-marine, les marines doivent se demander comment traduire les progrès technologiques en avantages opérationnels. Cela exige des marines, de l'industrie et des partenaires scientifiques de mieux comprendre les interactions entre les besoins opérationnels, les prédispositions culturelles, les besoins en matière d'organisation et de ressources et les options technologiques.

**Benoît de TRÉGLODÉ**  
*Directeur de recherche du domaine*  
*« Questions régionales Sud »*

## BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



### *Contested Memories in Chinese and Japanese Foreign Policy*

Matteo DIAN, Elsevier, 2017, 304 p.

Dans cet ouvrage, Matteo DIAN, chercheur à l'école des sciences politiques de l'Université de Bologne, étudie la construction et la contestation de la mémoire collective ainsi que l'évolution de l'identité nationale en Chine et au Japon. Il s'interroge notamment sur l'influence de ces éléments dans les choix de politique étrangère des deux pays.

Les sociétés japonaise et chinoise ont suivi des trajectoires différentes en termes d'interaction entre mémoire collective et politique étrangère. Pour le Japon, l'histoire reste un fardeau, non seulement dans sa relation avec ses voisins, comme la Chine, mais également en interne. Le rapport au roman national se lit ainsi au prisme de ce qui apparaît comme une lutte constante entre un courant « néo-conservateur », considéré comme étant militariste, et un courant dit pacifiste. Cela se manifeste, en politique étrangère, par la tentation de la « victimisation » puis plus récemment par le choix de la « normalisation ». En Chine, la perception de l'identité nationale reste étroitement soumise à une réécriture par le Parti communiste chinois. Cela explique que, au gré de multiples instrumentalisation, le narratif national moderne voie coexister la thématique du siècle des humiliations, la geste révolutionnaire maoïste et le retour de Confucius.

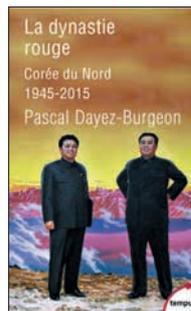
Pour Matteo DIAN, ce sont les différents « dilemmes » et compromis auxquels se voit successivement confrontée la mémoire collective qui forcent les acteurs politiques à la modifier. C'est par ce biais que se met en place une dialectique entre mémoire collective et politique étrangère. La mémoire collective et l'identité nationale sont ainsi en perpétuelle évolution, influencées par la politique étrangère qu'elles viennent influencer en retour. Il observe des différences de degré d'implication des dirigeants politiques dans la modification de la mémoire collective selon les types de régimes politiques. Ce constat l'amène à déconstruire l'idée que l'agencement d'un récit historique national serait toujours au service du renforcement de la légitimité du gouvernement.

Si la question des conflits autour de la mémoire dans les rapports sino-japonais est un sujet qui a été maintes fois traité dans le cadre de recherches académiques, l'au-

teur apporte ici un regard novateur en faisant le choix de s'appuyer sur une approche interprétative, se distinguant par la même occasion des approches culturaliste, constructiviste, instrumentaliste et historique. Il propose ainsi une compréhension élargie des choix de politique étrangère, dépassant le retour aux seules intentions des acteurs et ne se limitant pas au cadre gouvernemental.

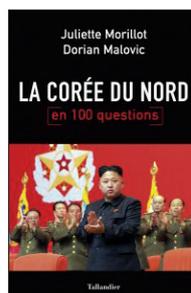
Léa DEBRAUX

Assistante de recherche



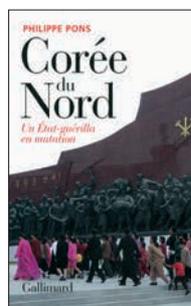
### *La Dynastie rouge*

Pascal DAYEZ-BURGEON, Perrin, 2016, 384 p.



### *La Corée du Nord en 100 questions*

Juliette MORILLOT et Dorian MALOVIC, Tallandier, 2016, 384 p.



### *La Corée du Nord. Un État-Guérilla en mutation*

Philippe PONS, Gallimard, 2016, 720 p.

La République populaire démocratique de Corée (RPDC) est volontiers présentée comme un trou noir de l'information et diabolisée à l'extrême. Au-delà des questions nucléaires et d'équilibre des puissances en Asie du Nord-Est, il y a pourtant bien des raisons d'essayer de comprendre comment fonctionne le régime nord-coréen et comment vit – ou survit – sa population au quotidien. Trois ouvrages d'auteurs français, parus courant 2016, fruits d'un travail de terrain et d'années d'analyses consacrées aux deux Corées et à leur environnement, s'efforcent de décrypter la trajectoire nord-coréenne et en donnent une vision inédite. L'effort mérite d'être salué,

tant la recherche sur ce pays apparaît dominée par des auteurs anglo-saxons qui en livrent souvent une vision binaire. Ces trois ouvrages et leurs regards croisés d'historien, de politologue et de coréanologue, ne nient pas la posture belliciste du régime, ses dangereuses ambitions nucléaires et sa mentalité de citadelle assiégée qui le pousse à entretenir crise sur crise pour exister. Le dilemme de sécurité nord-coréen, les tâtonnements de la politique américaine tout comme le soutien ambigu de la Chine sont ici analysés avec clairvoyance et sans concession. L'ambition des auteurs est de nous inviter à dépasser cette lecture. En dépit de son isolement volontaire qui est le fruit d'une politique de sanctions qui ne mène apparemment à rien, la Corée du Nord n'est pas le pays figé que l'on nous décrit le plus souvent. Sous l'impulsion de Kim Jong-un, qui le dirige depuis maintenant cinq ans, on aura noté le retour politique du Parti des travailleurs de Corée, un temps éclipsé par les militaires. Une stratégie de développement économique mixte, mêlant acteurs publics et privés a été mise en place. Le pays possède des richesses minières mais les sous-exploite, il voudrait relancer son industrie mais ne dispose pas d'infrastructures. Enfin, en dehors de la Chine et de la Russie, les investissements étrangers font défaut. Prenant acte de ces évolutions, les auteurs évoquent des mutations sociales importantes et la constitution d'une classe « d'entrepreneurs ». À ce stade, de multiples questions se posent, appelant des analyses complémentaires. Le régime est-il réformable ? Est-on en train d'assister à une transition vers un système, certes toujours répressif, mais « viable » économiquement et socialement ? Cette classe d'entrepreneurs émergents peut-elle remplacer les soutiens traditionnels du pouvoir que sont les militaires et les bureaucrates d'État ? Comment amener le régime à « normaliser » ses relations avec l'extérieur et gérer sa « dénucléarisation » ? On le voit, les éclairages apportés sur l'objet d'étude « Corée du Nord » appellent de nouveaux développements de la part d'une recherche française bien vivante.

**Marianne PÉRON-DOISE**  
*Chercheur Asie du Nord,  
 stratégie et sécurité maritimes*

## À VENIR

**3 mars : Colloque « 2030, la fin de la mondialisation ? » coorganisé par l'ISC (Institut de stratégie comparée) et l'IRSEM**

**JOURNÉE D'ÉTUDES**  
 2030, la fin de la mondialisation ?  
 d'Hervé Coutau-Bégarie  
 Bilans et perspectives  
 Vendredi 3 mars 2017

En 2008 paraissait un petit livre : *2030. La fin de la mondialisation ?* Il s'agissait d'une version d'un rapport rédigé pour la Délégation aux affaires stratégiques (DAS, devenue DGRIS le 2 janvier 2015) sur l'architecture de sécurité à l'horizon 2030. Hervé COUTAU-BÉGARIE y annonçait la multiplication des crises qui allait à terme conduire à l'abandon de l'économie de marché telle qu'elle s'était construite depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans ce contexte d'inversion majeure de cycle, il décrivait les principaux paramètres permettant de définir une politique de défense et de sécurité pour la France à l'horizon considéré : démographie, écologie, économie, facteur idéologique et religieux, terrorisme, menace de guerre, évolution du système international, transformation des outils militaires, etc.

Il a semblé utile à l'Institut de stratégie comparée et à l'IRSEM de réexaminer les perspectives dressées par Hervé COUTAU-BÉGARIE il y a dix ans alors que le thème de la démondialisation agite de plus en plus le monde politique et économique.

## 8 mars : Colloque « Femmes militaires, et maintenant ? » à l'École militaire



L'IRSEM organise le mercredi 8 mars, en amphithéâtre Des Vallières de l'École militaire, un colloque intitulé « Femmes militaires, et maintenant ? ». Organisé par le lieutenant-colonel PLANIOL, chercheur Sociologie des forces armées, cet événement part du constat que les femmes militaires sont désormais juridiquement intégrées dans bon nombre d'armées occidentales. Or, si la France dispose de l'une des armées les plus féminisées au monde, des efforts doivent néanmoins encore être consentis afin d'y renforcer la parité, notamment sur le plan de l'égalité professionnelle. Ce colloque a donc pour objet de faire un point sur cette question et de réfléchir sur la façon d'offrir à une majorité de femmes militaires un parcours professionnel comparable à celui des hommes. Inscriptions et programme en ligne sur [Internet](http://www.defense.gouv.fr/irsem).

## À VOS AGENDAS :

**3 mars** : Colloque « 2030, la fin de la mondialisation ? » coorganisé par l'ISC (Institut de stratégie comparée) et l'IRSEM.

**7 mars** : Lancement de l'ouvrage de Fatiha DAZI-HÉNI *L'Arabie saoudite en 100 questions*, Tallandier.

**8 mars** : Colloque « Femmes militaires, et maintenant ? » à l'École militaire.

**9 mars** : Présentation du *Military Balance 2017*.

**22 mars** : Séminaire « Jeunes Chercheurs ».

**30-31 mars** : Colloque international *Un triangle stratégique à l'épreuve : La Chine, les États-Unis et L'Asie du Sud-Est, 1947-2017. Conflits, régionalisations et processus de paix*, organisé par l'IRSEM, le GIS-ESPRIT et l'Equipe CRISES EA 4424 à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3.



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Mars 2017

<http://www.defense.gouv.fr/irsem>

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications, événements, nos chercheurs publient, actualités des chercheurs

## [VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 11\)](#)

Afrique, Asie du Sud, Europe de l'Est, pensée stratégique

## [BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 13\)](#)



## [À VENIR \(p. 15\)](#)

## VIE DE L'IRSEM

### DERNIÈRES PUBLICATIONS



#### Note de recherche n° 35

« [Les Global Commons : Retour sur l'itinéraire d'un concept stratégique américain \(2009-2011\)](#) », par Jean-Loup SAMAAN, *Associate Professor d'études stratégiques au Collège de défense nationale des Émirats arabes unis.*

À partir de la fin 2008, le concept de *Global Commons* est devenu un élément phare de la réflexion stratégique au sein du département de la Défense américain. Représentant les zones du monde échappant au contrôle exclusif d'un État – la mer, l'espace, l'air et le cyberspace – et constituant le maillage du système international, les *Global Commons* feraient l'objet, selon les promoteurs de ce débat, de menaces croissantes (attaques cybernétiques, capacités de déni d'accès naval, terrorisme aérien, piraterie, etc.) contestant l'accès futur des États-Unis à ces espaces. Le concept se présentait ainsi comme une grille de lecture cohérente de l'envi-

ronnement international des armées américaines et de leur emploi légitime pour sécuriser les quatre grandes voies de circulation de flux matériels et immatériels. Alors que l'administration OBAMA voulait clôturer le chapitre de la guerre contre le terrorisme (annonces du retrait d'Irak et d'un désengagement graduel d'Afghanistan suivies du pivot asiatique), cet assemblage consensuel a permis à ses initiateurs de mettre de l'ordre dans les rivalités bureaucratiques au sein de l'appareil militaire américain, entre la Navy, l'Air Force, l'Army et le Marine Corps, puis de défendre l'idée d'une nouvelle division du travail avec les pays alliés des États-Unis, en particulier au sein de l'OTAN.



#### Étude n° 49

[Les Stratégies et les Pratiques d'influence de la Russie](#), par Céline MARANGÉ, chercheur Russie, Ukraine et Asie centrale.

Conçues en réaction à un environnement perçu comme hostile et incertain, les stratégies d'influence déployées par la Russie sont de nature défensive, bien que les pratiques qui en découlent soient très offensives. Cette Étude s'intéresse à la perception et la hiérarchie des menaces à travers un examen des déclarations pu-

bliques et une analyse comparée des documents de doctrine. Elle décrypte les représentations du monde qui fondent la posture stratégique des dirigeants russes. Elle démontre qu'une conception intégrale de l'influence prévaut aujourd'hui en Russie : « l'influence à distance, sans contact, sur l'adversaire devient le principal moyen d'atteindre ses objectifs de combat et d'opération », comme l'affirme le chef d'état-major Valery GERASIMOV. Par les cibles visées et les vecteurs privilégiés, les méthodes d'influence de la Russie s'inspirent tant des pratiques occidentales de *soft power* que de la tradition soviétique de subversion politique.

## ÉVÉNEMENTS

**3 mars : Journée d'études « 2030, la fin de la mondialisation ? »**



Le 3 mars dernier, l'IRSEM a coorganisé avec l'Institut de stratégie comparée (ISC) une journée d'études consacrée à Hervé COUTAU-BÉGARIE (1956-2012) et, en particulier, à un petit livre publié en 2008 : *2030, la fin de la mondialisation ?* Hervé COUTAU-BÉGARIE était directeur d'études à l'EPHE et directeur du cours de stratégie à l'École de guerre et une des figures de proue de l'école française de pensée stratégique aux côtés de POIRIER, CASTEX, BEAUFRE, GALLOIS ou GÉRARDOT. Parmi son œuvre considérable, ce petit livre occupe une place originale. Il s'agit d'une version remaniée d'un rapport rédigé pour la Délégation aux affaires stratégiques – à laquelle a succédé la DGRIS – sur l'architecture de sécurité à l'horizon 2030. Hervé COUTAU-BÉGARIE y fait œuvre de prospective et sort de ses traditionnels champs de recherche. Il a donc semblé utile à l'IRSEM et à l'Institut de stratégie comparée de s'intéresser à cette œuvre singulière en réexaminant les perspectives dressées par

Hervé COUTAU-BÉGARIE il y a dix ans alors que le thème de la démondialisation agite de plus en plus le monde politique et économique.

*2030, la fin de la mondialisation ?* s'intéresse tout d'abord aux fondements de la prospective sur lesquels est revenu le professeur Georges-Henri SOUTOU, membre de l'Institut. En s'appuyant sur l'exemple de la chute du mur de Berlin et des signaux faibles l'ayant précédée, le directeur de l'ISC a montré toute la difficulté de l'exercice prospectif en matière de relations internationales. Les intervenants sont ensuite revenus sur une série de facteurs identifiés par Hervé COUTAU-BÉGARIE qui devaient, dans son esprit, contribuer à dessiner l'environnement stratégique de la France à l'horizon considéré : démographie, écologie, économie, facteur idéologique et religieux, terrorisme, menace de guerre, évolution du système international, transformation des outils militaires. Dans l'ensemble, les exposés ont montré que les grandes tendances brossées dans *2030, la fin de la mondialisation ?* s'étaient confirmées. Sylvain MONDON, chargé de mission à l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC), a néanmoins prouvé que, par rapport à l'époque où l'ouvrage a été rédigé, la variante climatique ne pouvait plus être ignorée par les États car elle aura des conséquences certaines sur les équilibres stratégiques.

La Chine a fait également l'objet de nombreuses analyses, en particulier de la part de Valérie NIQUET, maître de recherche et responsable du pôle Asie de la FRS. Elle a notamment montré comment son ouverture avec la mondialisation constituait pour les princes rouges chinois un des moyens de se maintenir au pouvoir. Jean-Baptiste JEANGENE VILMER, directeur de l'IRSEM, a fait de la Chine, à moyen terme, le *peer competitor* des États-Unis dans un ordre international s'organisant autour d'une nouvelle forme de bipolarité.

La dernière table ronde a envisagé la place de la France dans ce nouvel environnement stratégique à l'horizon 2030. Olivier ZAJEC, maître de conférences en science politique à l'université Lyon III, a proposé une définition de l'intérêt national français à l'horizon 2030 en rappelant que la défense d'un « mode de vie » ne saurait s'abstraire de la notion de civilisation, avant tout définie, comme l'écrivait BRAUDEL, par une aire géographique et une continuité temporelle. Enfin, Fabrice ROUBELAT a tenté de mesurer la capacité de la France à façonner son environnement stratégique avec son unique porte-avions dans un monde où de nombreuses puissances renforcent leurs capacités aéronavales.

Finalement, que faut-il penser de l'hypothèse d'Hervé COUTAU-BÉGARIE selon laquelle la multiplication des crises va conduire, à terme, à l'abandon de l'économie de marché telle qu'elle s'est construite depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ? À l'issue de cette journée d'études, même si les avis ont été nuancés, il semble qu'un certain nombre d'indices – relevés pour certains par Hervé COUTAU-BÉGARIE lui-même – conduiraient, à travers une certaine forme de démondialisation, à un renforcement des États. Ce renouveau de l'État comme acteur principal des relations internationales peut par ailleurs redonner un second souffle au capitalisme dont les liens anciens avec celui-ci ont été décrits par Max WEBER et Fernand BRAUDEL.

### 8 mars : Colloque « Femmes militaires, et maintenant ? »



Elisabeth KINNE, Camille FROIDEVAUX-METTERIE, LCL Arnaud PLANIOL, CDT Céline PETETIN, Nathalie LEGRAND

L'IRSEM organisait, le mercredi 8 mars, date de la Journée internationale des droits des femmes, un colloque intitulé « Femmes militaires, et maintenant ? ». Organisée par le lieutenant-colonel PLANIOL, directeur par intérim du domaine Défense et société de l'IRSEM et introduite par le général ABAD, sous-directeur études et politiques de la Direction des ressources humaines de l'armée de Terre (DRHAT), la journée partait du constat que les femmes militaires sont désormais juridiquement intégrées, dans bon nombre d'armées occidentales, sans quasiment aucune restriction. Ce fut ainsi le thème de la première table ronde qui présenta le cas de trois pays : le Canada, la France et les États-Unis.

En dépit du fait que la France dispose de l'une des armées les plus féminisées au monde, et malgré les importants progrès accomplis ces quinze dernières années, des efforts doivent encore être consentis par les armées françaises afin de renforcer l'égalité professionnelle dans ses

rangs. Cela passe, entre autres, par la prise en compte des complémentarités hommes-femmes, et notamment de l'impact que cela peut avoir en opérations. C'est ce que deux médecins chercheurs de l'Institut de recherche biomédicale des armées (IRBA) ont rappelé lors de la deuxième table ronde.

Si pour beaucoup de femmes militaires, l'équité est avant tout assurée par le système des grades et des examens, la question qui se pose désormais est de savoir comment faire pour offrir à la majorité d'entre elles, et non pas seulement à quelques femmes-symboles, une égalité effective en termes de parcours professionnel. C'est ce que s'efforce de faire le ministère de la Défense, comme l'a montré la troisième table ronde, qui a vu se confronter les visions institutionnelle, associative et privée sur cette question.

Une quatrième et dernière table ronde a permis à un certain nombre de femmes officiers des différentes armées et services de témoigner de leur parcours professionnel et des défis qu'elles avaient dû relever pour réussir à conjuguer leurs vies professionnelle et privée.

Enfin, le Dr Claude WEBER, maître de conférences en sociologie aux écoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan, assura la conclusion scientifique de la journée, avant de laisser la parole à Mme Patrica ADAM, présidente de la commission de la Défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, pour l'allocution de clôture.

Toutes les questions liées à l'égalité professionnelle hommes-femmes sont des sujets sensibles car elles peuvent vite amener à des prises de position très arrêtées. L'objet de ce colloque n'était pas d'être une tribune de ces opinions tranchées mais bien de contribuer au débat et à la réflexion sur le sujet de la présence des femmes dans les armées ainsi que sur cette notion d'égalité professionnelle. Pour ce faire, il semblait important de mettre en avant les bonnes pratiques qui existent, que cela soit dans d'autres pays ou dans le privé, tout en rappelant, dans un souci pédagogique constant nécessaire, ce que les femmes militaires apportent aux armées.

Vous aurez très prochainement la possibilité de retrouver l'intégralité des tables rondes en vidéo sur Intradef et Internet. Par ailleurs, cette journée fera l'objet, d'ici l'été prochain, d'une publication sous forme d'actes de colloque dans un cahier thématique spécial de la *Revue Défense Nationale*.

9 mars : *Military Balance* 2017

Pierre RAZOUX, Ben BARRY, Nick CHILDS, Lucie BÉRAUD-SUDREAU, Hugo MEIJER

Pour la première fois depuis une trentaine d'années, la revue de référence *Military Balance* a fait l'objet d'une présentation officielle en France. En partenariat avec l'International Institute for Strategic Studies (IISS), l'IRSEM a organisé, le 9 mars 2017, le lancement parisien du dernier volume du *Military Balance* sur les capacités militaires mondiales en 2017 ainsi que de la nouvelle base de données en ligne *Military Balance+*. Celle-ci permet de visualiser, comparer et télécharger instantanément des informations sur les forces, les équipements, et les budgets de Défense de 170 pays. Après les propos introductifs de Pierre RAZOUX (directeur de recherche à l'IRSEM) et François HEISBOURG (président de l'IISS), une équipe de chercheurs de l'IISS a présenté les principaux résultats du *Military Balance 2017* et les tendances mondiales en matière de politique de Défense, de capacités militaires et d'économie de Défense – ainsi que la nouvelle base de données (Lucie BÉRAUD-SUDREAU spécialiste des questions d'armement et économie de défense et Nick CHILDS, spécialiste de questions navales et de sécurité maritime). Hugo MEIJER, chercheur à l'IRSEM (chercheur États-Unis et relations transatlantiques) a modéré la discussion.

## 10 mars : Séminaire « Boko Haram au Nord Cameroun » avec Thierry VIRCOULON



Thierry VIRCOULON

S'appuyant sur ses récentes observations, Thierry VIRCOULON, chercheur à l'IFRI, a présenté un état des lieux de Boko Haram au Nord Cameroun, se livrant au constat de la dynamique de conflit en 2017, à l'analyse des causes de son accalmie et aux hypothèses de son évolution. Dans la « zone sahélienne du Cameroun », articulée autour des villes de Maroua et Kousséri, le conflit serait dans sa « quatrième phase », après la maturation de Boko Haram dans l'ignorance du gouvernement (2011-2013), le moment de surprise face aux attaques (2014), et la période de contre-offensive, au moyen de renforts militaires substantiels et d'un conflit de basse intensité (2015). L'année 2016 se caractérise par une diminution du nombre d'attaques avec un « effet saisonnier de la conflictualité », une délimitation de la crise à la zone frontalière, une hausse des désertions, et une efficacité terroriste en perte de vitesse. À l'origine de cette évolution se trouvent trois facteurs :

- Les opérations du dispositif de sécurité dans l'Extrême-Nord, avec notamment la Multinational Joint Task Force, appuyées par les actions de la gendarmerie et des comités de vigilance.

- La désaffection de la population, désavouant Boko Haram en raison de sa « politique de la terre brûlée ».

La crise interne du mouvement, divisé idéologiquement et institutionnellement entre Abou Mosab AL-BARNAOUI et Abubakar SHEKAU.

- Le conflit laisse derrière lui une économie déprimée, un réseau routier problématique, une industrie du coton et un commerce transfrontalier ébranlés. L'année 2017 pourrait réserver au Cameroun l'affaiblissement général

de Boko Haram ou seulement celui de SHEKAU, bien qu'il soit permis de craindre une situation stagnante, sinon même un « virage stratégique », le groupe remplaçant, par exemple, son action de guérilla classique par des actes terroristes.

### 10 mars : Conférence *Driving European Defence* avec Alice PANNIER



Conférence *Driving European Defence*

Le 10 mars s'est tenue, à la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) à Berlin, une journée consacrée à l'avenir de la Défense européenne, coorganisée par la FES, l'IRSEM et *Friends of Europe*. La journée comprenait deux tables rondes autour du thème « France and Germany: Driving European Defence ». Côté français, ont participé l'Ambassadeur à Berlin Philippe ÉTIENNE, l'Ambassadeur de France et ancien secrétaire adjoint du Service d'action extérieur de l'UE (SEAE) Alain LE ROY, l'ancien Ambassadeur de France à l'OTAN et vice-président de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) Benoît D'ABOVILLE ainsi qu'Alice PANNIER, post-doctorante à l'IRSEM. Les débats se sont organisés en deux tables rondes, la première était consacrée aux enjeux liés au contexte de forte imprévisibilité politique et stratégique et la seconde aux enjeux de la mise en œuvre de la coopération de Défense en Europe.

Lors du premier panel, le journaliste britannique Paul TAYLOR a d'abord présenté les types de menaces auxquelles fait face l'UE actuellement. Il a fait remarquer que si la France et l'Allemagne identifient bien les mêmes menaces, les ordres de priorité diffèrent. Concernant le rôle de l'Allemagne, le représentant du Parti socialiste allemand (SPD), Niels ANNEN, a remarqué que seule une vingtaine de députés allemands s'était opposée au déploiement allemand au Mali lors du vote au Bundestag,

reflétant une évolution dans la posture allemande vis-à-vis de la force armée. Philippe ÉTIENNE a ensuite souligné la nécessité d'adopter une approche pragmatique et a appelé à éviter les débats théoriques tels que celui au sujet d'une hypothétique « armée européenne ». Il a notamment proposé de repenser les partenariats de l'UE en matière de Défense : l'UE pourrait bénéficier d'une meilleure collaboration avec l'OTAN sur les enjeux cyber et maritimes et doit définir un nouveau type de partenariat avec le Royaume-Uni. Enfin, le représentant du SEAE, Alfredo CONTE, a soulevé la nécessité, face à la variété des perceptions des menaces, de développer des outils flexibles comme la Coopération structurée permanente (CSP) tout en maintenant un socle fort de principes et valeurs communs.

Dans le deuxième panel, consacré à la mise en œuvre, Claudia MAYOR (Stiftung für Wissenschaft und Politik) a averti de la nécessité de bien définir quel est l'objectif final recherché de la « Défense » européenne, contrastant les missions de contre-piraterie menées au large de la Somalie et les enjeux de défense territoriale. Le représentant du SPD Hans-Peter BARTELS, a de son côté, pris des positions assez fermes à l'encontre de la volonté – illusoire – d'une indépendance stratégique française qui met en péril les ambitions d'intégration régionales justement discutées. La suggestion a ensuite été faite par Alain LE ROY d'utiliser l'année blanche qui se présente, en raison des élections en France, en Allemagne et aux Pays-Bas, pour que les experts produisent des idées nouvelles pour les prochains gouvernements, afin de leur donner des options parmi lesquelles choisir quand ils arriveront au pouvoir. L'Ambassadeur a également suggéré de clarifier la relation de l'UE avec le Royaume-Uni sur les questions de Défense (et notamment le marché européen de Défense) avant de commencer la CSP. Alice PANNIER a ensuite apporté un éclairage sur les leçons à tirer des initiatives franco-britannique et franco-allemande. Celles-ci ont des caractéristiques concrètes très différentes mais sont toutes les deux confrontées à la difficile articulation entre l'échelon bilatéral et l'échelon multilatéral, une meilleure coordination entre les deux « duos » est nécessaire.

Dans l'ensemble, les débats ont, d'une part, souligné la nécessité d'un pragmatisme dans l'approche et d'une flexibilité dans les instruments de la Défense européenne. Cela doit notamment se traduire par la valorisation des initiatives « bottom up » qui, comme la coopération militaire germano-néerlandaise, tendent à produire plus d'effets concrets que les initiatives plus politiques. Les échanges ont également soulevé les débats qui animent

le SPD entre la branche la plus réticente face à l'emploi de la force militaire et un versant plus enclin à considérer les déploiements sur le terrain.

Enfin, les débats se sont clos autour de la nécessité d'un accord trilatéral entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne afin d'affirmer leur engagement à coopérer dans ce contexte changeant.

### 16 mars : Séminaire « US National Interests in Sub-Saharan Africa » avec Jason WARNER



Jason WARNER et Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

Dans un « briefing plutôt qu'une présentation », Jason WARNER (*Assistant Professor* au Combatting Terrorism Center et au département de sciences sociales à l'Académie militaire de Westpoint) décrit trois traits saillants qu'il voit dans les principaux intérêts américains en Afrique sub-saharienne : l'attention croissante pour la zone depuis le 11 septembre, son lien avec le terrorisme transnational, motif majeur de la sécurité nationale, et les changements à attendre du nouveau président.

Née d'un « post cold war Africa security paradox », la politique du « light footprint » s'oppose à l'action institutionnalisée de la France. Elle se fonde sur une coopération avec les organisations pour la paix et la sécurité comme l'African Union Mission in Somalia (AMISOM) et les communautés économiques régionales (Economic Community Of West African States–ECOWAS), ainsi que sur les alliances, de plus en plus concentrées sur l'Afrique de l'Est et de l'Ouest. En augmentation continue, l'immigration vers les États-Unis reste une question centrale, avec les *Executive Orders* de janvier et mars 2017, tous deux bloqués. Si ces différents aspects n'annoncent pas de bouleversements, le « big shift » se situe dans les coupes budgétaires probables des politiques de déve-

loppement (President's Emergency Plan for AIDS Relief–PEPFAR, Power Africa, African Growth Opportunities Act–AGOA). En lien direct avec le terrorisme, crime transnational organisé et cybercrime demeurent primordiaux, avec une prise en compte des vols d'identité, chantages, fuites de secrets d'État et « electronic waste ». La lutte contre le « Youth Bulge », facteur de radicalisation, passe par un encouragement du secteur privé tandis que le dernier défi envisagé, l'émergence de nouvelles mégapoles africaines (Luanda, Johannesburg, Dar es Salaam), ne fait pas l'objet de politiques claires.

### 16 mars : Atelier « Simulation-Wargame » avec Pierre RAZOUX

Pierre RAZOUX, directeur de recherche à l'IRSEM, a lancé la première séance d'un atelier « Simulation-Wargame » au profit d'un groupe de stagiaires volontaires de l'École de guerre, pour les faire réfléchir sur les nombreux bénéfices pédagogiques et méthodologiques des *wargames* appliqués à l'analyse et à la compréhension des conflits contemporains. Cette première séance, consacrée au thème de la lutte contre Daech (niveaux stratégique et opératif), a permis aux stagiaires volontaires de l'École de guerre mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des acteurs engagés aujourd'hui sur le terrain en Irak et en Syrie. Elle sera suivie par d'autres séances qui se dérouleront régulièrement tout au long de la scolarité. Compte tenu de l'enthousiasme des participants, cet atelier sera bientôt ouvert aux chercheurs et jeunes chercheurs de l'IRSEM, de même qu'aux cadres présents sur le site de l'École militaire et aux membres de l'AEGES qui souhaiteraient y participer. À terme, l'un des buts de cet atelier consiste à permettre aux participants de créer leur propre *wargame* pour modéliser de manière simple et efficace la crise ou le conflit de leur choix, tout en explorant le champ des possibles et en testant des stratégies alternatives.

## 22 mars : Séminaire Jeunes Chercheurs avec Jean-Vincent HOLEINDRE



Jean-Vincent HOLEINDRE et Astrid VON BUSEKIST

Le séminaire mensuel des Jeunes Chercheurs est organisé par le SHD et l'IRSEM, représentés respectivement par les Professeurs Hervé DRÉVILLON, conseiller scientifique du SHD, et Jean-Vincent HOLEINDRE, directeur scientifique de l'IRSEM. Le thème annuel est : conflits et territoires. Dans le cadre de ce thème, le séminaire a reçu Astrid VON BUSEKIST, professeure de théorie politique à Sciences Po, autour de son dernier livre paru chez Albin Michel, *Portes et Murs. Des frontières en démocratie*. L'ouvrage aborde les questions des portes et des murs qui structurent les espaces publics et privés dans les démocraties, à partir du cas du érouv, une frontière créée pour permettre aux juifs de respecter les zones d'interdiction de Shabbat. L'exposé, passionnant, a donné lieu à une discussion sur la répartition des érouv dans différentes villes du monde et sur la dimension géopolitique de ces frontières presque immatérielles. Durant la seconde partie du séminaire, Mehdi BERRIAH a présenté sa thèse d'histoire médiévale en cours sur « La guerre chez les Mamelouks : théorie, pratique, idéologie (1250-1400) ». Les Mamelouks étaient considérés comme des guerriers d'élite dans l'Islam médiéval, formés par un entraînement militaire durant plusieurs années. La thèse aborde, non seulement l'action militaire des Mamelouks durant les Croisades, mais également les tactiques et les stratégies mises en place qui reposaient essentiellement sur la terre et négligeaient la mer. Mehdi BERRIAH a répondu aux nombreuses questions de l'assistance, notamment des questions portant sur l'éthique de la guerre propre aux Mamelouks ainsi que l'articulation de la guerre et de la politique dans le pouvoir mamelouk. Ce séminaire, dans l'ensemble, a bien montré la fécondité des croise-

ments disciplinaires, notamment entre l'histoire, le droit et la science politique.

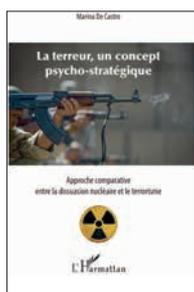
## 30-31 mars : Colloque international « Un triangle stratégique à l'épreuve : la Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est (1947-2017) »

À l'occasion du cinquantième anniversaire de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est), l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 et l'IRSEM ont organisé à Montpellier un colloque international sur l'Asie du Sud-Est au prisme de la rivalité sino-américaine, pendant et depuis la guerre froide. Les dix membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) fêteront, à l'été 2017, le cinquantième anniversaire de la seule organisation régionale exclusivement asiatique qui ait survécu à la fin de la Guerre froide. Les ministres des Affaires étrangères de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines, de Singapour et de la Thaïlande, en avaient signé l'acte de naissance à Bangkok, le 8 août 1967, avec l'espoir de pacifier leurs relations et de consolider des structures stato-nationales encore fragiles, tout en se protégeant contre une possible extension de la guerre qui déchirait alors le Viêt Nam. Cette guerre avait commencé comme un conflit de décolonisation classique entre la puissance coloniale française et le Vietminh, front politique dominé par le parti communiste vietnamien. Toutefois, elle s'est insérée progressivement, à partir de 1947, dans le cadre si particulier de l'affrontement bipolaire de Guerre froide qui allait imprimer sa marque sur toute la région pendant plus de quatre décennies.

Traversée par de profondes rivalités de puissances et de pouvoirs, l'Asie du Sud-Est a connu alors les conflits les plus longs et les plus coûteux de la Guerre froide – guerres interétatiques, certes, mais aussi guerres civiles, violences de masse, souvent occultées par la longue, coûteuse et très médiatique guerre américano-vietnamienne. La conversion de la Chine de Deng XIAOPING au libéralisme économique, en 1978, puis le retrait soviétique de la région annoncé par Mikhaïl GORBATCHEV dans son discours de Vladivostok, en 1986, et l'adoption la même année de la politique du *Doi Moi* (« renouveau ») par les dirigeants vietnamiens, créèrent les conditions du retour de la paix. Les troupes vietnamiennes retirées du Cambodge, ce dernier étant lancé dans un processus de reconstruction politique avec l'aide de l'ONU, plus rien ne s'opposait, dans les années 1990, à l'intégration des ennemis communistes d'hier dans l'ASEAN. Tandis qu'elle trouvait enfin son unité géographique en accueillant cinq nouveaux membres (successivement Brunei, la Birmanie et le Laos, le Viêt Nam puis le Cambodge),

l'Asie du Sud-Est était courtisée par une Chine alors en pleine ascension mais également par les États-Unis, eux-mêmes confrontés depuis les années 2000 aux affres de la « guerre contre le terrorisme ». La région est redevenue l'objet des rivalités entre grandes puissances et puissances régionales. Parviendra-t-elle à rester une « zone de paix, de liberté et de neutralité », selon le vœu formulé dès 1971 par les cinq fondateurs de l'ASEAN ? La nouvelle étape franchie fin 2015 en faveur d'une organisation régionale reposant sur trois piliers – politico-sécuritaire, économique et socioculturel –, n'a pu atténuer les inquiétudes liées à la formidable montée en puissance de la Chine et à l'affirmation plus décomplexée de ses prétentions territoriales, notamment en mer de Chine méridionale, que les États-Unis, pressés par certains États riverains, entendent à tout le moins atténuer. Les progrès de l'ASEAN n'ont donc pas empêché ses États membres de nouer des partenariats privilégiés avec d'autres puissances ni d'accélérer leurs efforts de modernisation militaire. Plusieurs chercheurs de l'IRSEM ont participé à ce colloque : Marianne PÉRONDOISE sur « La régionalisation maritime en Asie du Sud-Est : l'exemple de l'accord Reccaap », Juliette GENEVAZ sur « Les réformes militaires chinoises au miroir des États-Unis », Hugo MEIJER sur la « Sécurité en réseaux : la politique de défense américaine en Asie du Sud-Est et Benoît de TRÉGLODÉ sur « Viêt Nam-Chine, souveraineté et coopération maritime, quelles ambiguïtés ? ».

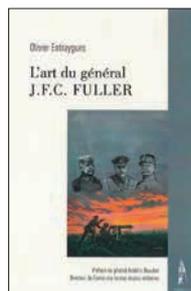
## NOS CHERCHEURS PUBLIENT



### **La Terreur. Un concept psycho-stratégique**

Marina DE CASTRO, L'Harmattan, 106 p., mars 2017, 13 €.

Cet ouvrage tente de comparer la dissuasion nucléaire et le terrorisme à travers le prisme de la terreur. Même si ces deux notions peuvent, de prime abord, paraître diamétralement opposées, elles revêtent néanmoins bon nombre de similitudes. La terreur est un véritable concept psycho-stratégique, à la fois légitimée lorsqu'elle émane de l'État et paradoxalement réprimée lorsqu'elle procède d'entités sub-étatiques. Par cette approche comparative, tentons aujourd'hui de mieux comprendre la terreur qui s'est emparée de nos sociétés afin de mieux pouvoir la combattre demain.



### **L'Art du général J.F.C. FULLER**

LCL Olivier ENTRAYGUES, Le Polémarque, mars 2017, 15 €

Officier général, britannique, intellectuel, militaire rebelle, hérétique, iconoclaste, occultiste, progermanique, fasciste, antisémite, non-conformiste, agitateur d'idées, provocateur, journaliste, historien, politicien et philosophe le major-général J.F.C. FULLER doit être considéré comme le véritable prophète de la Blitzkrieg et le chef de file de la pensée militaire moderne née de la Grande Guerre.

À partir de nouvelles traductions des écrits militaires du Britannique, l'auteur présente une série de quatre ouvrages, traduction intégrale et commentée, de quatre thématiques développées dans le corpus légué par le major-général J.F.C. FULLER. Le deuxième opus de cette série a pour thème l'art du général. Écrit en 1928, cet ouvrage caustique constitue une gifle adressée au haut commandement britannique, à HAIG et par ricochets à FOCH.

## ACTUALITÉS DES CHERCHEURS



### **Delphine ALLÈS**

- Coorganisation du panel « Conceptual Innovations in the Study of Religion and World Politics », International Studies Association, Baltimore, États-Unis, 24 février 2017.

- Présentation de l'article « Dialoguing Ambiguities », International Studies Association, Baltimore, États-Unis, 24 février 2017.

- Présentation de l'article « The State and Military Sources of Comprehensive Security in Southeast Asia », International Studies Association, Baltimore, États-Unis, 24 février 2017.

- Interview « Les relations Malaisie – Corée du Nord », *BBC Afrique*, 8 mars 2017.

- Interview « L'implantation de l'État islamique en Indonésie », *Radio Vatican*, 9 mars 2017.



### LCL Olivier ENTRAYGUES

- Présentation de ses ouvrages *L'Art du général J.F.C. Fuller*, Le Polémarque, 2017, 224 p., et *Formes de guerre, stratégies et déclin de l'Occident*, Economica, 2014, 192 p., au Salon du Livre de Paris, 24 mars 2017.



### Juliette GENEVAZ

- Conférence « Les réformes militaires chinoises au miroir des États-Unis », colloque international *Un triangle stratégique à l'épreuve : la Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est (1947-2017)*, Université Paul-Valéry Montpellier 3, Montpellier, 30-31 mars 2017.



### Jean-Vincent HOLEINDRE

- Participation à la journée d'étude du réseau Sociologie des conflits et Sociologie du militaire coordonné par Sébastien Jakubowski et Nicolas Amadio, Paris, Association française de sociologie, 9 mars 2017.

- Organisation et animation de la conférence « Le Rendez-vous des politistes » sur les enjeux internationaux et stratégiques de l'élection présidentielle, Paris, Université Panthéon-Assas, 16 mars 2017.

- Animation du séminaire « Jeunes Chercheurs », Paris, IRSEM-SHD, 22 mars 2017.

- Présentation de l'ouvrage *La Ruse et la Force. Une autre histoire de la stratégie*, Paris, Centre Raymond-Aron, EHESS, 22 mars 2017.

- Présentation de l'ouvrage *La Ruse et la Force. Une autre histoire de la stratégie* au séminaire de théorie politique de Sciences Po, Paris, 23 mars 2017.



### Barbara JANKOWSKI

- Article « Armée et religion en Pologne », *Bulletin*, 5, Observatoire international du religieux, février 2017, p. 3-5.

- Séminaire « L'influence des chefs militaires dans les processus décisionnels », Sociologie du militaire et sociologie des conflits, AFS, Strasbourg, 10 mars 2017.

- Interview « [Rétablir le service militaire : est-ce réaliste ?](#) », La Question du jour, *France Culture*, 9 mars 2017.



### Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article « [Les dix principaux enjeux de défense du prochain quinquennat](#) », *Défense & Sécurité internationale*, mars-avril 2017, p. 40-44.

- Conférence « Les défis éthiques de l'utilisation des drones dans les opérations de paix de l'ONU », séminaire *Les nouvelles technologies au service des opérations de paix de l'ONU*, représentation permanente de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), New York, États-Unis, 22 mars 2017.

- Discutant du général Michel YAKOVLEFF, sur « La Russie à travers le prisme OTAN », Chaire Grands enjeux stratégiques contemporains, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, 6 mars 2017.

- Conférence « Les mutations de l'ordre international », journée d'études *2030, la fin de la mondialisation ? d'Hervé COUTAU-BÉGARIE : bilans et perspectives*, IRSEM-ISC, École militaire, 3 mars 2017.

- Auditionné par le Haut comité d'évaluation de la condition militaire (HCECM) dans le cadre de la préparation de son onzième rapport sur *L'Attractivité de la fonction militaire*, Conseil d'État, 1<sup>er</sup> mars 2017.



### Sonia LE GOURIELLEC

- Organisation et modération de la conférence « U.S. National Security Strategy in Africa: Past, Present, and Future » par Jason WARNER, Sciences Po, Reims, 13 mars 2017.

- Interview « 20 millions de personnes menacées par la famine : questions sur une crise humanitaire », *L'Invité des Matins*, *France Culture*, 28 février 2017.

- Interview « La visite discrète et controversée du président djiboutien en France », *RFI*, 27 février 2017.

- Interview « Que dit la visite du président GUELLEH des relations franco-djiboutiennes ? », *RFI*, 1<sup>er</sup> mars 2017.

- Interview « L'avenir de Djibouti s'écrit avec la Chine », *Les Échos*, 1<sup>er</sup> mars 2017.

- Interview « Corne de l'Afrique. Le nouveau rôle international de Djibouti », Les Enjeux internationaux, *France Culture*, 1<sup>er</sup> mars 2017.



#### Céline MARANGÉ

- Conférence « Grande stratégie russe », table ronde *Comparative Grand Strategies: Great Powers*, International Studies Association, Baltimore, États-Unis, 22-24 février 2017.



#### Hugo MEIJER

- Conférence « Sécurité en réseaux : la politique de défense américaine en Asie du Sud-Est », colloque international *Un triangle stratégique à l'épreuve : la Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est (1947-2017)*, Université Paul-Valéry Montpellier 3,

30-31 mars 2017.



#### Alice PANNIER

- Participation avec Antoine BONDAZ et Olivier SCHMITT au « Young Professionals Day », Allied Command Transformation-ISS, Budapest, 21 mars 2017.



#### Marianne PÉRON-DOISE

- Article « [L'administration Trump découvre l'Asie : vers l'Orient compliqué...](#) », *The Conversation*, 22 mars 2017.

- Colloque, « L'administration Trump telle qu'elle est perçue, perspectives asiatiques », Centre d'enseignement militaire supérieur Air, Paris, 24 mars 2017.

- Conférence « Regional Order and maritime security in Asia Pacific », European Council on Foreign Relations, Paris, 6 mars 2017.

- Conférence « The Challenges of Securing Maritime Areas for the EU », IHEDN, Bruxelles, 16 mars 2017.

- Conférence « European Crisis Management in the Asia Pacific », RUSI, Londres, 22 mars 2017.

- Conférence « La régionalisation maritime en Asie du Sud-Est : l'exemple de l'accord ReCaap », colloque inter-

national *Un triangle stratégique à l'épreuve : la Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est (1947-2017)*, Université Paul-Valéry Montpellier 3, Montpellier, 30-31 mars 2017.

- Séminaire « Enjeux stratégiques et relations internationales en Asie », Université du Capitole, Toulouse, 2-3 mars 2017.



#### LCL Arnaud PLANIOL

- Conférence « Intégration complète des femmes dans les armées américaines : où en sommes-nous un après ? », colloque « Femmes militaires, et maintenant ? », IRSEM, Paris, 8 mars 2017.

- Conférence « The Donald Trump Election: Impact on the US Defense? », Sciences Po Défense et Stratégie, Paris, 21 mars 2017.

- Conférence « Impact de l'élection de Donald Trump sur la politique de défense américaine », CEMS Air, Paris, 24 mars 2017.

- Conférence « Les blogs de défense en France », colloque « Information et Géopolitique », Paris 1 ENS Ulm, Paris, 24 mars 2017.

- Interview « Les militaires en position de force dans l'administration Trump », *RFI*, 3 mars 2017.



#### Pierre RAZOUX

- Auteur de la préface scientifique du livre *I, Who Did Not Die. A Sweeping Story of Loss, redemption and fate during the Iran-Iraq War* de Meredith MAY, Zahed HAFTLANG et Najah ABOUD, Regan Arts, 274 p.

- Conférence « Les perspectives d'évolution de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient », 11<sup>e</sup> session internationale euro-méditerranéenne de l'IHEDN, Paris, 6 mars 2017.

- Conférence « Les conséquences stratégiques du BREXIT », Bourgogne de l'IHEDN, Dijon, 9 mars 2017.

- Conférence « Tour d'horizon des évolutions géopolitiques au Moyen-Orient », DEMS, Paris, 21 mars 2017.

- Conférence « Le combat interarmes appliqué aux guerres israélo-arabes », dans le cadre des conférences de formation de l'EDG (CSIA), Paris, 21 mars 2017.

- Conférence « Les fondamentaux de la guerre dans le désert », dans le cadre des conférences de formation de l'EDG (CSIA), Paris, 30 mars 2017.

- Participation au séminaire stratégique « Projecting Stability on the NATO Southern Neighbourhood » Collège de défense de l'OTAN (NDC) et l'Istituto Affari Internazionali (IAI), Rome, 14 mars 2017.

- Animation de l'atelier « Simulation-Wargame » sur le thème de la lutte contre Daech (niveaux stratégique et opératif), École de guerre, Paris, 16 mars 2017.

- Interview « Moscou a testé en Syrie ses armes les plus modernes », *Le Figaro*, 16 mars 2017.

- Interview « La Russie au Moyen-Orient et en Méditerranée », Géopolitique, *RFI-LEDG (DEMS)*, 17 mars 2017.

- Interview « Le nouveau rôle de la Russie au Moyen-Orient », Géopolitique, *RFI*, École de guerre, 17 mars 2017.



**Elyamine SETTOUL**

- Article « La diversité religieuse comme ressource opérationnelle : un impensé de la sociologie militaire française ? », *Bulletin*, 5, Observatoire international du religieux, février 2017, p. 6-8.

- Conférence « Projecting Stability on NATO Southern Neighbourhood », Collège de Défense de l'OTAN, Rome, 13-14 mars 2017.



**Benoît de TRÉGLODÉ**

- Conférence « Viêt Nam-Chine, souveraineté et coopération maritime, quelles ambiguïtés ? », colloque international, colloque international *Un triangle stratégique à l'épreuve : la Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est (1947-2017)*, Université Paul-Valéry Montpellier 3, 30-31 mars 2017.



**Denis TULL**

- Conférence « The Future of Peace Operations », atelier « African Futures »  
- Horizon 2025, EUISS, Paris, 21 mars 2017.

**VEILLE SCIENTIFIQUE**

**AFRIQUE**

**Judith VERWEIJEN**, « [Strange Battlefield Fellows: The Diagonal Interoperability Between Blue Helmets and the Congolese Army](#) », *International Peacekeeping*, 14 mars 2017, p. 1-25.

Cet article examine un sujet négligé mais important, celui de savoir quelles sont les relations entre les Casques bleus et les militaires du pays dans lequel ils interviennent. Cette question est loin d'être anodine dans la mesure où les Casques bleus et ces militaires sont censés coopérer de plus en plus étroitement. Dans ce cas d'étude, la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RD Congo (MONUSCO) est mandatée pour entreprendre des opérations militaires conjointes avec les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). De plus, elle est aussi censée appuyer la réforme du secteur de sécurité qui inclut l'armée. VERWEIJEN met en avant la perception mutuelle des soldats congolais et des militaires onusiens, en l'occurrence des Casques bleus indiens et pakistanais. En conclusion, elle fait état d'une très faible « interopérabilité diagonale » qui est le résultat de paternalisme, d'opportunisme et d'une profonde méfiance mutuelle qui expliquent l'efficacité extrêmement limitée de cette coopération.

**Denis TULL**  
*Chercheur Afrique de l'Ouest*

**ASIE DU SUD**

**Thomas F. LYNCH et James J. PRZYSTUP**, « [India-Japan Strategic Cooperation and Implications for U.S. Strategy in the Indo-Asia-Pacific Region](#) », *Strategic Perspectives*, 24, mars 2017.

La National Defense University, *think-tank* conservateur américain bien connu, consacre l'intégralité du numéro 24 de sa revue *Strategic Perspectives* à l'étude de l'intensification du rapprochement diplomatique nippon-indien. Thomas LYNCH et James PRZYSTUP reviennent sur l'historique des relations Inde-Japon avant d'analyser les différentes dimensions du rapprochement entre les deux pays : économique, politique et sécuritaire. La dernière partie de leur travail s'intéresse en particulier au rôle central joué par Washington dans ce rapprochement. Les auteurs soutiennent que ce processus revêt une importance stratégique particulière pour les États-

Unis et leurs intérêts sécuritaires en Asie-Pacifique. Ils recommandent ainsi à l'administration TRUMP de « faire tout son possible » pour favoriser l'intensification de la coopération entre les deux pays, qui ne doit cependant pas être vue comme un substitut mais comme un complément à la présence américaine dans la région.

Léa DEBRAUX

Assistante de recherche

*Small Wars & Insurgencies*, 28:1, 2017, 265 p.

Ce numéro spécial porte sur les principales insurrections politiques et mouvements extrémistes religieux qui secouent la région de l'Asie du Sud, et plus précisément l'Inde, l'Afghanistan, le Pakistan, le Sri Lanka, le Népal et le Bangladesh. Les différents articles développés dans ce numéro permettent d'approfondir les causes politiques de la déstabilisation des différents pays de la péninsule sud-asiatique. Ils interrogent également la pertinence des politiques de contre-insurrection mises en œuvre par les différents États concernés. Au-delà des questions proprement sud-asiatiques qu'ils abordent, ces articles permettent d'approfondir la problématique de la place de l'État dans les nouvelles formes de guerre au XXI<sup>e</sup> siècle.

Mélissa LEVAILLANT

Chercheur Sous-continent indien

## EUROPE DE L'EST

Marlène LARUELLE, « [Putin's Regime and the Ideological Market: A Difficult Balancing Game](#) », *Carnegie Endowment for International Peace*, 16 mars 2016.

Spécialiste du nationalisme russe, l'auteur explore le corpus idéologique du Kremlin. Allant à contre-courant d'une idée répandue, elle montre que le régime russe n'est pas monolithique, ni doté d'une idéologie d'État figée, mais qu'il s'attache au contraire à diversifier son offre idéologique pour répondre à différents fragments de la société. L'administration présidentielle privilégie le discours conservateur, considéré comme fédérateur, au discours nationaliste, porteur de divisions. Elle puise dans plusieurs registres doctrinaux, entretenant la nostalgie soviétique, tout en faisant appel au répertoire de la Russie tsariste. La référence au nationalisme russe est moins affirmée car elle risquerait d'aviver l'ethno-nationalisme des minorités ethniques et de favoriser la structuration d'une opposition nationaliste radicale. L'idéologie semble ainsi revêtir une fonction

instrumentale : elle offre une source de légitimité et contribue à préserver le statu quo politique.

Céline MARANGÉ

Chercheur Russie, Ukraine et Asie centrale

## PENSÉE STRATÉGIQUE

Louis RENÉ BERES, « [How Likely is an irrational US Presidential Order to Use Nuclear Weapons ?](#) », *BESA Center Perspective Paper*, 417, 5 mars 2017.

Le professeur émérite israélien Louis RENE BERES vient de publier une courte et percutante note de recherche intitulée « How Likely is an Irrational US Presidential Order to Use Nuclear Weapons? » Convoquant les exemples passés, le professeur BERES estime que Donald TRUMP verra sa détermination testée par les Nord-Coréens, les Chinois et les Russes. L'auteur met en exergue la nécessité pour un président américain nouvellement élu de comprendre et maîtriser rapidement les règles de ce jeu complexe, afin d'être capable d'évaluer avec précision le rapport de force. Pour lui, c'est justement là que réside la principale faiblesse d'un président trop sûr de lui qui ne s'en remettrait qu'à son instinct. Le risque majeur serait alors de voir Donald TRUMP ne pas réagir à une provocation qu'il estime ne pas menacer directement ses intérêts, encourageant ainsi un État provocateur, sûr de son impunité, à pousser son avantage et créer une situation d'escalade nucléaire qui devienne incontrôlable, par simple erreur de calcul ou d'interprétation.

Pierre RAZOUX

Directeur de recherche du domaine  
« Questions régionales Nord »

## BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



### ***L'Extase totale. Le III<sup>e</sup> Reich, les Allemands et la drogue***

Norman OHLER, La Découverte, 2016, 255 p.

Les liens entre la pratique de la guerre et la consommation de drogues sont anciens mais toujours renouvelés alors même que le « Captagon » se diffuse parmi les combattants du conflit syrien. *L'Extase totale. Le III<sup>e</sup> Reich, les Allemands et la drogue*, récemment publié en France avec la postface d'Hans MOMMSEN, apporte un éclairage historique sur ces relations tout en élargissant la perspective.

D'emblée, le journaliste Norman OHLER assume son ambition. Si les innombrables travaux laissent à penser que le régime nazi est bien connu, un angle mort subsiste pourtant : la manière dont les stupéfiants l'ont influencé. Afin de le combler, l'ouvrage commence par une présentation de l'émergence de la consommation de drogue en Allemagne jusqu'à la création de la pervitine (I), « pilule du courage » présentée comme l'une des clefs du Blitzkrieg (II). OHLER se concentre ensuite sur les effets de la consommation de drogues d'Adolf HITLER et des soldats pendant la guerre (III). Enfin, sont décrites les « dernières débauches », véritable fuite en avant du Führer et de responsables de son armée jusqu'à la défaite (IV).

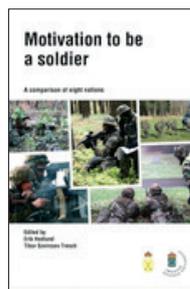
Le lien étroit entre la drogue et la société allemande date du XIX<sup>e</sup> siècle, s'appuie sur les usines pharmacologiques et se renforce jusqu'à l'arrivée des nazis au pouvoir. Ces derniers interdisent dans un premier temps la consommation de stupéfiants au moyen d'une biopolitique fondée sur la délation et l'enfermement des consommateurs. En 1937, les usines Temmler déposent pourtant le brevet de la pervitine (métamphétamine) qui, parce qu'elle augmente l'énergie et la confiance en soi, apparaît rapidement comme la pilule indispensable aux ambitions du régime. C'est le moment où les choses basculent : la Wehrmacht passe une commande gigantesque – 35 millions de doses.

Dans le même temps, les drogues pénètrent le quotidien d'Adolf HITLER et se révèlent indispensables à sa surcharge d'activité. Peu de biographes du Führer citent le rôle du Dr Theodor MORELL et en explicitent l'importance. Le mérite d'*Extase totale* est justement de décrire

cette relation de dépendance mutuelle qui s'est tissée entre le médecin et le patient. Pour autant, le livre ne dédouane absolument pas ce dernier. Au contraire, il raconte avec acuité la manière dont les drogues ont contribué à cimenter des idées et des plans déjà bien ancrés. Pris à dessein, les psychotropes ont empêché un quelconque infléchissement, conformément au principe de *l'actio libera in causa*.

Les questions que le livre contribue à soulever sont donc passionnantes. On peut toutefois regretter une tendance à l'exagération – certains cadres du parti sont présentés comme de véritables « accros » – et la difficulté que rencontre l'auteur à dresser une vue d'ensemble. Pour autant, les nombreux exemples qui diluent le propos traduisent une documentation impressionnante. Quant à la polémique du sujet, elle ne fait que confirmer l'originalité de l'angle et n'élude pas l'intérêt de ce portrait d'une société obsédée par la performance.

**Étienne DIGNAT**  
*Assistant de recherche*



### ***Motivation to be a Soldier. A Comparison of Eight Nations***

Erik HEDLUNG, Tibor SZVIRCSEV TRESCH (eds.), Swedish Defence University, 2017, 135 p.

Cet ouvrage rend compte d'une étude comparative internationale lancée par un chercheur de la Swedish Defence

University en 2010, l'année où la Suède abandonnait la conscription. Elle est publiée au moment où le pays a décidé de réinstaurer en partie le service militaire, faute de recrues.

Un échantillon d'un peu plus de 3 000 militaires répartis sur les huit pays concernés par l'enquête a été interrogé sur différentes facettes de la motivation à devenir militaire et sur la satisfaction à l'égard de la formation reçue.

Le grand intérêt de cette enquête, réalisée entre 2011 et 2012, est de nous livrer les perceptions de jeunes soldats incorporés autant dans des armées professionnelles (Belgique, France, Japon, Pologne, Suède) que dans des armées composées en partie, ou en totalité, de conscrits (Suisse, Taïwan, Turquie).

Une conclusion s'impose à la lecture des résultats : les jeunes engagés volontaires sont plus motivés et plus satisfaits que les jeunes conscrits. Dans les pays qui ont encore un service militaire, les jeunes recrues ont des

niveaux d'attente nettement plus faibles à l'égard de ce qu'ils pensent pouvoir apprendre durant leur période de formation que ceux des pays avec des armées professionnelles et sont dans l'ensemble beaucoup moins motivés.

Le rôle du commandement de proximité semble essentiel dans le degré de satisfaction éprouvé par rapport à la formation militaire reçue. Le choix des chefs de section et des instructeurs est donc primordial afin de ne pas décourager les jeunes.

À cela s'ajoute un autre facteur : les armées professionnalisées qui envoient leurs troupes en OPEX ont des scores plus positifs en matière de motivation et de satisfaction parce qu'elles offrent des possibilités d'accomplissement bien plus diversifiées et valorisantes.

**Barbara JANKOWSKI**

*Chercheur Sociologie des forces armées*



**La Pensée stratégique contemporaine**

François GÉRÉ, Economica, 2017, 160 p.

Un lieu, un temps : la France post Seconde Guerre mondiale. Un élément perturbateur : l'irruption de l'arme atomique dans le paysage stratégique. Cinq personnages principaux :

les théoriciens de la stratégie moderne et de sa nouvelle pierre de touche. Biographe et philologue, GÉRÉ observe chronologiquement leurs méthodes, filiations et concepts.

L'auteur veut déceler chez DE LATTRE, « père fondateur », les prémisses d'une stratégie adaptée à la « révolution copernicienne » du nucléaire. Ses héritiers s'« imprégneraient intellectuellement » de sa préférence de la « foudre » au « canon », de l'idée qu'il est nécessaire de se constituer en « puissance psychologique » et d'un lexique de la stratégie comme « totalité ».

Du chef d'état-major des armées AILLERET, on présente le cas unique d'un « technicien de l'atome », aux commandes du dispositif décisionnel. Le général « ingénieur » se fonde sur une étude technique des armements conventionnels pour montrer la rupture irréversible du nucléaire, inaugurant l'impossibilité d'une grande guerre, conditionnant l'échiquier géopolitique à la possession de l'arme, et ôtant au champ de bataille son caractère terrestre. La dissuasion française se fonde sur la non-intégration aux forces de l'OTAN et le non-em-

ploi du nucléaire sur le sol européen, non par anti-américanisme mais selon l'idée que le nucléaire joue un rôle primordial dans la paix mondiale sans pour autant se confondre avec elle.

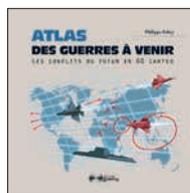
BEAUFRE se distingue par un arsenal de définitions, dans lequel il est montré que la stabilité n'est pas une fin en soi et qu'elle est surtout le champ de la stratégie indirecte, où le recours à la guerre révolutionnaire est notamment un fait majeur.

GALLOIS, polémiste, homme de médias critique à l'égard de la Défense française, est dépeint comme le premier à donner sa forme achevée d'« objet-citoyen » à la dissuasion. Il innove en affirmant l'incompatibilité entre dissuasion autonome et alliances, qu'il justifie par le « pouvoir égalisateur de l'atome » et la proportionnalité existant entre dissuasion et valeur de l'enjeu pour l'agresseur. La démonstration s'assied sur le concept de la relation dynamique entre l'offensive comme « surprise » et la défensive comme « dilution », ainsi que sur la capacité d'endurance politico-psychologique.

Enfin, POIRIER pense en épistémologue, poète, probabiliste et historien, avec un degré d'abstraction justifié par le fait que le nucléaire consacre la « stratégie du virtuel ». Il dénonce l'euphémisme de la notion de crises et l'occidentalo-centrisme, notant que la dissuasion, après 1989, doit laisser place à l'attente stratégique. Sa « stratégothèque » observe la tension entre l'école de CLAUSEWITZ et l'approche indirecte de Liddell HART, pour rationaliser et soumettre au mieux au politique la notion de violence armée organisée (VAO), tout en se méfiant d'une « grande stratégie », apanage des régimes totalitaires, et en mettant au centre l'inclusion de l'« Autre », dit « Adversaire-Partenaire ».

**Bertrand PERRIN**

*Assistant de recherche*



**Atlas des guerres à venir. Les conflits du futur en 60 cartes**

Philippe FABRY, Jean-Cyrille Godefroy, 2017, 125 p.

Un ovni. Philippe FABRY, historien du droit, nous livre un essai étonnant de prospective polémologique sur les conflits à venir dans le premier quart du XXI<sup>e</sup> siècle. Blogueur, essayiste, chargé d'enseignement à l'université Toulouse 1 Capitole, l'auteur est féru d'histoire antique. Son livre, *Rome, du libéralisme au socialisme. Leçon antique pour notre temps*, lui avait valu en 2014 le prix Turgot du jeune

talent. Appliquant sa théorie de ce qu'il appelle l'Historionomie (mise en évidence de cycles historiques longs, répétitifs et interactifs), Philippe FABRY convoque l'histoire des grands empires occidentaux pour tenter d'identifier les lignes de force des conflits à venir. Ses travaux ne sont pas sans rappeler ceux de Philippe RICHARDOT sur l'évolution des empires. En une centaine de pages, l'auteur s'interroge sur l'interaction des ambitions américaine, russe, chinoise, turque, iranienne et djihadiste. Il brosse à grands traits, en cinq parties successives, ce que pourrait être une Troisième Guerre mondiale qui débiterait entre la Chine et l'Inde pour se poursuivre en Europe et au Moyen-Orient. Pour lui, cette « Première guerre civile mondiale » s'achèverait au bout de cinq ans par une victoire globale des États-Unis et de la Turquie, suivie du démembrement de la Russie, de la Chine et de l'Iran. Bien évidemment, la démonstration est d'autant plus contestable et sujette à critiques que la démarche de l'auteur souffre de nombreuses failles historiographiques, méthodologiques, scientifiques et philosophiques (le déterminisme historique reste un concept très controversé, tout comme la mise en équation de l'histoire). À l'inverse des travaux prospectifs de Jacques ATTALI, Philippe FABRY se concentre sur les seules données démographiques, géographiques et militaires, ignorant les dimensions sociétales, politiques, psychologiques et économiques des acteurs étudiés. S'il connaît bien l'histoire occidentale, il ne maîtrise manifestement ni celle de l'Asie ni celle du Moyen-Orient, ce qui l'amène à des postures erronées qui biaisent sa démonstration. Sa description détaillée de ce que pourrait être une guerre entre la Russie et l'OTAN (cartes à l'appui) est en revanche très intéressante, tout comme sa démonstration visant à convaincre le lecteur que l'Occident – et tout particulièrement l'Europe – se trouve aujourd'hui à la fin d'un cycle et à la veille d'importantes ruptures impactant l'art de la guerre. Au bilan, un ouvrage stimulant à lire avec la prudence et le recul nécessaires.

**Pierre RAZOUX**

**Directeur de recherche du domaine  
« Questions régionales Nord »**

## À VENIR

### À VOS AGENDAS :

- 18 avril** : Présentation de l'ouvrage *La Ruse et la Force. Une autre histoire de la stratégie* de Jean-Vincent HOLEINDRE à l'École militaire.
- 26 avril** : Séminaire « Jeunes Chercheurs » avec Bertrand BADIE à l'École militaire.
- 27 avril** : Conférence avec *Friends of Europe* à l'École militaire.
- 8 juin** : Colloque sur la Chine à l'École militaire.
- 9 juin** : Colloque sur l'OTAN à l'École militaire.



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Avril 2017

<http://www.defense.gouv.fr/irsem>

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications, équipe, l'IRSEM recrute, événements, retour sur nos derniers événements, nos chercheurs publient, actualité des chercheurs

## [VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 9\)](#)

## [BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 9\)](#)



## [À VENIR \(p. 11\)](#)

## VIE DE L'IRSEM

### DERNIÈRES PUBLICATIONS



#### Étude n°50

« [La Biélorussie après la crise ukrainienne : une prudente neutralité entre la Russie et l'Union européenne](#) », par Ioulia SHUKAN, maître de conférences en études slaves à l'Université Paris Nanterre et chercheuse à l'Institut des sciences sociales du politique (ISP/CNRS), 81 p.

L'Étude retrace, en trois temps, les évolutions depuis la crise ukrainienne du positionnement stratégique de la Biélorussie entre l'Union européenne et la Russie. Un état des lieux des relations avec la Russie met en exergue leur importance et leur conflictualité. Un retour sur les relations complexes avec l'UE depuis 2000 illustre les limites des sanctions européennes face au régime biélorusse. Elle revient ensuite sur l'autonomisation de la Biélorussie par rapport à la Russie. L'étude montre enfin que, si un dialogue plus poussé, mais limité aux dos-

siers techniques, avec l'UE contribue au rééquilibrage des partenariats de la Biélorussie, l'autoritarisme de Loukachenko en constitue la limite évidente. Les dépendances du pays vis-à-vis de la Russie limitent, de leur côté, son émancipation.



#### Note de recherche n°36

« [La reconstitution de l'armée centrafricaine : un enjeu à hauts risques](#) », par Thierry VIRCOULON, chercheur associé à l'IFRI (Institut français des relations internationales), consultant indépendant et maître de conférences à Sciences Po, 7 p.

Dès le début de la transition en 2014, la nécessité de la reformation des Forces armées centrafricaines (FACA) s'est imposée et la reconstruction d'une institution militaire a été envisagée. Trois ans plus tard, force est de constater que le processus de reconstruction de l'armée centrafricaine est lent et incertain. Les raisons de cet état de fait sont nombreuses mais la plus fondamentale est l'absence de consensus entre les parties prenantes sur le paradigme et la finalité de cette reconstruction qui comporte un risque politique élevé.



**Note de recherche n°37**

« Les missions de stabilisation en République démocratique du Congo et au Mali : les limites de l'ONU dans l'imposition de la paix », par Denis TULL, chercheur Afrique de l'Ouest à l'IRSEM, 6 p.

Actuellement, des appels de plus en plus pressants invitent les Nations unies (ONU) à renforcer l'emploi de la force dans ses opérations de maintien de la paix afin de les rendre plus efficaces. À partir des missions de stabilisation de l'ONU en République démocratique du Congo (RDC) et au Mali, cette *Note* examine si une telle approche présente une voie prometteuse, en s'interrogeant spécifiquement sur les implications politiques que des mandats d'imposition de la paix peuvent avoir dans la gestion des conflits violents en Afrique.

**ÉQUIPE**



**Départ de Delphine ALLÈS, chercheuse Asie du Sud-Est, religion et conflits**

Delphine ALLÈS, professeure agrégée en science politique, quitte l'IRSEM après deux années de recherche au sein du pôle Défense et société, pour se consacrer pleinement à ses fonctions d'enseignante chercheuse à l'Université Paris-Est Créteil. Nous lui souhaitons une excellente continuation dans ses projets professionnels.



**Départ de Niamh O'BRIEN, traductrice**

Traductrice depuis cinq ans au ministère de la Défense dont trois passés à l'IRSEM, Niamh O'BRIEN quitte l'équipe pour prendre de nouvelles fonctions dans une agence de communication. Nous lui souhaitons le meilleur dans la poursuite de son parcours professionnel.

**Amélie ZIMA et Alice PANNIER, lauréates du prix de thèse de l'IHEDN**



Le Général de corps d'armée Bernard DE COURRÈGES D'USTOU, directeur de l'IHEDN, a remis les prix scientifiques de l'Institut aux lauréats au cours d'une cérémonie officielle le 19 avril 2017. Créés en 1998, ces prix récompensent, chaque année, des chercheurs en doctorat et master 2, dans les domaines de défense, sécurité et relations internationales.

Parmi les lauréats figurent deux post-doctorantes de l'IRSEM. Amélie ZIMA a obtenu le premier prix pour sa thèse intitulée « Penser le changement en relations internationales : le cas du premier élargissement post-guerre froide de l'OTAN (1989-1999) », soutenue en novembre 2015 à l'Université Paris-Nanterre sous la direction de Georges MINK, directeur de recherche émérite au CNRS. Alice PANNIER a obtenu le 3ème prix *ex aequo* pour sa thèse intitulée « Franco-British Defence Cooperation under the Lancaster House Treaties (2010): Institutionalisation meets the Challenges of Bilateral Cooperation », soutenue en juillet 2016 à l'IEP de Paris sous la direction du professeur Frédéric RAMEL en co-direction avec William PHILPOTT (King's College London).

## L'IRSEM RECRUTE



Crédit image : Michel Gotlib

L'IRSEM continue sa campagne de recrutement et propose les postes suivants :

- **Chercheur « États-Unis d'Amérique »** (contrat de 2 ans renouvelable, à pourvoir au 1er septembre)

Profil recherché : titulaire d'un doctorat et auteur de publications scientifiques, spécialiste de la politique américaine actuelle (politique de défense et politique étrangère). Le ou la candidate devra avoir une bonne connaissance non seulement des questions internationales et stratégiques, mais aussi des enjeux de politique intérieure et du mode de fonctionnement de l'administration des États-Unis.

- **Chercheur « Sécurité européenne et transatlantique »** (contrat de 2 ans renouvelable, à pourvoir au 1er septembre)

Profil recherché : titulaire d'un doctorat et auteur de publications scientifiques, spécialiste de sécurité européenne (PSDC) et transatlantique (OTAN) et des questions de défense multilatérales, tant dans le cadre de l'Union européenne que dans celui de l'OTAN.

- **Assistant de recherche** (contrat d'apprentissage d'un an, à pourvoir au 1er septembre 2017)

Profil recherché : apprenti de niveau master, avec une spécialisation en relations internationales, qui manifeste un intérêt pour la recherche stratégique et intégrerait le domaine « Questions régionales Sud » de l'IRSEM (Afrique, Moyen-Orient, Golfe, sous-continent indien, Asie du Sud-Est et Pacifique). L'apprenti sera encadré par le directeur du domaine « Questions régionales Sud » de l'IRSEM.

- **Chargé de communication** : Poste ouvert aux attachés et agents sur contrat (2 ans renouvelable, à pourvoir au 1er septembre)

Profil recherché : titulaire d'un master, avec une expérience professionnelle dans les milieux de la recherche et une parfaite maîtrise des réseaux sociaux.

- **Assistant éditorial** (Contrat Commission Armées-Jeunesse de 3 mois à pourvoir dès le 15 mai)

Profil recherché : niveau master de communication ou d'édition, doté d'une excellente maîtrise de la langue française et des règles de typographie de l'imprimerie nationale. Rémunération : niveau SMIC

- **Assistant de recherche anglophone** (Contrat Commission Armées-Jeunesse de 3 mois à pourvoir dès le 15 mai)

Profil recherché : jeune diplômé bilingue français/anglais, de préférence natif anglophone, ayant une expérience solide dans le domaine de la recherche (rédaction de documents de haute qualité en langue anglaise, par exemple). Rémunération : niveau SMIC.

- **Technicien multimedia** (contrat d'apprentissage d'un an voire deux ans à pourvoir au 1er septembre 2017)

Profil recherché : apprenti en BTS ou DUT dans une spécialité multimedia, avec une excellente maîtrise des logiciels de création, pour assister le webmestre dans les activités de création de visuels, de mise en ligne de contenus et de prises de vue.

Les candidats intéressés doivent envoyer leur dossier de candidature composé d'une lettre de motivation et d'un CV à la responsable des ressources humaines ([corinne.segui@intradef.gouv.fr](mailto:corinne.segui@intradef.gouv.fr)).

Pour plus d'informations, veuillez consulter la page recrutement de notre site web : <http://www.defense.gouv.fr/irsem/recrutements/nous-rejoindre/recrutements>

## ÉVÉNEMENTS

**5 avril : Table ronde « Iran & Israel in the Changing Middle East », avec le professeur David MENASHRI**



David Menashri et Pierre Razoux

L'IRSEM a eu le plaisir d'accueillir le mercredi 5 avril David MENASHRI, professeur émérite à l'Université de Tel-Aviv et spécialiste reconnu de l'histoire contemporaine de l'Iran. Il a donné une conférence sur le thème « Iran & Israel in the Changing Middle East » devant une vingtaine d'universitaires et d'experts.

M. MENASHRI a d'abord présenté sa grille de lecture de l'Iran en remontant à la révolution islamique par le biais d'une triple question : dans quelle mesure était-elle islamique, idéologique et politique ? Se dresse alors le portrait d'un mouvement qu'il considère avant tout, à l'instar des printemps arabes, comme la traduction d'une demande de justice sociale et politique.

Ce bref retour lui a permis d'évoquer les évolutions contemporaines d'une société iranienne trop souvent représentée comme un bloc monolithique. Il a ensuite abordé de nombreuses thématiques : position de l'Iran vis-à-vis de ses voisins, rivalité chiisme/ sunnisme, difficultés avec les pays arabes, dossier du nucléaire, influences américaine et russe dans la région.

Cette présentation et la discussion qui a suivi furent l'occasion d'échanges riches et variés autour de l'actualité récente au Moyen-Orient et de la complexité de la relation israélo-iranienne.

**13 avril : Présentation de Sean L. YOM, professeur assistant à l'Université de Temple (USA) : « La politique étrangère américaine au Moyen-Orient sous la présidence TRUMP ».**



Sean L. Yom

Malgré le caractère imprévisible du président TRUMP avec ses revirements en politique étrangère (frappes en Syrie, le 6 avril 2017, en représailles à l'utilisation d'armes chimiques par le régime Assad), Sean YOM perçoit une continuité entre l'approche du président TRUMP au Moyen-Orient et celle de son prédécesseur. Il s'inscrit dans le prolongement de la doctrine de non intervention et de reconfiguration stratégique du président OBAMA consistant à encourager les États du Moyen-Orient (surtout États du Golfe) à davantage assumer la responsabilité d'assurer la sécurité régionale.

TRUMP serait celui qui devrait parachever la transformation de la politique étrangère américaine hégémonique en une politique faite d'interventions ciblées limitées. Celle-ci viserait au maintien d'infrastructures minimales capables d'éviter tout conflit majeur (bases et facilités aériennes et maritimes en Méditerranée et dans le Golfe maintenues, avec en plus des stations pour drones de surveillance notamment en Jordanie mais également depuis peu en Tunisie et en Arabie saoudite).

Le rejet massif des Américains de l'interventionnisme au Moyen-Orient, à la suite des fiascos irakien et afghan, a contraint le leader à changer de politique étrangère. Sans une autre agression aussi traumatisante que les attaques terroristes du 11 septembre 2001, Sean YOM affirme que les Américains ne se résoudreont plus à

soutenir des interventions militaires au Moyen-Orient jugées bien plus préjudiciables que bénéfiques aux intérêts américains.

Sean YOM montre également le glissement de l'approche TRUMP en politique étrangère, qui passe d'un populisme avec le début de disgrâce de son conseiller spécial, Steve Bannon, vers plus de réalisme au sens classique du parti républicain avec la figure montante du Général Mc Master. Ce dernier considère que la guerre en Irak (2003) et les printemps arabes (2011) ont affaibli les régimes arabes, permettant à l'Irak d'accroître son influence au Levant et au Moyen-Orient et créant un déséquilibre au détriment des Arabes, d'où son scepticisme et ses doutes sur la capacité des États arabes à maintenir l'intégrité de leurs frontières.

Trois piliers caractérisent la politique étrangère du président TRUMP :

- un système d'alliances articulées autour de la « Homeland Security » pour lutter contre la menace islamique terroriste jugée la plus importante et s'appuyer sur les alliés de l'OTAN et les États arabes clés constituant les alliés traditionnels des États-Unis (monarchies du Golfe, dont en premier lieu l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Jordanie) ;
- un populisme économique, avec « America's first », un retrait du traité transpacifique et une forte réduction des aides financières destinées aux pays pauvres et organisations multilatérales de développement alors que l'on assiste à l'augmentation substantielle du budget de la défense ;
- une neutralité démocratique, avec une opposition nette à la promotion de la démocratie quelle soit sous la version interventionniste (sous G. W. BUSH) ou morale (version OBAMA) avec la défense des droits de l'homme contre une admiration des autocrates tels POUTINE, ERDOGAN ou AL SISSI. Cet aspect et la lutte contre le radicalisme islamique constituent les points de convergence fondamentaux entre le Président et les réalistes républicains (Rex TILLERSON, le secrétaire d'Etat et les généraux MATTIS et MC MASTER notamment) ainsi que Jared KUSHNER, son gendre, qui aujourd'hui se sont emparés au détriment des populistes de la reconstruction graduelle de la stratégie américaine au Moyen-Orient et plus largement de la politique étrangère de TRUMP. À l'instar de ses généraux, ce dernier souhaite renforcer le « containment » contre l'Irak sans néanmoins toucher à l'accord sur le nucléaire en dépit d'une rhétorique hostile.

Le professeur Sean YOM voit néanmoins deux contradictions dans cette approche du président TRUMP au Moyen-Orient. La première consiste à renforcer l'alliance avec les États arabes du Golfe tout en promouvant la production des pétrole et gaz de schiste qui affecte durement les économies du Golfe avec un prix du pétrole bas. La seconde est liée au manque de clarté sur l'Irak. D'une part, Washington a besoin de Téhéran pour combattre l'État islamique en Irak, et d'autre part TRUMP accentue les sanctions économiques contre Téhéran, exerce des pressions et utilise une rhétorique agressive anti-iranienne pour dénoncer leur influence déstabilisatrice au Moyen-Orient, ravivant ainsi les tensions risquant d'aboutir au durcissement du régime islamique iranien.

Sean YOM conclut en défendant une pluralité des géopolitiques avec le déclin de l'hégémonie des États-Unis parallèlement à d'autres influences traditionnelles (Royaume-Uni, France et Russie), l'ascension des acteurs régionaux (Turquie, Iran) et de celle de la Chine qui s'exerce de manière conjuguée au détriment de l'influence des pays arabes.

**18 avril : Présentation du livre *La Ruse et la force*, de Jean-Vincent HOLEINDRE, avec Pierre MANENT et Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER**



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, Jean-Vincent HOLEINDRE, Pierre MANENT

Le professeur Jean-Vincent HOLEINDRE a présenté le mardi 18 avril son ouvrage, paru aux éditions Perrin en février 2017. Pierre MANENT, philosophe, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et directeur de la thèse de l'auteur, ainsi que Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, directeur de l'IRSEM, ont animé la discussion autour de l'ouvrage.

Ce livre marque l'aboutissement de dix années de travail sur la pensée stratégique occidentale, et il est issu d'une thèse qui a été soutenue par le ministère de la Défense (DGA). L'originalité de l'ouvrage est qu'il remet en cause la notion de force, historiquement considérée comme un atout stratégique majeur, et questionne l'importance négligée de la ruse, souvent considérée comme l'apanage du faible ou de l'étranger. La comparaison entre les deux personnages principaux de *L'Illiade* et *L'Odyssée* illustre significativement cette dualité.

Les nombreuses questions qui ont suivi avec le public ont témoigné de son intérêt pour l'étude de la ruse au sein de la pensée stratégique.

**26 avril : Séminaire Jeunes Chercheurs, avec le professeur Bertrand BADIE et Ivan SAND**



Professeur Bertrand BADIE

Le séminaire mensuel des Jeunes chercheurs est organisé par l'IRSEM et le SHD, représentés respectivement par les professeurs Jean-Vincent HOLEINDRE, Directeur scientifique de l'IRSEM et Hervé DREVILLON, Conseiller scientifique du SHD. Il porte cette année sur le thème «Conflits et territoires».

Dans ce cadre, le séminaire a reçu Bertrand BADIE, professeur de Relations internationales à Sciences Po, auteur de plus d'une vingtaine de monographies, notamment *La fin des territoires* (Fayard, 1999). Dans sa communication, intitulée « Les nouveaux conflits internationaux au-delà de l'ère westphalienne : à l'épreuve de la puissance et de la territorialité », le professeur BADIE s'est d'abord attaché à décrire la forme «westphalienne» de la guerre, articulée autour de l'État et de la défense du territoire. Puis, il a défendu la thèse selon laquelle les formes contem-

poraines de la conflictualité relèvent d'une autre logique «déterritorialisée» et naissent d'une triple faiblesse : faiblesse de l'État, de la nation et de l'intégration sociale.

Dans la deuxième partie du séminaire, Ivan SAND, docteur en géopolitique à l'Université Paris 8, sous la direction du professeur Philippe BOULANGER, a présenté le premier chapitre de sa thèse portant sur la projection aérienne de l'armée française depuis 1945. Ivan SAND est revenu sur les origines du concept de projection, qui s'est imposé dans le contexte post-Guerre froide, et qui a vu se multiplier les interventions militaires, notamment à l'initiative des démocraties occidentales, nécessitant la projection des forces sur des théâtres extérieurs.

**28 avril : Petit-déjeuner Afrique, « Paradigm Shift: Why the 'Maritime Domain' matters to 21st-Century Analyses of African Politics », avec le professeur Christopher LAMONICA**



Professeur Christopher LAMONICA

Christopher LAMONICA, professeur associé à la Government United States Coast Guard Academy et professeur invité à Sciences-Po Bordeaux, est intervenu vendredi 28 avril à l'IRSEM pour s'exprimer sur l'importance sous-estimée du domaine maritime dans la politique africaine.

Voilà maintenant plusieurs décennies que, dans le secteur académique des sciences politiques, l'étude de la politique africaine s'est presque exclusivement focalisée sur des considérations terrestres. Des africanistes reconnus, comme Robert I. ROTBERG de l'Université Harvard, ont même bâti l'intégralité de leur carrière en insistant sur les « dysfonctionnements » dus à la « corruption » des chefs d'Etats et des institutions au pouvoir en Afrique.

A l'ère de la mondialisation, la littérature africaniste semble négliger l'importance grandissante qu'ont la sécurité et le commerce maritimes sur la santé économique des États africains modernes. L'intervention du professeur LAMONICA a eu pour ambition de combler cette zone d'ombre en soulignant l'importance du domaine maritime et de son influence croissante sur les réalités politiques en Afrique.

Les échanges entre les participants et le professeur LAMONICA ont été intenses et ont démontré l'importance et l'intérêt de cette question dans le champ des études stratégiques.

## RETOUR SUR NOS DERNIERS ÉVÉNEMENTS

### Les vidéos du colloque « Femmes militaires, et maintenant ? » sont en ligne

À l'occasion de la journée internationale des droits de la femme, l'IRSEM a organisé un colloque intitulé « Femmes militaires, et maintenant? », le 8 mars. Vous pouvez désormais consulter les vidéos des quatre tables rondes de la journée sur You tube en cliquant sur les liens ci-dessous :

- Table ronde n°1 « [L'intégration des femmes militaires dans les armées occidentales](#) »
- Table ronde n°2 « [Hommes/femmes : quelles complémentarités en opération ?](#) »
- Table ronde n°3 « [Comment mener une carrière identique à celle d'un homme ?](#) »
- Table ronde n°4 : « [Grands témoins](#) »

Le programme complet de la journée est consultable à l'adresse suivante : <http://www.defense.gouv.fr/irsem/page-d-accueil/nos-evenements/colloque-femmes-militaires-et-maintenant-du-8-mars-2017>

### Les photos du colloque « Un triangle stratégique à l'épreuve : la Chine, les États-Unis et l'Asie du Sud-Est (1947-2017) » sont en ligne

Vous pouvez consulter les photos prises lors de ce colloque international, organisé les 30-31 mars à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, à l'adresse suivante : <http://esprit.upv.univ-montp3.fr/>.

## NOS CHERCHEURS PUBLIENT



Pierre RAZOUX, directeur de recherche à l'IRSEM, vient de publier chez l'éditeur américain High Flying Dices Game un jeu de simulation stratégique intitulé

*Bloody Dawns : The Iran-Iraq War (1980-88)*, qui permet aux joueurs de se plonger dans la dimension stratégique de la guerre Iran-Irak et d'en explorer toutes les facettes militaires, économiques et géopolitiques. Ce wargame de niveau stratégique se compose d'une carte représentant les principaux fronts, de 98 pions, de 54 cartes à jouer et d'un livret de règles simples et faciles à assimiler. Il offre aux joueurs la possibilité d'explorer le champ de l'uchronie et tester ainsi ce qui se serait passé si les belligérants avaient adopté des stratégies différentes. En forçant les joueurs à des choix difficiles, il teste leur sens de la décision et les contraint à faire preuve d'inventivité. Ce wargame s'inscrit donc pleinement dans la logique de l'atelier de simulation stratégique que l'auteur vient de lancer au sein de l'IRSEM (prochain atelier le 3 mai 2017 de 9h00 à 12h00).

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



### Delphine ALLÈS

- Chapitre « Indonésie. Normalisation de la politique de Joko WIDODO », in Abigaël PESSES et Claire THI-LIÊN TRAN (dir.), *Asie du Sud-Est 2017*, IRASEC-Indes Savantes, mars 2017.



### Jean-Vincent HOLEINDRE

- Participation au comité de sélection du poste de professeur de science politique, spécialité « théorie politique », Sciences Po, 19 avril 2017.

- Conférence autour du livre *La ruse et la force. Une autre histoire de la stratégie*, Institut Jacques Cartier, Poitiers, 25 avril 2017.

- Interview par Thomas HOFNUNG « [Les questions internationales, si loin, si proches](#) », *The Conversation.fr*, 6 avril 2017.

- Chronique autour du livre *La ruse et la force. Une autre histoire de la stratégie*, par Géraldine MOSNA-SAVOYE, France Culture, 25 avril 2017

- Présentation du livre *La ruse et la force. Une autre histoire de la stratégie*, Librairie Obliques, Auxerre, 14 avril 2017.



**Benoît DE TRÉGLODÉ**

- Article « Le partenariat stratégique France-Vietnam », *Perspectives France-Vietnam*, 100, mars 2017, p. 23-24.



**Sonia LE GOURIELLEC**

- Présidence de la cinquième session de la conférence des Dialogues Stratégiques (3<sup>e</sup> édition), « L'analyse du nouveau contexte économique régional, géopolitique et sécuritaire du Golfe de Guinée », HEC Center for Geopolitics et OCP Policy Center, 13 avril 2017.



**Pierre RAZOUX**

- Conférence « Les intérêts stratégiques russes au Moyen-Orient », colloque international *Vers un nouvel ordre au Moyen-Orient*, Chaire Raoul-Dandurand, Université du Québec à Montréal (UQAM), 21 avril 2017.



**Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER**

- Participation au *EU-Africa Strategic Dialogue* (président du « Policy Panel » sur les tendances et scénarios africains dans les 10-15 prochaines années), OCP Policy Center et EUISS, Rabat, Maroc, 4 avril 2017.

- Organisation de la table ronde « Israël et l'Iran dans la nouvelle donne régionale », avec le professeur David MENASHRI de l'Université Ramat-Aviv de Tel-Aviv, à l'IRSEM, 5 avril 2017.

- Interview « Les conséquences probables de la frappe américaine en Syrie », *RMC*, 7 avril 2017.

- Interview « Le jeu de Washington et Moscou au Moyen-Orient », Les enjeux internationaux, *France Culture*, 10 avril 2017.



**Marianne PÉRON-DOISE**

- Conférence « Mer de Chine du Sud et territorialisation des mers », Centre d'Études Stratégiques de la Marine, 19 avril 2017.

- Interview « Les relations États-Unis/Corée du Nord », *France 24*, 19 avril 2017.

- Interview « L'axe de la résistance renforcé en Syrie », *Le Figaro*, 14 avril 2017, p. 7.

- Interview « La redéfinition des zones d'intérêt au Moyen-Orient », *L'Opinion*, 19 avril 2017.

- Interview « Il n'y aura pas de solution militaire au Levant », *Le Figaro*, 26 avril 2017.

- Interview « Irak/Syrie : risque d'embrasement ? », *RFI*, 29 avril 2017.

- Interview « La crise nord-coréenne », *RFI*, 26 avril 2017.



**Benoît RADEMACHER**

- Conférence « L'Internet des objets quelques pistes de réflexion sur les enjeux pour la défense en France », journée d'étude du groupe de travail Économie de la défense – économie des conflits, Blois, 27-28 avril 2017.



**Océane ZUBELDIA**

- Conférence « Le paysage stratégique des drones : une approche comparative à travers les différentes politiques d'emploi », séminaire spécialisé *UAV Operation*, sous la direction de l'Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace (ISAE-SUPAERO), l'École nationale de l'aviation civile (ENAC) et l'École des officiers de l'armée de l'air (EOAA), Salon-de-Provence, 24 avril 2017.

## VEILLE SCIENTIFIQUE

Abigaël PESSES et Claire THI-LIÊN TRAN (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2017. Bilan, enjeux et perspectives*, Irasec et Les Indes Savantes, mars 2017, 452 p.

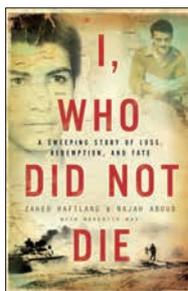
Chaque année, l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (Irasec), basé à Bangkok, mobilise une vingtaine de chercheurs et d'experts pour décrypter l'actualité régionale. L'Asie du Sud-Est – véritable carrefour économique, culturel et religieux – constitue un espace unique d'articulation des diversités sur la longue durée et le demeure plus que jamais aujourd'hui. Cette collection permet de suivre au fil des ans l'évolution des grands enjeux contemporains de cette région continentale et insulaire de plus de 620 millions et d'en comprendre les dynamiques d'intégration régionale et de connectivités avec le reste du monde.

*L'Asie du Sud-Est 2017* propose une analyse synthétique et détaillée des principaux événements politiques, économiques et sociaux survenus en 2016 dans chacun des onze pays de la région, complétée par des focus sur des personnalités et une actualité marquantes. L'ouvrage présente également quatre dossiers sur des thématiques régionales portant cette année sur le spectre de Daech, la cybersécurité, l'accord commercial de libre-échange transpacifique (TPP) et la question du changement climatique à travers l'impact de la COP 21. Des outils pratiques sont également disponibles, dont une chronologie et une fiche de données socioéconomiques par pays et un inventaire régional des mouvements et politiques altermondialistes.

**Benoît DE TRÉGLODÉ**

*Directeur du domaine «Questions régionales Sud»*

## BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



*I, Who Did Not Die – A sweeping story of loss, redemption and fate during the Iran-Iraq War*

Meredith MAY et al., Regan Arts, 2017, 274 p.

En ces temps troublés de populisme et d'amalgame religieux, c'est une belle et excellente idée qu'ont eue Meredith MAY et les éditions Regan Arts de publier un récit de guerre et de captivité plein d'humanité et de tolérance où l'amitié et la fraternité côtoient l'ignorance, la haine et la bêtise. Ce récit de deux destins parallèles extraordinaires, qu'il s'agisse de l'Irakien Najah ABOUD ou de l'Iranien Zahed HAFTLANG, constitue une leçon de vie que chacun devrait lire pour se vacciner contre l'intolérance religieuse et les manipulations politiques. Ce témoignage poignant présente un autre intérêt majeur : il traite de la guerre Iran-Irak (1980-88), conflit méconnu mais pourtant crucial puisqu'il a remodelé le Moyen-Orient. Le récit des batailles de Khorramchahr et de Basrah n'est pas sans rappeler, avec leur cortège d'anecdotes, celles qui ravagent aujourd'hui Alep, Mossoul et Raqqa. Ces deux témoins expliquent l'état d'esprit qui régnait au sein des armées irakiennes et iraniennes et les raisons pour lesquelles les uns et les autres ont accepté de se battre, le plus souvent par patriotisme et par obligation morale pour faire honneur à leur famille. Ils nous rappellent que la religion n'avait rien à voir dans leur choix de s'engager.

Ce livre constitue aussi un témoignage poignant sur le sort des enfants soldats. On découvre ainsi les raisons profondes qui ont poussé cet Iranien de quinze ans à s'enrôler dans le Basij, le corps des jeunes adolescents servant de réservoir de chair à canon pour les Gardiens de la révolution islamique. Ces raisons n'ont rien à voir avec la ferveur religieuse, l'endoctrinement idéologique ou l'adoration de l'ayatollah KHOMEINY. Elles sont plus prosaïques : le goût de l'aventure, la volonté d'échapper à la férule d'un père violent et de s'affirmer comme un homme aux yeux du reste de la famille, la séduction d'une petite amie et l'attraction d'un gamin pour les armes... Là encore, on est loin du fanatisme religieux, et les raisons profondes qui motivent un jeune adolescent à s'enrôler sont multiples, à commencer par la volonté de défendre son village et sa communauté, à l'instar des grands frères ou des oncles, comme je le raconte en

détail dans mon propre livre. Ce constat devrait inspirer tous ceux qui essaient de comprendre les raisons qui poussent aujourd'hui de jeunes adolescents de toutes origines à rejoindre les rangs de l'État islamique en Irak et en Syrie (Daech).

Enfin, ce double témoignage est bien écrit, vif et percutant comme une rafale de Kalachnikov ! Je suis très fier que les auteurs et l'éditeur m'aient proposé de le préfacier.

**Pierre RAZOUX**

**Directeur du domaine «Questions régionales Nord»**



**La conquête de l'Algérie, La dernière campagne d'Abd EL-KADER**

Jacques FRÉMEAUX, CNRS Editions, 2016, 330 p.

Quelles furent les modalités et les conditions de la conquête de l'Algérie ? C'est à cette interrogation que

Jacques FRÉMEAUX, professeur à l'Université Paris-Sorbonne - Paris 4 et auteur de livres de référence dont *De quoi fut fait l'Empire, les guerres coloniales au XIXe siècle* (2014), souhaite en partie répondre dans *La conquête de l'Algérie, La dernière campagne d'Abd EL-KADER*.

Ce projet, qui s'inspire de son propre mémoire de maîtrise soutenu en 1973, s'intéresse, d'un point de vue chronologique, à la période 1845-1847, dont l'importance n'est pas à négliger. Nous sommes alors quinze ans après la capitulation d'Alger et seulement quatre après la déclaration du roi Louis-Philippe selon laquelle l'Algérie est « désormais et pour toujours française ». Les Français, menés par le général BUGEAUD qui promeut une « colonisation militaire » face à sa forme « civile », disposent de postes permanents à des points stratégiques et multiplient les razzias pour asseoir leur autorité.

Dans ce contexte, l'historien raconte la dernière lutte de l'émir Abd EL-KADER contre les occupants. Réfugié au Maroc, ce dernier observe attentivement la vague d'insurrections surprises survenues au printemps 1845, mais ne se décide à agir qu'en septembre. Accompagné de quelques milliers de combattants, il fait face à 80 000 soldats français. C'est le début d'une campagne marquée par la célèbre victoire algérienne de Sidi BRAHIM et la poursuite de l'émir par les Français. Fin stratège et aidé par une partie du peuple, Abd EL-KADER inflige plusieurs camoufflets à une armée coloniale trop lente.

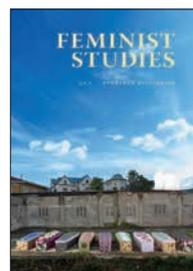
Toutefois, après un conflit de deux ans caractérisé par sa violence extrême, Abd EL-KADER se rend. Il est déporté en France avant d'être libéré cinq ans plus tard par Napoléon III et de s'installer à Damas.

Traitant d'une période méconnue, cet ouvrage constitue une présentation aboutie des deux pays, à travers le portrait, sans anachronisme, de deux personnages emblématiques : le général Thomas-Robert BUGEAUD DE LA PICONNERIE et l'émir Abd EL-KADER. Dans le même temps, l'auteur décrit avec minutie les stratégies mises en place de chaque côté et leurs ressorts politiques. Cette analyse est complétée par un ensemble de cartes et de tableaux très éclairants – la carte retraçant la poursuite d'Abd EL-KADER par Yusuf a retenu notre attention (p.171). Comme l'auteur le reconnaît, on peut toutefois regretter la quasi-exclusivité des sources françaises.

*La conquête de l'Algérie* éclaire donc deux années majeures de la conquête coloniale et rappelle – si besoin en était – que la guerre nécessite la connaissance intime d'un pays. Plus globalement, il permet de comprendre l'histoire de la région jusqu'à l'indépendance et résonne avec la situation actuelle : « on comprend bien mieux l'islam et les musulmans à partir de l'histoire de l'émir Abd EL-KADER et de son effort pour gouverner en vrai chef musulman », nous dit Jacques FRÉMEAUX.

**Etienne DIGNAT**

**Assistant de recherche**



**Everyday militarism**

*Feminist studies*, 42:1, 2016, p. 261.

Ce numéro de *Feminist studies* analyse l'immixtion du militarisme dans la société nord-américaine. Il met notamment en exergue la différence fondamentale entre, d'une part, la militarisation et, d'autre part, le mili-

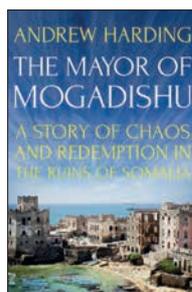
tarisme. D'après Cynthia ENLOE, professeure des théories féministes et de développement international, la militarisation est ainsi considérée comme un processus graduel qui tend à relier à la sphère militaire des éléments de la société civile. À l'inverse, selon Anuradha CHENOY, professeure spécialisée en relations internationales et études de genre, le militarisme est défini comme la réflexion qui englobe la militarisation et ses pratiques.

Selon les auteurs, il incarnerait une véritable idéologie transcendant les préoccupations sociétales telles que le genre, les classes ou les castes.

Ce numéro tend à démontrer que la dimension genrée et raciale de certaines structures militaires, formelles ou informelles, pourrait permettre au militarisme de prospérer. Ainsi, il souligne, au sein de la sphère militaire de ces deux pays, l'érosion de la culture martiale et violente qui y était pourtant profondément ancrée. D'après les auteurs, cette culture pouvait servir à excuser ou cautionner, la violence perpétrée par des soldats masculins à l'encontre de femmes militaires ou de leur conjoint(e) civil(e). La vie quotidienne non-militarisée pourrait ainsi conduire à un débordement de la violence de la sphère militaire vers la sphère civile. Cette violence, exercée par des militaires à l'égard de non-militaires, pourrait parfois même être considérée comme un risque professionnel.

Le premier article, qui est un commentaire cinématographique du film coréen *The Crucible*, traite des abus sexuels commis au sein d'un établissement spécialisé pour les enfants sourds et handicapés. Le second analyse, au sein de l'institution militaire américaine, le lien de cause à effet qui existerait entre la quête d'égalité hommes et femmes et les questions de violences et de harcèlement sexuel. Le troisième article, en s'appuyant sur l'exemple de femmes mariées à des officiers turcs, met en avant la difficulté de devoir jongler entre, d'une part, les idéaux patriotiques qu'elles prêtent aux armées et, d'autre part, ce qu'elles vivent au quotidien. Le quatrième article analyse, au sein de différentes armées, l'émergence d'une tendance qui viserait à expliquer le comportement déviant d'agresseurs sexuels qui seraient victimes d'un syndrome post-traumatique. Le cinquième article observe le traumatisme vécu par des femmes lors de l'expulsion militaire palestinienne de 1948. Brutalisées, chassées et séparées de leurs enfants, elles témoignent de la violence masculine qu'elles ont subie. Le sixième article fait une comparaison entre, d'un côté, le militarisme défini comme une idéologie genrée et, de l'autre, la militarisation considérée comme un processus genré qui amènerait justement au militarisme. Enfin, le dernier article présente les raisons qui pourraient expliquer l'exacerbation du mythe masculin par les nouvelles technologies, particulièrement à travers les robots et les drones.

**Marina DE CASTRO**  
*Assistante de recherche*



***The Mayor of Mogadishu. A Story of Chaos and Redemption in the Ruins of Somalia***

Andrew HARDING, St. Martin's Press, 2016, 278 p.

Journaliste à la BBC, Andrew HARDING a eu l'occasion de se rendre en Somalie à plusieurs reprises. Il signe ici un ouvrage fouillé, fort utile au chercheur. À mi-chemin entre le reportage de guerre et la présentation de la méthodologie de son enquête, le journaliste tente de percer l'énigme de son personnage/objet. Il dresse le portrait du charismatique maire de Mogadiscio, Mohamoud « Tarzan » NUR, la capitale de la Somalie sujette aux conflits et en mal de gouvernance depuis 1991. Plus que le portrait d'un homme public, Andrew HARDING enquête sur une société. Exilé, le maire de Mogadiscio revient dans son pays pour participer à sa reconstruction, alors que le groupe Al Shabaab sème la terreur. Dans cette trajectoire, c'est celle de tout un peuple qui se dessine. Après trente ans de conflit, la Somalie est un État diasporique. Cette diaspora a parfois joué un rôle déstabilisateur dans le pays en aiguisant les oppositions entre les différents acteurs du conflit. L'élection d'un président américano-somalien, Mohamed Abdullahi MOHAMED (dit Farmajo), début 2017 dessine de nouvelles perspectives. Andrew HARDING s'efforce également de comprendre la culture nomade qu'il tente magnifiquement de résumer : « Home is where you need to be, not where you were born » (p.128).

**Sonia LE GOURIELLEC**  
*Chercheuse Afrique de l'Est*

**À VENIR**

**11-17 juin 2017 : École d'été en relations internationales sur « Les conflits et les interventions internationales »**

Pour la première fois de son histoire, l'IRSEM organise une École d'été, en partenariat avec HEI (Hautes études internationales, Université Laval, Québec), Sciences Po Bordeaux et l'Université de Bordeaux, sur le thème « Les conflits et les interventions internationales ».

Il s'agit d'une formation intensive pluridisciplinaire (science politique, anthropologie, sociologie, économie, etc.) qui s'efforce d'appréhender les conflits internes et les interventions internationales auxquelles ils peuvent donner lieu dans toute leur complexité et leur diversité.

La formation examinera différentes facettes des interventions étrangères dans les conflits internes. Les éléments suivants seront abordés : les fondements juridiques des interventions, le fonctionnement de la voie diplomatique, les motivations et considérations géostratégiques des interventions, le rôle et l'influence des médias, les aspects économiques des interventions, le rôle des organisations internationales et des ONG dans la conduite des opérations, l'impact des interventions sur les sociétés locales, la protection des civils et les considérations humanitaires, la reconstruction post-conflit.

Cette École d'été propose à la fois des présentations de spécialistes issus de l'Université, de l'entreprise, de l'appareil d'État, des organisations internationales ou des ONG, mais aussi des tables rondes plus participatives.

L'édition 2017 se tiendra à Sciences Po Bordeaux, sauf dimanche 11 juin, car l'ouverture aura lieu sur le campus Victoire de l'Université de Bordeaux.

Plus d'informations à cette adresse : <https://eeri2017.sciencesconf.org/>

### À VOS AGENDAS :

**6 juin** : Conférence « La situation internationale et la coopération triangulaire Japon/US/UE suite à l'élection présidentielle américaine », par Yukio OKAMOTO, à l'École militaire, en partenariat avec l'INALCO.

**8 juin** : Colloque international « Five Years of Xi Jinping : China's Political Development », à l'École militaire.

**9 juin** : Colloque « La France et l'OTAN 2009-2017 », à l'École militaire, en partenariat avec le Collège de Défense de l'OTAN.

**11-17 juin** : École d'été en relations internationales sur « Les conflits et les interventions internationales », à Bordeaux.



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Mai 2017

<http://www.defense.gouv.fr/irsem>

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications, l'IRSEM recrute, événements, nos chercheurs publient, actualité des chercheurs

## [BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 8\)](#)



## [À VENIR \(p. 10\)](#)

## VIE DE L'IRSEM

### DERNIÈRES PUBLICATIONS



#### Note de recherche n°38 - 10 mai 2017

« *Si vis pacem, intellege bellum. Étudier la guerre pour préparer la Défense* », par Olivier SCHMITT, professeur en science politique au Center for War Studies de l'Université du Sud-Danemark, 13 p.

Cette Note examine la manière dont les études sur la guerre et les études de défense interagissent, afin de comprendre comment ce dernier champ scientifique peut se nourrir du premier. Toute exploration du sujet nécessite tout d'abord de définir clairement l'éventail des recherches tombant sous l'appellation d'« études sur la guerre » (*War Studies*). Le terme lui-même est en effet éluusif en ce que les études sur la guerre sont organisées autour d'un objet de recherche (la guerre) et ne constituent pas, à proprement parler, une discipline académique. En conséquence, plutôt que de proposer une définition « top-down » des études sur la guerre, cet article commencera par un bref historique des dévelop-

pements institutionnels dans ce champ depuis la Seconde Guerre mondiale. À partir de ce court examen, il sera ensuite soutenu que les conditions dans lesquelles les « études sur la guerre » se sont développées répondent à trois caractéristiques distinctes : une conscience de l'importance fondamentale du sujet, une mise en avant de la multidisciplinarité et un effort pour être politiquement pertinent. Il cartographie ensuite certains des secteurs clés de la recherche pour les « Études sur la guerre » avant d'illustrer les interactions entre les études sur la guerre et de défense.



#### Note de recherche n°39 - 15 mai 2017

« *La BITD turque, de la coopération à l'autonomie* », par Nicolas MAZZUCCHI, chercheur associé à l'IRIS et ancien chercheur Armement et économie de défense à l'IRSEM, 13 p.

Depuis une dizaine d'années, la Turquie s'est imposée comme un acteur important du marché des équipements de défense. Cette situation nouvelle d'un pays passé en quelques années d'importateur majeur à exportateur de matériels aussi bien terrestres, qu'aériens ou navals s'inscrit dans une

stratégie nationale assumée. Au début des années 1960, la Turquie fait le choix, pour des raisons d'indépendance stratégique, de créer un complexe militaro-industriel national, sous la tutelle des forces armées. Important des matériels de pays alliés jusque dans les années 1980, Ankara s'est progressivement servi de ses entreprises de défenses pour obtenir des transferts de technologies de la part des partenaires étrangers, majoritairement américains et européens. Grâce à l'apprentissage au long cours, tant de la technologie que du management de projets complexes, les entreprises de défense turques sont lancées, depuis la fin des années 2000 dans une stratégie de développement de nouveaux matériels. Passées de la production sous licence à l'innovation, les entreprises turques des secteurs terrestre, aérien et maritime sont aujourd'hui des concurrents assumés des sociétés européennes, en particulier vers les marchés ciblés par Ankara pour leur proximité géopolitique ou leur intérêt économique.

## L'IRSEM RECRUTE



Crédit image : Michel Gotlib

L'IRSEM continue sa campagne de recrutement et propose les postes suivants :

- **Assistant de recherche** (contrat d'apprentissage d'un an, à pourvoir au 1er septembre 2017)

Profil recherché : apprenti de niveau master, avec une spécialisation en relations internationales, qui manifeste un intérêt pour la recherche stratégique et intégrerait le domaine « Questions régionales Sud » de l'IRSEM (Afrique, Moyen-Orient, Golfe, sous-continent indien, Asie du Sud-Est et Pacifique). L'apprenti sera encadré par le directeur du domaine « Questions régionales Sud » de l'IRSEM.

- **Assistant éditorial** (Contrat Commission Armées-Jeunesse de 3 mois à pourvoir dès le 15 mai)

Profil recherché : niveau master de communication ou d'édition, doté d'une excellente maîtrise de la langue française et des règles de typographie de l'imprimerie nationale. Rémunération : niveau SMIC.

- **Assistant de recherche anglophone** (Contrat Commission Armées-Jeunesse de 3 mois à pourvoir dès le 15 mai).

Profil recherché : jeune diplômé bilingue français/anglais, de préférence natif anglophone, ayant une expérience solide dans le domaine de la recherche (rédaction de documents de haute qualité en langue anglaise, par exemple). Rémunération : niveau SMIC.

- **Technicien multimedia** (contrat d'apprentissage d'un an voire deux ans à pourvoir au 1er septembre 2017)



### Note de recherche n°40 - 18 mai 2017

« **Où va l'Iran à l'heure de l'élection présidentielle de mai 2017 ?** », par Pierre RAZOUX, directeur de recherche et directeur du pôle « Questions régionales Nord » à l'IRSEM, 11 p.

L'élection présidentielle iranienne survient dans un contexte régional très tendu qui présente autant de risques que d'opportunités pour le régime iranien qui n'a plus peur désormais de voir son modèle politique s'effondrer. Cette note décrypte les enjeux de cette élection en se focalisant d'abord sur les défis régionaux immédiats, puis en analysant la situation intérieure (politique, économique et sociétale) avant de s'intéresser aux capacités réelles des forces armées iraniennes et à la complexité des politiques extérieures d'un pays à la croisée des chemins, oscillant entre Islam idéologisé et nationalisme patriotique.

Profil recherché : apprenti en BTS ou DUT dans une spécialité multimedia, avec une excellente maîtrise des logiciels de création, pour assister le webmestre dans les activités de création de visuels, de mise en ligne de contenus et de prises de vue.

Les candidats intéressés doivent envoyer leur dossier de candidature composé d'une lettre de motivation et d'un CV à la responsable des ressources humaines ( [corinne.segui@intradef.gouv.fr](mailto:corinne.segui@intradef.gouv.fr) ).

Pour plus d'informations, veuillez consulter la page recrutement de notre site web : <http://www.defense.gouv.fr/irsem/recrutements/nous-rejoindre/recrutements>

## ÉVÉNEMENTS

**2 mai : 2<sup>e</sup> séance de l'atelier « Simulation-Wargame », avec Pierre RAZOUX**



Participants à l'atelier de «simulation stratégique de l'IRSEM»

Pierre RAZOUX, directeur du domaine « Questions régionales Nord », a organisé le 2 mai 2017 la 2<sup>e</sup> séance de l'atelier « Simulation-Wargame » de l'IRSEM au profit d'un groupe de stagiaires volontaires de l'École de guerre, de cadres de l'École militaire et d'étudiants en master de l'Université Paris 4 Sorbonne. Le but de cet atelier est de faire réfléchir les participants aux nombreux atouts pédagogiques des *wargames* et les mettre face à des choix difficiles, pour tester leur sens de la décision et explorer le champ des possibles. Cette seconde séance consacrée au thème de la lutte contre Daech a

permis aux participants de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des acteurs engagés aujourd'hui sur le terrain en Irak et en Syrie.

**Pierre RAZOUX**

**4 et 5 mai : « Quel avenir pour la résolution des conflits en Afrique de l'Ouest ? », 2<sup>e</sup> conférence annuelle du Centre FrancoPaix de la Chaire Raoul-Dandurand à Montréal, avec Camille EVRARD**



Camille EVRARD

Ayant pour vocation la recherche en résolution des conflits et missions de paix, le centre FrancoPaix héberge un important programme de recherche sur les défis de la paix au Mali. Organisée en collaboration avec le West African Peace and Security Network, la conférence a permis de faire dialoguer chercheurs, personnels et représentants onusiens, diplomates, et praticiens de la résolution des conflits, dans une approche multiscalaire.

Les débats ont, dans un premier temps, fait une large place au processus de paix au Mali et à la question du mandat de la Minusma, mais les thèmes transversaux de la gestion des espaces frontaliers, des dynamiques migratoires, et des capacités des États sahélo-sahariens ont également été discutés. Il faut souligner, ensuite, la richesse des analyses critiques des processus de résolution de conflits dans leurs multiples dimensions : réforme du secteur de la sécurité, pratiques d'ONG à des niveaux très locaux, culture de l'aide, ainsi que mécanismes traditionnels. Les cas ivoirien, libérien, nigérian et malien ont notamment illustré ces discussions.

Les enjeux qui se sont distingués concernent autant les effets des interventions internationales (de l'imposition de la paix par des forces armées jusqu'aux programmes

très locaux en promotion de la paix ou résolution de conflits) sur les institutions et les pratiques des États soutenus, que les termes de l'analyse visant à les déclencher (manque d'approches combinées et s'inscrivant dans des processus de transformations sociales de longue durée).

**Camille EVRARD**

**9 mai : Visite du Lieutenant colonel Saliah SAMAKÉ, avec Denis TULL**

Le 9 mai, l'IRSEM a accueilli, en partenariat avec la DGRIS, le lieutenant-colonel malien Saliah Samaké, en visite en France dans le cadre du programme Personnalité d'avenir de la Défense (PAD). Le LCL SAMAKÉ est actuellement conseiller à l'État-Major particulier de la Présidence de la République du Mali. Cette visite était l'occasion de faire le point sur différentes questions concernant l'évolution de la situation de la sécurité au Mali et les perspectives de processus de paix. Cet officier ayant une longue expérience au sein de la Garde nationale du Mali, et ayant servi dans de nombreuses régions du pays, l'entretien a également permis d'échanger sur le passé, le présent et l'avenir des forces armées nationales.

**Denis TULL**

**18 mai : séminaire Jeunes Chercheurs**



Présentation de Benjamin OUDET

Le séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM est organisé chaque mois en partenariat avec la Direction de l'enseignement militaire supérieur (DEMS) et le Service historique de la Défense (SHD). Il réunit les doctorants soutenus par le ministère de la Défense, notamment la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) et la Direction de la mémoire, du

patrimoine et des archives (DMPA). Participent également tous les doctorants qui souhaitent bénéficier de l'appui scientifique de l'IRSEM et qui en font la demande motivée auprès du Directeur scientifique. Animée par les Professeurs DRÉVILLON (Paris 1/SHD) et HOLEINDRE (Université de Poitiers/IRSEM), la séance du 18 mai s'est organisée autour de deux exposés.

Le premier a été assuré par Benjamin OUDET, doctorant en science politique de l'Université de Poitiers rattaché au CECOJI. Il a présenté *Renseignement et sécurité*, livre publié en collaboration avec Olivier CHOPIN. Premier manuel sur les études de renseignement en France, cet ouvrage s'attache davantage à faire connaître ce champ de recherche qu'à expliquer de l'intérieur le fonctionnement des services de renseignement, entreprise rendue difficile pour des raisons d'accès aux sources. Le renseignement, objet pluridisciplinaire que l'Université a trop souvent négligé en France, constitue une dimension fondamentale des relations internationales. Benjamin OUDET, reprenant à son compte la conception aronienne selon laquelle l'espionnage fait du décideur « l'intelligence de l'État personnifié » en lui fournissant des connaissances utiles à la décision, tente de comprendre l'influence des méthodes des sciences humaines et celle des nouvelles menaces dans les pratiques du renseignement.

Friederike RICHTER a ensuite exposé les éléments saillants de sa thèse intitulée « The politics of attention : guns versus butter ? A comparative analysis of agenda setting in security and defence policy in France and the United Kingdom (1985-2015) ». Doctorante de l'Institut d'études politiques de Paris (CEVIPOF), sous la direction du Professeur Martial FOUCAULT, elle s'intéresse, dans la perspective d'une analyse comparée des politiques publiques, à la place des enjeux de défense en analysant l'émergence de la question et son mécanisme de transformation. Considérant les auteurs selon lesquels la défense a pris le pas sur d'autres sphères, ce travail interroge l'influence du contexte – terrorisme, opérations extérieures – et la place des cultures stratégiques comme facteurs explicatifs. Une attention particulière est portée aux indicateurs pertinents et à la méthodologie de l'analyse quantitative.

**Etienne DIGNAT**

**19 mai : Journée d'étude avec une délégation de l'US Army War College, avec le LCL Arnaud PLANIOL**



Comme chaque année, depuis 2010, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire a reçu le vendredi 19 mai une délégation de l'US Army War College, composée de cinq cadres-professeurs et quatorze officiers stagiaires.

Cette journée d'étude, qui est avant tout une activité à caractère académique, vise à approfondir la réflexion stratégique sur des thèmes d'intérêts communs à nos deux pays. Cette visite s'inscrit dans le cursus des officiers stagiaires américains qui suivent l'Advanced Strategic Art Program (ASAP) de l'US Army War College. Cette journée se déroule au cours d'un séjour en Europe lors duquel les officiers stagiaires participent à un Staff Ride en Sicile et en Normandie.

Les trois thèmes qui ont été retenus d'un commun accord cette année sont les suivants :

- Thème 1 : La composante réserve.
- Thème 2 : Travailler au sein d'une coalition : leçons apprises des engagements passés.
- Thème 3 : Le processus d'acquisition des grands programmes d'armement.

Pour chacun des sujets, les points de vue français et américain ont été présentés avant de laisser la place à une phase d'échanges. Afin de permettre à chacun de s'exprimer librement, elle s'est tenue en suivant la règle de Chatham House.

**LCL Arnaud PLANIOL**

**28 mai : 2<sup>e</sup> réunion annuelle du CEMRES, avec Flavien BOURRAT**

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire a accueilli l'équipe de recherche du Centre Euro maghrébin de recherche et d'études stratégiques (CEMRES) qui s'est réunie à Paris pour sa deuxième session annuelle de travail. Cette rencontre, comme la précédente, s'inscrivait dans le cadre de la présidence française de l'Initiative 5+5 défense en Méditerranée occidentale. Le CEMRES, qui connaît sa 7<sup>e</sup> année d'existence, a choisi en 2017 comme thème de recherche : « Les enjeux de sécurité liés aux changements climatiques dans l'espace 5+5 : quelles implications pour les politiques de Défense ? ». Le choix de ce thème, concernant une région considérée comme un laboratoire du changement climatique et qui apparaît de ce fait particulièrement concernée par ses répercussions stratégiques, répond à une préoccupation commune des dix pays de l'initiative 5+5.

L'objectif de cette réunion, qui s'est tenue sous la direction de Flavien BOURRAT, chercheur sur le Maghreb et le Moyen-Orient à l'IRSEM, était de retravailler et mettre en forme le rapport et les recommandations, qui seront présentées devant les ministres de la Défense de l'Initiative 5+5 défense à Paris au mois de décembre prochain. Le document final s'articule autour de 3 grands axes :

- Les vulnérabilités climatiques structurelles : effets déstabilisants en termes stratégiques pour l'espace 5+5.
- Quelles implications pour les politiques de défense ?
- Quelles réponses possibles pour l'initiative 5+5 ?

**Flavien BOURRAT**

**31 mai : Journée d'étude « Les opérations aéroportées depuis Kolwezi, histoire et représentations »**

Dès les années 1930, la France met sur pied les premières unités d'infanterie de l'air, mais c'est avec les stages organisés au sein de l'armée britannique pendant la Seconde Guerre mondiale qu'une réelle impulsion est donnée aux troupes parachutistes françaises. Les expériences douloureuses des guerres d'Indochine et d'Algérie, marquées par des engagements extrêmement meurtriers contribuent à la gloire militaire de combattants d'exception mais alimentent aussi une forme de « légende noire » du parachutiste (cinéma, chansons, etc.).

En mai 1978, le largage du 2<sup>e</sup> régiment étranger de parachutistes sur Kolwezi lors de l'opération Bonite sonne, pour la France, le retour des troupes parachutistes sur le devant de la scène médiatique. Au cours des années

1980-2000, les unités parachutistes sont régulièrement déployées lors des opérations extérieures. Considérées comme des troupes mieux entraînées, soumises à un régime d'alerte précis, elles effectuent fréquemment, mais pas exclusivement, des « entrées en premier » à l'occasion des différentes opérations extérieures sans toutefois que leur spécialité ne soit mise en œuvre. Il faut attendre les engagements du XXI<sup>e</sup> siècle, en Afghanistan puis dans la bande sahélo-saharienne, pour assister au retour du largage d'unités constituées dans un cadre tactique offensif.

Au regard de cette évolution générale, cette journée d'étude, organisée par la Délégation au patrimoine de l'armée de terre et les Universités Paris 1 et Paris 4 — Sorbonne (UMR SIRICE), se propose d'analyser l'emploi des troupes aéroportées au cours des quarante dernières années.

Mercredi 31 mai, 8h45-17 h30, amphithéâtre Descartes en Sorbonne. Inscription : [colloque-delpat@laposte.net](mailto:colloque-delpat@laposte.net)

**LCL Jérôme de LESPINOIS**

- Conférence « Les unités nomades des forces armées et de sécurité des États sahélo-sahariens : un outil de régulation et d'inclusion nationale ? Une perspective historique », colloque *Quel avenir pour la résolution des conflits en Afrique de l'Ouest ?*, 2<sup>e</sup> conférence annuelle du centre FrancoPaix de la Chaire Raoul Dandurand, Université du Québec et West Africa Peace, Montréal, 4-5 mai.



**Jean-Vincent HOLEINDRE**

- Présentation de l'ouvrage *La ruse et la force*, organisée par le groupe Jeunes chercheurs de l'AEGES, Université Panthéon-Assas, 31 mai 2017.

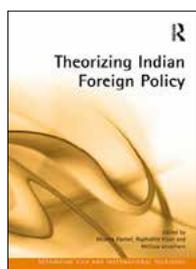
- Interview sur le thème « [L'armée, instrument du politique](#) », émission «

L'Atelier du pouvoir », *France Culture*, 27 mai 2017.

- Conférence sur l'actualité politique aux détenus du centre pénitentiaire de Vivonne, 15 mai 2017.

- Interview pour l'émission « Historiquement Show », *La Chaîne Histoire*, 13 mai 2017.

## NOS CHERCHEURS PUBLIENT



Melissa LEVAILLANT, chercheur sous-continent indien à l'IRSEM, publie aux éditions Routledge *Theorizing Indian Foreign Policy*, co-dirigé avec Mischa HANSEL et Raphaëlle KHAN



**Barbara JANKOWSKI**

- Chapitre « L'opinion des Français sur leurs armées », in Éric Letonturier (dir.), *Guerre, armées et communication*, CNRS Éditions, 2017.

- Conférence « Les ressources de l'influence du chef militaire », École de

Guerre, 3 mai 2017.

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



**Camille EVRARD**

- Chapitre « La coopération militaire et les enjeux de défense en Afrique de l'Ouest : le cas de la Mauritanie et de l'Entente », in Jean-Pierre Bat et al. (dir.), *Foccart : archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde*, PUPS, 432 p. (avec Arthur Banga).



**Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER**

- Article « Le tournant des études sur la guerre en France », *Revue Défense Nationale*, 800, mai 2017, p. 51-61.

- Article « The Ten Main Defense Challenges Facing Macron's France », *War on the Rocks*, 10 mai 2017.

- Conférence « Aron's Oxymorous International Ethics », colloque international *Raymond Aron Beyond the Hexagon*, Center for Critical Democratic Studies, The American University of Paris, 5 mai 2017.

- Conférence « Autonomous Weapons Systems in Future Conflicts », NATO Defense College Senior Course 130, Rome, 18 mai 2017.

- Séminaire fermé « The Operational Aspects of Drone Use: Cooperation, Intelligence and Information Sharing », Chatham House, Londres, 31 mai et 1er juin 2017.



**Sonia LE GOURIELLEC**

- Article « Quel est l'impact de la présence chinoise sur la politique étrangère de Djibouti ? », *Revue de Défense Nationale*, 26 mai 2017.

- Conférence « Érythrée : raisons de l'exil et trajectoires migratoires », Croix-Rouge de Belgique, 22 mai 2017.

- Conférence « La Corne de l'Afrique et enjeux sécuritaires », École militaire de spécialisation de l'outre-mer et de l'étranger (EMSOME), 3 mai 2017.

- Conférence « La politique française et allemande envers l'Afrique – entre continuité et changement », IFRI, Friedrich-Ebert-Stiftung, German Development Institute, Berlin, 31 mai et 1er juin 2017.



**Melissa LEVAILLANT**

- Co-direction de l'ouvrage *Theorizing Indian Foreign Policy*, Routledge, avril 2017 (avec Raphaëlle Khan et Mischa Hansel).

- Chapitre « Irregular Migration in Oman: Policies, their Effects and Interaction with India », in Philippe Fargues et Nasra Shah, *Skillful Survivals: Irregular Migration to the Gulf*, Cambridge, avril 2017 (avec Jihann Safar).



**Marianne PÉRON-DOISE**

- Article « Corée du Nord : à la recherche d'une Exit Strategy », *The Conversation*, 5 mai 2017.

- Article « La relation Japon-États-Unis à l'épreuve », Asia Centre, printemps 2017.

- Conférence « The State of Maritime Piracy, 2016 », rapport annuel, *Oceans Beyond Piracy sur International Chamber of Shipping*, Londres, 3 mai 2017.

- Conférence « Corée du Nord : retour au dialogue ou marche vers la guerre ? », Fondation pour la Recherche Stratégique, Paris, 16 mai 2017.

- Animation de la table-ronde sur « L'Asie à l'heure de la puissance chinoise », École Nationale d'Administration, Strasbourg, 19 mai 2017.



**Arnaud PLANIOL**

- Organisation et animation de la journée de séminaire au profit d'une délégation de l'US Army War College, 19 mai 2017.

- Communication sur « The French Reserve Component : A Strategic Asset », séminaire au profit d'une délégation de l'US Army War College, 19 mai 2017.



**Pierre RAZOUX**

- Article « Bilan et perspectives au Moyen-Orient », *Revue Défense Nationale*, 800, mai 2017, p. 128-133.

- Conférence inaugurale « North Africa : Where are we now ? », colloque international *NATO's Partnership and Priorities in North Africa*, organisé par le Joint Forces Command de l'OTAN (JFC-NP), Naples, 16 mai 2017.

- Interview sur le point de situation dans la lutte contre Daech en Irak et en Syrie, émission « Géopolitique », *Radio France International (RFI)*, le 31 avril 2017.

- Interview « [La guerre des Six Jours](#) », émission « Histoire vivante », *Radio Télévision Suisse (RTS)*, du 1er au 5 mai 2017.

- Interview sur les dérives de la guerre éclair mythique des Six Jours, *La Liberté*, 5 mai 2017.

- Interview sur les enjeux de l'élection présidentielle en Iran, émission « Géopolitique », *Radio France International (RFI)*, 12 mai 2017.

- Interview « [les enjeux de l'élection présidentielle iranienne](#) », La Voix du Nord, 19 mai 2017.

- Conférence « Risques et perspectives géopolitiques pour la France en Afrique du Nord et au Moyen-Orient », Université Paris-Dauphine, 23 mai 2017.

- Animation du 2<sup>e</sup> atelier de simulation stratégique-war-gaming de l'IRSEM, autour du thème de la lutte contre Daech, 2 mai 2017.



**Benoît de TRÉGLODÉ**

- Publication « Le facteur Chine dans la politique vietnamienne au début du mandat de Donald Trump », *Monde Chinois, Nouvelle Asie*, 48, mai 2017, p. 97-103.

- Conférence « La Chine, nouvel acteur sécuritaire en Asie du Sud-Est ? », intervention dans le panel « Menaces et architecture de sécurité collective en Asie/Pacifique », *Forum Saint Laurent sur la sécurité internationale*, Montréal, Canada, 19 mai 2017.

- Conférence « Donald Trump face à la Chine. Réactions en Asie du Sud-Est », Institut Thomas More, Paris, 23 mai 2017.

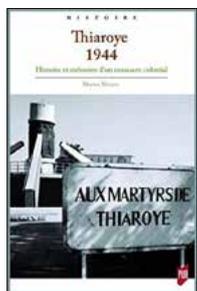


**Denis TULL**

- Intervention au séminaire « La politique de la France et de l'Allemagne en Afrique - Vers une convergence accrue des approches politiques et militaires? », IFRI, Paris, 30 mai 2017.

- Interview sur la République Démocratique du Congo, « Les Enjeux internationaux », *France Culture*, 22 mai 2017.

**BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE**



**Thiaroye 1944 : Histoire et mémoire d'un massacre colonial**

Martin MOURRE, Presses universitaires de Rennes, 2017, 240 p.

Cet ouvrage, issu d'une thèse en anthropologie et histoire contemporaine, fait remarquablement dialoguer les deux disciplines et éclaire différemment, non seulement la répression, qui causa la mort et l'emprisonnement de nombreux « tirailleurs » au camp de Thiaroye

le 1er décembre 1944, mais aussi et surtout la mémoire de cet événement dans le Sénégal des années 1950 à aujourd'hui.

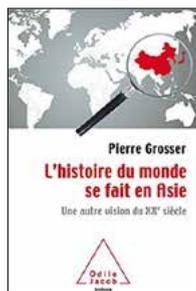
Si l'organisation des chapitres suit une logique chronologique, le lecteur passe toutefois d'une réflexion sur le temps long de l'histoire des troupes coloniales et des représentations qui en découlèrent en Afrique de l'Ouest, à une histoire des événements du 1er décembre, puis à une « histoire de la mémoire » de la répression — c'est-à-dire à une enquête sur les « sédimentations » de la mémoire, celle-ci s'incarnant dans les luttes sociales, politiques et culturelles du Sénégal contemporain.

Sans pouvoir rendre justice ici à tous les aspects du livre, il nous faut insister sur la présentation des jours qui ont précédé et suivi la terrible matinée du 1er décembre. L'auteur fait la part belle aux parcours des acteurs et aux mécanismes hiérarchiques, très finement analysés grâce à l'apport critique des archives militaires, judiciaires, administratives et parlementaires. Martin MOURRE n'a en effet pas ménagé sa peine et exploite des fonds très peu utilisés, comme les archives de la justice militaire au Blanc, ou encore celles du personnel militaire à Pau, et arrive ainsi à faire le point le plus exigeant possible sur les faits, démultipliant les perspectives, sans jamais délaissier les hommes et leurs trajectoires singulières.

Les temps de « l'après », notamment le passage de l'émotion à la mémoire, sont analysés à travers la parole politique et les œuvres littéraires ouest-africaines du moment des luttes anticoloniales. Ici, la narration est très vivante et on imagine presque, en lisant ces pages, le député Lamine Guèye prendre la parole le 22 mars 1946 à la Constituante : « Tuer des prisonniers, qui ont fait cinq ans de déportation, pour une question de sous, cela est abominable ». Puis, ce qui nous était d'abord apparu comme un détour par la production artistique devient finalement le cœur de l'analyse dans la seconde partie de l'ouvrage : l'auteur montre comment l'événement historique acquiert une nouvelle postérité à travers la diffusion de nombreuses œuvres, et comment sa mémoire devient tantôt un outil pour l'alternative politique dans le Sénégal indépendant, tantôt un outil de construction du roman national. Nous en suivons donc les traces, de Léopold Sédar Senghor à Didier Awadi en passant par Ousmane Sembene ou Alioune Diop – de la poésie au rap, du théâtre au cinéma, sans oublier la politique commémorative – sous les mandats de Senghor, Abdou Diouf, puis Abdoulaye Wade.

La richesse de ces supports et les outils multiples de l'anthropologie permettent à Martin MOURRE, pour finir, de mettre en lumière l'évolution de l'image du fameux « tirailleur » au fil des décennies, et les enjeux qu'elle recouvre dans la mémoire sénégalaise. Au-delà de cet exemple national, c'est à l'histoire de toutes les anciennes colonies qui ont fourni des soldats à l'armée française que contribue ce travail.

**Camille EVRARD**  
*Post-doctorante*



**L'Histoire du monde se fait en Asie.**  
**Une autre vision du XX<sup>e</sup> siècle**

Pierre GROSSER, Odile Jacob, 2017, 649 p.

Historien, enseignant à Sciences Po Paris, Pierre GROSSER décrit dans cet ouvrage la manière dont l'Asie a été,

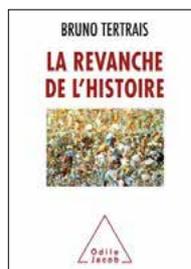
au XX<sup>e</sup> siècle, un acteur central dans la structuration des relations internationales mondiales.

Il revient ainsi sur le déroulé d'évènements historiques majeurs de l'Asie des années 1900 à 1990 et ont eu un impact important sur la marche du monde. La vision hégélienne, qui inspire la majeure partie des traités de relations internationales, enferme souvent l'Asie dans un rôle réducteur, alors même que, de guerres en révolutions, elle a toujours participé activement aux dynamiques et aux grands enjeux qui animaient la planète.

Une lecture attentive de la guerre russo-japonaise (1904-1905) et de la défaite russe permet de mieux comprendre l'éclatement de la Première Guerre mondiale en Europe. Les tensions en Mandchourie à la fin des années 1920 et l'affrontement sino-japonais pèseront dans la décision de Staline de signer le pacte germano-soviétique en 1939 et précipiteront le cours de la Seconde Guerre mondiale. On oublie également trop souvent que la Guerre froide est née en Asie.

Comme le souligne Pierre GROSSER, « c'est par l'Asie et en Asie que se brouillent L'Est-Ouest et le Nord-Sud » aujourd'hui encore les jeux de puissances en Asie, impactent l'Europe et les États-Unis. La fascination pour la Chine « icône révolutionnaire » reconvertie à l'économie de marché demeure. L'Asie du XX<sup>e</sup> siècle renvoie à l'Asie du XXI<sup>e</sup> siècle et continue de nous livrer des clefs qui éclairent notre présent.

**Laëtitia JEANPIERRE-BERRAUD**  
*Assistante de recherche*



**La revanche de l'histoire**

Bruno TERTRAIS, Odile Jacob, 2017, 138 p.

Bruno TERTRAIS est une figure incontournable des études stratégiques en France. Directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique et auteur prolifique, il nous livre ici un

essai, fruit d'une réflexion entamée vingt ans plus tôt et testée récemment dans un article pour la Revue des Deux Mondes. En cinq chapitres, l'auteur fait le diagnostic d'une mélancolie du passé sur laquelle les dirigeants de notre période contemporaine appuient leurs actions. D'aucuns verront dans cet ouvrage un écho à l'actualité politique française et européenne que l'ouvrage éclaire à la lumière de nombreux exemples historiques et internationaux.

Ce court essai est une réflexion sur le poids du passé dans les relations internationales et son impact sur les possibilités de guerre au sein du système international. On constate que la puissance de l'État redevient une menace. L'auteur décrit comment le « c'était mieux avant » guide de nombreux discours politiques. Ce panorama dressé par Bruno TERTRAIS s'inscrit dans la lignée des travaux scientifiques sur la nostalgie dans la diplomatie contemporaine, comme ceux de Thierry BALZACQ qui évoque une stratégie existentielle face à la désillusion des promesses non tenues par le progrès. Ce phénomène de regret du passé deviendrait un mécanisme de défense dans des périodes de crises économiques et de repli identitaire.

Les exemples historiques sur lesquels réfléchit Bruno TERTRAIS sont empruntés principalement à des régions très connues (Russie, États-Unis, Turquie, Chine, Europe). Les États cités au fil des pages sont à la recherche d'un statut international perdu. L'impérialisme auquel l'auteur consacre une partie de l'ouvrage fournit une passionnante grille de lecture de l'évolution des relations internationale et de l'émergence de ce que Frédérique CHARILLON a qualifié de politiques étrangères de type « impérial ». Il convient dorénavant d'analyser ces politiques étrangères non pas au prisme du national mais de l'« impérial » (distinct de l'impérialisme). Le concept d'hégémon, hérité de la Guerre froide, n'est plus adapté et impose de renouveler les outils d'analyse. Ces politiques étrangères impériales se caractérisent par une relation de domination et d'allégeance des voisins qui peut, paradoxalement, engendrer des politiques déstabilisatrices puisque l'empire est négateur de Droit.

Si une critique devait tout de même être apportée à cet essai, ce serait celle de négliger des exemples moins convenus et traditionnels. On regrette ainsi que plusieurs régions du monde restent traitées de façon marginale alors même qu'il y aurait de nombreux exemples à trouver plus au sud. Nous pensons ainsi au discours sur l'exceptionnalisme diffusé par le régime éthiopien et sur lequel il façonne sa politique étrangère au risque de relancer les accusations d'impérialisme dans sa région et de participer à sa déstabilisation plutôt qu'à son apaisement. Enfin, au-delà du diagnostic d'une mélancolie d'un passé perdu qui s'illustre par les relents de nationalisme et de radicalisme, on aimerait comprendre les causes de ce phénomène ou des pistes de réponses. Reste que cet ouvrage est érudit, écrit dans un style élégant et accessible à tous.

**Sonia LE GOURIELLEC**  
*Chercheuse Afrique de l'Est*

dans l'approfondissement de ses liens avec le Japon. La venue de M. Yukio OKAMOTO est aussi l'occasion pour l'IRSEM d'ouvrir, avec grand plaisir, une collaboration avec le Centre d'études japonaises (Cej) de l'INALCO.

L'intervention de M. Yukio OKAMOTO sera introduite par Mme Guibourg DELAMOTTE, Maître de conférences en science politique au département Japon de l'Inalco.

Inscrivez-vous en envoyant un email à cette adresse : [inscription.irsem@defense.gouv.fr](mailto:inscription.irsem@defense.gouv.fr)

**8 juin : Colloque « Five years of Xi JINPING, China's Political Development », à l'École militaire**



Le colloque se tiendra quelques mois avant le 19<sup>e</sup> congrès du parti communiste chinois qui, à l'automne 2017 comme tous les cinq ans, renouvellera les têtes du gouvernement chinois. Il est donc l'heure de faire le bilan du premier mandat présidentiel de Xi Jinping, qui a connu une concentration du pouvoir politique chinois inédite depuis l'époque de Mao ZEDONG. Xi JINPING a notamment fait preuve d'un activisme dans le domaine des affaires étrangères et de la sécurité nationale qui a véritablement changé la donne géopolitique dans les cinq dernières années.

L'objectif du colloque est triple :

- dresser un bilan critique du fonctionnement de l'État chinois après cinq ans de renforcement des aspects les plus autoritaires du parti-État ;
- circonscrire la place que la Chine a prise dans un monde devenu éminemment instable pendant les cinq dernières années ;
- favoriser la discussion, à un niveau européen, de la recherche en sciences sociales sur la Chine contemporaine, notamment dans ses aspects « défense ».

**À VENIR**

**6 juin : Conférence « Japan Leaving its Comfort Zone to play its Part », avec Yukio OKAMOTO, à l'École militaire**



Le 6 juin prochain, de 10h à 12h, l'IRSEM aura le plaisir d'accueillir, pour une conférence organisée en collaboration avec l'INALCO, M. Yukio OKAMOTO, ancien conseiller spécial de deux premiers ministres au Japon, sur le thème : «Japan Leaving its Comfort Zone to Play its Part».

S'inscrivant dans la continuité de la conférence donnée le 6 janvier dernier par la Ministre de la Défense Madame Tomomi INADA et de l'intervention du vice-amiral Umio OTSUKA, président du Command and Staff College des Forces maritimes d'autodéfense du Japon le 24 février 2017, cet évènement marque le dynamisme de l'IRSEM

Les inscriptions et le programme sont disponibles à cette adresse : <http://www.defense.gouv.fr/irsem/page-d-accueil/nos-evenements/colloque-five-years-of-xi-jinping-du-8-juin-2017>

**9 juin : Colloque « La France et l'OTAN (2009-2017) », à l'École militaire**



Quelques jours après la réunion à Bruxelles des chefs d'État de l'Alliance atlantique (25 mai 2017), dans un contexte marqué par les déclarations de Donald TRUMP et par la nouvelle gouvernance française, l'IRSEM et le Collège de Défense de l'OTAN ont organisés conjointement le 9 juin 2017 à l'École militaire un colloque sur le thème « La France et l'OTAN (2009-2017) ». Cette rencontre académique internationale, ouverte par Hubert VÉDRINE (ancien ministre des Affaires étrangères, auteur d'un rapport sur la France et l'OTAN) et clôturée par Camille GRAND (Secrétaire général adjoint de l'OTAN), a réuni des universitaires et des experts de plusieurs nations. Ce colloque a pour vocation d'évaluer le bilan effectif du retour de la France dans le commandement intégré, tant du côté français que du côté de nos principaux alliés. Il devrait contribuer à mieux faire connaître l'OTAN au sein de la sphère universitaire française, alors même que l'Alliance atlantique souffre d'un déficit de perception au sein de l'opinion publique française.

Les inscriptions et le programme sont disponibles à cette adresse : <http://www.defense.gouv.fr/irsem/page-d-accueil/nos-evenements/colloque-la-france-et-l-otan-2009-2017-du-vendredi-9-juin-2017>

**À VOS AGENDAS :**

**11-17 juin** : École d'été en relations internationales sur « Les conflits et les interventions internationales », à Bordeaux.

**22-23 juin** : Colloque international « Penser la politique par 'gros temps' : Raymond ARON au XXI<sup>e</sup> siècle », organisé conjointement avec le Centre d'études sociologiques et politiques Raymond ARON (EHESS) et la Société des amis de Raymond ARON.



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Juin 2017

<http://www.defense.gouv.fr/irsem>

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernière publication, équipe, soutenances de thèse et HDR, rétrospective, événements, actualité des chercheurs

## [BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 10\)](#)



## VIE DE L'IRSEM

### DERNIÈRE PUBLICATION



#### Note de recherche n°41

« [Oman : défis intérieurs et enjeux régionaux dans la perspective de l'après-sultan](#) », par Fatiha DAZI-HENI, chercheure Golfe Moyen-Orient à l'IRSEM

Cette note expose les principaux enjeux intérieurs et extérieurs dans le contexte d'une succession possible du sultan Qabous, dont l'état de santé s'est aggravé en 2014. Son remplacement sera difficile à assurer en raison du statut de père de la Nation dont jouit le sultan, qui a sorti son pays de l'ère féodale. Il l'a modernisé et l'a doté d'une diplomatie de médiation devenue incontournable dans une région propice aux tensions et conflits. À court terme, la tâche du successeur s'avèrera la plus ardue, en raison de la baisse des prix du pétrole qui affecte la situation économique. À moyen terme, l'enjeu sera de renouveler un pacte social à bout de souffle. Cependant, le rôle de médiation de

la diplomatie omanaise dans la région et de facilitateur entre Washington et Téhéran, ajouté à sa position stratégique, au carrefour de la Route de la soie, plaident pour qu'acteurs régionaux et globaux soutiennent le sultanat de l'après-Qabous.

### ÉQUIPE

#### Elections universitaires

**Jean-Vincent HOLEINDRE**, directeur scientifique de l'IRSEM, vient d'être élu à un poste de professeur des universités en science politique à l'Université Paris-II Panthéon-Assas, qu'il rejoindra à compter du 1<sup>er</sup> septembre. Il sera rattaché au Centre Thucydide, fondé par le professeur Serge SUR et actuellement dirigé par le professeur Julian FERNANDEZ. Docteur de l'EHESS, agrégé de science politique, Jean-Vincent HOLEINDRE occupait jusqu'à présent les fonctions de professeur de science politique à l'Université de Poitiers. Il vient de publier l'ouvrage issu de sa thèse, *La ruse et la force : Une autre histoire de la stratégie* (2017, aux éditions Perrin).

**Elyamine SETTOUL**, chercheur associé à l'IRSEM, a été élu au poste de maître de conférences en sociologie au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM).

**Matthias THURA**, chercheur associé à l'IRSEM, a été élu au poste de maître de conférences en sociologie à l'Université de Strasbourg.

Par ailleurs, à l'extérieur de l'IRSEM, notons les changements suivants :

**Julie D'ANDURAIN** a été élue au poste de professeur des universités à l'Université de Lorraine sur un poste intitulé « Guerres et mémoires de guerres, France et international, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles. »

**Philippe VIAL** a été élu maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, détaché auprès de la Direction militaire de l'enseignement supérieur.

**Cyril MAGNON-PUJO** a été élu maître de conférences en science politique à l'Université Lumière Lyon 2.

Ces élections démontrent que cette année est un bon cru pour les « études sur la guerre ».

#### Arrivées

- **François DELERUE** vient de rejoindre l'IRSEM comme chercheur en cyberdéfense et droit international au sein du domaine « Pensée stratégique ». À l'IRSEM, il va mener des recherches portant sur le droit international, notamment sur l'impact des nouvelles technologies (conquête spatiale, robotiques, intelligence artificielle, etc.) sur les normes et la coopération internationale, et sur les questions de cyberdéfense et de cybersécurité tant sous l'angle juridique, stratégique que politique. Il travaille actuellement sur la publication du livre basé sur sa thèse portant sur l'application aux cyber opérations étatiques des normes de droit international, notamment en matière de droit international de la responsabilité des États, d'imputabilité aux États, de droit des conflits armés et de droit du recours à la force. François DELERUE est docteur en droit, il a soutenu son doctorat intitulé *State-Sponsored Cyber Operations and International Law* (en anglais) en novembre 2016 à l'Institut universitaire européen (IUE - Florence, Italie), sous la direction du Professeur Nehal BHUTA. Il est également chercheur associé à la chaire Castex de cyberstratégie et il participe au Oxford International Organizations project en tant que rapporteur.

**Simon REICH**, professeur de science politique et de relations internationales à l'Université de Rutgers, est chercheur invité à l'IRSEM pour 3 mois.

#### Départs

- La secrétaire générale de l'IRSEM, la contrôleuse des armées **Marie-Noëlle QUIOT**, quitte ses fonctions pour rejoindre le contrôle général des armées. Entre janvier et juin 2016, elle a assuré l'interim lorsque l'IRSEM n'avait pas de directeur et elle a toujours eu à cœur de rendre l'organisation de l'IRSEM plus transparente, plus efficace et plus rigoureuse.

- **Patrice DABOS**, énarque et administrateur civil hors-classe, prend sa retraite. Il a fait une longue carrière au ministère de la Défense, d'abord à la direction des affaires internationales de la DGA puis il comme attaché d'armement aux Pays-Bas. Il intègre la DAS en 1994, puis deviendra chef de la section armement à la représentation de la France auprès de l'Union de l'Europe occidentale à Bruxelles, puis attaché d'armement adjoint à Washington. En 2004, il rejoint l'OTAN, auprès du secrétaire général adjoint chargé de la diplomatie publique, puis revient à Paris au SGA cette fois, puis à la DGRIS à partir de 2015. Il est alors affecté à l'IRSEM comme « expert » et enseigne beaucoup, à Sciences Po notamment. Il est chevalier de l'Ordre national du mérite et médaille argent des services militaires volontaires.

- La capitaine de frégate **Marianne PÉRON-DOISE**, chercheuse Asie du Nord et sécurité maritime, prend sa retraite. Promue élève officier en 1983, elle a commencé sa carrière au CTA de la Marine avant de devenir à partir de 1988 officier spécialisé, avec la spécialité « renseignement – relations internationales ». Au cours de sa carrière, elle est passée par la DRM, l'état-major de la Marine, la DAS (où elle a été chef du Bureau Asie Pacifique), l'EMA, l'OTAN à Northwood au Royaume-Uni, et enfin l'IRSEM depuis 2015. Elle est chevalier de l'Ordre national du mérite, médaille de l'OTAN ISAF et chevalier de la Légion d'honneur. Parallèlement à sa carrière militaire, elle a un diplôme de l'IEP d'Aix en Provence et un DEA d'histoire. Elle a été visiting fellow au Japan Institute of International Affairs de Tokyo et a longtemps enseigné à l'INALCO.

- Le lieutenant-colonel **Olivier ENTRAYGUES**, chercheur Enseignement de la guerre, à l'IRSEM depuis 4 ans, est muté à l'OTAN, à Izmir, en Turquie. En plus de prendre en charge environ la moitié des enseignements que l'IRSEM donne à l'École de guerre, Olivier a dirigé les deux pre-

miers numéros de la nouvelle revue de l'École de guerre, *Polémoscopie* ; il a obtenu son Habilitation à diriger des recherches en histoire le 10 juin, et il a organisé plusieurs gros colloques, dont l'un a récemment été publié sous forme d'Étude.

- **Alice PANNIER**, post-doctorante travaillant sur l'interventionnisme militaire et les relations franco-britanniques en particulier, a été recrutée comme professeure de relations internationales à l'Université Johns Hopkins, et part donc aux États-Unis, à Washington D.C.

- L'adjudant-chef **Véronique JERUSEL**, cheffe du secrétariat, est mutée à l'inspection de l'armée de terre cet été après 4 ans à l'IRSEM.

L'équipe de l'IRSEM leur souhaite à tous une excellente continuation dans leurs projets.

### Distinctions

Sonia LE GOURIELLEC a été nommée responsable de la rubrique « L'Afrique dans les relations internationales » de l'*Annuaire Français des Relations Internationales*.

## SOUTENANCES DE THÈSE ET HDR

### 10 juin : soutenance d'HDR du lieutenant-colonel Olivier ENTRAYGUES

Le lieutenant-colonel Olivier ENTRAYGUES a soutenu son Habilitation à diriger des recherches en histoire, à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, le 10 juin. Il a présenté son mémoire inédit, *L'École supérieure de guerre, 1870-1914*, et son mémoire de synthèse, *Étudier la guerre, un officier et l'Université*.

Le jury était composé du professeur Philippe BOULANGER, du général de corps d'armée Bertrand de COURRÈGES D'USTOU, du professeur Hervé DRÉVILLON, du général Yves de GUIGNÉ, de la professeure Béatrice HEUSER et du professeur Georges-Henri SOUTOU.

### 26 juin : Soutenance de thèse de Lucie BÉRAUD-SUDREAU

Le lundi 26 juin 2017, Lucie BÉRAUD-SUDREAU, ancienne jeune chercheuse de l'IRSEM, a soutenu sa thèse en science politique intitulée *Soutien ou contrôle ? La politique des ventes d'armes en France et en Suède (1990-2015)*, à l'Université Paris-2 Panthéon-Assas.

Le jury était composé d'Aude FLEURANT, Programme Director, Stockholm International Peace Research Institute, du professeur Patrick HASSENTEUFEL, du professeur Jean JOANA, de Delphine LAGRANGE, maître de conférences, de Jocelyn MAWDSLEY, Senior Lecturer et du professeur Yves SUREL, directeur de la thèse.

## RÉTROSPECTIVE

### 1<sup>er</sup> juin : Remise du prix Émile Perreau-Saussine à Jean-Vincent HOLEINDRE



Jean-Vincent HOLEINDRE, directeur scientifique de l'IRSEM, a reçu le prix Émile Perreau-Saussine, récompensant l'œuvre en sciences humaines d'un jeune chercheur de moins de 40 ans, pour son ouvrage *La ruse et la force. Une autre histoire de la stratégie*, paru aux éditions Perrin.

Le prix rend hommage à Émile PERREAU-SAUSSINE, professeur de philosophie politique à Cambridge et Sciences Po, décédé en février 2010, alors qu'il était âgé de 37 ans.

Dans cette histoire de la stratégie, issue d'un long travail de recherche mené sur plus de dix ans, Jean-Vincent HOLEINDRE (37 ans) reprend l'opposition construite par la pensée occidentale entre le guerrier Achille, symbole de la force, et le stratège Ulysse, incarnant la ruse. Il souhaite ainsi réhabiliter la ruse, souvent présentée comme l'apanage du faible alors même que la force est glorifiée pour son efficacité. Si Troie a chuté en effet, c'est bien plus grâce au rusé Ulysse qu'à la force d'Achille.

La supériorité de la force sur la ruse ne tient pas plus dès lors qu'il s'agit d'étudier les nouvelles formes de conflit. Les guerres en effet ne se déroulent plus – ou presque

- entre États mais bien entre des acteurs réticulaires et transnationaux. C'est dans ce contexte évolutif qu'il faut comprendre la réhabilitation de la ruse prônée par l'auteur qui seule permettra de vaincre le terrorisme.

Le prix, remis au cours d'une cérémonie présidée par Pierre MANENT dans les locaux de Sciences Po Paris en présence de la famille Perreau-Saussine, de la famille du lauréat, de Frédéric MION, directeur de Sciences Po et des membres du jury, est doté de 2 000 euros.

Marie ROBIN

**6 juin : Conférence « Japan Leaving its Comfort Zone to play its Part », de Yukio OKAMOTO, à l'École militaire**



Le 6 juin 2017, l'IRSEM a reçu M. Yukio OKAMOTO dans le cadre d'une conférence publique organisée en partenariat avec le Centre d'Études japonaises de l'INALCO (Institut National des Langues et Civilisations Orientales). Guibourg DELAMOTTE, maître de conférences et responsable du master professionnel du département Japon de l'INALCO, a introduit l'orateur et a ensuite dirigé une riche séance de questions/réponses.

M. Yukio OKAMOTO s'est attaché à présenter la situation actuelle du Japon et les enjeux politico-militaires complexes auquel l'archipel fait face, notamment dans sa relation avec la Chine et la Russie. Ses anciennes fonctions de Conseiller spécial des Premiers ministres HASHIMOTO de 1996 à 1998 puis KOIZUMI de 2001 à 2004 ont donné un relief particulier à son intervention. Il s'est notamment fait le porte-parole d'un Japon plus volontariste sur la scène internationale en décrivant Tokyo comme un « contributeur proactif de la paix », et a encouragé un rapprochement avec l'Union européenne.

Laëtitia JEANPIERRE-BERRAUD

**8 juin : Colloque international « Five years of Xi Jinping, China's Political Development », à l'École militaire**



À l'automne 2017, le 19<sup>e</sup> congrès du parti communiste chinois renouvellera les têtes du gouvernement chinois. Il est l'heure de faire le bilan du premier mandat présidentiel de Xi JINPING, qui a vu une concentration du pouvoir politique inédite depuis l'époque de Mao ZEDONG. Xi JINPING a notamment fait preuve d'un activisme dans le domaine des affaires étrangères et de la sécurité nationale qui a véritablement changé la donne géopolitique dans les cinq dernières années.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi JINPING en 2012, l'État chinois a à la fois décentralisé et concentré le pouvoir politique. La concentration est incarnée au centre par Xi JINPING, dirigeant désormais qualifié de « noyau dur » du parti communiste. Le pouvoir des secrétaires du parti l'emporte également sur le comité du parti au niveau provincial. À l'appui de sa campagne anticorruption, Xi JINPING a également créé de nouvelles agences de surveillance qui, sous l'égide du parti, mettent les fonctionnaires sous pression.

Quel a été l'effet de cette recentralisation du pouvoir sur l'action politique de Xi JINPING ? L'examen de la politique environnementale, une priorité internationale et intérieure pour Xi, montre que la centralisation politique ne garantit pas une meilleure efficacité d'action. Malgré la consolidation des lois de protection de l'environnement et l'application systématique de sanctions lorsque ces lois ne sont pas respectées, la grande diversité des situations de province à province ne permet pas que l'effort soit véritablement soutenu au niveau national.

Sur le plan des questions de sécurité proprement dite, Xi JINPING s'est attaché à accroître la visibilité de la Chine dans le domaine du nucléaire militaire. Il a renommé

la force de frappe nucléaire qui s'appelait la « seconde artillerie » en « force des fusées » pour la mettre sur un pied d'égalité avec l'armée de terre, l'armée de l'air et la marine. Parallèlement, la réforme militaire en cours en Chine a créé une « force de soutien stratégique » dont une fonction majeure semble être un renforcement des capacités nucléaires. Xi JINPING a également accru le rôle de la Chine dans la création de normes internationales à propos de la sécurité nucléaire.

L'importance qu'a prise la Chine dans les affaires internationales s'est accrue de manière exponentielle sous Xi. Cet accroissement est en grande partie dû à la croissance économique du pays devenu la deuxième puissance économique mondiale. Les effets de la consommation chinoise de pétrole ainsi que la part d'émissions de carbone au sein de la population mondiale sont en ce sens des effets mécaniques de l'accession de la Chine à l'économie de marché. Le parti communiste chinois au pouvoir sous Xi a cependant également délibérément pesé dans la reconfiguration. À l'ONU notamment, pendant ces cinq dernières années, la Chine a prôné la prééminence d'États forts aux droits égaux.

En politique étrangère au sens plus strict du terme, Xi a rompu avec plusieurs décennies d'une diplomatie « de profil bas » où la Chine promouvait ses intérêts dans l'ombre. Sous Xi JINPING, non seulement la participation chinoise à des sommets internationaux s'est accrue, mais la Chine a également créé de toutes pièces des initiatives comme les Nouvelles Routes de la soie dont les implications touchent la moitié du globe. Le projet de Nouvelles Routes de la soie a trouvé un écho particulier en Europe avec la création de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures qui en assurera le financement. Cependant, le gouvernement insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas pour lui de remplacer les structures de gouvernance internationales existantes telles que la Banque Mondiale ou le Fonds monétaire international, mais plutôt de les compléter.

Acteur désormais majeur de la gouvernance mondiale, la Chine est aussi victime des conflits internationaux comme la guerre en Syrie. En effet, celle-ci a permis au Parti islamique du Turkestan, un groupe terroriste affilié à Al-Qaïda, de rallier des djihadistes ouïghours dont l'idéologie nationaliste s'appuyait jusqu'au début des années 2010 sur un soutien américain. La crise syrienne a créé des liens de solidarité entre musulmans sunnites, touchant non seulement les ouïghours de la province du Xinjiang, mais aussi ceux de la diaspora, en particulier dans les pays du Golfe et en Turquie. La répression très

du mouvement nationaliste ouïghour que mène Pékin au Xinjiang montre son impuissance à endiguer l'intégration du djihadisme chinois dans les réseaux internationaux renforcés par la guerre en Syrie. L'aggravation de la menace antiterroriste pourrait se révéler un argument utile à Xi JINPING pour justifier l'attention toute particulière qu'il réserve aux questions de sécurité nationale.

**Juliette GENEVAZ**

**9 juin : Colloque « La France et l'OTAN (2009-2017) », à l'École militaire**



Le 9 juin 2017, l'IRSEM (Pierre RAZOUX, Hugo MEIJER, Alice PANNIER et Etienne DIGNAT) et le Collège de Défense de l'OTAN (Guillaume LASCONJARIAS) ont organisé conjointement à l'École militaire un colloque sur le thème « La France et l'OTAN (2009-2017) », deux semaines après la réunion à Bruxelles des chefs d'État de l'Alliance atlantique, dans un contexte marqué par la nouvelle gouvernance française et les incertitudes liées aux déclarations de Donald TRUMP. Cette rencontre académique internationale, ouverte par Hubert VÉDRINE (ancien ministre des Affaires étrangères auteur d'un rapport sur la France et l'OTAN) et clôturée par Camille GRAND (Secrétaire général adjoint de l'OTAN), a contribué à mieux faire connaître l'OTAN au sein de la sphère universitaire française, alors même que l'Alliance atlantique souffre d'un déficit de perception au sein de l'opinion publique française. Ce colloque, qui témoigne de la volonté de rapprochement entre l'IRSEM et le Collège de défense de l'OTAN, a permis à des universitaires et des experts de plusieurs nations de confronter leurs analyses, mais aussi de souligner la nécessité pour la France de conserver sa capacité d'analyse stratégique

indépendante qui passe notamment par le renforcement de la place et du rôle de centres de recherches tels que l'IRSEM.

**Pierre RAZOUX**

### 11-17 juin : Ecole d'été en relations internationales sur les « Conflits et interventions internationales », à Sciences Po Bordeaux



Du 11 au 17 juin, s'est tenue la sixième édition de l'École d'été en relations internationales, organisée conjointement par Sciences Po Bordeaux, l'Université de Bordeaux, l'Université Laval à Québec et, pour la première fois, l'IRSEM. L'Institut est heureux de s'associer aux membres fondateurs, et de se rapprocher des institutions universitaires.

Créée en 2012 et se déroulant alternativement à Bordeaux et à Québec, l'école d'été de relations internationales propose une formation intensive pluridisciplinaire (science politique, sociologie, économie, droit) sur les grandes questions internationales, particulièrement celles ayant trait aux conflits. Cette année, une trentaine de participants internationaux (France, Canada, Brésil, Mexique, Togo, Mali, Canada, Japon) – dont deux étudiants de master et une doctorante soutenus par l'IRSEM – se sont penchés sur cette thématique controversée.

Le sujet est clivant. Quand certains observateurs mettent en avant la solidarité indispensable de la communauté internationale face à une injustice, d'autres n'hésitent pas à les vilipender au nom du respect de la conception classique de la souveraineté. Or, tout l'intérêt de cette école d'été était de saisir le phénomène sous plusieurs de ses facettes : fondements juridiques des interventions, intérêts géostratégiques, mécanismes diploma-

tiques, place des médias, rôle des ONG, impact sur les sociétés ou encore protection des civils. Le but était de comprendre les tenants et les aboutissants de toute intervention, avant la décision d'intervenir, pendant l'opération ou après, dans la phase de reconstruction post-conflit.

Universitaires et praticiens : membres d'ONG, militaires ou diplomates à l'instar de l'ambassadeur François Rivasseau du Service Européen d'Action Extérieure, qui a ouvert la manifestation. Le format intensif mais varié – conférences le matin, tables rondes l'après-midi – a permis d'évoquer de nombreuses interventions et a nourri des échanges souvent animés.

Au cours de cette semaine, l'IRSEM a eu carte blanche mardi. Jean-Vincent HOLEINDRE, est intervenu dans la matinée sur le thème « Les nouveaux conflits le sont-ils vraiment ? » avant la table ronde « Zones de conflits et prospective » dans l'après-midi. Melissa LEVAILLANT et Sonia LE GOURIELLEC ont respectivement fait part de leurs analyses sur la conflictualité en Asie du Sud et dans la Corne de l'Afrique. Le directeur de l'IRSEM, Jean-Baptiste JEANGENE VILMER, s'est exprimé lors d'une intervention intitulée « Prospective et évolutions de la conflictualité ».

En fin de semaine, Bertrand BADIE a conclu cette formation par une conférence sur « Politiques de la puissance, politiques de la faiblesse ». Bien plus que la recherche d'un gain en terme de puissance dans l'échiquier international, l'intervention selon BADIE doit désormais être comprise comme le résultat de la perception de ce que sont les menaces potentielles pour l'État, la nation et le lien social. A la logique de puissance caractérisant l'ordre westphalien se sont substituées des politiques de la faiblesse.

L'IRSEM souhaite ici remercier Sciences Po Bordeaux et l'ensemble des partenaires pour leur accueil. Les moments de convivialité qui furent partagés entre étudiants et intervenants ainsi que membres des structures organisatrices contribuent à cimenter une relève stratégique plus que jamais indispensable.

**Etienne DIGNAT et Marie ROBIN**

**14 juin 2017 : Atelier interdisciplinaire sur le thème « qu'est-ce que l'arme fait à celui/celle qui la porte »**

Il s'agit d'une initiative menée en collaboration par des historiens du laboratoire FRAMESPA de l'Université Toulouse Jean Jaurès, et intitulée «Hommes et femmes en armes. Statut, politisation, représentation». Elle se présente comme un atelier de réflexion interdisciplinaire qui cherche à faire discuter historiens, anthropologues, juristes et sociologues autour de la question «qu'est-ce que l'arme fait à celui/celle qui la porte»? Après une première séance avec des historiens de la période ancienne et médiévale, il s'agit là d'un second opus, orienté sciences sociales du contemporain.

**Camille EVRARD**

**20 juin : 3<sup>e</sup> séance de l'atelier « Simulation-Wargame »**

Pierre RAZOUX, directeur du pôle « Questions régionales Nord », a organisé le 20 juin 2017 la 3<sup>e</sup> séance de l'atelier « *Simulation-Wargame* » de l'IRSEM au profit d'un groupe de stagiaires volontaires de l'École de guerre, de cadres de l'école militaire et d'étudiants en master de l'Université Paris 4 Sorbonne. Le but de cet atelier est de faire réfléchir les participants aux nombreux atouts pédagogiques des wargames et les mettre face à des choix difficiles, pour tester leur sens de la décision et explorer le champ des possibles. Cette troisième séance consacrée à la redéfinition des équilibres stratégiques au Levant dans une logique post-Daech a permis aux participants de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des principaux acteurs régionaux engagés aujourd'hui sur le terrain en Irak et en Syrie.

**Pierre RAZOUX**

**22-23 juin : Colloque international « Penser la politique par gros temps. Raymond ARON au XXI<sup>e</sup> siècle », organisé par le Centre Raymond-ARON de l'EHESS, La société des amis de Raymond ARON et l'IRSEM.**



Les 22 et 23 juin a eu lieu un colloque international sur l'actualité de la pensée de Raymond ARON. Devant une assistance fournie, une vingtaine d'intervenants a pu mettre en exergue la pertinence de la pensée politique d'ARON pour analyser les questions politiques de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. L'événement était organisé par le CESPRA (Centre d'études sociologiques et politiques Raymond ARON), la Société des Amis de Raymond ARON et l'IRSEM. Il est à noter que ce colloque avait une signification particulière pour la direction de l'IRSEM puisque son directeur, Jean-Baptiste JEANGENE VILMER, et son directeur scientifique, Jean-Vincent HOLEINDRE, sont tous les deux docteurs du centre Raymond ARON de l'EHESS. Ce dernier siégeait dans le conseil scientifique et comité d'organisation

Quatre tables rondes autour de thématiques prégnantes des écrits aroniens ont structuré ces journées : « Raymond ARON et la sociologie politique », « Raymond ARON et la philosophie politique », « Raymond ARON, l'économie et la politique » et enfin « Raymond ARON et les relations internationales ». Elles ont été animées respectivement par Dominique SCHNAPPER, sociologue et fille de Raymond ARON, Pierre MANENT, nouveau président élu de la société des Amis de Raymond ARON, Jean-Claude CASANOVA, professeur d'économie et ancien directeur de la Fondation nationale des sciences politiques, et Jean-Baptiste JEANGENE VILMER, directeur de l'IRSEM.

La première journée avait ainsi vocation à situer la pensée de Raymond ARON en présentant ses relations avec deux disciplines universitaires : la sociologie et la philosophie. Une conférence inaugurale de Philippe RAYNAUD a rappelé les liens de la pensée aronienne avec la science politique et l'histoire de son développement universitaire en France. Comment situer la pensée aronienne dans le cloisonnement entre ces disciplines ? Le philosophe de la société politique qu'était ARON peut-il n'être réduit qu'à l'une de ses facettes ? A la lumière de ces interrogations, ont donc été explorées les relations d'ARON avec d'autres figures issues de ces disciplines : COMTE, DURKHEIM, PARETO d'un côté ; SARTRE, SCHMITT, STRAUSS et TOCQUEVILLE de l'autre.

La deuxième journée du colloque s'est davantage intéressée à l'inscription de Raymond ARON dans les problèmes politiques de son temps. Le « spectateur engagé » a notamment cherché à penser l'économie dans le rapport complexe qu'elle entretient avec le ou la politique. Étudier ARON s'avère à cet égard pertinent pour comprendre le commerce et les relations internationales, et donc les dilemmes de la mondialisation. L'exemple vénézuélien fut également exploré pour illustrer la pertinence des écrits aroniens dans l'analyse des crises actuelles.

Plus particulièrement, la dernière table ronde du colloque avait vocation à saisir l'inscription de la pensée aronienne dans la discipline des relations internationales. Des discussions très riches ont ainsi tenté de classer ARON parmi les théories des RI, entre réalisme, libéralisme ou réalisme libéral. Bénédicte RENAUD-BOULESTEIX a ensuite cherché à appliquer la pensée aronienne au contexte de l'action humanitaire. Comment comprendre, à la lecture de Guerre et paix entre les nations, les raisons poussant à intervenir ? Parallèlement, quelle est la conception de l'État permettant de comprendre l'instrumentalisation faite par Bachar AL-ASSAD de l'obligation inscrite en droit international humanitaire de notification d'une action humanitaire ? Pour conclure la table ronde, Wassim HASSANEEN s'est attaché à expliquer le conflit ukrainien-russe à partir de cette même littérature aronienne.

La journée s'est conclue par une conférence de Pierre MANENT, qui est partie d'un commentaire du récent ouvrage Socialisme et sociologie de Bruno KARSENTI et Cyril LEMIEUX. MANENT a plaidé pour une relance du processus européen par le biais de l'Europe de la défense. Pour conclure la journée, le Prix Raymond ARON 2016, récompensant les meilleures thèses dédiées aux études aroniennes, a été remis aux deux lauréats : Sophie MAR-

COTTE-CHENARD pour sa thèse de doctorat La philosophie politique et l'histoire : Léo Strauss et Raymond ARON face au problème de l'historicisme et Olivier DE LAPPARENT pour sa thèse intitulée La crise de la civilisation chez Raymond ARON à travers l'exemple européen.

Durant ces deux jours, intervenants et public ont participé à des débats riches et souvent intenses. Plus que jamais donc, à l'heure où se profilent de nombreux scénarios de « gros temps », des journées comme celles-ci, destinées à réhabiliter et à redynamiser la pensée d'un auteur dont les conclusions s'appliquent bien au-delà de son époque, paraissent nécessaires.

**Marie ROBIN et Etienne DIGNAT**

### **23 juin 2017 : Visite de Franck AFANYIAKOSSOU dans le cadre du Programme Personnalité Avenir Défense**

Accueilli par les chercheurs Afrique de l'Ouest de l'Irsem, le Conseiller Paix et Sécurité du vice-président de la commission de la CEDEAO est venu partager son expérience et sa vision des défis auxquels sont confrontés aujourd'hui les États de la sous-région et les organisations internationales.

Ayant tenu des responsabilités auprès de l'ONU et de la MISMA notamment, et travaillant depuis près de vingt ans dans les domaines de la prévention des conflits, de la médiation et de la résolution de crises, Mr AFANYIAKOSSOU est revenu sur les prémices de la crise au Mali et au Sahel, ainsi que sur la situation en Côte d'Ivoire. Il a mis en valeur le rôle de la CEDEAO dans les problématiques actuelles, en particulier vis-à-vis du G5 Sahel et de la coordination nécessaires des programmes de promotion de la paix et de la sécurité dans la région.

**Camille EVRARD**

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



### Camille EVRARD

- Article « Les interventions extérieures, points saillants de l'histoire de la présence militaire française : l'exemple ouest-saharien (1958-1978) », *Les Temps Modernes*, 693-694/2, 2017, p. 267-287.

- Organisation d'un atelier de recherche « Hommes et femmes en armes. Statut, représentation, politisation », en collaboration avec le Labex SMS et le laboratoire Framespa de l'Université Jean Jaurès de Toulouse, le 14 juin.



### Jean-Baptiste JEANGENE VILMER

- Article « La lutte contre la désinformation russe : contrer la propagande sans faire de contre-propagande ? », *Revue Défense Nationale*, 801, juin 2017, p. 93-105.

- « [Étudier la guerre](#) », édito mensuel du *Réseau Asie & Pacifique*, 1<sup>er</sup> juin 2017.

- 47th Academic Advisory Board du Collège de Défense de l'OTAN, Rome, 8-9 juin 2017.

- Conférence « Prospective et évolutions de la conflictualité », Ecole d'été en relations internationales *Conflicts et interventions internationales*, co-organisée par Sciences Po Bordeaux, l'Université Laval et l'IRSEM, Bordeaux, 13 juin 2017, Bordeaux, 13 juin 2017.

- Table ronde « Ukraine in the Changing World », *7<sup>th</sup> National Expert Forum*, co-organisé par le Gorshenin Institute et Friedrich-Ebert-Stiftung Ukraine, Kiev, 15 juin 2017.

- Table ronde « Raymond Aron et les relations internationales », colloque *Penser la politique par gros temps : Raymond Aron au XXI<sup>e</sup> siècle*, organisé par le CESPra (EHESS), l'IRSEM et la Société des amis de Raymond Aron, à l'EHESS, Paris, 23 juin 2017.



### Sonia LE GOURIELLEC

- Recension « The Mayor of Mogadishu: A story of Chaos and Redemption in the ruins of Somalia » d'Andrew Harding, *Politique étrangère*, été 2017, p. 222-223.

- Conférence « Sub-Saharan Africa », Nato Defense College, 7 juin 2017, Rome.

- Conférence « La conflictualité dans la Corne de l'Afrique », Ecole d'été en relations internationales *Conflicts et interventions internationales*, co-organisée par Sciences Po Bordeaux, l'Université Laval et l'IRSEM, Bordeaux, 13 juin 2017.



### Marianne PERON-DOISE

- Présentation d'un papier « 3<sup>rd</sup> Common Security and Defense Policy Orientation Seminar with a Focus on EU-ASEAN relations », séminaire *The Critical Maritime Road for Indian Ocean Project and Prospects for EU-ASEAN Maritime Cooperation*, Rome, 7-8 juin.



### Pierre RAZOUX

- Article « Nouveau panorama géopolitique en Afrique du Nord », *Annuaire français des relations internationales (AFRI)*, Centre Thucydide, Université Panthéon-Assas, juin 2017, p. 121-138.

- Conférence « Mieux comprendre Daech pour mieux le combattre », conférences du CSIA de formation des stagiaires « Terre » de l'École de guerre, École militaire, 2 juin 2017.

- Conférence « Le paysage géopolitique en Afrique du Nord », Collège de Défense de l'OTAN, Rome, 6 juin 2017.

- Interview sur « [les conséquences sociétales, politiques et géopolitiques de la guerre des Six Jours](#) », *Radio Vatican*, 5 juin 2017.

- Interview sur le nouvel environnement géopolitique du Golfe vu de Téhéran, émission « *Les enjeux internationaux* », *France Culture*, 23 juin 2017.

- Invité sur le thème « sur les conséquences probables au Levant de la reprise de Mossoul et Raqqa et de la chute prochaine de Daech », « Le débat du jour », *Radio France Internationale (RFI)*, 29 juin 2017.

- Animation du 3<sup>e</sup> atelier de simulation stratégique-war-gaming de l'IRSEM, le 20 juin 2017, autour du thème de la reconstitution stratégique au Levant après la chute de Daech.



**Elyamine SETTOUL**

- Article « 2006-2016, 10 ans d'aumônerie militaire du culte musulman », *Hommes & Migrations*, 1316/ 1, 2017, p. 109-117.



**Océane ZUBELDIA**

- Article « [Les drones au service de la mer : un outil en pleine évolution?](#) », *Etudes Marine n°12*, p. 88-95.

- Conférence « Survey of existing armed UAS capabilities », *Expert symposium on UAV Transparency, Oversight and Accountability – Military Perspectives*, UNIDIR, New York, 28 juin 2017.

chercheur essaie de comprendre pourquoi cet évènement lui a échappé alors que ceux de Bosnie, un an plus tard, l'ont tant révolté.

Le chercheur se pose plusieurs questions : Pourquoi ce génocide est-il mis à distance dans la société française ? Pourquoi cette histoire si récente est-elle ignorée, voire niée ? Il est désarmé : « l'accumulation d'un immense savoir sur les génocides et les massacres de masse depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale n'a-t-elle été d'aucune utilité pour prévenir et empêcher la catastrophe de 1994 – catastrophe annoncée pourtant, et tellement prévisible » (p. 161). Selon l'auteur la réponse est dans cette part de racisme inconscient qu'on ne stigmatise pas suffisamment chez chacun d'entre nous.

D'ailleurs, Stéphane AUDOIN-ROUZEAU dénie les analystes relativistes qui évoquent un double génocide. Au Rwanda, en 1994, il y a bien des victimes et des bourreaux. Ce rappel est d'autant plus nécessaire que, dans ce livre, l'auteur attire notre vigilance sur la violence qui affleure toujours. Il insiste sur cette crainte d'un retour de la violence. Les rescapés ne sont pas en sécurité malgré le succès des « Gacaca ». Ils vivent au milieu des tueurs de leur famille et une pression morale et physique s'exerce toujours sur eux. Cette violence latente est plus particulièrement perceptible dans les campagnes isolées. Le récit de l'histoire de Joséphine est particulièrement poignant. Refusant de quitter les lieux qui sont la dernière demeure de ses proches, elle est martyrisée par son voisinage, encore aujourd'hui. Le génocide se poursuit à bas bruit.

Ce livre est aussi celui du parcours d'un chercheur, son initiation à l'espace du massacre. Il propose un agenda de la recherche car « l'histoire du massacre ne fait que commencer » (p. 159). Ses formes sont inédites au Rwanda. Nulle part ailleurs, le voisinage n'est aussi présent et rend d'autant plus « efficace » la violence. Elle touche la famille, les voisins et le retournement de la sphère intime y est inouï. La thèse d'Hélène DUMAS, « Le génocide au village » est une somme sur le sujet. Stéphane AUDOIN-ROUZEAU ne fait aucune impasse et traite également des problématiques les plus sensibles notamment celle de la « question française » (p. 47) et de la politique de la France au moment du génocide. Il s'interroge aussi sur le manque d'outils en sciences sociales pour aborder les massacres intrareligeux.

**BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE**



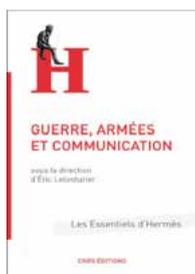
**Une initiation. Rwanda (1994-2016)**

Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, Seuil, 2017, 171 p.

Stéphane AUDOIN-ROUZEAU est un historien de la guerre et des combats, spécialiste de la Première Guerre mondiale. Après trois décennies d'un parcours de recherche entièrement consacré à la violence de guerre, un « objet » imprévu a coupé sa route : le génocide des Tutsis rwandais. Dans cet ouvrage publié en début d'année, il raconte son « initiation » au Rwanda. Il décrit son choc affectif et politique à la rencontre des rescapés. Son initiation passe ainsi par la visite des sites mémoriaux et se confronte à la souffrance des victimes lors des commémorations. Le

Ce livre est un témoignage vibrant qui intéressera autant les spécialistes des conflits que les africanistes et plus largement les chercheurs en sciences sociales. Il invite à interroger son objet d'études et à comprendre la démarche qui anime le chercheur et sa méthodologie.

**Sonia LE GOURIELLE**



**Guerre, armées et communication**

Eric LETONTURIER (dir.), CNRS Editions, 2017, 214 p.

Pour paraphraser la célèbre phrase de Clausewitz, la communication ne serait-elle pas devenue aujourd'hui le prolongement de la guerre par d'autres moyens ? C'est à cette interrogation, exposée dès les premières lignes, que l'ouvrage *Guerre, armées et communication*, dirigé par Eric LETONTURIER, entend répondre.

Et la guerre ne manque pas d'occasions de communiquer. Sur le plan opérationnel, la communication assure le lien essentiel entre commandement et subordonnés *via* la transmission d'ordres clairs, explicites, « bien communiqués ». Elle permet également de relier les théâtres, les différentes armes pour faire coalition. La communication interroge en outre le statut particulier du militaire, soumis à son devoir de réserve, dès lors que celui-ci s'inscrit dans les nouvelles technologies, à l'heure où se développent les réseaux sociaux. L'émergence d'une « kakisphère » et de blogs de défense témoigne de l'inscription de ces « milinautes » dans des réseaux difficilement contrôlables pour l'institution et qui dès lors mettent en péril ledit devoir de réserve, l'efficacité opérationnelle des interventions, mais qui accroissent également les risques de phénomènes de lanceurs d'alerte, tant redoutés des services de renseignement. De la communication, il y en a aussi dans la robotisation de la guerre. Que signifient les drones et les robots tueurs pour le futur des combats ? Les auteurs prospectent ainsi sur les conséquences de l'accroissement des dispositifs communicationnels (NEM, commandement à distance pour les drones) ou au contraire de leur négation (systèmes autonomes). La cyberguerre, menée sur un terrain désormais virtuel (alors même que le champ de bataille vient d'être lui-même numérisé) doit-elle nous conduire à réappréhender les classiques traités de stratégie ou ne constitue-t-elle qu'une modalité nouvelle de logiques d'affrontement ancestrales ? La guerre est aussi mémoire. En ceci, la construction du récit national, pre-

nant désormais largement appui sur les supports audiovisuels des « soldats de l'image » relève de stratégies de communication traduisant des rapports de force se jouant sur le terrain de la visibilité et de la crédibilité.

En externe, la communication est largement employée par l'institution militaire dans son lien avec la Nation. Censure, propagande, désinformation, mais également publicités dans les fameux spots « Devenez vous-mêmes » illustrent finalement l'importance prise par les sciences de la communication au sein des armées, qui doivent s'adapter à une ouverture des réseaux et au contrôle désormais impossible de la parole des soldats. En ceci, l'ouvrage *Guerre, armées et communication* est intéressant. Sans prétendre à l'exhaustivité, il expose et analyse de façon rigoureuse certaines des problématiques majeures qui apparaissent dès lors que s'envisage la communication pour, sur, de, dans et après la guerre. Dans cette dynamique, les contributeurs s'interrogent, avec raison, sur les conséquences potentielles de ces innovations communicationnelles. Ces nouvelles formes de communication dans et sur le conflit impliquent-elles un changement de nature de la guerre elle-même ?

**Marie ROBIN**



**Whose Peace ? Local Ownership & United Nations Peacekeeping**

Sarah B.K. VON BILLERBECK, Oxford University Press, 2017, 205 p.

Ce livre offre une analyse conceptuelle du discours des Nations unies sur le concept de « ownership local » dans l'entreprise des opérations de paix onusiennes dans des pays en conflit. En ceci, l'auteur s'attache à analyser la mesure dans laquelle les missions onusiennes offrent aux acteurs locaux l'opportunité d'influencer, voire de s'approprier les efforts extérieurs de construction et consolidation de la paix. Comme dans les politiques de développement où elle s'est imposée, l'approche repose sur l'idée que l'appropriation locale est essentielle afin de renforcer la légitimité et la durabilité des actions des missions de paix et ainsi leur succès. Or, l'analyse rigoureuse de Billerbeck et son étude de cas, l'opération de paix onusienne en République démocratique du Congo (MONUC/MONUSCO), démontrent un grand décalage entre l'engagement onusien en faveur de l'appropriation locale et les pratiques. Sur la base de nombreux entretiens avec des acteurs onusiens et congolais, elle conclut que l'appropriation

locale est tout d'abord un « instrument discursif de légitimation » qui sert à réconcilier la contradiction inhérente à toute intervention entre l'autodétermination et la souveraineté nationale d'un côté et un degré plus ou moins grand d'imposition de certains objectifs et mesures de l'autre. En réalité, les missions n'ont ni une définition précise de « l'appropriation », ni une idée sur leur opérationnalisation – fait étonnant en vue de l'insistance avec laquelle « l'appropriation locale » est devenue un mantra onusien. Cette appropriation est perçue par les agents onusiens comme une contrainte. Nombre d'entre eux semblent être convaincus que les acteurs locaux manquent de capacités pour s'impliquer réellement, ou bien qu'ils poursuivent un agenda politique « illibéral » et qui serait donc en contradiction avec les valeurs et les mandats des Nations unies et leurs missions de paix. Sans doute, les conclusions de Billerbeck sont-elles aussi applicables à d'autres missions onusiennes, notamment le Mali où un discours populaire dénonce sans cesse la « mise sous tutelle » du pays par la communauté internationale.

Denis TULL



**Notre intérêt national – Quelle politique étrangère pour la France ?**

Thierry de MONTBRIAL et Thomas GOMART (dir.), Odile Jacob, 2017, 332 p.

Nous avons là un ouvrage remarquable qui arrive à point nommé pour éclairer la vision stratégique de la nouvelle gouvernance française. Ce livre collectif, qui donne en seize chapitres la parole à un aréopage d'experts, d'universitaires et de personnalités politiques, s'interroge à la fois sur la notion de politique étrangère, sur le sens de l'intérêt national et sur ses multiples déclinaisons, tant diplomatiques et géopolitiques que militaires, stratégiques et économiques. Les deux chefs d'orchestre présidant aux destinées de l'IFRI introduisent et concluent le propos. On ne peut que les féliciter d'avoir croisé les talents et convoqué des esprits acérés et percutants, quelle que soit la ligne politique ou idéologique défendue. L'un des atouts de cet ouvrage est justement de croiser les regards à l'aune de la recomposition du paysage géopolitique mondial. Les chapitres rédigés par Hubert VÉDRINE (bilan et propositions pour une politique étrangère), Hervé GAYMARD (savoir défendre sa ligne de force et ses intérêts) et Pierre GROSSER (variations sur l'intérêt national au

XX<sup>e</sup> siècle) valent à eux seuls l'acquisition de l'ouvrage. Le fil rouge de ce dernier se veut simple : la France doit identifier ses intérêts majeurs et les défendre de manière pragmatique, réaliste et non idéologique, en parlant à toutes les parties et en retrouvant sa place d'interlocuteur indépendant et respecté, respectueux lui-même de la diversité internationale. La diplomatie économique n'est pas niée, mais elle est relativisée de manière à ne pas télescoper les intérêts sécuritaires français. Au bilan, les auteurs plaident de manière convaincante pour la réappropriation de la notion d'intérêt national. Bref, une lecture indispensable pour tous ceux qui réfléchissent à la redéfinition de la politique étrangère française.

Pierre RAZOUX



**Où va l'Iran ? Regards croisés sur le régime et ses jeux d'influence**

François COLCOMBET (dir.), Autrement, 2017, 314 p.

François COLCOMBET, cofondateur du syndicat de la magistrature et président de la Fondation d'études pour le Moyen-Orient, vient de publier un

ouvrage collectif dont le titre n'est pas sans rappeler celui du colloque que l'IRSEM avait organisé en novembre dernier. Cet ouvrage collectif réunit un panel de chercheurs français, arabes et américains, ainsi que quelques opposants iraniens. Alors que son sous-titre laissait présager des regards croisés présentant des points de vue divergents mais complémentaires, force est de constater qu'il s'agit en réalité d'un ouvrage à charge, militant et sans nuance, qui rabâche les critiques et les attaques systématiques contre l'Iran. Nul doute que le régime iranien n'est pas un parangon de vertu et qu'il porte une part de responsabilités dans certaines crises qui déchirent le Moyen-Orient ; il n'est pas sûr toutefois que les auteurs gagnent en crédibilité scientifique en adoptant un parti-pris biaisé, en faisant l'apologie des moudjahidin du Peuple (OMPI), en multipliant certaines épithètes (obscurantiste, odieux, pervers, barbare) pour qualifier le régime, ou bien encore en comparant le corps des Gardiens de la Révolution aux SS (p. 81 & 212).

Ces auteurs ont pris un risque en pronostiquant à tort la victoire du camp ultraconservateur et la marginalisation des tenants de l'ouverture économique. Au bilan, on peut se demander pourquoi les éditions Autrement n'ont pas plutôt intitulé cet ouvrage « Livre noir de la République islamique d'Iran », ce qui aurait été plus en phase avec son contenu. Même si deux ou trois articles

présentent un intérêt pour la recherche, notamment celui de Mohammad AMIN sur l'économie, on peut douter de la dimension académique de cet ouvrage dont plusieurs chapitres ne font figurer ni sources, ni notes, ni références, se contentant de convoquer l'histoire et de marteler des messages aux relents de changement de régime qui font écho aux propos de Donald TRUMP, puisque François COLCOMBET donne la parole à Walid PHARES, Libanais chrétien violemment anti-Iranien, qui fut son conseiller Moyen-Orient pendant sa campagne électorale. On regrettera aussi l'absence de toute bibliographie qui aurait justement permis au lecteur de croiser les analyses contradictoires sur l'Iran.

Sur ce sujet, voir la Note de recherche n°40 de l'IRSEM, intitulée *Où va l'Iran à l'heure de l'élection présidentielle de mai 2017 ?*, publiée le 18 mai 2017.

**Pierre RAZOUX**



*L'équipe de l'IRSEM presque au complet, 7 septembre 2017.*

## UN AN À L'IRSEM

### LE MOT DU DIRECTEUR



*Jean-Baptiste Jeangène Vilmer  
Directeur de l'IRSEM*

Il y a un an, dans la *Lettre de l'IRSEM* du 15 septembre 2016, j'avais exposé ma vision et fixé le **double objectif d'« universitariser » et opérationnaliser l'Institut** : « Étant un institut de recherche du ministère de la Défense, jouant le rôle d'interface entre la Défense et l'Université, l'IRSEM est naturellement au cœur de cette dynamique qui vise à faire émerger une filière de *War Studies* en France. Il doit en être la pierre angulaire. **Sa raison d'être et sa valeur ajoutée est précisément son**

**positionnement à l'intersection des deux mondes : du ministère de la Défense et de la recherche universitaire.** Bien positionné, l'Institut peut satisfaire les deux objectifs que son hybridité exige : être utile au ministère et respecté dans le monde universitaire. C'est mon ambition. Mal positionné, il ne satisfait ni l'un, ni l'autre, trop extérieur pour être utile à l'intérieur, trop intérieur pour être respecté à l'extérieur. Partant de ce constat, et dans la continuité du mouvement entamé avant mon arrivée,

j'ai deux objectifs : d'une part, « universitariser » l'IRSEM, c'est-à-dire rendre l'Institut plus crédible scientifiquement, plus visible et plus attractif pour le CNRS et les universités ; d'autre part, « opérationnaliser » l'IRSEM, c'est-à-dire rendre l'Institut plus utile au ministère de la Défense, donc plus influent, plus respecté. **Une erreur commune est de croire que ces deux objectifs sont incompatibles**, que l'affirmation de l'un implique nécessairement la négation de l'autre, et qu'il faut donc choisir : universitariser réduirait automatiquement notre utilité et opérationnaliser réduirait automatiquement notre qualité scientifique. L'un n'empêche pourtant pas l'autre (...). **Les deux sont complémentaires et, dans le cas particulier de l'IRSEM, les deux sont nécessaires** »<sup>1</sup>.

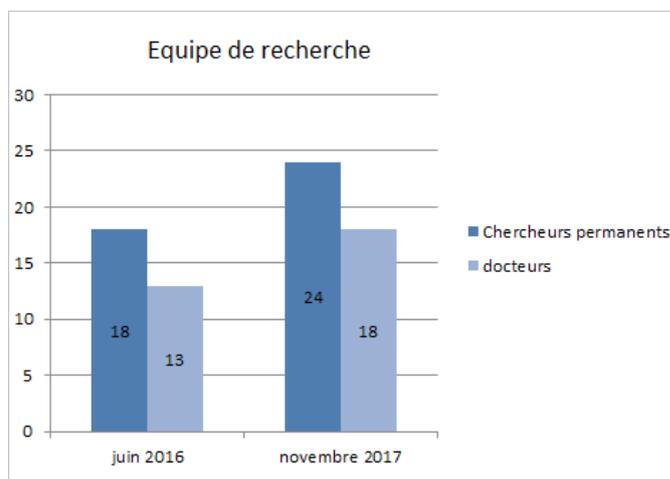
Un an plus tard, grâce aux efforts de l'ensemble des équipes de direction, de recherche et de soutien, nous pouvons faire **un premier bilan** des résultats obtenus relativement à ces deux objectifs.

## L'UNIVERSITARISATION

Les ressources humaines restent le premier levier de la transformation. **L'organigramme a été entièrement refait** et un cinquième domaine de recherche a été créé. **En seulement un an, plus de la moitié du personnel de l'IRSEM a été renouvelé.** D'ici quelques semaines, nous aurons recruté **19 nouvelles personnes**, dont 16 en 2017, sur un effectif total de 37 postes permanents.

**L'équipe de recherche a crû d'un tiers et le nombre de docteurs en son sein d'encore davantage (+38 %).** Parmi eux et pour la première fois dans l'histoire de l'Institut, nous avons recruté une directrice de recherche du CNRS et une maître de conférences des universités détachée à temps plein. Le doctorat et des publications scientifiques sont des conditions d'embauche *sine qua non* pour les chercheurs civils. Les militaires ont un profil différent et ils apportent une expérience et une expertise complémentaires à l'équipe.

<sup>1</sup> « L'IRSEM évolue », *Lettre de l'IRSEM*, édition spéciale du 15/09/2016, p. 3.



Cette croissance a permis d'**acquérir des compétences** que nous n'avions pas auparavant, sur l'Inde, la sécurité européenne, l'économie de défense, la dissuasion nucléaire, la cybergéographie et le renseignement notamment. La plupart de ces recrutements étant récents voire imminents, c'est en 2017-2018 que nous en verrons les fruits.

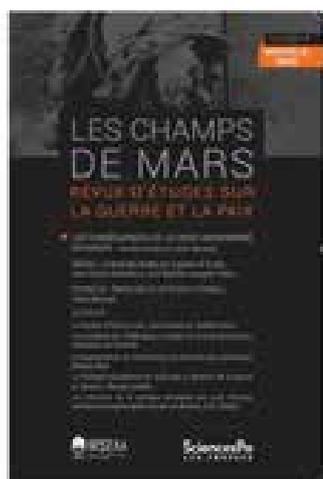
Nos chercheurs publient d'abord à l'extérieur, **des articles dans des revues scientifiques** (*Journal of Strategic Studies, International Affairs, Afrique contemporaine, Vingtième siècle, International Peacekeeping, Revue Française de Socio-Economie, Defence and Peace Economics, Armed Forces & Society, Stratégique*, etc.) et **des livres chez des éditeurs scientifiques** (Georgetown University Press, Perrin, les Presses universitaires de France, Routledge, Taillandier, Armand Colin) pour ne prendre que les exemples des derniers mois. La plupart enseignent également à l'université et dans les grandes écoles. Certains dirigent des thèses ou participent à des jurys de thèses de doctorat. Récemment, l'un de nos chercheurs militaires a passé son habilitation à diriger des recherches (HDR). Cette dimension universitaire de l'IRSEM n'est pas la plus visible car ces activités sont dispersées et elles ne se font pas sous le timbre « IRSEM », mais elles font notre identité et contribuent fortement à notre reconnaissance.

A cela s'ajoutent :

- la publication de produits « maison », dans les collections de l'IRSEM ;
- l'organisation de manifestations scientifiques – colloques, séminaires, rencontres de divers formats – ;
- l'accueil de chercheurs invités étrangers, qui restent entre quelques jours et plusieurs mois ;
- l'encadrement des jeunes qui viennent enrichir l'équipe (au moins un apprenti et une vingtaine de stagiaires par an).

Sur cette base, nous avons pris ces derniers mois un certain nombre de mesures qui témoignent de l'universitarisation de l'Institut :

- **la réactivation du conseil scientifique**, qui ne s'était pas réuni depuis novembre 2014. Un nouveau conseil scientifique a été composé et validé par le ministre dans un arrêté du 1<sup>er</sup> février 2017. Il s'est réuni une première fois le 7 septembre 2017 et sera sollicité fréquemment pour orienter la recherche.



- **la relance de la revue scientifique de l'IRSEM, *Les Champs de Mars***. Créée en 1996, publiée par La Documentation française jusqu'en 2013, puis directement par l'IRSEM en 2015, sa parution était depuis interrompue. Nous avons voulu la relancer avec l'objectif d'en faire **une revue scientifique de référence sur la guerre et la paix**, répondant aux critères de sélection les plus exigeants. C'est chose faite avec le n°29 paru à la fin du mois d'août :

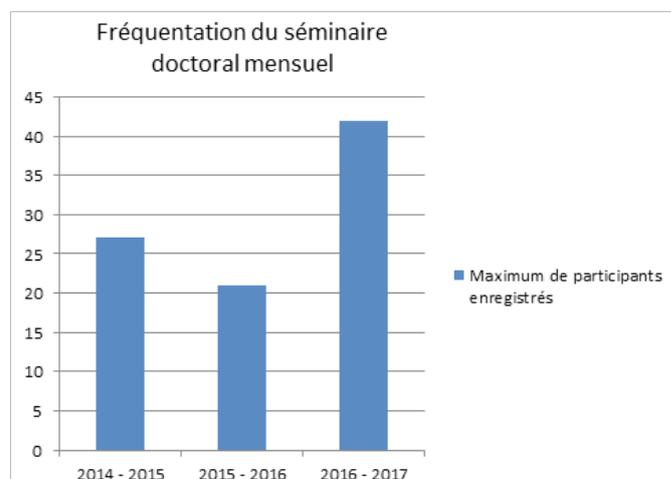
**pour la première fois de son histoire, la revue est désormais publiée par un éditeur universitaire, les Presses de Sciences Po**. Elle est dotée d'un comité de lecture et d'un comité scientifique réunissant **60 universitaires français et étrangers, qui témoignent du large soutien de la communauté scientifique**. Par ailleurs, la revue sera désormais disponible sur le portail Cairn, y compris les anciens numéros qu'il est prévu de numériser.

- **la création d'un statut de chercheur associé**, accordé pour deux ans renouvelables à compter de la rentrée 2017, qui permettra d'accroître l'équipe donc les compétences de l'IRSEM.

- **la montée en puissance de « la relève stratégique »**. Depuis sa création, l'IRSEM soutient les jeunes chercheurs avec des bourses doctorales et postdoctorales, des bourses de mobilité pour leur permettre de participer à des colloques ou faire des terrains de recherche dans le monde entier, et l'Institut les encadre dans un séminaire doctoral mensuel.

Cette année, nous avons fait encore davantage :

**1) en développant le séminaire doctoral mensuel**, dont la fréquentation s'est accrue ;



**2) en normalisant le statut des postdoctorants** qui, à compter de la rentrée 2017, ont **de véritables contrats de travail, en partenariat avec des universités** (en l'espèce, Sciences Po Bordeaux, Polytechnique et l'EHESS). Cette double tutelle contribue également à l'universitarisation de l'IRSEM.

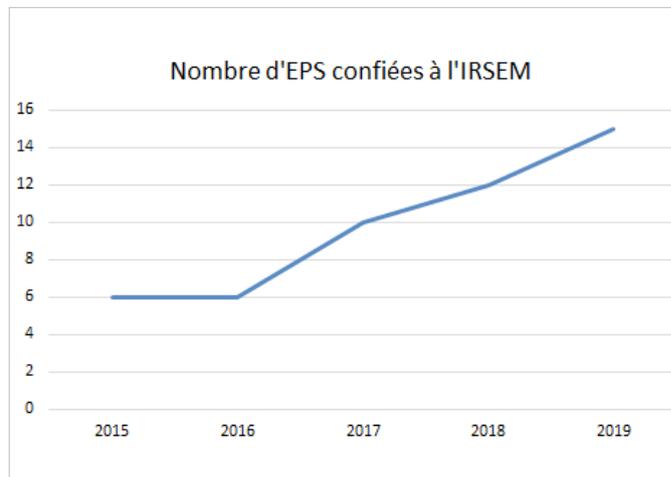
**3) en accroissant la visibilité et l'utilité de la relève stratégique** : ces dernières semaines, nous avons fait contribuer **une cinquantaine de jeunes chercheurs (25-35 ans) à la Revue stratégique de défense et de sécurité nationale**, que le président de la République a demandée à la ministre des Armées. Dans des délais contraints, au cœur de l'été, ils ont chacun rédigé un article pour le Comité de rédaction de la Revue stratégique et l'ont présenté dans un séminaire à l'École militaire le 29 août 2017, en présence du directeur de cabinet de la ministre, du directeur général des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), de plusieurs officiers généraux et d'un public de plusieurs centaines de personnes. Pour valoriser cette action, le prochain numéro des *Champs de Mars* sera consacré à la relève stratégique.

## L'OPÉRATIONNALISATION

Par nature, l'opérationnalisation de l'IRSEM – c'est-à-dire ce que nous faisons pour le ministère – est interne. On ne peut donc pas tout dire dans une lettre d'information publique. Ce que l'on peut dire est qu'un **Contrat d'objectifs et de performance (COP)** pour les années 2017-2019 a été validé en janvier 2017. Il formalise les objectifs assignés à l'IRSEM par les membres du Comité de cohérence de la recherche stratégique et de la prospective de défense (CCRP) – l'organe de gouvernance de l'IRSEM réunissant la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), l'État-major des armées (EMA), la Direction générale de l'armement (DGA), le Secrétariat général pour l'administration (SGA) et la Direction de l'enseignement militaire supérieur (DEMS). **En quelques mois, la plupart des objectifs fixés par le COP ont été remplis voire dépassés.**

Parmi les signes manifestes de l'opérationnalisation de l'IRSEM, on peut citer les éléments suivants :

- **l'augmentation du nombre d'Études prospectives et stratégiques (EPS)** que l'IRSEM s'engage à faire chaque année au profit des organismes du ministère : 6 en 2015, 6 en 2016, mais 10 en 2017 soit **une augmentation de 67%**, et le COP nous engage à monter à 12 en 2018 et 15 en 2019.



**4) en organisant une École d'été**, pour la première fois dans l'histoire de l'IRSEM, avec des universités française et étrangère (Sciences Po Bordeaux et l'Université Laval à Québec), à Bordeaux, les 11-17 juin 2017.



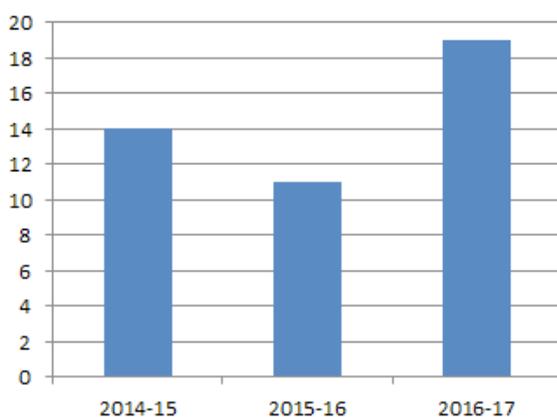
La contribution de l'IRSEM a été particulièrement appréciée et nous avons l'intention d'en faire un rendez-vous annuel.

- la **rationalisation des publications de l'IRSEM**, dont il existait une dizaine de collections différentes, la plupart inactives depuis plusieurs années. Dès septembre 2016, nous n'avons retenu que quatre formats complémentaires : la *Lettre d'information* désormais mensualisée, une publication courte (les *Notes de recherche*), une longue (les *Études*) et la revue scientifique ressuscitée (*Les Champs de Mars*).

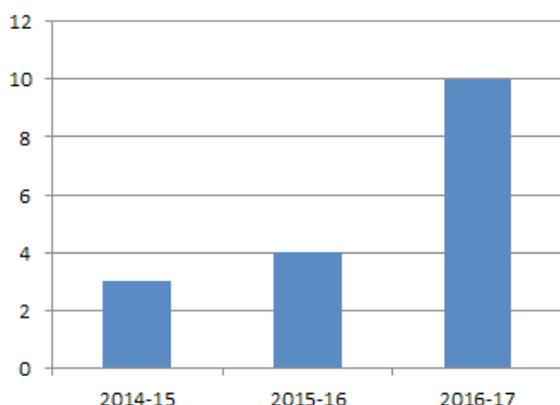


Nous avons publié **davantage de Notes de recherche**, notre format le plus opérationnel (5-15 pages), **et de consultations**, qui permettent de faire appel à des expertises extérieures.

Notes de recherche



Consultances



- En plus de ces notes publiques, téléchargeables sur notre site, nous avons dans le même temps produit une vingtaine de **notes internes, à notre initiative**, pour alimenter la réflexion du ministère.



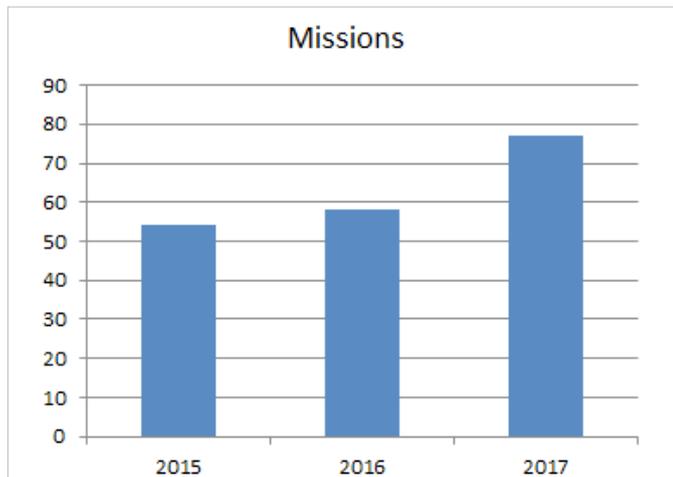
- la **coopération avec la Revue Défense Nationale (RDN)** : afin de toucher un lectorat complémentaire de celui de leurs publications scientifiques dans des revues spécialisées, les chercheurs de l'IRSEM sont encouragés à travailler avec la RDN. **Une convention a été signée par laquelle l'IRSEM s'engage à codiriger le**

**numéro estival de la RDN** (sur « Les Afriques » en 2016, la Russie en 2017, l'Asie-Pacifique en 2018).

- La contribution à la **diplomatie de défense** est une autre activité importante de l'IRSEM. Les programmes du ministère des Armées (« Personnalités d'Avenir Défense », PAD) et du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (« Programme d'invitation des personnalités d'avenir », PIPA), nous envoient fréquemment des délégations étrangères, civiles et militaires, autour desquelles nous organisons des séminaires dédiés. Nous avons aussi reçu, à sa demande, **la ministre de la Défense du Japon** pour une conférence à l'École militaire, et organisé les deux rencontres annuelles de l'initiative « 5+5 Défense en Méditerranée occidentale ». Par ailleurs, le directeur effectue souvent des missions à l'étranger qui contribuent au rayonnement de l'IRSEM dans le monde.

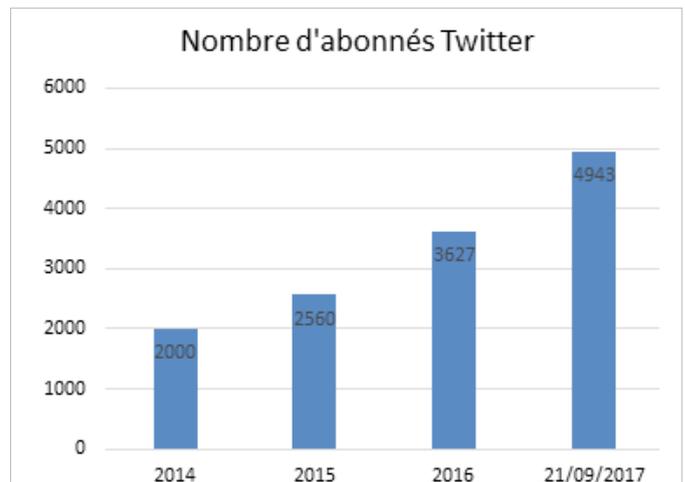


- **L'internationalisation** des chercheurs est elle aussi croissante. En 2017, ils devraient accomplir 77 missions à l'étranger, soit **une hausse de 33%** par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, nous inaugurons **un échange de chercheurs avec le National Institute for Defense Studies (NIDS) japonais** : chaque année, l'un de nos chercheurs passera un mois à Tokyo (le premier à l'automne 2017) tandis qu'un chercheur japonais passera un mois à Paris.



Nous constatons chaque jour que ces efforts portent leurs fruits et que **l'image de l'IRSEM au sein du ministère change**. L'état-major des armées a exprimé à notre égard des attentes particulières. L'arrivée récente d'un nouveau secrétaire général, commissaire général de première classe, et d'un colonel de l'armée de terre à un poste de directeur de domaine qui n'était pas pourvu, renforce cet équilibre si précieux entre civils et militaires au sein de l'équipe. De la plus grande confiance que nous suscitions témoigne notamment le fait que, **pour la première fois, le Haut Comité d'évaluation de la condition militaire (HCECM) a auditionné le directeur de l'IRSEM** en mars 2017.

En outre, vis-à-vis de l'extérieur, **la communication s'est améliorée**, avec un nouveau logo dès septembre 2016, un plan de communication validé par la DICOD, la réalisation de plaquettes de présentation en français et en anglais, le *media training* des chercheurs et une plus forte présence sur les réseaux sociaux dont témoigne notamment la progression exponentielle du nombre d'abonnés à notre compte Twitter – et le tout sans que personne ne soit entièrement dédié à cette mission. **La création d'un poste de chargé de communication à compter de septembre 2017** va professionnaliser cette activité.



\*  
\* \*

Ces résultats sont encourageants. Ils ont permis de démontrer que l'universitarisation et l'opérationnalisation n'étaient pas incompatibles et que, par sa nature hybride, entre le ministère des Armées et l'Université, l'IRSEM n'était pas condamné à l'aporie, même si le défi reste permanent, et la vigilance de mise pour maintenir cet équilibre. Pour leur investissement qui a rendu ces réalisations possibles en un temps relativement court, je remercie l'ensemble du personnel, en particulier le directeur scientifique et l'équipe de soutien dont le travail est aussi discret qu'essentiel. Il reste encore beaucoup à faire, les chantiers et les nouvelles idées ne manquent pas. Rendez-vous en septembre 2018 !

**Jean-Baptiste Jeangène Vilmer**  
Directeur de l'IRSEM

## LES NOUVEAUX ARRIVANTS DE L'ÉTÉ 2017

Dans les trois derniers mois, nous avons eu le plaisir d'accueillir les personnes suivantes :



**Commissaire général de 1ère classe Etienne VUILLERMET, Secrétaire général.** Directeur général de l'Economat des armées (2011-2016), il a été précédemment directeur du service du commissariat de la marine Brest/Lorient (2009-2011), transformé en groupement de soutien de la Base de défense, et chef du bureau logistique générale à l'état-major de la marine (2005-2008). Dans la première partie de sa carrière, il a été affecté sur plusieurs bâtiments de combat en métropole, en Polynésie et dans l'Océan indien et comme commissaire d'unités à terre, à Lorient, à l'École du commissariat de la marine à Toulon et au Sénégal.



**Anne MUXEL, directrice du domaine « Défense et société ».** Directrice de recherche de 1ère classe au CNRS en sociologie et en science politique au CEVIPOF (Sciences Po), elle a rejoint l'IRSEM à temps partiel. Ses travaux dans le champ de la sociologie politique s'attachent à la compréhension des formes du lien des individus à la politique, au travers de l'analyse de leurs attitudes et de leurs comportements. Spécialiste reconnue des études sur la jeunesse, elle a notamment conduit plusieurs études au sein du ministère des Armées sur les images et les attentes des jeunes à l'égard des armées, et été responsable du récent Baromètre triennal de la Jeunesse pour le compte de la DRHMD. Elle a notamment publié *Avoir 20 ans en politique : les enfants du désenchantement* (Seuil, 2010), *Politics in Private: Love and Convictions in the French Political Consciousness* (Palgrave MacMillan, 2014), *Temps et Politique. Les recompositions de l'identité* (Presses de Sciences Po, 2016).



**Colonel Olivier PASSOT, directeur du domaine « Pensée stratégique ».** Saint-cyrien, il a effectué une première partie de carrière dans les forces (Troupe de Marine - artillerie), puis il s'est orienté vers des fonctions à l'international au sein du ministère :



**Capitaine de frégate Tiphaine de CHAMPCHESNEL, chercheuse Dissuasion et désarmement nucléaires.** Recrutée initialement en 2007 comme officier commissionné au sein de la division de maîtrise des armements de l'état-major des armées, elle a travaillé notamment sur les questions de lutte contre la prolifération balistique. Elle a ensuite occupé plusieurs postes dans le domaine nucléaire à la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) devenue Direction des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère. Elle est aussi doctorante en science politique.



**François DELERUE, chercheur Cyberdéfense et droit international.** Docteur en droit, sa thèse soutenue en novembre 2016 à l'Institut universitaire européen (IUE - Florence, Italie) portait sur *State-Sponsored Cyber Operations and International Law* (en anglais). A l'IRSEM, il mène des recherches sur l'impact des nouvelles technologies (conquête spatiale, robotique, intelligence artificielle, etc.) sur les normes et la coopération internationale, et sur les questions de cyberdéfense et de cybersécurité tant sous l'angle juridique, stratégique que politique. Il a été chercheur invité à l'École de droit de Columbia University à New York. Il enseigne actuellement à Sciences Po et a enseigné à l'Institut international de Droit humanitaire (IIDH) de Sanremo et à l'Università degli Studi di Firenze (IUE). Il a publié dans la *Revista d'Internet, Dret i Política*, et a rédigé un chapitre dans l'ouvrage d'Antoine Bondaz, *Eclairages critiques sur le Livre blanc sur la Défense et la Sécurité Nationale de 2013*.



**Pierre HAROCHE, chercheur Sécurité européenne.** Normalien de la rue d'Ulm, docteur en science politique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ses recherches portent sur la théorie de l'intégration européenne, la coopération européenne en matière de défense et l'évolution des

institutions européennes. Avant de rejoindre l'IRSEM, il était *Lecturer* au *King's College London*. Il a également enseigné à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il a notamment publié dans *European Security*.



**Angélique PALLE, chercheuse Énergie et matières premières.** Docteure en géographie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, elle a soutenu en 2016 une thèse sur la régionalisation de l'espace énergétique européen, et a effectué un post-doctorat à l'Institut français du pétrole et des énergies nouvelles. Ses recherches

portent sur les dynamiques d'intégration énergétiques européennes, la transition énergétique et la sécurité d'approvisionnement, et la sécurité des infrastructures énergétiques. Elle a notamment publié dans la revue *Flux* ainsi qu'à l'Oxford Institute for Energy Studies.



**Antoine PIETRI, chercheur Économie de défense.** Docteur en sciences économiques, il a soutenu une thèse en décembre 2016 sur « L'analyse économique des conflits à la lumière de la *Contest Theory* » à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. A l'IRSEM, ses recherches portent sur la mesure quantitative du coût économique

d'un conflit, notamment les questions relatives aux méthodes de l'évaluation. Il a notamment publié ses travaux dans la *Revue d'Économie Politique*, ou encore dans le *Journal of Institutional and Theoretical Economics*.



**Maud QUESSARD, chercheuse États-Unis.** Maître de conférences en civilisation nord-américaine, spécialiste de politique étrangère américaine, elle a enseigné à l'Université de Poitiers, à l'IEP de Bordeaux et à Sciences Po Paris avant d'être détachée à temps plein à l'IRSEM. Ses recherches portent sur la diplomatie publique, le

*soft power* américain, les guerres de l'information et les stratégies d'influence. Elle est l'auteure d'une monographie à paraître, *Les Stratégies d'influence des États-Unis : information, propagande et diplomatie publique de la Guerre froide à Obama* (PUR, 2018).



**Elie BARANETS, post-doctorant 2017-2018, en partenariat avec le laboratoire LinX de l'École Polytechnique.**

Docteur en science politique de l'Université de Bordeaux (2015), il a notamment enseigné à Sciences Po Paris et à l'IEP de St Germain-en-Laye.

Il publie en novembre 2017 le livre adapté de sa thèse (*Comment perdre une guerre : une théorie du contournement démocratique*, CNRS Editions) et a notamment publié dans les revues *Temporalités* et *The Tocqueville Review*.



**Sophie PANEL, post-doctorante 2017-2018, en partenariat avec le centre Emile Durkheim de Sciences Po Bordeaux.**

Docteur en science politique de l'Université de Heidelberg (Allemagne), elle était ATER à Sciences Po Bordeaux. Ses recherches portent sur les déterminants institutionnels des conflits intra-étatiques, sur les effets

des mécanismes de sélection des dirigeants politiques, et sur les attitudes vis-à-vis de la démocratie en Europe occidentale et Afrique subsaharienne. Elle a notamment publié dans la *Revue Internationale de Politique Comparée* et *Security Studies*.



**Hélène ROLET, chargée de communication.**

Diplômée de Sciences Po Aix et de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en relations internationales, elle a été chargée de communication au GICAT puis chargée d'études au bureau des affaires internationales de l'IHEDN en 2016. Elle est aussi responsable de la communication de l'ANAJ-IHEDN depuis mai 2016.

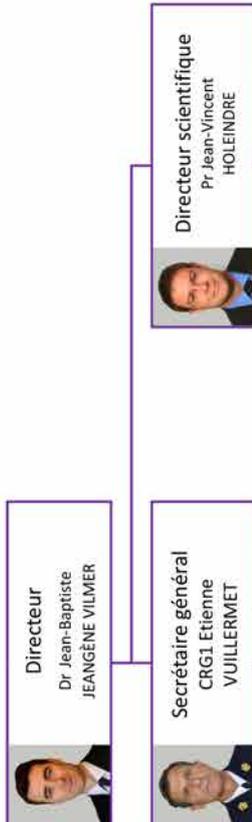


**Sergent-chef Sandrine MUNARO, chef du service général.**

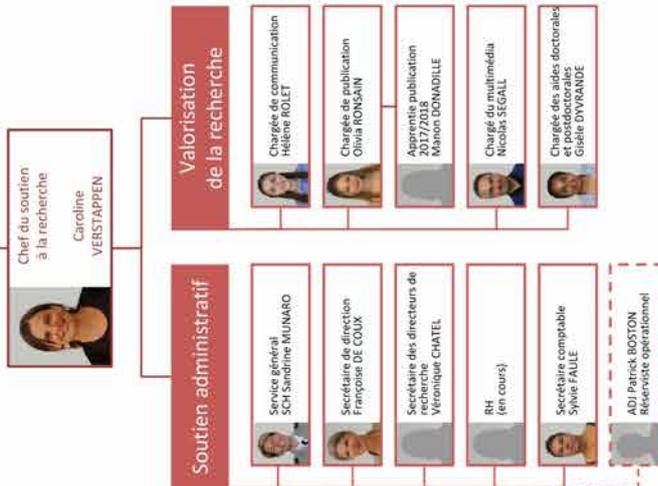
Appelée du contingent puis engagée volontaire au 43<sup>e</sup> régiment de transmission à Metz, elle devient caporal-chef en 2002 et est mutée à Châlons-en-Champagne au 53<sup>e</sup> régiment de transmission. Elle rejoint en 2010 les éléments de cette même unité basés à Luneville et

accède au grade de sergent l'année suivante. Elle est nommée sergent-chef en 2015.

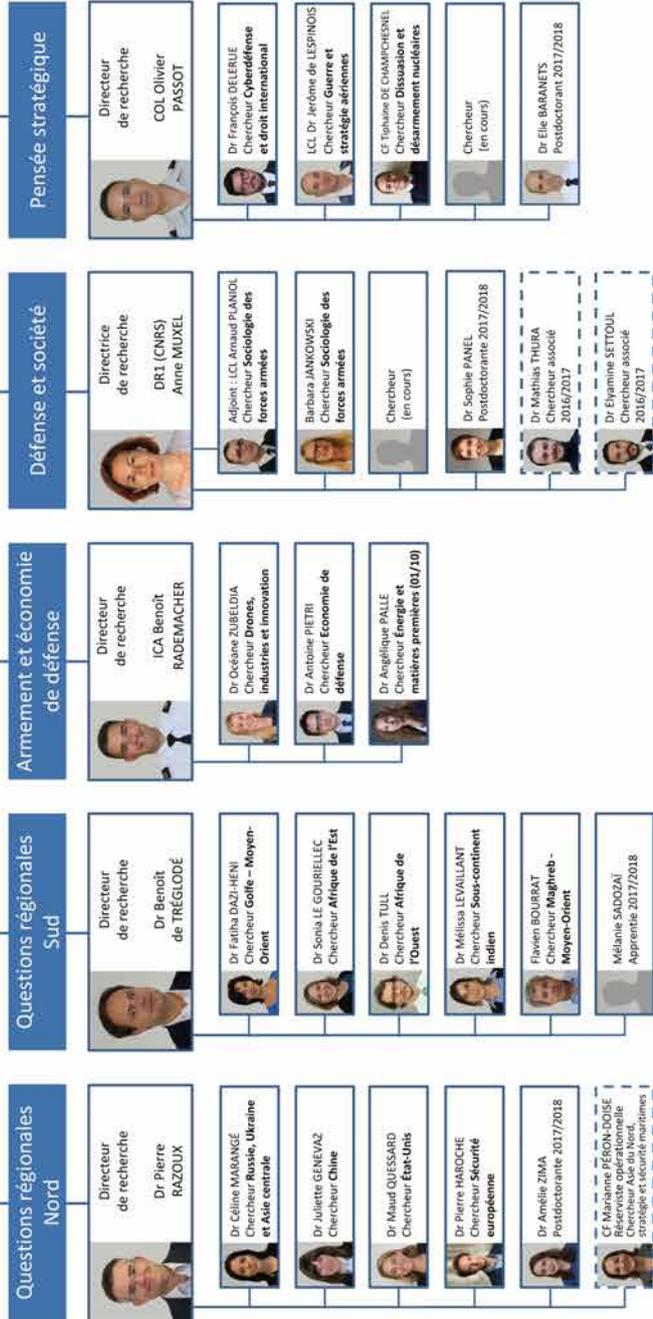
## Équipe de direction



## Équipe de soutien à la recherche



## Équipe de recherche





# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Septembre 2017

[www.defense.gouv.fr/irsem](http://www.defense.gouv.fr/irsem)

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications, équipe, événements,  
actualité des chercheurs

## [VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 10\)](#)

Afrique, États-Unis, Pensée stratégique,  
Défense et société, Économie de défense

## [BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 14\)](#)



## [À VENIR \(p. 18\)](#)

## VIE DE L'IRSEM

### DERNIÈRES PUBLICATIONS



#### Note de recherche n° 45

« [La coopération franco-allemande au Sahel : conséquences et perspectives du tournant africain de l'Allemagne](#) »,  
par Denis TULL, 11 p.

Depuis environ 2014, l'Allemagne a réévalué de façon inattendue l'importance accordée à l'Afrique dans le cadre de sa politique étrangère et de défense, notamment aux pays du Sahel. Cette Note décrit le tournant africain de l'Allemagne, les principaux facteurs ayant contribué à cette rupture et constituant le point de départ essentiel et nécessaire de la coopération franco-allemande au Sahel en train de se mettre en place. Il s'ensuit une brève discussion des perceptions allemandes de la politique africaine de la France, aujourd'hui moins négatives que dans le passé encore récent, favorisant, comme la convergence d'intérêts en cours, un rapprochement en termes de

politique de sécurité, dont les modalités indirectes et directes notamment au Mali sont décrites dans cette Note. Finalement, l'auteur interroge les perspectives de la coopération en fonction des contraintes et priorités du partenaire allemand qui, sur le plan militaire, a probablement atteint les limites de son engagement au Sahel.



#### Research Paper No. 45

« [French-German Cooperation in the Sahel : Consequences of and Perspectives for Germany's 'Turn to Africa'](#) »,  
by Denis TULL, 11 p.

*Since about 2014, Germany has unexpectedly re-evaluated Africa's place in its foreign and defence policy, particularly in relation to the Sahel countries. While it may seem premature to conclude that Africa is now a top priority in Germany's external relations, this « African turn » nonetheless matters. Not only has it triggered a level of political and military engagement that is spectacular by German standards. It has also ushered in an unprecedented cooperation between France and Germany, unequal partners in the Sahel in terms of past involvement, po-*

*litical outlook and strategic culture that are now tied by converging interests.*

*The Research paper describes recent changes in Germany's African policy, which constitute an essential and necessary prerequisite for Franco-German cooperation in the Sahel. This is followed by a discussion of German perceptions of France's African policy, which today are less negative than in the recent past, favouring a rapprochement in terms of security policy, the indirect and direct modalities of which, particularly in Mali, are described subsequently. Finally, the research paper speculates about the prospects for cooperation in light of the constraints and priorities of the German partner, who, in purely military terms, is unlikely to further up-scale her engagement in the Sahel.*

## ÉQUIPE

Ce mois-ci, nous avons eu le plaisir d'accueillir les nouveaux arrivants suivants :



**Commissaire général de 1ère classe Etienne VUILLERMET, Secrétaire général.** Directeur général de l'Economat des armées (2011-2016), il a été précédemment directeur du service du commissariat de la marine Brest/Lorient (2009-2011), transformé en groupement de soutien de la Base de

défense, et chef du bureau logistique générale à l'état-major de la marine (2005-2008). Dans la première partie de sa carrière, il a été affecté sur plusieurs bâtiments de combat en métropole, en Polynésie et dans l'Océan indien et comme commissaire d'unités à terre, à Lorient, à l'École du commissariat de la marine à Toulon et au Sénégal.



**Anne MUXEL, directrice du domaine « Défense et société ».** Directrice de recherche de 1ère classe au CNRS en sociologie et en science politique au CEVIPOF (Sciences Po), elle a rejoint l'IRSEM à temps partiel. Ses travaux

dans le champ de la sociologie politique s'attachent à la compréhension des formes du lien des individus à la politique, au travers de l'analyse de leurs attitudes et de leurs comportements. Spécialiste reconnue des études sur la jeunesse, elle a notamment conduit plusieurs

études au sein du ministère des Armées sur les images et les attentes des jeunes à l'égard des armées, et été responsable du récent Baromètre triennal de la Jeunesse pour le compte de la DRHMD. Elle a notamment publié *Avoir 20 ans en politique : les enfants du désenchantement* (Seuil, 2010), *Politics in Private: Love and Convictions in the French Political Consciousness* (Palgrave MacMillan, 2014), *Temps et Politique. Les recompositions de l'identité* (Presses de Sciences Po, 2016).



**Colonel Olivier PASSOT, directeur du domaine « Pensée stratégique ».**

Saint-cyrien, il a effectué une première partie de carrière dans les forces (Troupe de Marine - artillerie), puis il s'est orienté vers des fonctions à l'international au sein du ministère : soutien à l'export, renseignement et coopération militaire. Spécialisé sur le Moyen-Orient, il a servi au sultanat d'Oman, en Jordanie et en Irak. Avant de rejoindre l'IRSEM, il servait à l'état-major des armées (2014-2017).



**Capitaine de frégate Tiphaine de CHAMPCHESNEL, chercheuse Dissuasion et désarmement nucléaires.**

Recrutée initialement en 2007 comme officier commissionné au sein de la division de maîtrise des armements de l'état-major des armées, elle a travaillé notamment sur les questions de lutte contre la prolifération balistique. Elle a ensuite occupé plusieurs postes dans le domaine nucléaire à la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) devenue Direction des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère. Elle est aussi doctorante en science politique.



**Pierre HAROCHE, chercheur Sécurité européenne.**

Normalien de la rue d'Ulm, docteur en science politique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ses recherches portent sur la théorie de l'intégration européenne, la coopération européenne en matière de défense et l'évolution des institutions européennes. Avant de rejoindre l'IRSEM, il était *Lecturer* au *King's College London*. Il a également enseigné à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il a notamment publié dans *European Security*.



**Angélique PALLE, chercheuse Énergie et matières premières.** Docteure en géographie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, elle a soutenu en 2016 une thèse sur la régionalisation de l'espace énergétique européen et a effectué un post-doctorat à

l'Institut français du pétrole et des énergies nouvelles. Ses recherches portent sur les dynamiques d'intégration énergétiques européennes, la transition énergétique et la sécurité d'approvisionnement, et la sécurité des infrastructures énergétiques. Elle a notamment publié dans la revue *Flux* ainsi qu'à l'Oxford Institute for Energy Studies.



**Maud QUESSARD, chercheuse États-Unis.** Maître de conférences en civilisation nord-américaine, spécialiste de politique étrangère américaine, elle a enseigné à l'Université de Poitiers, à l'IEP de Bordeaux et à Sciences Po Paris avant d'être détachée à temps plein à l'IRSEM. Ses recherches

portent sur la diplomatie publique, le soft power américain, les guerres de l'information et les stratégies d'influence. Elle est l'auteure d'une monographie à paraître, *Les Stratégies d'influence des États-Unis : information, propagande et diplomatie publique de la Guerre froide à Obama* (PUR, 2018).



**Elie BARANETS, post-doctorant 2017-2018, en partenariat avec le laboratoire LinX de l'École Polytechnique.**

Docteur en science politique de l'Université de Bordeaux (2015), il a notamment enseigné à Sciences Po Paris et à l'IEP de St Germain-en-Laye. En novembre 2017 paraîtra le livre adapté de sa thèse, *Comment perdre une guerre : une théorie du contournement démocratique* (CNRS Editions). Il a également publié dans les revues *Temporalités* et *The Tocqueville Review*.



**Sophie PANEL, post-doctorante 2017-2018, en partenariat avec le centre Emile Durkheim de Sciences Po Bordeaux.** Docteur en science politique de l'Université de Heidelberg (Allemagne), elle était ATER à Sciences Po Bordeaux. Ses recherches portent

sur les déterminants institutionnels des conflits intra-étatiques, sur les effets des mécanismes de sélection

des dirigeants politiques, et sur les attitudes vis-à-vis de la démocratie en Europe occidentale et Afrique subsaharienne. Elle a notamment publié dans la *Revue Internationale de Politique Comparée* et *Security Studies*.



**Hélène ROLET, chargée de communication.** Diplômée de Sciences Po Aix et de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en relations internationales, elle a été chargée de communication au GICAT puis chargée d'études au bureau des affaires internationales de l'IHEDN en 2016. Elle est aussi responsable de la communication de l'ANAJ-IHEDN depuis mai 2016.



**Sergent-chef Sandrine MUNARO, chef du service général.** Appelée du contingent puis engagée volontaire au 43<sup>e</sup> régiment de transmission à Metz, elle devient caporal-chef en 2002 et est mutée à Châlons-en-Champagne au 53<sup>e</sup> régiment de transmission. Elle rejoint en 2010 les éléments de cette

même unité basés à Luneville et accède au grade de sergent l'année suivante. Elle est nommée sergent-chef en 2015.

Quatre étudiants ont rejoint l'IRSEM comme assistants de recherche pour une durée de 3 mois, Pierre SEL, Basile CAZALIS de FONDOUCE, Morgan JOUY et Justine LE GOFF. L'équipe éditoriale est également renforcée par l'arrivée de Manon DONADILLE, apprentie, qui rejoint l'IRSEM pour un an.

## ÉVÉNEMENTS

### 6-8 septembre : *Staff Ride Overlord* de la 25<sup>e</sup> promotion de l'École de guerre



La nouvelle promotion de l'École de guerre a effectué début septembre un *staff ride* en Normandie dont le thème était l'opération Overlord. Le *staff ride* consiste, pour l'essentiel, à emmener des élèves sur le terrain pour les confronter à une situation opérationnelle donnée afin de stimuler une réflexion tactique ou opérative. Ces exercices ont été introduits dans la formation des officiers par MOLTKE l'ancien lorsqu'il dirigeait le grand état-major prussien.

Encadrés par leurs chefs de groupe et des historiens, les stagiaires de la 25<sup>e</sup> promotion de l'École de guerre se sont donc rendus sur les plages du débarquement et en différents lieux choisis pour étudier l'opération Overlord et réfléchir à des problèmes de niveau opératif tels que la coopération interarmées, la manœuvre des appuis au niveau du théâtre, les opérations de déception, etc. Ils ont également étudié l'organisation du commandement au niveau du théâtre d'opérations. Il s'agit de plonger le stagiaire dans le contexte historique et géographique de l'époque, pour mieux lui exposer les contraintes du chef et montrer comment celui-ci les a prises en compte pour concevoir, planifier et conduire son opération. Car, selon le mot du général de Gaulle, le chef militaire est celui qui sait apprécier les circonstances pour mieux adapter l'emploi des moyens qui lui sont confiés.

**LCL Jérôme de LESPINOIS**

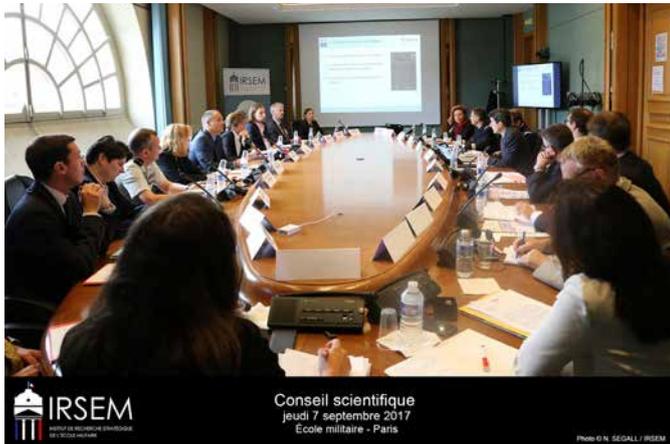
### 6 septembre : journée cohésion de l'IRSEM



Mercredi 6 septembre, toute l'équipe de l'IRSEM dans le cadre de sa journée de cohésion annuelle s'est rendue à Auvers-sur-Oise dans le département du Val-d'Oise. La commune doit sa renommée internationale aux peintres paysagistes et surtout impressionnistes qui y ont séjourné à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : Charles-François Daubigny, Paul Cézanne, Jean-Baptiste Corot, Camille Pissarro et surtout Vincent van Gogh qui y est enterré dans le cimetière du village à côté de son frère Théo. Vincent Van Gogh a peint à Auvers-sur-Oise soixante-dix de ses toiles au cours des derniers mois de sa vie.

Avant de se retrouver dans le parc Van Gogh pour un déjeuner sur l'herbe, l'équipe de l'IRSEM s'est séparée en deux groupes distincts au cours de la matinée. Les premiers se sont affrontés dans une partie de paintball, pendant que les seconds ont visité le musée de l'Absinthe. L'après-midi a été consacré à une visite guidée d'Auvers-sur-Oise.

**7 septembre : Réunion du conseil scientifique de l'IRSEM**



Le conseil scientifique de l'IRSEM s'est réuni le 7 septembre, à l'École militaire, après trois années d'interruption. Compte tenu de son importance pour la relation que l'Institut entretient avec le monde universitaire, la nouvelle direction avait fait de sa réactivation et de son renouvellement une priorité.

Ses nouveaux membres, tous universitaires, ont ainsi été nommés par arrêté ministériel le 1<sup>er</sup> février 2017. Il s'agit de Philippe BOULANGER, professeur de géopolitique à l'Université Paris 8, Fanny COULOMB, maître de conférences en économie à l'IEP Grenoble, le général Benoît DURIEUX, docteur en histoire et ancien directeur du Centre des hautes études militaires, Olivier FORCADE, professeur d'histoire à l'Université Paris-Sorbonne, Julia GRIGNON, professeure de droit à l'Université Laval (Canada), Thomas LINDEMANN, professeur de science politique à l'Université Versailles Saint-Quentin et à l'École polytechnique, Claude WEBER, maître de conférences en sociologie à l'Université Rennes 2 détaché aux écoles militaires de Saint Cyr, Béatrice HEUSER, *professor of international relations* à l'Université de Glasgow (Écosse). Le conseil scientifique est également composé du directeur de l'IRSEM et de six membres de droit (le chef d'état-major des armées ou son représentant ; le directeur du cabinet civil et militaire du ministre ou son représentant ; le délégué général pour l'armement ou son représentant ; le secrétaire général pour l'administration ou son représentant ; le directeur stratégie de défense, prospective et contre-prolifération ou son représentant ; le directeur de l'enseignement militaire supérieur ou son représentant).

Lors de cette rencontre, l'équipe de l'IRSEM a présenté le résultat des mesures prises depuis un an pour trans-

former l'Institut et son programme scientifique. Cette séance de travail a permis de dégager des recommandations dont l'IRSEM tiendra compte pour répondre aux attentes du monde universitaire comme des différents organismes du ministère des Armées.

**15 septembre : Petit-déjeuner Afrique, présentation de l'ouvrage *Forces armées africaines*, de Laurent TOUCHARD**



Laurent TOUCHARD

L'IRSEM a accueilli Laurent TOUCHARD, historien militaire et chercheur indépendant à l'occasion de la présentation de son livre *Forces armées africaines*, paru en mai 2017.

Lors de cette rencontre, Laurent TOUCHARD a présenté un bilan qui remet en cause certaines idées reçues sur l'efficacité militaire du continent. En se basant sur un travail de collecte poussé, il fournit dans son ouvrage un compte-rendu factuel des capacités militaires de chaque pays africain suivi d'une analyse et d'une mise en perspective de leur stratégie et de leurs capacités tactiques et opératives. Il souligne les progrès effectués par de nombreuses forces armées africaines et replace objectivement les limites dans leur contexte afin de mieux comprendre les enjeux sécuritaires et les développements des opérations militaires. Dans sa présentation de *Forces armées africaines*, Laurent TOUCHARD a également traité les défis auxquels ces pays sont confrontés tels que la corruption, la formation inégale des unités militaires, le manque de moyens disponibles et leurs conséquences sur l'efficacité des armées africaines.

En mettant l'accent sur l'opératif, cet ouvrage a pour objectif de satisfaire aux attentes des militaires avec des données récentes et fiables sur le matériel à disposition des armées africaines, tout en offrant des clés de lecture

de ces données dans la partie analytique.

Cette rencontre s'est suivie d'une séance de questions/réponses autour du thème de l'ouvrage et a permis d'approfondir la discussion en mettant en relation les propos et l'expérience de l'auteur avec divers sujets tels que la question de l'efficacité de la coopération militaire franco-malienne, la conception africaine d'une « bonne armée », l'évolution des armées ougandaises et camerounaises et le rôle du G5 Sahel en tant que force militaire régionale.

**Basile CAZALIS de FONDOUCE**

**19 septembre : Séminaire de lancement de la nouvelle revue *Les Champs de Mars*, parution du numéro 29 sur « Les conséquences de la crise ukrainienne en Europe ».**



Le 19 septembre 2017 a eu lieu au CEVIPOF à Sciences Po la soirée de lancement des *Champs de Mars*. Revue d'études sur la guerre et la paix. Martial FOUCAULT, le directeur du CEVIPOF, Julie GAZIER, la directrice des Presses de Sciences Po, Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, le directeur de l'IRSEM et Jean-Vincent HOLEINDRE, le directeur scientifique de l'IRSEM ont rappelé l'importance de faire émerger en France les études sur la sécurité, la paix et la guerre. Institutionnalisés de longue date dans le monde anglo-saxon, ces champs d'études souffrent encore en France d'un déficit de reconnaissance. La nouvelle version de la revue, qui sera disponible sur CAIRN, permettra de leur donner un ancrage universitaire et une visibilité supplémentaire.

Le numéro 29 des *Champs de Mars* étant consacré aux conséquences de la crise ukrainienne en Europe, la deuxième partie du séminaire portait sur les répercussions de ce conflit. En guise d'introduction, Céline MARANGÉ, chercheur à l'IRSEM et éditrice du numéro, a présenté

un état des lieux du conflit dans le Donbass, insistant sur les contentieux diplomatiques, politiques et militaires faisant obstacle à une résorption de la violence et à une résolution de la crise.

Le général YAKOVLEFF a ensuite partagé ses réflexions sur l'OTAN et la crise ukrainienne. Tout en prenant acte de la remontée en puissance de l'outil militaire russe et de la revitalisation d'un art de la guerre russe, il a estimé que la menace russe était actuellement à son sommet et ne devait pas être surestimée. Sans être parvenue à son niveau de saturation, l'armée russe n'a pas les capacités de régénération nécessaires pour durer dans le temps ou multiplier les théâtres d'opération.

Barbara KUNZ, chercheur à l'IFRI, a souligné le poids des cultures stratégiques dans la réaction de l'Allemagne et des pays nordiques, comme la Suède et la Finlande, face aux actions de la Russie en Ukraine et dans la Baltique. Après l'annexion de la Crimée, l'Allemagne a durablement réorienté sa politique de défense et sa politique à l'égard de la Russie ; elle manifeste désormais un intérêt pour la défense territoriale, tout en prônant la fermeté et le dialogue avec le Kremlin.

Anne de TINGUY, professeur des universités à l'INALCO et pionnière des études ukrainiennes, a clôturé le séminaire avec une présentation sur « La France et la question ukrainienne : perceptions, politiques et enjeux ». Elle est revenue sur les raisons du désintérêt que l'État français a longtemps manifesté à l'égard de l'Ukraine. Elle a conclu en rappelant que le conflit dans le Donbass demeure un sujet clivant, suscitant de fortes divergences partisans, ce qui n'est pas le cas en Allemagne. La soirée s'est terminée par un cocktail.

**Céline MARANGÉ**

**26 septembre : Journée d'études au profit du conseil *Innere Führung*, à l'École militaire**



Le mardi 26 septembre, l'IRSEM organisait à l'École militaire un séminaire fermé au profit d'une délégation allemande composée de dix membres du conseil *Innere Führung* et placée sous la conduite du professeur Bernhard MUSZYNSKI. Conseillant le ministre fédéral de la Défense allemand dans le domaine de la formation morale et civique, par le biais de recommandations, d'entretiens et de rapports d'experts sur des questions d'ordre général ou plus spécifiques, ce comité est composé de personnalités publiques, du monde des sciences et de l'entreprise, de l'enseignement supérieur mais aussi des cultes, des syndicats, du milieu associatif et des médias.

Organisée par le lieutenant-colonel PLANIOL, directeur adjoint du domaine « Défense et société », cette journée d'études s'est déroulée autour de trois thématiques : la formation éthique et morale du soldat français, le rôle des cultes dans les armées françaises et enfin le rôle intégrateur des armées. Par ailleurs, en fin de journée, la délégation eut la possibilité d'échanger directement avec un panel d'officiers, sous-officiers et militaires du rang des trois armées, des services et de la gendarmerie choisis parmi les membres du Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM).

**LCL Arnaud PLANIOL**

**Journée d'étude « Planifier, combattre, occuper », Service historique de la défense, avec Jean-Vincent HOLEINDRE, 26 septembre 2017**

Le 26 septembre dernier, les doctorants du Service historique de la Défense (SHD) organisaient une passionnante journée d'études au Château de Vincennes sur le thème « Planifier, combattre, occuper. Nouvelles perspectives de l'histoire des opérations militaires (XIIIe-XXe siècle) ».

Introduite et conclue par le Professeur Hervé DRÉVILLON, conseiller scientifique du Directeur du SHD, cette journée s'organisait autour de quatre panels sur les aspects tactiques du combat ainsi que les différentes dimensions de la bataille et de la conquête ou encore l'occupation et l'administration des territoires conquis.

Jean-Vincent HOLEINDRE, directeur scientifique de l'IRSEM, présidait l'un des panels où deux communications furent proposées. La première, donnée par le Professeur François COCHET, développait une approche comparée des batailles de Na San et de Dien Bien Phu durant la guerre d'Indochine. François COCHET a souligné l'importance du temps dans la conduite de la guerre, prise entre court terme et long terme, tout combat supposant à la fois d'anticiper l'action et de s'adapter aux circonstances. Il a également relevé le rôle des traditions militaires dans la conduite des opérations.

La deuxième communication était donnée par Claire MIOT, docteure en histoire contemporaine, récemment nommée chargée de recherches au SHD. Elle portait sur l'action de la 1<sup>re</sup> armée en Allemagne en 1945, prélude à la capitulation du III<sup>e</sup> Reich. Cette opération a donné lieu à une tension entre action diplomatique et action militaire. En effet, si De Gaulle soulignait la nécessité de ménager les troupes et les populations allemandes dans la future zone occupée, les troupes françaises commettaient des exactions (viols notamment) en contradiction avec l'objectif politique affiché. Tout l'intérêt de l'approche de Claire MIOT fut de mettre en lumière le rôle des émotions dans ce processus préalable à la sortie de guerre, où le désir de reconnaissance politique de la France le disputait au ressentiment et à la décompensation des troupes sur le terrain.

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS

**Fatiha DAZI HÉNI**

- Chapitre « Pourquoi un affrontement direct entre l'Arabie saoudite et l'Iran est improbable ? », in Sonia Le Gouriellec (dir.), *Notre Monde est-il plus dangereux? 25 questions pour vous faire votre opinion*, Armand Colin, 2017, p. 74-79.

- Chapitre « Saudi Uncertainties and Divergent Strategies in the Gulf », in Bassma Kodmani et Nayla Moussa (dir.), *Out of the inferno, Rebuilding security in Iraq, Libya, Syria and Yemen*, août 2017, p. 125-134.

- Article « L'axe Riyad-Abou Dhabi », *Esprit*, 437, septembre 2017, p. 31-34.

- Article « L'Arabie saoudite face au terrorisme », *L'ENA Hors les murs*, 472, juillet-août 2017, p. 25-26.

**François DELERUE**

- Article [State Responses to Cyber Operations](#), Global Relations Forum [Global İlişkiler Forumu], Policy paper series n°5, juillet 2017.

- Intervention « Le droit international applicable aux cyber opérations », École du Génie, Angers, 28 septembre 2017. »

**Juliette GENEVAZ**

- Chapitre « Taiwan : un État peut-il exister sans diplomatie ? », in Sonia Le Gouriellec (dir.), *Notre Monde est-il plus dangereux? 25 questions pour vous faire votre opinion*, Armand Colin, 2017, p. 63-67.

- Séminaire « Comment étudier les relations civilo-militaires en Chine? », CERI, 18 septembre 2017.

**Barbara JANKOWSKI**

- Article « Le revirement de la politique de sécurité de la Pologne depuis l'arrivée du parti Droit et Justice (PiS) au pouvoir: un examen des sources polonaises », in Céline Marangé (dir.), *Les Champs de Mars n° 29*, 24 août 2017, p. 225-239.

**Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER**

- Article "[The French Turn to Armed Drones](#)", *War on the Rocks*, 22 septembre 2017.

- Conférence « Interdire les armes nucléaires ? Une fausse bonne idée », colloque *La France et l'arme nucléaire au XXI<sup>e</sup> siècle*, organisé par le Centre Thucydide de l'Université Paris-2 Panthéon-Assas, 29 septembre 2017.

- Jury de thèse de doctorat de Nicol NEHME, *Le rôle du Conseil de sécurité dans l'établissement et le fonctionnement des juridictions pénales internationales*, thèse de doctorat en droit, Université de Poitiers, soutenue le 22 septembre 2017.

- Participation au Dialogue stratégique franco-australien co-organisé par la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), le Lowy Institute et le National Security College de la Australian National University, à Sydney et Canberra (Australie), 11-13 septembre 2017.

**Sonia LE GOURIELLEC**

- Chapitre « L'Afrique est-elle rongée par les guerres ethniques ? », in Sonia Le Gouriellec (dir.), *Notre Monde est-il plus dangereux? 25 questions pour vous faire votre opinion*, Armand Colin, 2017, p. 127-132.

- Article « [Djibouti, un petit État aux grandes ambitions](#) », *La Lettre Diplomatique*, n°118, deuxième trimestre 2017, p. 57.

- Conférence « Sécurité et développement dans la Corne de l'Afrique », Ecole Nationale d'Administration (ENA), 18 juillet 2017, Strasbourg.

- Interview « [Nous avons rencontré Sonia Le Gouriellec](#) », *Le grand Continent*, Etudes géopolitique (GEG), ENS Ulm, 21 juin 2017.

- Interview « [Djibouti, 40 ans après l'indépendance](#) », *Africa4, Libération*, 23 juillet 2017.
- Interview « [Notre monde est-il plus dangereux](#) : le livre qui vient tordre le cou aux idées reçues en géopolitique », *France Soir*, 31 août 2017.
- Interview « [Notre monde est-il plus dangereux ? 25 questions pour vous faire votre opinion \(livre\)](#) », *Défense Globale*, 6 septembre 2017.
- Interview « [Non, notre monde n'est pas plus dangereux qu'avant](#) », *Le Point*, 14 septembre 2017.
- Interview « Le monde n'est pas plus dangereux qu'avant », *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, septembre 2017.

- Interview « Paix introuvable, guerre improbable : faut-il avoir peur de la Corée du Nord », émission « Géopolitique », *RFI*, 8 septembre 2017.
- Interview « [Pourquoi les deux Corée sont techniquement en guerre](#) », *Le Soir*, 8 septembre 2017.
- Interview « [Pyongyang, maître du tempo stratégique](#) », *La revue des deux Mondes*, 9 septembre 2017.
- Intervention « Corée du Nord, Birmanie », « Kiosque », *TV5*, 10 septembre 2017.
- Intervention « La crise nucléaire nord-coréenne », « Social Club », *Europe 1*, 11 septembre 2017.
- Intervention « Les sanctions à l'encontre de la Corée du Nord », « Questions d'Actualités », *RFI*, 19 septembre 2017.



**LCL Olivier PASSOT**

- Conférence « La transformation récente du renseignement français », colloque *Que faire pour rendre le renseignement plus efficace encore dans la lutte contre le terrorisme*, Club Participation et Progrès, Ecole militaire, 25 septembre 2017.



**Pierre RAZOUX**

- Conférence « Rétrospective des relations bilatérales entre la France et l'Iran depuis 1979 », 1<sup>ère</sup> réunion du groupe franco-iranien de dialogue géopolitique, Fondation Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 13 septembre 2017.



**Marianne PÉRON-DOISE**

- Chapitre « Faut-il avoir peur de la Corée du Nord ? », in Sonia Le Gouriellec (dir.), *Notre Monde est-il plus dangereux? 25 questions pour vous faire votre opinion*, Armand Colin, 2017, p. 106-111.

- Conférence « Pour mieux comprendre le nouveau paysage géopolitique actuel », HEC, le 19 septembre 2017.
- Conférence « La manœuvre interarmes : l'exemple des guerres israélo-arabes », École militaire, 21 septembre 2017.
- Conférence « L'engagement en milieu désertique », École militaire, 26 septembre 2017.
- Conférence sur « L'impact de la route de la Soie au Moyen-Orient », colloque sur La route de la soie, centre Thucydide et Forum du futur, Université Paris 2 Panthéon-Assas, 29 septembre 2017.
- Mise en place du séminaire géopolitique au profit du Centre des hautes études militaires (CHEM).
- Présentation de l'atelier Wargaming de l'IRSEM et des wargames *The Iran-Iraq War* et *The global War for the Middle East*, 3<sup>e</sup> salon de Paris des jeux d'histoire et de simulation stratégique, Fondation Dosne-Thiers, 23 septembre 2017.

- Article « [L'Asie de l'Est en proie à la Nemesis nord-coréenne](#) », *Revue Défense Nationale*, 5, septembre 2017.
- Conférence « The ASEAN between China & the US: Unity of the ASEAN, the US' South East Asia Policy under Trump, Possible Areas of Cooperation between the ASEAN and Europe », *Séminaire franco-malaisien sur la Chine*, Asia Centre, 28 septembre 2017.
- Organisation de la conférence « La politique étrangère du nouveau gouvernement sud-coréen et la question nucléaire nord-coréenne » autour de Cheong Seong-Chang de l'Université Sejong (Corée du Sud), Ecole militaire, 29 septembre 2017.



**Benoît de TRÉGLODÉ**

- « The Ambiguities of Viêt Nam - China's Maritime Power », 3<sup>e</sup> conférence internationale *Security and Cooperation in the South-China Sea Region*, Institut d'études orientales, Académie des Sciences de Russie, Moscou, 18 septembre 2017.

- Intervention « Les héritages stratégiques au Viêt Nam », « La Fabrique de l'histoire », *France Culture*, 21 septembre 2017.

- Rapporteur et membre du jury de la thèse de C. VIGNE *Le Viêt Nam et ses exilés (1945-2009). Permanence et fluctuations d'une politique d'attention et de lien*, Université Paris Diderot, 25 septembre 2017.



**Denis TULL**

- Article « The Institutionalisation of Power Revisited : Presidential Term Limits in Africa », *Africa Spectrum*, 52:2, 2017, p. 79-102.



**Océane ZUBELDIA**

- Intervention « Les aspects stratégiques du marché des drones marins », *Bluesday Drones marins*, Ecole navale, 28 septembre 2017.



**Jean-Vincent HOLEINDRE**

- Article « Des conflits insolubles », *Questions internationales*, n°85-86, juillet 2017.

- Article « Terrorisme, stratégie et ruse », *L'ENA hors les murs*, n°472, août-septembre 2017.

- Article « [Les nouveaux chantiers de la science politique](#) », *Sciences Humaines*, n°296, septembre 2017.

- Soutenance de l'Habilitation à diriger des recherches de Jean-Loup Samaan, Sciences Po, 9 septembre 2017.

- Participation à la journée d'étude des doctorants du SHD, « Planifier, combattre, occuper », Vincennes, 26 septembre 2017.

**VEILLE SCIENTIFIQUE**

**AFRIQUE**

**Boubacar N'DIAYE**, [The Legacy of Mauritania's Colonels : West Africa Next Crisis ?](#), **Center for Democracy and Development**, août 2016.

Les publications sur la Mauritanie n'étant pas légion, il faut souligner ici l'actualité de Boubacar N'DIAYE, professeur de science politique au College of Wooster - Ohio, en évoquant une étude parue il y a quelques mois : *The Legacy of Mauritania's Colonels: West Africa Next Crisis ?*

Cette étude vise à la comparaison critique du bilan des cinq colonels mauritaniens ayant accédé au pouvoir suprême entre 1978, année du premier coup d'État militaire que connut le pays, et 2008, date du putsch de Mohamed Ould ABDEL AZIZ, actuel Président de la république islamique de Mauritanie. Le Professeur N'DIAYE défend l'idée que l'échec successif des cinq colonels, non seulement à traiter les causes des récurrentes tensions liées à « la question nationale », mais aussi à réformer le pouvoir afin de véritablement soumettre le militaire au politique, aboutit aujourd'hui à une situation si dégradée qu'elle pourrait bien devenir la prochaine crise violente de la sous-région.

L'intérêt de cette étude réside notamment dans l'utilisation croisée de longues recherches et entretiens auprès d'acteurs mauritaniens et d'une base théorique qui puise dans la littérature sur les relations civilo-militaires, les transitions démocratiques, ou les conflits identitaires. Ces éléments permettent à l'auteur, qui revendique aussi l'importance de l'analyse des parcours et des individualités, de remonter le temps afin de décrire la relation des différents militaires-présidents avec la question raciale, l'esclavage, ou encore le système démocratique.

Cette version très condensée de l'étude ne permet pas la mise en lumière d'éléments nouveaux vraiment sources et fait apparaître que les courtes expériences des deux premiers putschistes, Mustapha Ould MOHAMED SALECK et Ahmed OULD BOUCEIF, servent plus difficilement la thèse de l'auteur. Mais cela encourage vivement à s'intéresser aux travaux du Professeur N'DIAYE qui encadrent cette publication : un récit plus personnel et militant, paru en 2015 chez Edilivre, *La Mauritanie, ses colonels et moi*, et surtout un ouvrage universitaire à paraître chez Routledge en 2018, intitulé *Mauritania's Colonels. Political Leadership, Civil-Military Relations*

and Democratization.

**Camille EVRARD**  
Postdoctorante

**Jeanne AISSERGE**, [Dynamiques des mobilisations en Éthiopie depuis les élections de 2015 ?](#), **Observatoire Afrique de l'Est. Enjeux politiques et sécuritaires, note 2, août 2017, 19 p.**

En août 2017, Jeanne AISSERGE publiait une étude sur les « dynamiques des mobilisations en Éthiopie depuis les élections de 2015 » pour l'Observatoire Afrique de l'Est. Dans cette recherche, la consultante démontre que les protestations qui ont touché l'Éthiopie depuis novembre 2015 ne doivent pas être interprétées comme des conflits ethniques ou des mécontentements passagers. Ces événements sont le résultat « de soulèvements spontanés locaux non partisans contre l'accumulation des injustices liées à la corruption des administrations étatiques, dont une grande partie des populations éthiopiennes s'estime victime. Ces mouvements sociaux émergent d'abord localement, là où les tensions foncières sont souvent les plus vives, comme les territoires convoités de la région oromo autour d'Addis-Abeba. Ils s'étendent ensuite rapidement avec la multiplication d'incidents tragiques et la répression violente et désordonnée des forces de l'ordre, favorisant le développement de solidarités transrégionales improvisées – en particulier entre Oromo et Amhara –, relayés par internet et la conduite d'actions communes visant à paralyser l'économie du pays ».

**Sonia LE GOURIELLEC**  
Chercheuse Afrique de l'Est

## ÉTATS-UNIS

**Michael DORAN et Peter ROUGH**, [What America Should Do Next in the Middle East](#), **Hudson Institute, septembre 2017.**

Dans ce long article résolument géopolitique que ne dénierait pas Henry KISSINGER, les deux auteurs analysent la posture schizophrénique de l'administration TRUMP au Moyen-Orient. Ils tirent un bilan très négatif des mandats BUSH fils et OBAMA dans cette région, et constatent que Donald TRUMP a les mains largement liées par les décisions prises par ses deux prédécesseurs. Leur *mantra*, à l'instar de leur mentor KISSINGER, consiste à souligner l'intérêt supérieur des États-Unis qui consisterait

à maintenir la Turquie dans l'OTAN et à contenir l'Iran par tous les moyens, quitte à négocier avec la Russie. Pour eux, les États-Unis se fourvoient en soutenant les Kurdes syriens et en s'appuyant sur le gouvernement irakien, car ils estiment que Washington a déjà perdu l'Irak, mais ne l'a pas encore accepté. De leur point de vue, TRUMP a raison de s'appuyer sur Israël, l'Arabie saoudite et la Jordanie ; il devrait également appuyer les tribus sunnites face au pouvoir central irakien. Le vrai combat face à l'Iran se déroulerait selon eux en Syrie et les États-Unis devraient se tenir prêt à y intervenir militairement (notamment le long de la vallée de l'Euphrate), puis à y demeurer durablement, de manière à affaiblir l'alliance russo-iranienne et à se positionner en acteur incontournable du jeu régional. Si le ton de l'article se veut résolument réaliste et pragmatique, le raisonnement, parfois simpliste ou naïf (« il faut convaincre les Européens qu'ils ont tout à gagner à s'aligner sur les intérêts américains »), témoigne d'un parti-pris et d'une méconnaissance des ressorts de la région. Il n'est pas non plus dénué de paradoxe puisque les auteurs reconnaissent que les États-Unis doivent éviter de s'engager dans un nouveau borborygme, mais qu'ils conseillent une intervention militaire durable sur le terrain en Syrie. Il n'en est pas moins représentatif des débats qui animent l'actuelle administration américaine.

**Pierre RAZOUX**  
Directeur du domaine « Questions régionales Nord »

**Robbie GRAMER**, « [Senate Panel Rejects Trump Plan for Cutting Foreign Assistance](#) », **Foreign Policy, 7 septembre 2017.**

Le Congrès américain, au secours des programmes d'aide au développement du département d'État, a voté le 7 septembre des budgets bien plus élevés que ceux préconisés par la Maison Blanche (qui avait annoncé des coupes drastiques d'environ 30% pour les programmes du département d'État). Il a également restauré le soutien financier aux programmes onusiens dédiés au changement climatique (à hauteur de 10 millions de dollars). Ce soutien affiché des sénateurs démocrates et républicains aux programmes d'aide extérieure est l'expression d'une fronde ouverte menée contre l'Administration TRUMP et les velléités de réforme du département d'État de Rex TILLERSON (qui entendait notamment intégrer USAID au sein du département d'État), en faisant reculer de manière significative les deux piliers de la vitrine de la politique étrangère de ses prédécesseurs démocrates : démocratie et développement.

**Jeffrey BADER & Jonathan POLLACK**, « [Time to Restrict the President's Power to Wage Nuclear War](#) », *The New York Times*, 12 septembre 2017.

Un ancien conseiller d'OBAMA et un expert de la Brookings remettent en perspective de manière pertinente l'actualisation du *War Powers Act* de 1973 et le pouvoir de contrôle du Congrès sur les décisions de l'exécutif en matière d'intervention militaire. Une manière de limiter les velléités interventionnistes de la Maison Blanche, dans un contexte de tensions exacerbées avec la Corée du Nord. Or, ces vœux pieux devront s'accompagner d'un renforcement des troupes démocrates au Congrès, la campagne des *Midterms* de 2018 s'annonce décisive.

**Foreign Affairs**, « **Trump and the Allies, The View from Abroad** », septembre-octobre, 96:5, 2017.

Le dernier volume de *Foreign Affairs* est consacré aux nouveaux rapports de force et de pouvoir entre l'Amérique de Donald TRUMP et ses partenaires stratégiques notamment en Europe et en Asie. Parmi les articles :

**Natalie NOUGAYREDE**, « **France's Gamble : As America Retreats, Macron Steps up** », *Foreign Affairs*, septembre-octobre, 96:5, 2017, p. 2-8.

Quelle place pour la France dans les relations transatlantiques à l'heure de « l'Amérique d'abord » (*America First*) ? Y a-t-il une opportunité pour la France de retrouver un rôle majeur dans le dialogue transatlantique, peut-être celui de médiateur privilégié entre l'Union européenne et les États-Unis ? C'est en tous cas ce que suggère Natalie NOUGAYREDE en rappelant les intérêts prioritaires qui lient notamment la France et les États-Unis sur les questions de l'anti-terrorisme.

**Michael FULLILOVE**, « **Down and Out Down Under. Australia's Uneasy American Alliance** », *Foreign Affairs*, septembre-octobre, 96:5, 2017, p. 28-34.

Avec Donald TRUMP aux commandes de l'Amérique, l'Australie tenterait-elle de devenir une puissance émergente et émancipée de la tutelle américaine dans la zone Pacifique ? L'actuel locataire de la Maison Blanche aurait à ce point endommagé le *soft power* américain que même ses alliés traditionnels de la zone pacifique songeraient à s'affirmer et à se distinguer de la position américaine, et seraient tentés de préférer le géant chinois au grand frère américain.

**Maud QUESSARD**  
Chercheuse États-Unis

## PENSÉE STRATÉGIQUE

**Conférence *La guerre de l'information aura-t-elle lieu ?***  
**Présentation du RAMSES 2018, IFRI, 14 septembre.**

L'IFRI a organisé un séminaire sur le terrorisme, en présentant notamment des points de vue israéliens.

Alors que Daech est acculé militairement, la question de sa survie est posée. Le califat pourrait perdurer à l'intérieur d'un réduit territorial, dans l'est de la Syrie, ou s'éparpiller vers d'autres organisations djihadistes locales.

Du point de vue d'Israël, l'ennemi perd progressivement sa visibilité et sa prévisibilité. La menace a été autrefois incarnée par des États, puis par des organisations diffuses (Hezbollah, Hamas), et enfin – aujourd'hui – par des individus. L'enjeu est de les comprendre et de les détecter précocement. L'analyse du *big data* et des réseaux sociaux peut constituer une aide technique mais ne peut remplacer un véritable maillage physique du territoire.

**Colonel Olivier PASSOT**  
Directeur du domaine « *Pensée stratégique* »

**Séminaire [Prospects for US Nuclear Forces : The Trump Nuclear Posture Review and Beyond](#)**, Sciences Po-CERI & USPC, 27 septembre 2017.

Le Dr. Joseph PILAT (Office of National Security and International Studies, Los Alamos National Laboratory), invité par le CERI le 27 septembre, a présenté les perspectives d'évolution des forces nucléaires américaines et de la revue de posture nucléaire (NPR) actuellement menée suite au mandat donné au secrétaire d'État à la Défense par le Président TRUMP (janvier 2017). Cette NPR, comme la précédente (2010) aurait vocation à donner les orientations de la politique nucléaire américaine pour les cinq à dix années à venir. Le contexte géopolitique était désormais marqué par une plus grande instabilité, rendant plus difficile la réassurance des alliés des États-Unis (qui reste d'actualité malgré les déclarations de campagne du candidat TRUMP). Contrairement à celle de 2010, cette nouvelle NPR ne mettrait pas l'accent sur la non-prolifération mais sur la dissuasion alors que l'administration Trump doit faire face au renouvellement de la triade et à la recapitalisation d'une infrastructure nucléaire vieillissante.

**CF Tiphaine de CHAMPCHESNEL**  
Chercheuse *Dissuasion et désarmement nucléaire*

## DÉFENSE ET SOCIÉTÉ

**Journée d'études *Le religieux entre local et global*, Observatoire international du fait religieux, CERI et Groupe sociétés, religions, laïcités (GSRL), 19 septembre 2017.**

Le 19 septembre, l'Observatoire international du fait religieux, qui répond à un double besoin académique et opérationnel, présentait ses résultats suite à sa première année d'existence. La compréhension du fait religieux est capitale pour les armées françaises, puisque celui-ci touche tant l'environnement dans lequel elles évoluent que les forces elles-mêmes. Tout d'abord, après une série de présentations, de nombreux personnels du ministère des Armées, dont des aumôniers des quatre cultes représentés, ont eu l'opportunité d'échanger avec les chercheurs sur l'orientation à donner aux futurs travaux de l'Observatoire. L'après-midi, plus académique, a permis d'aborder plusieurs notions comme celle de « glocalisation » du religieux (tiraillement entre local et global) et de développer une analyse croisée du fait religieux au travers des diasporas.

**Pierre SEL**  
*Assistant de recherche*

## ÉCONOMIE DE DÉFENSE

**Erik ALDA et Claire Mc EVOY, « Beyond the battlefield : Towards a better assessment of the human cost of armed conflict », *Small Arms Survey, Briefing Paper, September 2017*, p. 1–16.**

Un conflit armé engendre des pertes humaines directes, liées à l'utilisation de la violence, et non directes, famine, mortalité infantile etc. Les bases de données traitent souvent uniquement du premier (« *battle-related deaths* »), ce qui tend à minorer le coût humain d'un conflit. Si les pertes humaines indirectes peuvent être jusqu'à 15 fois plus nombreuses, elles sont aussi très complexes à mesurer. Trois méthodes existent aujourd'hui : la surveillance prospective, les enquêtes de mortalité rétrospective et les *Multiple Systems Estimations*. Les auteurs mettent en lumière leurs avantages et inconvénients et préconisent une collecte de données plus complète recouvrant toutes les pertes humaines attribuables à un conflit ainsi que toutes les causes associées. Ce faisant, les actions humanitaires pourront être plus ciblées. Ces démarches semblent avoir été entamées dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (en particulier le n°16 promouvant la justice et la

paix) et doivent se poursuivre.

**Soutenance de thèse de François-Xavier MEUNIER, *Innovation technologique duale : une analyse en termes d'influence et de cohérence*, sous la direction de Richard Le Goff (Université Paris 1 et ENSTA ParisTech), Maison des Sciences Economiques, 15 septembre 2017.**

Cette thèse traite de l'innovation technologique duale en offrant une approche systémique du concept de dualité et en développant une méthodologie d'évaluation du potentiel dual des technologies. La première partie développe le concept de dualité au travers du *Système Dual d'Innovation (SDI)* qui embrasse l'ensemble des composantes de la dualité (technologique, organisationnelle, marchande, etc.). L'étude de la diffusion de la connaissance au sein du SDI permet de mesurer le potentiel dual des technologies. Dans la seconde partie, ce cadre d'analyse est appliqué aux grandes entreprises de défense innovantes. L'analyse des portefeuilles de brevets de ces firmes permet de définir leur base de connaissances duales. Son étude identifie des interdépendances technologiques qui définissent des ensembles de connaissances synergétiques nommés *Systèmes de connaissances technologiques (SCT)*. Le potentiel dual des SCT est évalué à l'aide des outils de la cohérence technologique et de la dominance économique.

La thèse a trois principaux apports : d'abord, un cadre d'analyse de la dualité, ancré dans les principes de l'économie industrielle et de l'innovation, permettant de sortir la dualité d'un particularisme défense ; ensuite, un ensemble d'outils permettant de quantifier et comparer le potentiel dual de différents SCT ; enfin, une analyse de ce potentiel dual et de son influence sur les capacités d'innovation des firmes du domaine civil et du domaine de la défense.

**Antoine PIETRI**  
*Chercheur Économie de Défense*

## BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



**Sonia LE GOURIELLEC** (sous la direction de), *Notre monde est-il plus dangereux ? 25 questions pour vous faire votre opinion*, Armand Colin, 2017, 160 p.

C'est une excellente initiative qu'a prise Sonia LE GOURIELLEC, chercheuse à l'IRSEM, en coordonnant cet opuscule stimulant qui tente de répondre à la question que se posent nombre de nos compatriotes : notre monde est-il plus dangereux aujourd'hui qu'hier ? Cette initiative est d'autant plus pertinente que Sonia LE GOURIELLEC y a associé plusieurs consœurs de l'IRSEM, mais aussi des universitaires réputés, des experts, des journalistes et de jeunes chercheurs de la « relève stratégique » que soutient l'IRSEM depuis sa création. Au total, c'est une vingtaine de plumes acérées qui apportent un éclairage novateur sur cet ensemble de questions englobant l'essentiel de la réflexion stratégique. Celles-ci traitent tout autant de la France et de certains dossiers régionaux (Europe, Moyen-Orient, Asie & Afrique) que de l'art de la guerre, des enjeux de sécurité intérieure et des questions politiques et philosophiques que ceux-ci sous-tendent. Chaque question est traitée en 5 pages. On soulignera tout particulièrement les analyses éclairantes d'Yves TROTIGNON (terrorisme), Damien SIMONNEAU (Israël), Fatiha DAZI-HÉNI (rivalité Iran-Arabie saoudite), Marianne PÉRON-DOISE (Corée du Nord) et Juliette GENEVAZ (Taïwan). Tous les thèmes ne sont pas abordés, mais c'est la loi du genre pour un ouvrage grand public s'inscrivant dans une collection (Idées claires) très formatée. On pourra certes regretter le ton militant de certains contributeurs et le fait que d'autres ne répondent pas toujours clairement à la question posée, mais au bilan, le pari de Sonia LE GOURIELLEC est réussi et mérite d'être applaudi.

**Pierre RAZOUX**

*Directeur du domaine « Questions régionales Nord »*



**Sophie LEFEEZ**, *L'illusion technologique dans la pensée stratégique*, Nuvis, juin 2017, 239 p.

La France connaît à la fois une inflation du coût de ses équipements militaires et des difficultés sur des théâtres d'opérations de plus en plus asymétriques. Dans cet ouvrage, Sophie LEFEEZ estime que ces écueils ont une racine commune : l'illusion technologique occidentale. La démonstration est extrêmement riche car elle mêle extraits d'interviews de professionnels de la Défense, références philosophiques et connaissances opérationnelles. Le cocktail est dosé de sorte que le lecteur, quelle que soit sa spécialité initiale, trouvera un éclairage nouveau en vertu de la pluridisciplinarité de l'approche.

D'après l'auteur, trois éléments expliqueraient l'existence d'une « illusion technologique ». Tout d'abord, l'héritage de la Guerre froide tend à sacraliser l'avantage technologique, propulsant la technique comme unique facteur de victoire militaire. Ensuite, les sociétés occidentales sont marquées par une peur de l'incertain, les poussant à investir massivement dans les nouvelles technologies. Enfin, le rapport à la mort a évolué de sorte qu'aujourd'hui mourir pour une cause n'est plus héroïque mais tragique, et il convient de l'éviter par tous les moyens [techniques]. Cependant, la sophistication tend à diminuer l'adaptabilité opérationnelle des matériels militaires utilisés sur un théâtre d'opérations.

S'appuyant sur de multiples exemples, Sophie LEFEEZ propose une vision originale de la situation militaire française. Ainsi, la fascination de la technologie polariserait les réflexions de telle sorte que la technique tendrait à devenir la solution unique aux problèmes rencontrés par les armées sur les théâtres d'opérations. Or, l'auteur nous alerte sur le fait que « [l]a technique ne confère pas l'invulnérabilité mais déplace les points de vulnérabilité » (p. 79). Il faudrait donc penser la technique différemment, non comme un facteur absolu de victoire, mais comme un facteur parmi d'autres tels que la ruse, le moral, l'organisation, ou la citoyenneté. Sur le plan industriel, il conviendrait de privilégier l'innovation horizontale (adaptation de l'existant aux évolutions des conditions de terrain), plutôt que l'innovation verticale (recherche d'un avantage technique face à une nouvelle situation). Cela nécessiterait en particulier que l'industrie adopte « un autre positionnement stratégique

concurrentiel se caractéris[ant] par des produits plus simples, conçus en proximité avec les usagers » (p. 228).

**Antoine PIETRI**

*Chercheur Économie de Défense*



**Bertrand BADIE et Michel FOUCHER,**  
*Vers un monde néo-national ? Entretiens avec Gaïdz MINASSIAN,* CNRS Éditions, 2017, 208 p.

Le retour au premier plan des problématiques relatives à la souveraineté étatique face à la mondialisation et la vigueur des affirmations

identitaires dans certains pays est le point de départ de l'échange entre Bertrand BADIE et Michel FOUCHER dans *Vers un monde néo-national ? Entretiens avec Gaïdz MINASSIAN*. Au cours de différents entretiens croisés et orchestrés par Gaïdz MINASSIAN, les deux universitaires confrontent leurs conceptions des relations internationales, proposent leurs diagnostics et défendent un infléchissement de la politique étrangère française.

Dès le chapitre introductif, le livre étudie la notion de monde « néo-nationaliste » que privilégie Bertrand BADIE et celle de monde « néo-national » portée par Michel FOUCHER. Quand le premier pense que cette phase de « nationalisme de repli » dans les pays développés n'excèdera pas le stade de la contestation temporaire face au « nationalisme d'affirmation » des émergents et au « nationalisme affadi » des pays issus de la décolonisation, le second caractérise notre époque par un simple renouveau souverainiste qui s'appuie sur une économie caractéristique et un récit national réinterprété. Dans ce contexte, les nations s'émanciperaient du cadre international tout en s'appropriant ce qui leur est utile du point de vue matériel.

L'ouvrage se penche ensuite sur différents enjeux nommés « Territoire et frontières », « Politique(s) étrangère(s) », « Nouvelles conflictualités » et « Gouvernance mondiale ». Des thèmes variés sont abordés puisqu'on y traite aussi bien du conflit syrien que de Daech, du Venezuela, de la destinée européenne, de la politique étrangère américaine, des interventions humanitaires ou encore de l'aide au développement. Les deux pensées se rapprochent et s'éloignent au fil des pages avec en point d'orgue une opposition sur la question de l'intérêt national, notion fabriquée pour Bertrand BADIE, pertinente pour Michel FOUCHER. Ce dernier appelle alors à un renouveau de la diplomatie française qui doit privi-

léger la négociation, la reconnaissance et abandonner, selon lui, les « postures moralisantes ».

Les échanges, souvent passionnants, sont variés et mettent donc en exergue les points saillants de ces deux pensées. On regrette cependant que certains sujets soient abordés trop rapidement, écueil de la forme de l'entretien.

**Etienne DIGNAT**

*Apprenti à l'IRSEM, 2016-2017*



**Guillaume ANCEL,** *Vent glacial sur Sarajevo,* Les Belles Lettres, 2017, 224 p.

Sarajevo, janvier 1995, la ville entame sa troisième année de siège quand arrive Guillaume ANCEL, officier français qui rejoint un bataillon de la Légion étrangère pour prendre part à

la Force de protection des Nations unies (FORPRONU). Sa mission, telle qu'il la conçoit alors, est précise : guider les frappes des avions de l'OTAN, particulièrement contre les batteries d'artillerie serbes qui ne respectent pas le cessez-le-feu.

Expérience intense, ces six mois passés sur le front sont le sujet du carnet de guerre que l'ancien soldat publie aux Éditions des Belles Lettres sous le titre *Vent glacial sur Sarajevo*. Or, comme le souligne Stéphane AUDOIN-ROUZEAU dans sa préface, si l'ouvrage traite d'un conflit bien connu, le document présent est exceptionnel à plus d'un titre. Par sa qualité littéraire tout d'abord, puisque l'auteur retranscrit des dialogues vifs et qu'il porte son attention sur les moindres détails, sans oublier de souligner, quand il le peut, l'aspect si particulier de cette ville figée dans le froid.

Par l'expérience profondément personnelle dont il témoigne ensuite, et dont le lecteur a accès presque jour pour jour. De fait, certains épisodes célèbres que nous croyons connaître sont ici accessibles sous un autre angle : prises d'otages, encerclement de l'aéroport ou encore reprise du pont de Vrbanja. Surtout, comme le veut la forme du carnet, Guillaume ANCEL n'hésite pas à faire part de ses interrogations de soldat pourtant rompu aux terrains difficiles. Son écriture n'élude rien, que ce soit l'éloignement des proches, la peur de la mort ou les traumatismes qui alternent avec une plongée dans un quotidien très prosaïque. L'incompréhension domine toutefois l'ensemble du texte, puisque le soldat en vient

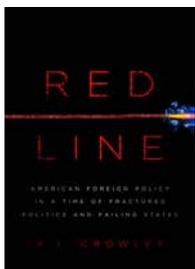
progressivement à remettre en cause son utilité et celle de la mission.

En effet, l'engagement du propos est le trait saillant de ce texte. Dans l'impasse, Guillaume ANCEL raconte une mission où les objectifs sont rendus impossibles à atteindre par les modalités d'actions. L'écrivain raconte ainsi son impuissance quand, alors qu'il se fait tirer dessus et que les Serbes sont pris en flagrant délit, les frappes des avions de l'OTAN sont annulées pour des motifs souvent obscurs. À la manière d'un personnage du théâtre de l'absurde, le soldat est donc contraint de répéter les mêmes gestes inutiles, sans cacher la difficulté à accepter son impuissance face à l'impunité. Ce sont ici les errements d'une politique qui sont décrits, ceux-là mêmes qui creusent le fossé entre les soldats et une hiérarchie muette à laquelle Guillaume ANCEL n'a pas hésité à s'opposer.

Avec le sentiment d'être pris au piège d'un échec inéductable, l'ancien officier nous livre donc un récit à la fois captivant du début à la fin et révélateur de débats actuels.

**Etienne DIGNAT**

**Apprenti à l'IRSEM, 2016-2017**



**Peter J. CROWLEY, *Red Line: American Foreign Policy in a Time of Fractured Politics and Failing States*, Rowman and Littlefield, 2017, 360 p.**

Comment mettre en perspective la politique étrangère de Donald TRUMP ? Comment re-définir le rôle des États-Unis sur la scène internationale, dans

une Amérique fortement divisée, dans un contexte où les points de vue des partenaires étrangers divergent, entre les partisans de « l'Amérique indispensable » (la nation indispensable et exceptionnelle évoquée par Madeleine ALBRIGHT, celle de l'ordre libéral et internationaliste qui prévalait depuis 1945) et ceux de « l'Amérique forteresse » (une « Amérique jacksonienne » [W. R. Mead], nationaliste et isolationniste favorisant le retour à l'unilatéralisme) ? Ce sont les questions et les enjeux qu'aborde le récent ouvrage de Peter J. CROWLEY : *Red Line*, qui offre à la fois le point de vue critique d'un historien, et celui d'un « insider », d'un acteur opérationnel, sur la politique étrangère dont a hérité Donald TRUMP. CROWLEY fut conseiller et porte-parole du département d'État entre 2009 et 2011, au terme de trente années de carrière dans les services diplomatiques et militaires. Il

est spécialiste des questions de sécurité nationale et de diplomatie publique à l'Université George Washington et publie régulièrement des tribunes dans le *Washington Post* et le *Guardian* (Au cœur de la controverse provoquée par *Wikileaks*, Crowley avait été contraint de quitter ses fonctions en 2011, suite à la révélation de ses propos fort critiques sur le procès de Chelsea Manning).

Reprenant l'ensemble des termes clés (*Asia pivot, leading from behind, no boots on the ground*), qui ont contribué à cerner les caractéristiques de la politique étrangère de Barack OBAMA, Peter CROWLEY utilise les temps forts de la politique étrangère des États-Unis des années REAGAN à nos jours (Guerre froide, 11 Septembre, guerre d'Irak, lutte contre Al-Qaïda puis l'EI) pour proposer une relecture plus précise de la dernière décennie et des ambitions contrariées de la politique étrangère d'Obama, qui ont pu conduire à considérer le *leadership* américain comme un « *leadership* en retrait » (l'intervention américaine en Libye, l'enlèvement en Irak ou « l'impossible retrait » en Afghanistan, « le borbier » syrien). Reprenant les réflexions de Moises NAIM (*The End of Power*, 2013) sur la fin de la puissance, cette approche le conduit à prôner une approche réaliste pour la politique étrangère américaine en insistant sur les profonds bouleversements qui découlent du changement de nature des conflits internationaux et sur le rôle incontournable des acteurs paragouvernementaux et des opinions publiques.

Par ailleurs, si l'auteur tente une relecture non partisane des événements clés de la politique étrangère américaine contemporaine, il revient à propos sur l'impact des enjeux de politique intérieure qui ont précédé et suivi l'élection de Donald TRUMP, et sur l'élaboration de la politique étrangère américaine qui en découle.

**Maud QUESSARD**

**Chercheuse États-Unis**



**Olivier ROGEZ, *L'ivresse du sergent DIDA*, Le Passage, 2017, 312 p.**

Olivier ROGEZ, grand reporter à *Radio France Internationale* (RFI), signe son premier roman. Une fiction écrite comme un scénario, qui nous amène en Afrique de l'Ouest sur les traces d'un sous-officier devenu en quelques semaines capitaine, puis chef du Comité du salut national en charge de la transition à la mort du Président. Le nom du pays n'est pas mentionné : une ancienne colonie

française qui a conservé des relations tendues avec la France, où réside l'opposant historique, un pays minier l'objet de convoitises internationales et en mal d'institutionnalisation, une armée peu professionnelle... DIDA prend les traits du putschiste guinéen Moussa Dadis CAMARA, mais il y a aussi en lui le Burkinabé ZIDA, le Malien SANOGO ou l'Ivoirien Guillaume SORO.

Ce roman nous invite à suivre le parcours de DIDA, un sergent amené, par un concours de circonstances, à gérer les affaires d'un colonel corrompu. Il devient son capitaine en charge de l'essence. Cette promotion révèle l'habileté du sergent. Une fonction qui lui permet de s'enrichir par des détournements de fonds et de multiplier les réseaux de clientélisme. Avec ses amis PAVI, le lieutenant « de GAULLE », le chef de gang CÉSAR, l'homme d'affaires Moctar DIALLO, DIDA va devenir le personnage central de la transition politique ouverte après la mort du Président. À l'origine non pas d'un putsch, mais d'une « entreprise de rectification », DIDA souhaite « balayer la maison ». Tour à tour mégalomane, irascible, humiliant, manipulateur, le sergent « commence à croire à sa propre fable ». Mais DIDA le révolutionnaire n'en reste pas moins un personnage attachant qui refuse de succomber au fatalisme. Idéaliste, il souhaite réinventer un système et son ambition lui donne parfois les traits d'un Thomas SANKARA.

Les africanistes trouveront dans ce roman très imagé, les odeurs, les bruits et le désordre familial d'une ville ouest-africaine. Les défis que doit relever le Comité du salut national en charge de la transition, dans un environnement international hostile, rappellent les risques les difficultés de la construction d'un État dans la période postcoloniale. Le rôle de l'armée, à la fois prédateur, corps social distinct et acteur politique est parfaitement décrit.

Olivier ROGEZ a su dépeindre avec finesse et justesse le « dédagisme » et les vagues de contestations populaires qui ont touché le continent africain bien avant l'Europe. Un ouvrage poétique, fataliste parfois, mais qui s'achève sur une note d'espoir.

**Sonia LE GOURIELLEC**  
*Chercheuse Afrique de l'Est*

**Marielle DEBOS, *Living by the Gun. Combatants, Impunity and State Formation*, London, Zed Books, 2016, 256 p.**

Fruit de nombreuses années de recherches sur le terrain, le livre de Marielle DEBOS est un ouvrage de référence, un véritable tour de force sur le phénomène de la violence au Tchad, sa centralité dans le système politique et social, ses fonctions et conséquences. En emmenant le lecteur sur les lieux de violence (marchés, postes frontaliers, barrages routiers, etc.), elle dévoile ainsi sa banalité : les épisodes violents ne représentent pas des ruptures de l'ordre politique, mais constituent une forme légitime d'expression politique, quasi quotidienne, s'inscrivant dans les logiques sociales et politiques des acteurs, qu'ils soient simples douaniers, miliciens ou entrepreneurs politico-militaires aspirant à des postes au sommet de l'état.

Pour les élites surtout, il s'agit d'un marché sur lequel elles négocient leur place dans l'économie politique et au sein du système politique, intégrant ou quittant leur place au rythme des opportunités politiques. A ce niveau, le livre de Marielle DEBOS fait écho à l'analyse d'Alex DE WAAL sur les marchés politiques dans la Corne de l'Afrique, où les acteurs ont aussi recours à la violence afin de s'assurer une mobilité sociale et leur survie politique.

Loin de constituer un désordre pathologique et temporaire, le système violent tchadien disséqué par Marielle DEBOS est une manière de gouverner l'État. L'analyse de la « militianisation » de l'armée est particulièrement intéressante. Les nombreuses initiatives prises depuis les années 1990 pour réformer l'armée n'ont pas abouti à sa professionnalisation.

**Denis TULL**  
*Chercheur Afrique de l'Ouest*

## À VENIR

**3 octobre** : Petit-déjeuner de lancement de l'Étude IRSEM n° 52, *Les États-Unis et la fin de la grande stratégie : un bilan de la politique étrangère d'Obama*, dirigée par Maud QUESSARD et Maya KANDEL.

**4 octobre** : Séminaire autour du lancement du *Dictionnaire de la guerre et de la paix*, dirigé par le général Benoît DURIEUX, Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER et Frédéric RAMEL (PUF, 2017).

Lancement du Dictionnaire de la guerre et de la paix

IRSEM  
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE  
www.defense.gouv.fr/irsem

Sous la direction de  
Général Benoît Durieux  
Jean-Baptiste Jeangène Vilmer  
Frédéric Ramel

Séminaire  
École militaire  
Amphithéâtre Des Vallières

Inscription obligatoire

09

Mercredi 4 octobre 2017

IRSEM logo and PUF logo.

**6 octobre** : 5<sup>e</sup> séance de l'atelier « Simulation-Wargame » de l'IRSEM.

**10 octobre** : Conférence de présentation de l'ouvrage *Notre monde est-il plus dangereux ? 25 questions pour vous faire votre opinion*, dirigé par Sonia LE GOURIELLEC (Armand Colin, 2017).

Présentation du livre en présence des auteurs

IRSEM  
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE  
www.defense.gouv.fr/irsem

Conférence  
École militaire

Inscription obligatoire

organisée par  
Sonia Le Gouriellec

10 octobre 2017

IRSEM logo and Armand Colin logo.

**12 octobre** : Présentation de l'Étude IRSEM n° 51, *Faire la paix et construire l'État : Les relations entre pouvoir central et périphéries sahéniennes au Niger et au Mali*, dirigée par Yvan GUICHAOUA et Mathieu PELLERIN.

**12 octobre** : Conférence *Security Challenges in Central Europe in a Changing EU and transatlantic Context : the Perspective of the Czech Republic*, en présence de S.E. l'ambassadeur Petr DRULAK.

Security Challenges in Central Europe in a Changing EU and Transatlantic Context: the Perspective of the Czech Republic

IRSEM  
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE  
www.defense.gouv.fr/irsem

Séminaire  
École militaire

Inscription obligatoire  
19h - 21h00

organisé par  
Amélie Zima

Couverture par  
S.E. l'ambassadeur  
Petr Drulak

Ambassade de la République tchèque

12 octobre 2017

IRSEM logo and Czech Republic coat of arms.

**17 octobre** : Rentrée du Séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM.

**19 octobre** : Journée d'études *La politique étrangère des États-Unis : entre exceptionnalisme et nationalisme*, à l'Université Paris Nanterre.

Journée d'étude

IRSEM  
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE  
www.defense.gouv.fr/irsem

La politique étrangère des États-Unis :  
entre exceptionnalisme et nationalisme

Université Paris Nanterre  
Maison Max Weber  
Bâtiment W

organisée par  
Maud QUESSARD

19 octobre 2017

IRSEM logo and University of Paris Nanterre logo.



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Octobre 2017

[www.defense.gouv.fr/irsem](http://www.defense.gouv.fr/irsem)

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications, événements, actualité des chercheurs

## [VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 12\)](#)

États-Unis, Défense et société, Économie de défense

## [BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 14\)](#)



## [À VENIR \(p. 16\)](#)

## VIE DE L'IRSEM

### DERNIÈRES PUBLICATIONS



#### Note de recherche n° 47

« [De l'utilité du wargaming](#) », par le CBA Guillaume LEVASSEUR, 7 p.

Si le *wargaming* souffre d'un manque de notoriété en France, il représente un atout indéniable pour stimuler l'innovation et enrichir la préparation opérationnelle. Quelle que soit la méthode utilisée, l'enjeu consiste à placer le joueur dans un environnement suffisamment réaliste afin qu'il améliore la qualité de ses prises de décision dans l'incertitude. Partant du constat actuel, cette *Note de recherche* examine les perspectives de promotion du *wargaming* visant à développer une culture plus marquée au sein des armées, tout en intégrant les acteurs du monde civil et académique.



#### Research Paper No. 46

« [China's Critical Policy Areas on the Eve of the 19th Chinese Communist Party Congress](#) », by Juliette GENEVAZ, 10 p.

On October 18th 2017, the Chinese leadership is being reshuffled at the 19th national congress of the Chinese Communist Party. Now is the time to assess the first term of President Xi Jinping. During his first five-year mandate, Xi has concentrated political power to a level unseen since Mao Zedong. In the space of five years, the new leader has launched significant political reforms and foreign policy initiatives, with the result of firmly establishing China as a major power on the international stage. This research paper is based on the presentations given during the June 8th 2017 conference held at IRSEM on the theme "Five years of Xi Jinping: China's political development." At the conference, seven international experts coming from top academia and research centers examined a series of policy areas where China's paramount leader has left his mark. This paper draws on their presentations to explain the critical issues at stake in the upcoming political transition.



### Étude de l'IRSEM n° 52

« [Les États-Unis et la fin de la Grande stratégie ? Un bilan de la politique étrangère d'Obama](#) », par Maud QUESSARD et Maya KANDEL (dir.), 240 p.

Cette étude propose un bilan de la politique étrangère de l'administration Obama, elle revient sur ses choix stratégiques, et questionne l'existence et la pérennité d'une « doctrine Obama » dans un contexte international où l'on considère de plus en plus difficile de mener une « grande stratégie ». Ce « chaos stratégique » se caractérise par la multiplicité des crises, des espaces de guerres, ainsi que par la multiplicité et l'ascension des acteurs non étatiques ou transnationaux, des puissances émergentes, émergées ou ré-émergentes. Or, le point commun de plusieurs de ces acteurs ascendants est de vouloir détruire ou remettre en question les fondements de l'architecture internationale, un ordre promu et soutenu par les États-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La présidence Obama marque-t-elle pour autant la fin de la grande stratégie en politique étrangère américaine ?



**Benoît DURIEUX, Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, Frédéric RAMEL (dir.), [Dictionnaire de la guerre et de la paix](#), Presses Universitaires de France (PUF), coll. Quadriga, octobre 2017, 1514 p.**

« L'entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle n'a pas relégué la guerre dans la catégorie des reliques de l'histoire, bien au contraire. Depuis le 11 septembre 2001 jusqu'aux actions menées par l'État islamique en passant par les interventions au Moyen-Orient ou au Mali, les événements récents confirment son actualité. Affectée par une série de mutations qui dépassent les seules innovations technologiques et l'irruption de nouveaux acteurs stratégiques, la guerre doit être pensée dans toutes ses dimensions, historiques et philosophiques, politiques et militaires, juridiques et prospectives. Et une telle entreprise ne peut être conduite sans que, en symétrie, la paix soit appréhendée dans ses fondements, ses modèles et ses conditions.

Regroupant plus de 300 entrées et faisant appel à plus de 200 contributeurs – universitaires, militaires, acteurs de la société civile –, le présent dictionnaire entend offrir une série de repères indispensables pour analyser ces

enjeux de notre temps, avec un double objectif : constituer un ouvrage de référence en langue française sur les questions stratégiques et contribuer à la consolidation des études sur la guerre et la paix dans le monde francophone » (quatrième de couverture).

L'ouvrage a été dirigé par le général Benoît DURIEUX, chef du cabinet militaire du Premier ministre ; Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) et titulaire de la chaire d'études sur la guerre de la Fondation Maison des sciences de l'homme (FMSH) ; Frédéric RAMEL, professeur des universités à Sciences Po, chercheur au CERIS-CNRS et directeur du département de science politique.



**Céline MARANGÉ (dir.), « Les conséquences de la crise ukrainienne en Europe », *Les Champs de Mars. La revue des études sur la guerre et la paix*, n°29, août 2017, 261 p.**

Ce numéro est le premier d'une nouvelle série de la revue scientifique de l'IRSEM, *Les Champs de Mars*, désormais publiée par Les Presses de Sciences Po.

Dirigé par Céline MARANGÉ, chercheuse Russie, Ukraine et Asie centrale à l'IRSEM, il porte sur les implications internationales et les conséquences stratégiques de la guerre en Ukraine. Il vise en particulier à examiner ses répercussions sur les projets et les pratiques de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en Europe.

Pour mieux prêter attention aux écarts de perception, les articles du dossier confrontent les points de vue de spécialistes de la Russie, de l'UE et de l'OTAN. Les deux organisations chargées d'assurer la sécurité du continent envisagent rarement leurs actions de concert. Elles ont pourtant des intérêts communs, ne serait-ce que parce que vingt-deux pays sont membres des deux en même temps.

L'introduction revient sur le conflit armé qui, trois ans après le début des hostilités, se poursuit de manière sporadique, en tentant de saisir les dynamiques de la violence au niveau local et national. Quant aux articles du Forum, ils offrent des angles d'analyse originaux sur des sujets aussi divers que les obstacles politiques à une réintégration du Donbass ou les enjeux énergétiques de l'annexion de la Crimée.

Enfin, les lectures croisées et les recensions permettront au lecteur d'approfondir ses connaissances sur la sécurité européenne, les relations avec la Russie et l'évolution de la société ukrainienne.

Il est possible d'acheter le numéro ou de s'abonner à la revue à [cette adresse](#).



**Céline MARANGÉ et Isabelle FACON (dir.), *L'ambivalence de la puissance russe*, paru dans la *Revue de Défense nationale* n°802, juillet-août-septembre 2017, 248 p.**

Céline MARANGÉ a dirigé avec Isabelle FACON (FRS) le numéro d'été de la *Revue de Défense nationale* qui porte sur l'ambivalence de la puissance russe. Le numéro s'ouvre sur un avant-propos d'Hélène CARRÈRE d'ENCAUSSE. Il comprend vingt-cinq articles déclinés en trois thèmes (la projection de la puissance, les forces et faiblesses stratégiques et le dilemme de sécurité), ainsi qu'une introduction, trois articles tirés des archives de la revue et neuf comptes rendus de lecture. Le sommaire peut être consulté à [cette adresse](#) et le numéro commandé [ici](#).

## ÉVÉNEMENTS

**29 septembre : Conférence « la politique extérieure du nouveau gouvernement sud-coréen et la question nucléaire nord-coréenne »**



L'amphithéâtre était plein pour la conférence du Dr CHEONG Song-chang, de l'institut Seong, conseiller

pour le ministère sud-coréen de la défense. Pendant plus d'une heure, le Dr CHEONG, invité par Marianne PÉRON-DOISE, a présenté la politique extérieure du président MOON Jea-in, puis a répondu aux questions de l'auditoire.

Otage des tensions qui opposent Corée du Nord et États-Unis, l'objectif du nouveau président est de regagner une autonomie stratégique vis-à-vis de leurs alliés et reprendre l'initiative dans les relations avec le Nord. Pour le professeur CHEONG, seule la Chine a les moyens de faire pression sur le Nord, en cessant les exportations de pétrole. D'un point de vue militaire, Séoul souhaite adopter une posture plus « gaullienne », qui pourrait inclure l'achat du THAAD ou, si les tensions perdurent, de l'arme nucléaire. En effet, pour le Dr CHEONG, l'opinion et un certain nombre de partis politiques y sont favorables, afin de rétablir la parité avec le Nord, mais aussi de s'affranchir de Washington.

**Pierre SEL**  
*Assistant de recherche*

**3 octobre : Petit-déjeuner de présentation de l'Étude n°52 « [Les États-Unis et la fin de la Grande stratégie ? Un bilan de la politique étrangère d'Obama](#) »**



À l'initiative de Maud QUESSARD, chercheur États-Unis à l'IRSEM et co-directrice de l'étude avec Maya KANDEL, chargée de mission États-Unis au CAPS (Centre d'analyse, de prévision et de stratégie), un petit-déjeuner de lancement de l'Étude n°52 « [Les États-Unis et la fin de la Grande stratégie ? Un bilan de la politique étrangère d'Obama](#) » a réuni un public informé en présence des contributeurs Pierre MÉLANDRI, professeur des Universités émérite à Sciences Po et Jean-Baptiste VELUT, maître de conférences à l'Université Sorbonne Nouvelle Paris 3.

**Caroline VERSTAPPEN**  
*Chef du soutien à la recherche*

**4 octobre : Séminaire de lancement du Dictionnaire de la guerre et de la paix**



Le mercredi 4 octobre, en amphithéâtre des Vallières de l'École militaire, s'est tenu le séminaire de lancement du *Dictionnaire de la Guerre et de la Paix* (PUF). Les trois directeurs de l'ouvrage, le général Benoît DURIEUX, chef du cabinet militaire du Premier ministre, Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, directeur de l'IRSEM et Frédéric RAMEL, professeur des universités à Sciences Po et chercheur au CERI-CNRS, ont introduit les propos. Deux tables rondes, réunissant les auteurs et animées par l'École de guerre, ont ensuite permis d'entamer des discussions autour de deux thèmes principaux : l'histoire et les concepts et les mutations de la guerre.

**Caroline VERSTAPPEN**  
*Chef du soutien à la recherche*

**6 octobre : Atelier « Simulation-Wargame »**



Pierre RAZOUX, Directeur du domaine « Questions régionales Nord », a organisé le 6 octobre 2017 la 5<sup>e</sup> séance de l'atelier « Simulation-Wargame » de l'IRSEM au profit de cadres de l'École militaire, d'experts de la DGRIS et du ministère des Armées et d'étudiants en Master et

doctorat. Cette séance, qui a rassemblé une quinzaine de participants et une dizaine d'observateurs, s'est avérée très fructueuse. Elle a permis de faire réfléchir les personnes présentes aux nombreux atouts pédagogiques des *wargames* et les mettre face à des choix difficiles, pour tester leur sens de la décision et explorer le champ des possibles. Cette cinquième séance consacrée à l'évolution de la Syrie dans une logique post-Daech, a permis aux participants de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des principaux acteurs régionaux engagés aujourd'hui au Moyen-Orient.

Cet atelier, organisé régulièrement par l'IRSEM, illustre la très grande utilité du *wargaming* qui fait l'objet de la Note de recherche n°47 de Guillaume LEVASSEUR tout juste publiée par l'IRSEM : « [De l'utilité du wargaming](#) ».

Dans un même effort pédagogique, Pierre RAZOUX a organisé au profit du Centre des hautes études militaires, le 23 octobre 2017, une journée consacrée au *wargaming* stratégique en proposant à l'ensemble des auditeurs du CHEM de tester des scénarios d'évolution géopolitique en Irak et en Syrie dans un contexte post-Daech. Cette session, qui a mobilisé également l'encadrement du CHEM et le général Bernard DE COURRÈGES, Directeur de la DEMS et de l'IHEDN, a connu un vif succès et contribué à alimenter la réflexion stratégique des auditeurs.

**Pierre RAZOUX**  
*Directeur du domaine « Questions régionales Nord »*

**10 octobre : Présentation de l'ouvrage Notre monde est-il plus dangereux ? 25 questions pour vous faire votre opinion**



Le 10 octobre 2017, une dizaine d'intervenants sont venus présenter leurs contributions à l'ouvrage *Notre monde est-il plus dangereux ?* (Armand Colin) coordonné par Sonia LE GOURIELLEC et publié le 6 septembre. Les auteurs sont revenus sur les objectifs de l'ouvrage,

dont l'idée est de remettre les événements en contexte afin de ne pas tomber dans des généralisations hâtives. Les auteurs essaient d'éclairer le présent à la lumière des événements passés, cheminement qui – trop souvent – est négligé. L'autre objectif est de raisonner en tendances. Le monde est présenté comme plus dangereux et, dans une France réputée pessimiste, ces représentations sont très partagées. Le succès des essais catastrophistes ont beaucoup plus de résonance que le dernier ouvrage de Michel SERRE ou celui de Steven PINKER (*Histoire de la violence et de son déclin*). À l'issue des deux tables rondes, Ryan EVANS, président, fondateur et rédacteur en chef de [War on the Rocks](#), est venu présenter son site internet.

**Sonia LE GOURIELLEC**  
*Chercheuse Afrique de l'Est*

**12 octobre : Journée d'étude « Économie de Défense »**



Le 12 octobre 2017, l'ENSTA ParisTech et l'IRSEM ont organisé à l'École militaire une journée d'étude portant sur l'économie de défense. Cette journée a réuni des chercheurs issus à la fois d'institutions publiques (IRSEM, Observatoire économique de la défense), d'établissements de recherche (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ENSTA ParisTech, ENSTA Bretagne) et de la Chaire « Économie de Défense » de l'IHEDN. Une dizaine de travaux en cours ont été présentés durant la journée. Les thématiques abordées ont été nombreuses : innovation de défense, dualité et transferts technologiques, mais aussi l'évolution des structures capitalistiques des industries de défense, la construction européenne de défense ou encore le lien entre drones et développement durable. Les échanges entre chercheurs ont été riches et fructueux et ce type d'événement sera reconduit régulièrement.

**Antoine PIETRI**  
*Chercheur Économie de défense*

**12 octobre : Présentation de l'étude *Faire la paix et construire l'État***



Le 12 octobre, Yvan GUICHAOUA et Mathieu PELLERIN sont venus présenter leur étude : *Faire la paix et construire l'État. Les relations entre pouvoir central et périphéries sahéliennes au Niger et au Mali*. Cette étude, commandée par l'IRSEM, entendait s'intéresser aux facteurs de paix. Il existe une abondante littérature sur les guerres civiles et leurs sources. En revanche, il est accordé beaucoup moins d'attention aux pays stables. La crise malienne a fait l'objet de nombreux travaux depuis 2012. La réponse à cette crise a été inspirée par d'autres pays ayant vécu une situation similaire (Côte d'Ivoire, Libéria, Sierra Leone). De même, la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) est devenue un modèle à suivre. En revanche, le Niger, qui dispose des mêmes sources d'instabilité que le Mali, n'a pas été touché. Quels sont alors les facteurs qui lui ont permis de rester stable ? Les auteurs ont donc mené une étude comparative pour comprendre pourquoi un État s'effondre et bascule dans la conflictualité quand un autre, présentant les mêmes caractéristiques, reste relativement stable. Les résultats sont accessibles [ICI](#).

**Sonia LE GOURIELLEC**  
*Chercheuse Afrique de l'Est*

**12 octobre : Séminaire « Security Challenges in Central Europe in a Changing EU and Transatlantic Context: the Perspective of the Czech Republic »**



Le 12 octobre 2017, l'IRSEM accueillait S.E. l'ambassadeur de République tchèque Petr DRULAK ainsi que M. Martin MICHELOT, M. Michal SIMECKA et M. Vit STRITECKY, chercheurs, lors du séminaire « Security Challenges in Central Europe in a Changing EU and Transatlantic Context, the Perspective of the Czech Republic », organisé par Amélie Zima, postdoctorante à l'IRSEM. Ce séminaire a permis de remettre en perspective l'atlantisme de la République tchèque et d'analyser le positionnement du gouvernement tchèque face à la politique de défense européenne, notamment depuis l'initiative de la Commission européenne de créer un fonds européen de défense. Les présentations se sont aussi penchées sur le positionnement de la République tchèque au sein du groupe de Visegrad (composé de la Hongrie, de la Pologne, de la République tchèque et de la Slovaquie), ainsi que sur le rôle du groupe dans les politiques de sécurité et de défense.

**Amélie ZIMA**  
*Postdoctorante*

**17 octobre : Rentrée du Séminaire Jeunes chercheurs de l'IRSEM**



Le séminaire Jeunes chercheurs de l'IRSEM est organisé chaque mois en partenariat avec la Direction de l'enseignement militaire supérieur (DEMS) et le Service historique de la Défense (SHD). Il réunit les doctorants soutenus par le ministère des Armées, notamment la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) et la Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives (DPMA). Participent également tous les doctorants qui souhaitent bénéficier de l'appui scientifique de l'IRSEM et qui en font la demande motivée auprès du Directeur scientifique. Ouvert par Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER, directeur de l'IRSEM, le séminaire de rentrée du 17 octobre s'est organisé autour des interventions de Claire BORDES et Nicolas BRONARD (DGRIS) qui ont présenté les dispositifs ministériels de soutien à la relève stratégique dans le cadre du Pacte Enseignement Supérieur. Puis Jean-Vincent HOLEINDRE, directeur scientifique de l'IRSEM et Hervé DRÉVILLON, directeur de la recherche au Service historique de La Défense, ont introduit le thème de l'année : « Le soldat et le citoyen ». Enfin, Grégory DAHO, maître de conférences en science politique à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, a conclu la séance par un exposé autour de son ouvrage *La transformation des armées. Enquête sur les relations civilo-militaires* (éd. MSH, 2016).

**Caroline VERSTAPPEN**  
*Chef du soutien à la recherche*

**19 octobre : Journée d'étude « La politique étrangère des États-Unis : entre exceptionnalisme et nationalisme »**



Le 19 octobre 2017, l'IRSEM et le laboratoire CREA de l'Université Paris-Nanterre organisaient une journée d'étude inter-disciplinaire, proposée par Maud QUESSARD, Frédéric HEURTEBIZE et Maya KANDEL, autour de deux grands thèmes : l'exceptionnalisme américain et le retour des jeux de puissances. La journée était divisée en deux temps, autour de quatre panels d'historiens et de politistes (spécialistes des États-Unis, de la Russie ou de l'Iran) respectivement animés par les historiens Pierre MÉLANDRI (Sciences Po) et Pierre RAZOUX (IRSEM). L'objectif scientifique de cette rencontre s'inscrit dans celui d'un observatoire permanent de la politique étrangère américaine qui propose plusieurs niveaux de lecture et une mise en perspective historique régulière des enjeux d'actualité de diplomatie et de défense.

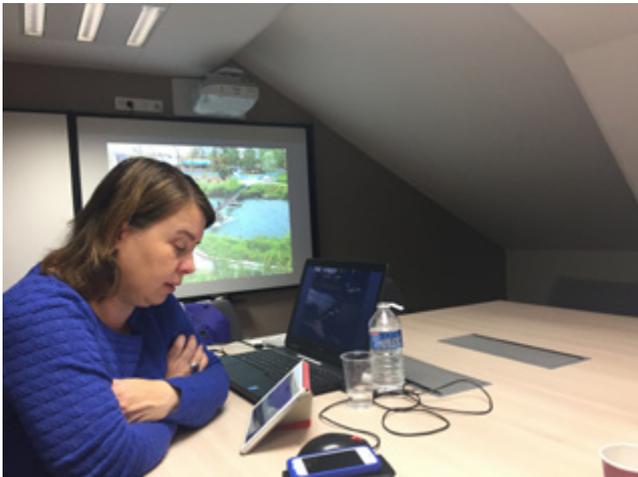
Après l'onde de choc suscitée par l'élection de Donald TRUMP, 45<sup>e</sup> président des États-Unis, les partenaires et les concurrents de la première puissance économique et militaire mondiale du long XX<sup>e</sup> siècle s'interrogent sur le maintien de son *leadership* et ses conséquences sur le jeu des relations internationales. Dans ce contexte, cette rencontre scientifique a tenté de replacer les grandes tendances de la politique étrangère dans une perspective historique, en s'interrogeant sur les éléments suivants : l'hyperpuissance et la notion d'exceptionnalisme en politique étrangère, la fin du siècle américain, mais aussi l'héritage OBAMA après l'élection de TRUMP. La politique étrangère du 45<sup>e</sup> président a, sans conteste, fait entrer les États-Unis dans une ère d'incertitude : s'agit-il d'une véritable rupture, qui remet en cause le rôle des États-Unis comme garant de l'ordre international depuis 1945, tout en poursuivant le désengagement engagé

par OBAMA, ou le retour à une posture plus agressive et interventionniste des États-Unis sur la scène internationale ? Par ailleurs, dans un contexte de résurgence des nationalismes et de retour des jeux de puissance entre les « États adversaires », peut-on parler d'un *soft power* américain en déclin ? Assiste-t-on à une transition de la puissance américaine face à la concurrence de la Russie ré-émergente et de la Chine puissance désormais émergée ? Enfin, comment la perception de la puissance américaine par ses alliés ou ses adversaires influe-t-elle sur le maintien du *leadership* ?

Les historiens de la matinée, notamment Carine LOUNISSI (Université de Rouen) puis Maya KANDEL (Université Paris 3) ont rappelé comment les États-Unis ont évolué de la construction d'un exceptionnalisme des Lumières, décrit comme « l'Empire de la liberté », à la dichotomie entre exceptionnalisme exemplaire et missionnaire, longtemps au cœur de la doctrine du parti républicain. Au cœur de l'identité états-unienne et de son rapport au monde, l'exceptionnalisme aurait été manié avec ambiguïté par Barack OBAMA (Mario DEL PERO, Sciences Po Paris), se présentant avant tout comme un citoyen du monde, avant que la rhétorique de Donald TRUMP ne s'exempte totalement de cet héritage et ne mette en avant un nationalisme jacksonien aux accents parfois néo-conservateurs (Frédéric HEURTEBIZE, Université Paris Ouest Nanterre). Les débats de l'après-midi se sont poursuivis autour des enjeux des rivalités de puissance renouvelés, entre les États-Unis et l'Iran (Claudia CASTIGLIANI, Sciences Po), des stratégies et des réseaux d'influence en Russie (Jean-Robert RAVIOT, Université Paris Nanterre), des projections de la puissance, et des rivalités des diplomaties publiques russes et américaines, des « guerres de l'information » (Maud QUESSARD, IRSEM, et Maxime AUDINET, Université Paris Nanterre).

**Maud QUESSARD**  
*Chercheur États-Unis*

**27 octobre : Table ronde autour d'Alexandra Novosseloff pour la sortie de son livre *Des ponts entre les hommes***



Le vendredi 27 octobre 2017 à 10h30, Alexandra NOVOSELOFF, Senior Fellow à l'International Peace Institute de New York, est venue présenter son nouvel ouvrage *Des ponts entre les hommes*. aux chercheurs de l'IRSEM. Inspiré par une phrase d'Isaac Newton « Les peuples construisent trop de murs, pas assez de ponts », ce livre s'intéresse aux rôles des ponts dans les situations de crise et de post-conflit et permet à l'auteur d'effectuer une belle transition après le succès rencontré par sa précédente publication *Des murs entre les hommes* éditée en 2015. L'ouvrage s'intéresse à neuf ponts franchissant des « frontières » et reflétant neuf situation politiques singulières, parmi lesquelles on citera : Moldavie-Transnistrie, Chine-Corée du Nord, Géorgie-Abkhazie, Palestine-Israël, États-Unis-Mexique... Au cours de la discussion, l'auteur a évoqué avec beaucoup de conviction ses trois années de terrains, d'interviews et de rencontres avec les populations locales de ces zones parfois en marge. Ce quotidien restitué avec des photos uniques n'est pas facile car il est celui de réfugiés et de migrants. À ce titre, le travail d'Alexandra Novosseloff représente un travail d'enquête original et un exemple de géographie humaine qui a valeur de démonstration politique.

**Marianne PÉRON-DOISE**  
*Chercheur Asie du Nord, stratégie et sécurité maritimes*

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



### Flavien BOURRAT

- Article « Le renseignement tunisien : Comment passer d'un État policier à un État de droit », *Moyen-Orient – Services secrets, espionnage et renseignement au Moyen Orient*, n°36, octobre-décembre 2017.

- Article « La profondeur stratégique francophone au Maghreb : un levier de coopération face aux défis sécuritaires et de développement en Méditerranée occidentale et dans l'espace sahélo-saharien » in *Francophonie et profondeur stratégique - Rapport de réactualisation*, Organisation Internationale de la francophonie, juin 2017.

- Conférence « Quelles mutations stratégiques au Moyen-Orient ? », 209<sup>e</sup> session en région de l'IHEDN, Orléans, 26 septembre 2017.

- Conférence « Le jeu des services secrets au Moyen-Orient », Grenoble École de Management/diploweb.com, Paris, 18 octobre 2017.

- Conférence pour la présentation du n°36 de *Moyen-Orient : Services secrets, espionnage et renseignement au Moyen Orient*, *Controverse*, iReMMO, 24 octobre 2017.



### Fatiha DAZI HÉNI

- Entretien « Rencontre avec Fatiha DAZI-HÉNI », avec Sophie JACQUIN sur l'Arabie saoudite, *Défense*, 187, juillet-septembre 2017, pp. 24-27.

- Entretien sur les enjeux sécuritaires en Irak après le vote du référendum pour l'indépendance du Kurdistan organisé le 25 septembre 2017. Entretien en présence de Fatiha DAZI-HÉNI et Flavien BOURRAT.



**François DELERUE**

- Participation à la table ronde « Cyberthreats in the post-truth era » de la cinquième conférence « Re-Inventing Europe Youth » organisée au Collège de Bruges, 21 octobre 2017.



**Benoît de TRÉGLODÉ**

- Chapitre « Le Viêtnam est-il un pays communiste ? », dans *Le Vietnam depuis 2000 ans*, éditions La République – L'Histoire, 2017.



**Juliette GENEVAZ**

- Entretien « La Chine développe fortement ses capacités dans la cyberdéfense », *Les Echos*, 18 octobre 2017.



**Jean-Vincent HOLEINDRE**

- Articles « Aron », « Etudes stratégiques », « Machiavel », « Ruse », *Dictionnaire de la guerre et de la paix* (PUF, 2017), 4 octobre 2017.
- Présidence du jury de la thèse de M. Guilhem PENENT, *L'Amérique en orbite ou l'anomalie de la sous-arsenalisation de l'espace depuis la fin de la guerre froide. Une analyse réaliste réflexive*, sous la direction de Dario BATTISTELLA (IEP), Bordeaux, 6 octobre 2017.
- Conférence aux Rendez-vous de l'histoire de Blois pour présenter l'ouvrage *La ruse et la force. Une autre histoire de la stratégie* (Perrin, 2017), 7 octobre 2017.
- Conférence à l'ILERI pour présenter l'ouvrage *La ruse et la force. Une autre histoire de la stratégie* (Perrin, 2017), Paris, 11 octobre 2017.
- Rapporteur du jury de la thèse de M. Dimitri DEAT, *De la tribu à l'empire : le rôle des représentations primitives*

*dans le processus de politisation nomade. L'influence du loup clanique dans la construction et l'expansion de l'Empire mongol de Gengis Khan*, 12 octobre 2017.

- Participation à l'émission Géopolitique animée par Marie-France Chatin sur RFI, 18 octobre 2017.



**Barbara JANKOWSKI**

- Intervention à un séminaire des officiers généraux et des colonels chefs de bureaux de l'état-major de l'armée de terre (EMAT) sur les « Forces et faiblesses de la société française en matière de résilience », dans une table ronde sur la contribution de l'armée de terre à la résilience nationale, 10 octobre 2017.



**Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER**

- Livre *Dictionnaire de la guerre et de la paix*, codirigé avec le général Benoît DURIEUX et Frédéric RAMEL, Paris, PUF, 2017.
- Article « [L'élimination des armes nucléaires n'a de sens que si elle est accomplie partout et par tous](#) », *Le Monde*, 11 octobre 2017.
- Lancement du *Dictionnaire de la guerre et de la paix* en partenariat avec les PUF, l'École de guerre et l'AEGES, École militaire, Paris, 4 octobre 2017.
- Présentation du *Dictionnaire de la guerre et de la paix* aux Rendez-vous de l'histoire de Blois, 8 octobre 2017.
- Table ronde sur « L'éthique des armes » avec l'ingénieur général Alain CRÉMIEUX et le général Benoît ROYAL, pour la 54<sup>e</sup> session nationale « Armement et économie de défense » de l'IHEDN, École militaire, Paris, France, 20 octobre 2017.
- Intervention sur « Foreign Interference in the 2017 French Election », STRATCOM MiniSUMMIT 2017 organisé par le think tank European Values, Prague, République tchèque, 25 octobre 2017.



### Sonia LE GOURIELLEC

- Interview « Notre monde est-il plus dangereux ? », *France Info*, 25 septembre 2017.
- Article « L'Afrique est-elle rongée par les guerres ethniques ? », *The Conversation*, 26 octobre 2017.



### Céline MARANGÉ

- Conférence à l'ENA sur la résurgence des ambitions de la Russie, 19 juillet 2017.
- Article « Radioscopie du conflit dans le Donbass », dans *Les Champs de Mars. Revue d'Études stratégiques*, n°29, pp. 15-29 (numéro dirigé par Céline MARANGÉ et consacré aux « Conséquences de la crise ukrainienne en Europe »)
- Article « Le nucléaire russe : un instrument de dissuasion et d'intimidation », *Revue de Défense nationale*, été 2017, pp. 50-57 (numéro d'été co-dirigé par Isabelle FACON et Céline MARANGÉ et intitulé « L'ambivalence de la puissance russe »).
- Participation au séminaire de lancement du numéro des *Champs de Mars* consacré aux conséquences de la crise ukrainienne en Europe, en présence de Barbara KUNZ, du Professeur Anne de TINGUY et du général Michel YAKOVLEFF, CEVIPOF, Paris, 19 septembre 2017.
- Article « [Ukraine, le conflit mal éteint du Donbass](#) », *The Conversation*, 4 octobre 2017.
- Participation à un projet de recherche international sur la grande stratégie. Le troisième et dernier séminaire de travail, intitulé « Comparative Grand Strategies: The Diplomatic, Informational, Military and Economic Dimension », s'est tenu au Naval War College à Newport aux États-Unis du 25 au 27 octobre 2017. Céline MARANGÉ y a présenté son chapitre sur la grande stratégie russe.



### Angélique PALLE

- Article « [Géopolitique des infrastructures énergétiques en Europe](#) », *Revue internationale et stratégique*, 2017/3 (n°107), p. 133-143.
- Interview « [Le futur énergétique renforcera-t-il l'intégration européenne](#) », Enjeux Internationaux, *France Culture*, 13 octobre 2017.
- Conférence « Géopolitique des infrastructures énergétiques », Conférence de lancement de la *Revue Internationale et Stratégique*, 2017/3 (n°107) « Transports et infrastructures, développement, désenclavement, puissance », Paris, 16 octobre 2017.
- Intervention dans le cadre du séminaire UE/ASEAN consacré à la sécurité maritime « EU and Maritime Situational Awareness in the Indian Ocean », Manille, du 4 au 6 octobre 2017.
- Participation à la présentation de l'ouvrage coordonné par Sonia LE GOURIELLEC *Notre monde est-il plus dangereux ?*, École militaire, 10 octobre 2017.
- Intervention sur France 24, « Les élections japonaises » *Journal*, 22 octobre 2017.
- Organisation d'un séminaire de travail autour du rapport de recherche de Théo CLÉMENT, Junior Fellow de l'IAO de Lyon « Kim Jong-un et les ambiguïtés de la relation Chine-Corée du Nord », IRSEM, 24 octobre 2017.
- Intervention « L'architecture de sécurité maritime dans le sud de l'Océan indien » dans le cadre du 4<sup>e</sup> Dialogue Stratégique HEC Center for Geopolitics/OCP, HEC Paris, 26 octobre 2017.
- Animation avec Sonia LE GOURIELLEC de la table ronde organisée autour de la présentation du Livre de Alexandra NOVOSELOFF *Des ponts entre les hommes*, éditions CNRS, en présence de l'auteur, IRSEM, 28 octobre 2017.



### Marianne PÉRON-DOISE



**Antoine PIETRI**

- Conférence « L'économiste et le conflit armé », Conférence de lancement du programme « CONFLICTARM », Bordeaux, 5 octobre 2017.

- Intervention « Vers une guerre toujours plus propre ? Réflexion sur les impacts environnementaux des drones », Journée d'étude « Économie de défense », Paris, École militaire, 12 octobre 2017.



**Arnaud PLANIOL**

- Participation à une journée d'entraînement aux épreuves orales du concours du Diplôme technique, Enseignement Militaire Supérieur Scientifique et Technique, École militaire, Paris, 19 octobre 2017.



**Maud QUESSARD**

- Petit déjeuner à l'IRSEM avec Pierre MÉLANDRI, Maya KANDEL et Jean-Baptiste VELUT, présentation de l'étude : « Les États-Unis et la fin de la Grande stratégie ? », 3 octobre 2017.

- Sortie de l'Étude n°52 co-dirigée avec Maya KANDEL, « Les États-Unis et la fin de la Grande stratégie ? Un bilan de l'Administration Obama », 12 octobre 2017.

- Organisation de la Journée d'étude : « La politique étrangère des États-Unis : entre exceptionnalisme et nationalisme », Maison de la Recherche Max Weber, Nanterre, 19 octobre 2017.

- Communication : « Le soft power américain à l'heure de la Maison Divisée. Les États-Unis une puissance en transition ? », 19 octobre 2017.



**Benoît RADEMACHER**

- Introduction de la Journée d'étude « Économie de défense », Paris, École militaire, 12 octobre 2017.



**Pierre RAZOUX**

- Article « Israël » dans le *Dictionnaire de la guerre et de la paix* récemment publié aux Presses universitaires de France.

- Supervision de la [Note de recherche n°47](#) de Guillaume LEVASSEUR « De l'utilité du *wargaming* ».

- Animation de la 5e session de l'atelier *wargaming* stratégique de l'IRSEM, 6 octobre 2017, autour du thème prospectif de la Syrie post-Daech.

- Conférence « Le char dans les conflits contemporains » à l'École militaire, le 9 octobre 2017, dans le cadre du colloque annuel de la cavalerie.

- Conférence « Les nouveaux enjeux géopolitiques : quelles opportunités, quels risques ? » au profit de HEC, 11 octobre 2017.

- Conférence « Introduction à la géopolitique – Focus sur la Méditerranée et le Moyen-Orient » à Tunis le 16 octobre 2017, au profit des stagiaires de l'École de guerre tunisienne.

- Conférence « Nouveaux enjeux géopolitiques en Afrique du Nord et au Levant ? » à Tunis le 17 octobre 2017, à l'Institut Français de Tunisie.

- Présidence de la table ronde sur « Le retour des jeux de puissance au Moyen-Orient : États-Unis, Russie & Iran » à l'Université Paris-Nanterre le 19 octobre 2017, dans le cadre de la journée d'étude sur « La politique étrangère des États-Unis » organisée par Maud QUESSARD (IRSEM) et Frédéric HEURTEBIZE (UPN).

- Animation d'un atelier de *wargaming* stratégique au profit des auditeurs du Centre des hautes études militaires (CHEM) le 23 octobre 2017, sur le thème prospectif de la Syrie et de l'Irak post-Daech.

- Conférence sur « Les enjeux géopolitiques au Moyen-Orient » le 24 octobre 2017 au CHEM, dans le cadre du séminaire géopolitique des auditeurs du CHEM.

- Participation, le 26 octobre 2017, à un groupe de travail piloté par le ministère des Affaires étrangères sur le renforcement de la coopération bilatérale franco-irannienne, notamment dans le domaine académique et universitaire.



**Elyamine SETTOUL**

- Article « Les descendants de l'immigration dans l'armée et la police », *Migrations Société*, vol. 29, n°169, juillet-septembre 2017, pp. 13-24.



**Denis TULL**

- Intervention sur les conflits armés en Afrique, Sciences Po Dijon, 17 octobre 2017.



**Amélie ZIMA**

- Chapitre (co-écrit avec Bartłomiej Rozycki) « *Symboliczne metody przywracania pamięci w Europie, przykłady polskie i hiszpańskie* » (« Les moyens symboliques de recouvrer la mémoire en Europe : les cas polonais et espagnol »), in Andrzej Paczkowski (sous la dir. de), *Zbrodnie, kolaboracja i symbole przeszłości (Crimes, collaboration et symboles du passé)*, Varsovie, Wydawnictwo Instytutu Studiów Politycznych PAN (ISP-PAN), 2017.



**Océane ZUBELDIA**

- Communication avec Antoine Pietri « Vers une guerre toujours plus propre ? Réflexion sur les impacts environnementaux des drones » lors de la journée d'étude « Économie de défense », École militaire, 12 octobre 2017.

**VEILLE SCIENTIFIQUE**

**ÉTATS-UNIS**

**Colin DUECK**, « [Winter is coming: Observations from the Baltic states](#) » CEPA, 18 octobre 2017

Comment les États-Unis se positionnent-ils vis-à-vis des États baltes inquiets des démonstrations de puissance de leur voisin russe ? Quelles réponses et quelles garanties de soutien les États-Unis de l'Administration Trump sont-ils prêts à leur apporter ? Ce sont les enjeux abordés par Colin DUECK (George Mason University et American Enterprise Institute), dans un article réalisé pour le Center for European Policy Analysis, à partir d'une étude de terrain auprès des décideurs et experts, civils et militaires de trois pays baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie). Face à ce qui est perçu comme une montée en puissance des velléités expansionnistes de la Russie dans la région, Colin DUECK, conseiller du parti républicain pour les questions de politique étrangère, rappelle que, même si ces États ont réalisé des efforts louables pour renforcer leurs capacités de défense, leur force de dissuasion reste faible en proportion de l'arsenal russe ; par conséquent il préconise, dans l'intérêt des États-Unis et de l'OTAN de continuer à soutenir ces territoires, dans l'ensemble des espaces de conflits potentiels, physiques ou cyber.

**Maud QUESSARD**  
Chercheur États-Unis

**DÉFENSE ET SOCIÉTÉ**

**Hugh LIEBERT and James GOLBY**, « *Midlife Crisis? The All-Volunteer Force at 40* », *Armed Forces & Society*, vol. 43 (1), 2017, pp. 115-138

Les États-Unis ont mis fin à la conscription en 1973. Cet article se penche sur un problème qui n'a cessé de faire débat, en s'accroissant même au cours de ces dernières années : le risque de voir l'armée s'éloigner de la société qu'elle défend. Outre-Atlantique, les enquêtes ont montré que les militaires étaient désormais majoritairement pro-Républicains et provenaient en majorité des zones rurales du pays. Le conservatisme, affirment les auteurs, n'est pas nouveau, mais le caractère partisan est récent et préoccupant. C'est le signe que l'obligation de neutralité politique au sein des armées, surtout concernant les

officiers supérieurs et les généraux, n'est plus respectée et qu'à terme, la confiance des Américains en leur armée peut en être sérieusement affectée. Face à ce constat, deux pistes sont envisagées. Le retour à la conscription, prôné par certains, ne serait pas une bonne solution. Coûteux, il ne résoudrait pas la question de la représentativité de l'armée et fragiliserait l'efficacité militaire. Les soldats de l'armée professionnelle sont formés et qualifiés comme jamais. Le *turn-over* des conscrits mettrait cela en péril avec une conséquence très négative sur les déploiements extérieurs. Les auteurs expliquent qu'en revanche, la solution la meilleure serait celle qui mettrait l'accent sur le retour à la neutralité des militaires, (*nonpartisanship*), une tradition bien ancrée dans l'histoire américaine qu'il s'agirait de remettre en vigueur.

**Barbara JANKOWSKI**

*Chercheur Sociologie des forces armées*

**Patrick BURY, « Recruitment and Retention in British Army Reserve Logistics Units », *Armed Forces and Society*, Vol. 43 (4), octobre 2017, pp. 608-631**

La réserve de l'armée de terre britannique, et en particulier sa composante logistique, connaît actuellement une phase de transformation importante. En effet, le plan *Future Reserves 2020* a pour objectif d'accroître la composante réserve de l'armée de terre afin de la rendre ainsi plus opérationnelle. Cependant, jusqu'à présent, ce plan rencontre des difficultés pour attirer des recrues capables de faire partie de cette force de réserve projetable, et cela en dépit des campagnes de recrutement insistant sur des incitations financières accrues. Cette étude s'intéresse aux raisons qui ont poussé un échantillon de soldats réservistes de l'armée de terre, appartenant à des unités logistiques, à s'engager dans la réserve, à y rester et à accepter d'être mobilisé quand ils étaient déployés. Il en ressort que les campagnes de recrutement, qui se focalisent sur les bénéfices financiers à rejoindre la réserve, attireraient sans doute des soldats moins motivés par la réserve et ses missions ; ils seraient donc plus difficiles à fidéliser.

**Arnaud PLANIOL**

*Chercheur Défense et société*

**« Special issue on socialization and violence », *Journal of Peace Research* 54:5, septembre 2017**

Un numéro spécial vient de paraître dans le *Journal of Peace Research* portant sur l'impact de la socialisation au sein de groupes armés sur la propension des membres à commettre des actes de violence. Les neuf articles traitent de types de groupes armés très différents (rebelles, paramilitaires, armées régulières et organisations criminelles) et explorent des thématiques diverses incluant les démonstrations publiques de violence, les effets à long terme des conflits armés sur les populations civiles, ou les refus individuels d'obéir aux ordres. La particularité du numéro spécial est qu'il inclut – cas assez rare – deux études qui analysent statistiquement le lien entre socialisation et violences sexuelles. Selon Dara KAY COHEN, les viols collectifs constituent des signaux coûteux qui permettent aux combattants isolés de démontrer leur loyauté vis-à-vis de leur groupe. Résultat : les combattants recrutés de force, ainsi que les individus les plus vulnérables à la pression collective, commettent davantage de violences sexuelles ; par ailleurs, la prévalence de ces dernières décroît à mesure que le temps passé dans le groupe augmente. L'étude de Stephen MONCRIEF, qui porte sur les violences sexuelles perpétrées dans le cadre d'opérations de maintien de la paix, cherche à évaluer l'impact de la culture militaire de chaque contingent sur la fréquence de ces dernières ; toutefois, la socialisation antérieure n'a pas d'impact significatif sur la prévalence des violences sexuelles, qui semblent davantage liées à des problèmes disciplinaires au niveau de la mission elle-même.

**Sophie PANEL**

*Postdoctorante*

## ÉCONOMIE DE DÉFENSE

**Muhammad AZAM et Yi FENG « Does military expenditure increase external debt? Evidence from Asia », *Defence and Peace Economics*, 2017, Vol. 28 (5), pp. 550–567**

Les auteurs établissent un lien statistique positif entre dépenses militaires et dette extérieure pour dix pays asiatiques en développement (l'étude exclut donc le Japon) sur la période 1990-2011, avec des données provenant de la Banque Mondiale (*World Development Indicators*). Ce résultat est important car les pays en développement font souvent face au dilemme suivant : améliorer l'outil

productif pour promouvoir le développement économique, ou réaliser des dépenses militaires pour se prémunir contre les risques nationaux et internationaux. L'étude montre qu'un niveau de dépenses militaires trop important par rapport au Produit Intérieur Brut tend à gonfler significativement la dette extérieure, ce qui vient à son tour entraver le potentiel de développement futur de ces pays.

**Antoine PIETRI**  
*Chercheur Économie de défense*

## BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



**Gilles CHENÈVE, *Panorama de l'Irak contemporain*, éditions du Cygne, 2017, 226 p.**

En juin 2014, quelques centaines de combattants de l'État Islamique ont mis en déroute quatre divisions de l'armée irakienne, presque sans combattre. En trois jours, c'est la région de Ninive qui a été conquise et, au bout de quelques mois, un tiers de l'Irak occupé par les jihadistes.

Gilles CHENÈVE n'explique pas cette victoire-éclair en termes de rapport de forces militaires, mais comme la conséquence de trois « accidents successifs ». Deux sont d'ordre interne, à imputer aux erreurs de Saddam Hussein (guerre contre l'Iran puis invasion du Koweït) ; le troisième étant un choc externe, l'intervention américaine de 2003.

Ce *Panorama de l'Irak contemporain* fournit de multiples clés pour comprendre cet effondrement politico-militaire, aussi soudain que spectaculaire : déterminants tribaux et religieux, système politique et administratif, forces de sécurité, milices, services de renseignement, pétrole, éducation, société civile, etc. Ces éclairages constituent un tableau très complet sur l'Irak d'aujourd'hui.

Le chapitre sur les services de sécurité décrit la manière dont le pouvoir instrumentalise les services de sécurité et les milices afin d'enraciner son autorité, et comment il quadrille la société selon des techniques inspirées du parti Baas, pourtant honni. Les services de renseignement, largement décrits, restent au cœur de la machine du pouvoir. La description du système politique est édifiante : les partis sont des « machines à clientèle », l'administration y est décrite comme « totalement corrompue ». La description de la société irakienne réserve quelques surprises, comme l'usage de la drogue et le sentiment d'ennui, délibérément entretenu par les responsables religieux.

Ce panorama a l'avantage de mettre en perspective les fragilités d'une société traumatisée par 40 ans d'autoritarisme, de guerres et d'embargos, et de comprendre la facilité avec laquelle l'État Islamique a pu conquérir Mossoul, en s'appuyant sur les failles de l'État et sur le ressentiment des sunnites. L'auteur accorde une impor-

tance particulière à l'occupation américaine qui a « institutionnalisé le communautarisme ».

Gilles CHENÈVE consacre une partie bien documentée au Kurdistan irakien, dont les singularités sont si importantes par rapport à la partie arabe de l'Irak. Il décrit un territoire très clivé entre la zone d'influence du PDK et de l'UPK (les deux grands partis kurdes) et explique pourquoi les tensions entre Erbil et Bagdad semblent indépassables.

L'analyse n'aborde pas assez la manière dont s'est opérée la reconquête du territoire irakien, par l'action combinée de la coalition internationale, de l'armée et des milices. Quelques cartes et une chronologie récente auraient également été appréciables.

**Colonel Olivier PASSOT**

*Directeur du domaine « Pensée stratégique »*



**Annick KAYITESI-JOZAN, *Même Dieu ne veut pas s'en mêler. Rwanda une vie après*, Seuil, 2017, 240 p.**

Annick KAYITESI-JOZAN est une rescapée du génocide des Tutsi au Rwanda. Elle y a perdu une partie de sa famille et a trouvé refuge en France avec sa sœur. *Même Dieu ne veut pas s'en mêler. Rwanda une vie après* est son deuxième ouvrage.

Comme le sous-titre l'annonce, elle nous comte sa reconstruction après le drame.

Le génocide a fait l'objet de nombreux témoignages et d'ouvrages scientifiques mais la reconstruction des victimes est moins sondée. L'étude des événements par le témoignage des rescapés ou des témoins est très révélatrice du contexte génocidaire. Ces témoignages sont souvent crus, cyniques et édifiants. Celui d'Annick KAYITESI-JOZAN n'y déroge pas. Son livre est aussi un beau témoignage de résilience.

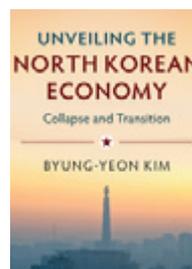
L'ouvrage est bâti sur un chassé-croisé temporel entre le récit du génocide et celui de la « vie après ». L'existence d'Annick KAYITESI-JOZAN est fracassée en pleine adolescence par la mort de son père et sa petite sœur qu'elle apprend à la radio. La mort choquante et sordide de sa mère pendant le génocide laissera une empreinte indélébile. Que reste-t-il de ces semaines de tueries ? Des questionnements sans fin, des souvenirs qui ne l'aident pas à regarder en face les traces de son traumatisme.

Annick KAYITESI-JOZAN décrit son conflit interne entre

celle qui pense à ses morts pour les faire perdurer et celle qui s'est reconstruite en donnant la vie. Ce livre est écrit pour ses enfants et pour ses morts qui resteront sans sépulture : « On nous a volé nos vies et nos morts » dit-elle. On sort de ce livre épuisé. Il est impossible d'échapper à la mort qui hante la narratrice et chaque page qu'elle nous donne à lire. Pourtant, il y a chez elle une rage d'être au monde. Un beau récit filial à recommander au plus grand nombre.

**Sonia LE GOURIELLEC**

*Chercheuse Afrique de l'Est*



**Byung-Yeon KIM, *Unveiling the North Korean economy: collapse and transition*, Cambridge University Press, 2017, 329 p.**

Alors que depuis le début de l'année 2017 la communauté internationale s'inquiète de l'accroissement de la menace balistique et nucléaire

nord-coréenne, peu d'analyses s'intéressent au phénomène de développement économique inédit que connaît le pays. Pourtant les chiffres, bien qu'imparfaits, ne manquent pas. La banque de Corée estime ainsi, assez justement selon le professeur Kim, le taux de croissance de la Corée du Nord pour 2016 à 3,6%. Celui-ci n'est pas exclusivement dû à l'accroissement des exportations de charbon par la Chine. Le livre du professeur KIM, économiste reconnu de l'Université de Séoul, apporte une contribution essentielle à cet apparent paradoxe d'un régime, frappé depuis dix ans par des sanctions internationales grandissantes asséchant méthodiquement ses ressources, qui a réussi à enclencher une dynamique d'évolution socio-économique interne pouvant déboucher sur une transition durable.

Certes la marge apparaît étroite entre les deux scénarios généralement identifiés pour la Corée du Nord, celui de l'effondrement ou de la transition, qui constituent sans surprise le sous-titre de l'ouvrage du professeur KIM. Ce dernier revient ainsi, en s'efforçant de les quantifier, sur des éléments qui se sont progressivement mis en place sous nos yeux mais que nous n'avons pas su ou pu anticiper : l'existence de marchés formels et informels, la tolérance des autorités face aux initiatives privées de petits et moyens entrepreneurs et l'impact transformationnel de ces initiatives sur l'amélioration du niveau de vie global et les aspirations de la population nord-coréenne. L'ouvrage explique ainsi qu'en sus des marchés officiels,

de l'ordre de 400 pour l'ensemble du pays, les marchés illégaux tolérés par le régime représenteraient entre 70 et 90 % du total des revenus intérieurs.

L'engagement économique chinois, bien que de plus en plus soumis aux contraintes des sanctions, a été un facteur non négligeable dans le développement de cette « économie de marché » hybride. Le commerce bilatéral et les investissements chinois ont porté la dynamique de transformation nord-coréenne, qui a largement profité aux provinces chinoises du Nord et dont la ville frontalière de Dandong est l'illustration emblématique.

La question qui se pose désormais pour le régime mais aussi pour la communauté internationale est de savoir jusqu'où pourra aller cette dynamique de transformation et s'il faut l'accompagner comme l'un des moyens de parvenir à contenir les velléités nucléaires de la Corée du Nord. L'ouvrage ne tranche pas mais ouvre un débat dont il faudrait se saisir sans tarder et que l'IRSEM s'efforcera d'alimenter régulièrement. Ainsi en est-il de la conférence publique organisée le 29 septembre 2017 autour du Professeur CHEONG de l'Université Séjong ou de l'atelier restreint du 24 octobre 2017 avec la présentation de Théo CLÉMENT, Junior Fellow à l'IAO de Lyon.

**Marianne PÉRON-DOISE**

*Chercheur Asie du Nord, Stratégie et sécurité maritimes*



**Brian STEWART et Samantha NEWBERY, *Why Spy? The Art of Intelligence*, Londres, Hurst, 2015, 288 p.**

Dans *Why Spy? The Art of Intelligence*, Brian STEWART, ancien agent du renseignement britannique, et Samantha NEWBERY, docteure et spécialiste en Contemporary Intelligence Studies à l'Université de Salford (Manchester), livrent une étude sur le caractère crucial du renseignement d'Etat dans les sociétés actuelles. L'ambition de cet ouvrage est à la fois de commenter de grandes crises politiques du XXème siècle sous le prisme de l'espionnage, tout en décrivant les moyens et méthodes mis en place par les services spécialisés dans le monde occidental.

La force du livre se trouve indéniablement dans le récit des expériences de Brian STEWART lorsqu'il était en poste en Asie dans les années 1940 à 1960 : guerre du Vietnam, insurrection communiste en Malaisie (1948-1960), proclamation de la République populaire de Chine (1er octobre 1949). A travers un exposé détaillé et

riche en anecdotes personnelles, l'ancien espion montre l'influence du renseignement sur les processus de décisions politiques. Ce témoignage permet de tirer des leçons sur les actions des services secrets que les auteurs appliquent également à des exemples de conflits plus récents, comme la guerre d'Iraq déclenchée en 2003.

Ces analyses sont corroborées par la présentation d'une typologie des méthodes de collecte d'informations et d'une description des modes d'intervention principaux des services secrets : opérations spéciales, opérations de diversion et attaques ciblées. Les auteurs traitent ainsi plus particulièrement de la question des moyens humains (*Humint*) et techniques (*Techint*), tout comme de l'usage de sources ouvertes et classifiées. S'ils reconnaissent l'importance des innovations technologiques actuelles, Brian STEWART et Samantha NEWBERY accordent dans leur étude une place primordiale au facteur humain dans la conduite des métiers du renseignement.

Cet ouvrage propose un mélange fascinant entre récit biographique et approche académique, offrant ainsi un regard inédit sur les services secrets en temps de crise.

**Mélanie SADOZAI**  
*Apprentie*

## À VENIR

**17 novembre** : Séminaire annuel de l'observatoire de l'Asie du sud-est.

**24 novembre** : Conférence « *France and Poland: Facing the Evolution of the Security Environment* » à l'École militaire (Barbara JANKOWSKI et Amélie ZIMA).





# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Novembre 2017

[www.defense.gouv.fr/irsem](http://www.defense.gouv.fr/irsem)

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 3\)](#)

Dernière publication, nos chercheurs ont publié, événements, actualité des chercheurs

## [À VENIR \(p. 13\)](#)

## [VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 11\)](#)

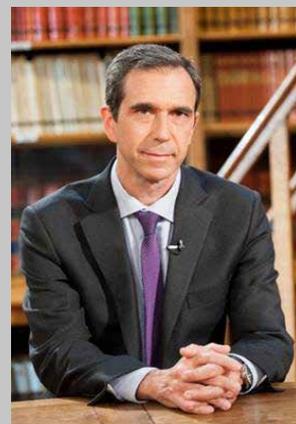
Économie de défense, États-Unis, Pensée stratégique

## IN MEMORIAM CHRISTIAN MALIS (1967-2017)

Christian MALIS nous a quittés le 19 novembre dernier, vaincu par une cruelle maladie alors qu'il venait tout juste de fêter ses cinquante ans. Normalien de la rue d'Ulm, docteur habilité en histoire, il fut un intellectuel et chercheur de premier plan sur les questions stratégiques, mais aussi une figure de l'industrie de défense qui l'employait depuis de nombreuses années. Directeur de la prospective stratégique du Groupe Thales, il avait aussi travaillé pour Alcatel et Cap Digital. Le fait d'avoir réussi à maintenir une activité de recherche prolifique en même temps qu'une carrière industrielle majeure témoignait d'une capacité de travail hors norme et d'une curiosité intellectuelle continue.

Fortement attaché à la nation française, il avait auparavant servi l'Etat dans l'un des grands services du ministère de la Défense, avec beaucoup d'engagement et de réussite, alors même qu'il préparait sa thèse de doctorat. Il fonda le bureau Espace de ce service et posa les premières pierres d'une doctrine de l'utilisation de l'imagerie spatiale grâce au soutien sans faille du général Bruno ELIE et de l'amiral DE KERSAUSON, tout comme il contribua plus tard à l'idée d'une doctrine interarmées du renseignement. Il se montra toujours un fervent avocat de la place des civils dans ce monde fermé, gagnant l'amitié de nombre de ses anciens camarades. Il espérait concrétiser son attachement au drapeau français en rejoignant la session Politique de Défense de l'IHEDN qui avait retenu sa candidature il y a deux ans ; la maladie l'a malheureusement touché avant qu'il ne puisse réaliser ce rêve.

Homme d'action, Christian MALIS était aussi un homme de réflexion et de plume, comme l'a récemment rappelé en lui rendant hommage la *Revue Défense Nationale*, dans laquelle il publiait régulièrement. Longtemps professeur associé aux Ecoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan, pilier de son centre de recherches, le CREC, directeur scientifique de la Fondation Saint-Cyr, il a longtemps partagé avec les élèves officiers, puis les stagiaires de l'Ecole de guerre et du Centre



des hautes études militaires, sa compréhension des enjeux techniques et stratégiques, en les replaçant toujours dans leur contexte global et sociétal. Orateur convaincant, il savait captiver son auditoire, que ce soit en salle de conférence ou lors d'émissions radiophoniques dont il était un invité régulier.

Christian MALIS a publié plusieurs ouvrages marquants dans le domaine des études sur la guerre, à commencer par sa monumentale thèse de doctorat d'histoire contemporaine, dirigée par le Professeur Georges-Henri SOUTOU et publiée en 2005 chez Economica sous le titre *Raymond Aron et le débat stratégique français* (récompensée par le Prix Raymond Aron). Christian était un véritable aronien, c'est-à-dire un disciple du doute et du questionnement, interrogeant inlassablement les concepts, avec le souci de saisir de manière conséquente la réalité. Il admirait ARON à la fois comme sociologue et historien, mais aussi et surtout comme philosophe, ce qui montrait bien sa compréhension intime de l'oeuvre. Au moment de sa mort, Christian MALIS venait d'ailleurs d'achever un magnifique manuscrit de philosophie, intitulé *L'Histoire a-t-elle un sens ?*, dont on espère qu'il sera bientôt publié, tant il témoigne de la qualité de son auteur et de la profondeur humaniste de sa pensée, imprégnée de questionnement théologique.

En 2009, Christian MALIS avait également publié son Habilitation à diriger des recherches, une véritable somme sur le général Pierre-Marie GALLOIS, sous-titrée *Géopolitique, histoire, stratégie*, dans laquelle il décortique la pensée de l'un des pères de la doctrine de dissuasion française, dite à l'époque « du faible au fort ». La même année, il publie coup sur coup deux excellents ouvrages collectifs chez Economica, illustrant son énergie qui nous semblait inépuisable : *La guerre irrégulière* et *Guerre et manœuvre*, lequel couvre l'ensemble du spectre de la manœuvre interarmes et interarmées (primé par l'Académie des sciences morales et politiques). S'enchaînent ensuite deux autres ouvrages chez le même éditeur : *Soldat public, soldat privé* (2011) et *Cyberstratégie* (2013). L'année suivante paraît son dernier ouvrage, par lequel il contribue au débat public sur les questions stratégiques, cette fois chez un éditeur généraliste : *Guerres et stratégie au XXI<sup>e</sup> siècle* (Fayard, 2014). Couronné par le prix Maréchal Foch de l'Académie française, ce livre couvre l'ensemble du spectre stratégique : dissuasion, technologies numériques, cyberguerre, robotique, armes furtives, éthique de la guerre, etc., posant l'hypothèse que dans les conflits futurs, la victoire ne dépendrait plus seulement du courage ou de la bravoure des combattants, mais aussi de l'appui des meilleurs équipements techniques. Cet ouvrage a fait date dans la pensée stratégique française.

Au-delà de son oeuvre, de la puissance de son analyse et de la trace qu'il laissera pour la génération montante de chercheurs que l'IRSEM s'efforce de soutenir, Christian était notre ami. Nous pourrions multiplier les anecdotes, mais nous nous souviendrons toujours de son sourire, de sa modestie, de son écoute et de sa fidélité envers ses amis. Derrière l'intellectuel, il y avait aussi un homme de foi. Doté d'un solide sens de l'humour très britannique, il impressionnait par sa grande taille et sa voix de bronze. C'était un homme à la fois discret et attentif, assis souvent là où l'on ne l'attendait pas. Christian était un ami de l'IRSEM, participant quand il le pouvait à nos conférences et un ami de la communauté militaire qui se souviendra de lui comme d'un homme de parole, de transmission, de convictions et de valeurs. Il laisse derrière lui une épouse, quatre jeunes enfants et une famille en deuil à qui l'IRSEM présente ses plus sincères condoléances. Nous ferons tout pour continuer à faire vivre son souvenir.

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, directeur de l'IRSEM

Jean-Vincent Holeindre, directeur scientifique de l'IRSEM

Pierre Razoux, directeur de recherche à l'IRSEM

## VIE DE L'IRSEM

### DERNIÈRE PUBLICATION



#### Étude de l'IRSEM n° 53

« [Les combattants et anciens combattants du Donbass : profil social, poids militaire et influence politique](#) », par Anna COLIN LEBEDEV, 100 p.

Cette *Étude* rend compte de l'émergence, de l'évolution et du rôle social des combattants du conflit armé dans le Donbass, acteurs nouveaux et centraux de la société ukrainienne. Elle questionne le défi pour la sécurité de l'État posé par des groupes de citoyens armés dotés d'une grande autonomie et apporte des éléments de réponse sur l'ampleur du risque et sa prise en charge dans l'Ukraine de 2015-2016. En filigrane, l'étude éclaire également les dynamiques d'engagement des civils dans un affrontement armé et le passage de la mobilisation politique à la mobilisation armée.

### NOS CHERCHEURS ONT PUBLIÉ



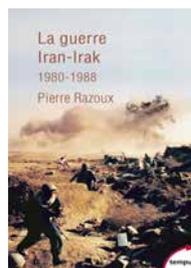
Élie BARANETS, [Comment perdre une guerre. Une théorie du contournement démocratique](#), CNRS Éditions, novembre 2017, 384 p.

À en croire les spécialistes, les démocraties bénéficient d'un avantage militaire décisif. Cela n'empêche pas ces dernières de connaître des difficultés récurrentes, comme le montrent leurs déboires récents. Pourquoi ?

De la guerre naissent des impératifs qui procurent aux gouvernants l'occasion d'accroître leurs pouvoirs. Mais le comportement non démocratique de décideurs qui abusent le public sur la réalité de leurs objectifs finit par se retourner contre eux. Ils se condamnent à élaborer leur stratégie dans l'optique de la maquiller, privilégiant la discrétion à l'efficacité. Ces pratiques nourrissent la contestation en interne, jusqu'à rendre l'effort de guerre insoutenable politiquement. Alors qu'il est courant d'affirmer que la démocratie nuit à la bonne conduite des opérations armées, cet ouvrage montre au contraire que

c'est de son déni que provient la défaite. Comment le pouvoir parvient-il à contourner ainsi la démocratie ? Comment les acteurs politiques réagissent-ils face au mensonge et à la dissimulation ? Quels sont les effets concrets de ces stratagèmes sur le cours de la guerre ?

C'est en s'appuyant sur une étude méticuleuse des campagnes militaires menées par les États-Unis au Vietnam et par Israël au Liban qu'Élie BARANETS, postdoctorant à l'IRSEM, répond à ces questions aussi cruciales qu'actuelles. L'ouvrage est préfacé par Dario BATTISTELLA.



Pierre RAZOUX, [La guerre Iran-Irak 1980-1988](#), Perrin, novembre 2017, 768 p.

La version poche du livre de Pierre RAZOUX, directeur du domaine « Questions régionales Nord » de l'IRSEM, vient d'être publiée. Cette version actualisée est enrichie d'un nouvel épilogue et de précieux témoignages et informations (notamment sur le déroulement des opérations) recueillis par l'auteur à Téhéran en 2016, qui en font un ouvrage de référence par excellence. La traduction anglaise de la version originale de cet ouvrage, publiée par Harvard University Press, avait gagné en 2016 le prix du meilleur ouvrage d'histoire militaire décerné par la Society for Military History.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER et Franck GOUÉRY, [Djibouti : de roc, de sable et de sel](#), éditions Non Lieu, novembre 2017, 168 p., 130 photos.

« Terre incandescente et inhospitalière, Djibouti est le point de rencontre de trois rifts formant des paysages désertiques « de roc, de sable et de sel ». Dénué de ressources naturelles autres que la mer, le soleil, le vent et la chaleur, ce minuscule État de l'Afrique de l'Est est pourtant un acteur essentiel de la région. Stratégiquement situé, Djibouti est la porte de la Corne de l'Afrique, et le port du géant éthiopien enclavé. Havre de stabilité entre l'Érythrée totalitaire et la Somalie décomposée, il est l'œil du cyclone, et accueille la plus importante base militaire française à l'étranger. Cette ancienne colonie française dispose surtout d'atouts touristiques spectaculaires où le minéral domine et le vivant est en sursis : de la banquise de sel du lac Assal aux cheminées de calcaire ocre aux formes surréalistes du lac Abbé, en passant par la mystérieuse forêt du Day et les

mangroves de l'île de Moucha, cet ouvrage est une invitation au voyage sur cette terre volcanique inondée «de lumières et d'espaces», qu'avaient décrites en leur temps Monfreid, Kessel et Rimbaud. Après une présentation de l'histoire du pays, l'ouvrage propose au fil des pages un voyage photographique dans les différents lieux parcourus naguère par les poètes français : la ville de Djibouti, Arta, le Ghoubbet-el-Kharab, les Grand et Petit Barra, le lac Abbé, la plaine de Gaggadé, le lac Assal, le massif de Goda, le site rupestre d'Abourma, le massif des Mablal, Tadjourah, Obock et l'île Moucha. »

## ÉVÉNEMENTS

**Du 28 octobre au 18 novembre : partenariat entre l'IRSEM et le NIDS**



Délégation du NIDS, Marianne PÉRON-DOISE au centre

Marianne PÉRON-DOISE, chercheuse Asie du Nord, a effectué un *fellowship* au National Institute of Defense Studies (NIDS), à Tokyo. Elle inaugure ainsi un échange annuel décidé entre les deux instituts qui ajoute un volet académique inédit à la coopération de défense déjà très étoffée entre la France et le Japon. En 2018, un chercheur du NIDS devrait à son tour effectuer une période à l'IRSEM. Il a été également décidé la tenue d'une table ronde annuelle entre les deux instituts dont la première édition se tiendrait au printemps 2018 à Tokyo.

**14 novembre : séminaire Jeunes chercheurs en études de défense (IRSEM/SHD), avec Jean-Vincent HOLEINDRE et Hervé DRÉVILLON**



En ce mois de novembre, le séminaire mensuel « Jeunes chercheurs » en études de défense organisé en partenariat entre l'IRSEM et le Service historique de la Défense (SHD) s'est déroulé au château de Vincennes, où se trouvent les Archives du ministère des Armées. Obligatoire pour les doctorants soutenus financièrement par le ministère des Armées, ce séminaire est ouvert à tous les autres jeunes chercheurs travaillant sur les questions de défense, désireux de bénéficier d'un appui scientifique dans leur recherche. Après un mot d'accueil de Pierre LAUGAIS, directeur du SHD, Manuel DORION-SOULIÉ, doctorant en histoire internationale à l'Université de Genève, est venu présenter son ouvrage *Décadence, empire et guerre : Le militarisme moralisateur des néoconservateurs américains*, paru aux éditions Athéna en 2017. Dans la deuxième partie du séminaire, Iris MARJOLET, doctorante à l'Inalco et financée par une bourse RIS du ministère des Armées, a présenté ses travaux en cours portant sur *Les politiques de coopération sino-latino-américaines en matière de défense et de sécurité : le cas du Brésil et du Venezuela*. Une discussion s'est instaurée, ainsi qu'une séance de questions-réponses entre doctorants et encadrants. La session s'est clôturée sur les interventions de Jean-Vincent HOLEINDRE (Directeur scientifique de l'IRSEM) et d'Hervé DRÉVILLON (Directeur de la recherche au Service historique de la Défense) qui animent le séminaire. Ces derniers partagèrent des conseils méthodologiques précieux avec l'ensemble de la « Relève Stratégique ». À noter : le château de Vincennes accueille deux expositions jusqu'au 10 février 2018 : « Les marins, la marine et l'Indochine (1856-1956) » et « Résistance et Dissuasion : des origines

du programme nucléaire français à nos jours » (organisée en partenariat avec le Commissariat à l'énergie atomique).

**Justine LE GOFF**  
Assistante de recherche

**17 novembre : colloque de l'Observatoire Asie du Sud-Est**



Dans le cadre des activités de l'Observatoire de l'Asie du Sud-Est, Asia Centre a organisé avec l'IRSEM le 17 novembre 2017, pour la troisième année consécutive, un nouveau colloque international. Intitulé « Australia, South Korea, India and Japan in Southeast Asia: Secondary roles... but not only » cette rencontre s'est démarquée de la thématique habituelle des rivalités sino-américaines en Asie du Sud-Est en mettant en évidence l'implication croissante de la Corée du Sud, du Japon, de l'Inde et de l'Australie. Réunissant plusieurs intervenants français et internationaux, tels que le Dr Lee JAEHYON (ASAN Institute, Corée du Sud), le Dr John NILSSON-WRIGHT (Chatham House, Royaume-Uni) ou encore le Dr. Sam BATEMAN (ANCORS/UOW-RSIS, Singapour), le séminaire s'est articulé autour de deux tables rondes, la première consacrée aux incertitudes vis-à-vis des interventions sino-américaines en Asie du Sud-Est, et une seconde où il fut question du regain d'intérêt, économique, politique et stratégique, des pays venus d'Asie du Nord-Est (Japon, Corée du Sud), d'Asie du Sud (Inde) et du Pacifique (Australie) pour cette région centrale pour la stabilité des relations euroasiatiques.

**Benoît de TRÉGLODÉ**  
Directeur de recherche « Questions régionales Sud »

**17 novembre : atelier « Simulation-Wargame »**



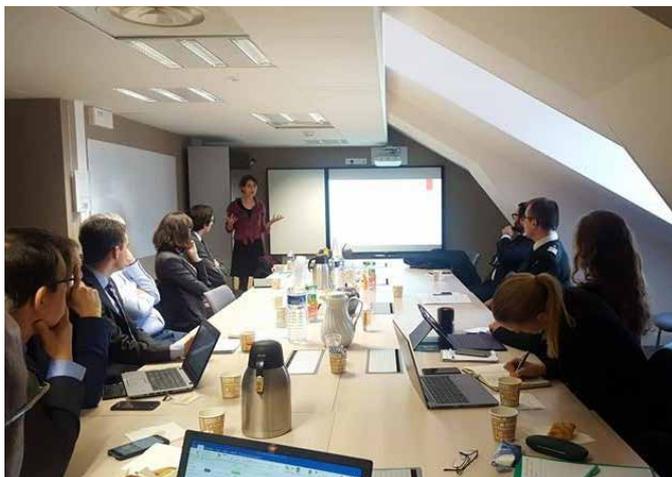
Pierre RAZOUX, directeur du domaine « Questions régionales Nord », a organisé le 17 novembre 2017 la 6<sup>e</sup> séance de l'atelier « Simulation-Wargame » de l'IRSEM au profit de chercheurs, de cadres de l'école militaire, d'experts de la DGRIS et du ministère des Armées et d'étudiants en Master et doctorats.

Cette séance, qui a rassemblé une douzaine de participants et plusieurs observateurs, a permis de faire réfléchir les personnes présentes aux nombreux atouts pédagogiques des wargames, et les a mises face à des choix difficiles, pour tester leur sens de la décision et explorer le champ des possibles. Cette sixième séance consacrée à l'évolution de la Syrie dans une logique post-Daech, en prise avec l'actualité la plus brûlante au Levant, a permis aux participants de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des principaux acteurs régionaux engagés aujourd'hui au Moyen-Orient, alors même que la tension monte entre Israël, le Liban et la Syrie.

Cet atelier organisé régulièrement par l'IRSEM illustre la très grande utilité du wargaming qui fait l'objet de la *Note de recherche* n° 47 de Guillaume LEVASSEUR récemment publiée par l'IRSEM : « De l'utilité du wargaming », téléchargeable via [le lien suivant](#).

**Pierre RAZOUX**  
Directeur de recherche « Questions régionales Nord »

**22 novembre : petit-déjeuner autour de la présentation de l'ouvrage *L'illusion technologique dans la pensée militaire* de Sophie LEFEEZ**



Devant une quinzaine de personnes venant d'horizons divers (industriels de défense, militaires, chercheurs), Sophie LEFEEZ a présenté les conclusions de son ouvrage paru en 2017 aux éditions Nuvis. L'auteur part du constat que la France connaît simultanément une inflation de ses coûts militaires et des difficultés sur des théâtres d'opérations toujours plus asymétriques. Ces écueils auraient une racine commune : l'illusion technologique. Un débat animé et constructif s'en est suivi sur le prisme technologique des sociétés occidentales qui serait en partie à l'origine des problèmes capacitaires actuels rencontrés par les armées.

Le lecteur intéressé trouvera une recension de cet ouvrage dans la *Lettre de l'IRSEM* de septembre 2017.

**Antoine PIETRI**  
*Chercheur « Économie de défense »*

**24 novembre 2017 : conférence « France and Poland : Facing the Evolutions of the Security Environment »**



Le 24 novembre se tenait à l'IRSEM le colloque « France and Poland: facing the evolutions of the security environment ». Organisé par Barbara JANKOWSKI et Amélie ZIMA, cet événement faisait suite à un précédent séminaire en 2014 à l'Université de Varsovie. Le but de cette rencontre était de permettre l'échange de vues et le dialogue entre chercheurs français et polonais sur les questions de sécurité. Lors de ce séminaire, la réflexion s'est articulée autour de quatre thèmes: les perceptions de sécurité, les évolutions de l'OTAN et de l'Union européenne et les relations armée-société. Les communications ont permis de montrer que si la Pologne et la France n'ont pas les mêmes priorités en matière de sécurité. Si la France considère que la menace majeure réside dans le terrorisme et que la Pologne la perçoit dans la Russie, ces différences n'empêchent pas de multiples convergences. Celles-ci portent notamment sur la nécessité de faire front aux stratégies d'influence russes, de renforcer l'OTAN dont les défaillances ont été pointées, mais aussi de développer la défense européenne. Face aux menaces auxquelles font face les deux pays, l'accent a été également mis sur la nécessité de renforcer, pour des raisons de légitimité, la relation entre les armées et les sociétés.

**Barbara JANKOWSKI**  
*Chercheur « Sociologie des forces armées »*

**27 novembre 2017 : présentation du livre *La guerre Iran-Irak* (poche, Perrin, Tempus)**



À l'occasion de la sortie de la version actualisée de son ouvrage *La guerre Iran-Irak* (Tempus « poche » - Perrin), Pierre RAZOUX, directeur du domaine « Questions régionales Nord », a organisé une conférence-débat à l'École militaire avec Alain BARLUET, rédacteur en chef adjoint du *Figaro* et président de l'Association des journalistes de défense (AJD), sur l'impact de cette guerre sur la situation géopolitique actuelle au Moyen-Orient. La guerre Iran-Irak reste en effet la matrice géopolitique de cette région que ses effets continuent d'impacter. Ce débat a donné lieu à de nombreux échanges avec l'auditoire sur l'actualité du Moyen-Orient, notamment sur la rivalité Iran-Arabie saoudite de même que sur les perspectives d'évolution au Levant dans un contexte post-Daech, alors même que l'Iran semble émerger comme l'acteur incontournable de la région.

**Pierre RAZOUX**

**Directeur de recherche « Questions régionales Nord »**

**30 novembre : VIII<sup>e</sup> Assises nationales de la Recherche stratégique, « Entre instabilité et chaos : hybridation des menaces », avec Jean-Vincent HOLEINDRE, directeur scientifique de l'IRSEM et Justine LE GOFF, assistante de recherche.**



L'édition 2017 des Assises nationales de la Recherche stratégique, organisées par le Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Stratégiques (CSFRS) consacrées cette année au thème « Entre Instabilité et Chaos : Hybridation des Menaces », s'est tenue le jeudi 30 novembre 2017. Durant cette journée, de nombreux intervenants sont venus s'exprimer sur l'actualité marquante de l'année 2017. Sources d'instabilité voire de chaos, les attentats terroristes, les attaques, les criminalités, et les conflits armés ont été au centre de l'attention. L'amphithéâtre Foch a fait salle comble pour écouter ces interventions qui ont suscité de vifs débats.

La remise du prix a eu lieu en fin de matinée. Le directeur scientifique de l'IRSEM, Jean-Vincent HOLEINDRE, a récompensé les quatre lauréats du prix de la Réflexion stratégique. Le capitaine de corvette Jérémy BACHELIER, ancien stagiaire de l'École de Guerre, s'est vu attribuer le premier prix, *ex-aequo* avec Nicolas DESGRAIS, doctorant en relations internationales à l'Université de Kent. Le premier travail, issu d'un mémoire de l'école de guerre porte sur *Enjeux et perspectives de la France en Asie du Sud-Est (Analyse au travers des conflits territoriaux en mer de Chine)*, tandis que le second s'interroge sur *La Force Conjointe du G5 Sahel (FC-G5S) ou l'émergence d'une architecture de défense collective propre au Sahel*. Ces recherches ont retenu l'attention du jury en raison de leur grande qualité scientifique, de l'éclairage et de la contribution opérationnelle qu'elles offrent toutes deux. Deux mentions spéciales ont également été décernées : la première à Émilie BOTTARD pour son mémoire prometteur de droit international public sou-

tenu à l'Université de Grenoble Alpes sous la direction de Delphine DESCHAUX-DUTARD, *Entre volonté et réalité : le mode de résolution onusien des conflits interétatiques* ; la seconde à Éric FRECON, enseignant-chercheur à l'École navale, pour son travail de longue haleine *Problématique du terrorisme islamiste en Asie du Sud Est*.

**Justine LE GOFF**  
*Assistante de recherche*

## ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



### Élie BARANETS

- Ouvrage [Comment perdre une guerre. Une théorie du contournement démocratique](#), CNRS Éditions, 2017.

- Recension de Sydney TARROW, *War, States, and Contention. A Comparative Historical Study* (Cornell University Press, 2015), in *Revue française de science politique*, 67:4, 2017, p. 795-796.



### Francois DELERUE

- Participation à la réunion de lancement du Young Academic Program 2017 du *think tank* turc Global Relations Forum (Global İlişkiler Forumu), Istanbul, Turquie, 19-20 novembre 2017.

- Auditionné dans le cadre de la mission sur l'intelligence artificielle confiée par le Premier ministre à M. Cédric VILLANI, 8 novembre 2017.



### Camille EVRARD

- Article « Les unités "nomades" des forces armées et de sécurité au Sahara-Sahel : un outil d'inclusion nationale ? », *Bulletin FrancoPaix* (Chaire Raoul Dandurand - Université du Québec à Montréal), vol.2, n°9, novembre 2017.



### Juliette GENEVAZ

- Conférence « Is China a militarist state ? », Graduate Institute of China Military Affairs Studies, National Defense University, Taipei, Taiwan, 16 novembre 2017.

- Participation au colloque international « The Chinese Communist Party 19<sup>th</sup> Congress : Prospects on Power Structure and Policies », organisé par le Chinese Council on Advanced Policy Studies (CAPS), Taipei, Taiwan, 15-16 novembre 2017.

- Participation au colloque international « PLA Reforms, Part Deux, 2017 International Conference on PLA Affairs » organisé par CAPS-CSS-NDU-RAND, Taipei, Taiwan, 17-18 novembre 2017.



### Pierre HAROCHE

- Présentation d'un article intitulé « Brexit and the democratisation of the EU regime », colloque « Europe after Brexit : New Opportunities for Democratic Politics ? », Université Catholique de Lille, 9-10 novembre 2017.



### Jean-Vincent HOLEINDRE

- Organisation du Rendez-vous des politistes de l'Université Paris 2 Panthéon-Assas sur « Les recompositions du système international », avec Etienne De DURAND (DGRIS), Maya KANDEL (CAPS), Bruno TERTRAIS (FRS), Jean-Jacques ROCHE (Paris 2/ IHEDN), 9 novembre 2017.

- Conférence « Lire Homère pour penser la guerre », Salons de Choiseul, Tours, 16 novembre 2017.

- Présidence du jury de la thèse de doctorat en science politique de Mme Kathrin GRAF, *La médiation, une approche constructive pour affronter les conflits de notre temps*, Université Paris 2 Panthéon-Assas, 22 novembre 2017.

- Conférence « L'art du commandement » et rencontre avec la direction de l'IEP d'Aix-en-Provence, 28 novembre 2017.

- Présidence du jury de la thèse de doctorat en droit public de M. Alexis DEPRAU, *Renseignement public et sécurité nationale*, Université Paris 2 Panthéon-Assas, 29 novembre 2017.

- Présidence du jury du prix de la réflexion stratégique décerné par le CSFRS remis dans l'amphithéâtre Foch à l'occasion des Assises de la recherche stratégique, 30 novembre 2017.



**Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER**

- Ouvrage *Djibouti : de roc, de sable et de sel*, avec Franck GOUÉRY, éditions Non Lieu, 2017, 168 p., 130 photos.

- Conférence « L'héritage de Jacquinet de Besange en droit international humanitaire », colloque international

pour le 80<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement de la zone Jacquinet, Humanities and Communications College, Shanghai Normal University, Chine, 9 novembre 2017.

- Table ronde « L'humanitaire comme (contre)-pouvoir ? », en l'honneur de Rony BRAUMAN, Paris School of International Affairs (PSIA), Sciences Po, Paris, 15 novembre 2017.

- Conférence « Autonomous Weapons Systems in Future Conflicts », NATO Defense College Senior Course 131, Rome, 23 novembre 2017.

- Jury de thèse de doctorat en études anglophones d'Alexis PICHARD, sur les *Représentations de la guerre contre le terrorisme : les séries télévisées américaines 24 heures chrono (Fox, 2001-2010 ; 2014) et Homeland (Showtime, 2011-)* », Université du Havre, 27 novembre 2017.

- Conférence « Un nouveau désordre international ? », séminaire des officiers généraux des forces terrestres, salon du Gouverneur militaire de Paris, Invalides, 29 novembre 2017.



**Mélissa LEVAILLANT**

- Article « [Diplomacy as Diaspora Management: The Case of India and the Gulf States](#) », *Asie Visions*, 95, Ifri, novembre 2017.

- Conférence « Le partenariat stratégique entre Inde et Israël », Académie des sciences d'outre-mer, 3 novembre 2017.

- Conférence « La puissance nucléaire et spatiale de l'Inde », Journées géopolitiques de Reims, 16 novembre 2017.



**Céline MARANGÉ**

- Modération de table-ronde « L'Europe orientale comme zone de compétition stratégique », Conférence de l'Observatoire Russie, IFRI, novembre 2017.

- Interview « Les stratégies et les pratiques de l'influence russe », revue *Défense*, 188, IHEDN, p. 66-67.



**COL Olivier PASSOT**

- Intervention « L'évolution de la conflictualité », 210<sup>e</sup> session en région de l'IHEDN-jeunes, Nancy, 10 novembre 2017.



**Antoine PIETRI**

- Intervention « Trading arms with the enemy : An approach based on guns versus butter models », 3<sup>rd</sup> Lille Workshop in Political Economy, Lille, 8-9 novembre 2017.

- Intervention « How should the government communicate about counter-terrorism ? A theoretical approach », *Séminaire Politiques Publiques*, Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 14 novembre 2017.



**LCL Arnaud PLANIOL**

- Conférence « *The revival of the French Reserve component : an imperious necessity ?* », *Inter-University Seminar on Armed Forces and Society*, Reston, Virginie, 5 novembre 2017.

- Discutant de la table ronde « *NATO and the Transatlantic link* », colloque *France and Poland: Facing the Evolutions of the Security Environment*, IRSEM, Paris, 24 novembre 2017.



**Pierre RAZOUX**

- Ouvrage *La guerre Iran-Irak 1980-1988*, version poche augmentée et actualisée, Perrin, novembre 2017, 768 p.

- Interview « Les conséquences géopolitiques du coup de force en Arabie saoudite » par Catherine GOUËSET, *L'Express*, 6 novembre 2017.

- Conférence « [La politique étrangère de Donald Trump : premiers décryptages](#) », Université Paris-Dauphine, 8 novembre 2017.

- Conférence « La relation France-Israël de 1947 à 2017 » dans le cadre du colloque franco-israélien organisé par le CSFRS sur Israël, le Moyen-Orient et la sécurité de l'Europe, École militaire, 9 novembre 2017.

- Animation de la 6<sup>e</sup> session de l'atelier *Wargaming* stratégique de l'IRSEM, autour du thème prospectif de la Syrie post-Daech, 17 novembre 2017.

- Conférence « The Security and Geopolitical Environment in North Africa », Collège de défense de l'OTAN, Rome, 21 novembre 2017.

- Conférence « La crise libyenne et la recomposition géopolitique en Afrique du Nord », École de guerre, 24 novembre 2017.

- Conférence « La guerre Iran-Irak et ses conséquences sur la donne géopolitique actuelle au Moyen-Orient », avec Alain BARLUET, IRSEM, 27 novembre 2017.

- Participation au débat « Le réveil de l'Iran », émission « Le Monde en Face », *France 5*, 29 novembre 2017.

- Conférence « Nouvelle donne géopolitique au Moyen-Orient/Recompositions géopolitiques au Moyen-Orient » aux étudiants du master *Global Security and Analysis* de l'Université de Bordeaux, 30 novembre 2017.



**Benoît de TRÉGLODÉ**

- Article « The China factor in the Vietnamese politics », in *Asia Trends* (Special issue-Asia's Security Environment and the regional equilibrium APEC Vietnam Summit 2017), novembre 2017, p. 17-22.

- Conférence « La pensée stratégique au Viêt Nam », Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), Genève, Suisse, 13 novembre 2017.

- Conférence « Vietnam-China's maritime cooperation. Ambiguities and Grey Area of China's New peripheral Diplomacy », colloque international *The South China Sea Conflict after the arbitration of July 12, 2016*, Université d'Hambourg, Asien-Afrika Institut, 24 novembre 2017.

- Nomination en tant que nouveau membre du Conseil scientifique des UMIFRE Asie, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères - CNRS, mandat 2018-2022.



**Amélie ZIMA**

- Organisation du colloque « France and Poland: Facing the Evolutions of the Security Environment » avec Barbara JANKOWSKI, IRSEM, 24 novembre 2017.

- Conférence « NATO Since the Warsaw Summit: Back to Basics? », colloque *France and Poland: Facing the Evolutions of the Security Environment*, IRSEM, 24 novembre 2017.

- Conférence « La politique de sécurité et de défense de la Pologne depuis 2015 », séminaire *Grands enjeux contemporains de la Russie et des pays de l'ECO*, master 2 relations internationales, Inalco, 22 novembre 2017.



**Océane ZUBELDIA**

- Conférence « Une "économie bleue" des systèmes inhabités ? », colloque *La mer et l'espace : l'homme face aux frontières du XXI<sup>e</sup> siècle, Innovations et application*, organisé par l'Agence spatiale européenne (ESA), le Centre national d'études spatiales (CNES), le

Centre d'études stratégiques de la Marine (CESM), l'Institut océanographique, Fondation Albert I<sup>er</sup> Prince de Monaco sous le parrainage de Jean-François CLERVOY, spationaute de l'ESA, Maison des océans, Paris, 9-10 novembre 2017.

## VEILLE SCIENTIFIQUE

### ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Sylvain MOURA et Jean-Michel OUDOT, « Performances of the defense industrial base in France », *Defence and Peace Economics*, 2017, vol. 28, n° 6, p. 652–668.

Dans cet article, les auteurs réalisent un travail minutieux visant à cerner les frontières de la base industrielle et technologique de défense (BITD) française entre 2011 et 2013. Ils estiment ainsi qu'elle se compose de 1 800 entreprises (1 838 en 2011, 1 955 en 2012 et 1 738 en 2013), dont 74 % sont des Petites et Moyennes Entreprises. Par ailleurs, les entreprises qui composent la BITD tendent à se diversifier, avec le développement des activités duales civiles/militaires (e.g. Airbus et Dassault-Aviation). Ce phénomène est très important à en juger par l'étude : 67 % des entreprises de la BITD dépendent seulement de 10 % de leurs activités de défense. Les auteurs étudient la performance des entreprises de la BITD. La productivité des salariés des entreprises de la BITD serait supérieure à celle des autres entreprises, sur la période étudiée. De même, leurs performances à l'exportation sont remarquables : en 2013, les entreprises ont exporté 3,8 fois plus qu'elles ont importé.

**Antoine PIETRI**  
Chercheur « Économie de défense »

### ÉTATS-UNIS

#### Après le pivot, quelle stratégie américaine en Asie ?

Quel bilan peut-on faire du voyage de Donald TRUMP en Asie ? Comme le suggère Daniel BLUMENTHAL dans son article sur la stratégie de TRUMP en Asie (*The American Interest*), est-ce que Washington serait en train d'ébaucher « une grande stratégie » en Asie en renforçant les alliances avec le Japon et la Corée du Sud, et en poursuivant, dans une certaine mesure, la politique d'endiguement de son prédécesseur ? Ou bien, au contraire, en se concentrant sur la Corée du nord, le président américain laisserait-il « un vide » propice à la toute puissance chinoise en mer de Chine, comme le démontre Dan De LUCE dans *Foreign Policy* ?

- Daniel BLUMENTHAL, « [The Outlines of Trump's Asia Strategy](#) », *The American Interest*, 17 novembre 2017.

- Dan De LUCE, « [With Trump Focused on North Korea, Beijing Sails Ahead in South China Sea](#) », *Foreign Policy*, novembre 2017.

Les États-Unis et l'UE : quel avenir pour les questions de défense et de sécurité en Europe vu de Washington ?

- « [Europe's choices, America's interests](#) », *The American Interest*, novembre/décembre 2017.

À signaler dans ce numéro spécial de *The American Interest* de novembre-décembre sur les relations transatlantiques à l'heure du désordre international, le point de vue d'Andrew MICHTA (Centre européen George Marshall).

- Andrew A. MICHTA, « [Let's Get Serious. Europe Revisits Common Defense, Yet Again...](#) », 17 novembre 2017.

Comment les très récentes initiatives, de moyen et de long terme, pour organiser l'Europe de la défense, à l'heure du *Brexit* et du désengagement américain, via le Fond Européen de Défense (FED) ou de Coopération structurée permanente (plus connue selon l'acronyme anglais PESCO) sont-elles perçues outre-Atlantique ? Sans aucun doute de manière fort critique à lire la tribune de Andrew MICHTA, doyen du collège des études internationales et de sécurité au Centre européen George Marshall. Bien que la réflexion commune sur la question récurrente de la capacité militaire soit bien accueillie, l'absence de ligne stratégique suffisamment claire et de mise en œuvre d'actions concrètes permettant aux européens de s'aligner sur les impératifs américains en cas de conflit majeur reste un élément clé à développer. En outre, l'ancien expert de l'Université d'Harvard et du German Marshall Fund ne manque pas de rappeler que pour une coopération militaire effective dans un tel contexte, l'Allemagne aurait un rôle pivot à jouer sur le plan financier comme sur le plan logistique, l'Allemagne demeurant le principal point d'entrée en Europe continentale pour les troupes américaines.

Quelles sont les guerres oubliées de l'Amérique ? *Foreign Affairs*, « [America's Forgotten Wars](#) », novembre/décembre 2017.

Dans le dernier opus de *Foreign Affairs* consacré aux guerres oubliées de l'Amérique, deux articles sur des enjeux tout à fait essentiels : l'un sur la stratégie américaine en Afghanistan, dans la « longue guerre contre le terrorisme » à l'heure du *mini-surge*, co-signé par le général Stanley McCHRISTAL, le second, sur la position

américaine en Irak à l'heure du désengagement américain annoncé, et du réalignement des puissances au Moyen-Orient.

- [Kosh SADAT](#) et [Stanley McCHRISTAL](#), « [Staying the Course in Afghanistan. How to fight the longest war](#) ».

- [Emma SKY](#), « [Mission Still Not Accomplished in Iraq. Why the United States Should Not Leave ?](#) ».

**Quel devenir pour les interventions militaires américaines en Afrique ?**

- [Maya KANDEL](#), « [Les États-Unis en Afrique : le prisme croissant du contre-terrorisme](#) », *Le Monde*, 10 novembre 2017.

Dans une tribune pour le journal *Le Monde* du 18 novembre 2017, Maya KANDEL, spécialiste de la politique étrangère américaine en Afrique, rappelle que compte tenu des enjeux sécuritaires à l'œuvre sur le continent africain, en matière de lutte contre le terrorisme, la stratégie d'« empreinte légère » qui a prévalu sous l'administration OBAMA laisserait place à un réinvestissement stratégique depuis l'élection de Donald TRUMP, privilégiant les forces militaires, et au détriment, en outre, d'un certain nombre de *smart* stratégies, notamment celles des programmes humanitaires et d'aide au développement jusqu'alors portées par le département d'État.

**Maud QUESSARD**  
*Chercheur États-Unis*

## PENSÉE STRATÉGIQUE

[Cahiers de la pensée mili-Terre n° 48](#), 3<sup>e</sup> trimestre 2017, 118 p.

Dans l'édition d'octobre de ses cahiers, le CDEC publie des réflexions sur les interactions entre technologies et opérations modernes.

Le GCA AUTRAN explique comment le combat de contact moderne génère une masse d'informations qui ne peut être traitée sans technologies numériques. Celles-ci contribuent à l'accélération du rythme de la manœuvre et créent de nouveaux espaces de confrontation.

Malgré une mise en garde contre les risques du tout-technologique (M. JOZEFOWICZ), les cahiers présentent les perspectives offertes par la robotisation, par l'ergonomie et le « management connecté ». Des robots sont déjà en service dans les forces terrestres (brèchage, reconnais-

sance, EOD). Leur expansion s'effectue à grande vitesse, permettant d'entrevoir un contexte d'engagement aéro-terrestre encore plus complexe et exigeant qu'aujourd'hui. Les acteurs asymétriques pourront remettre notre avantage technologique (CBA LAUDY, CBA BELLANGER, CNE de FRANCE).

Le CEN PRETEUX s'interroge sur la réalité d'une « dissuasion cybernétique ». Dans le domaine du commandement, le numérique et les nouvelles technologies apporteront des outils puissants que le « chef connecté » devra maîtriser sans se laisser saturer par le déluge d'informations.

**Colonel Olivier PASSOT**  
*Directeur de domaine « Pensée stratégique »*

[Scott D. SAGAN](#) et [Benjamin A. VALENTINO](#), « [Revisiting Hiroshima in Iran: What Americans Really Think about Using Nuclear Weapons and Killing Noncombatants](#) », *International Security*, 42:1, 2017, p. 41-79.

Largement soutenue par le public américain en 1945, la décision du président des États-Unis d'utiliser l'arme atomique contre le Japon ne l'est plus aujourd'hui. La baisse progressive et significative de l'approbation d'un tel recours à l'« arme absolue » a généré plusieurs tentatives d'explications. Scott SAGAN et Benjamin VALENTINO s'attachent à réfuter deux d'entre elles, décrites comme les principales : la thèse du « tabou nucléaire », d'une part, et celle de la « révolution humanitaire », inspirée des normes de la guerre juste, d'autre part. Le public est avant tout sensible, pensent plutôt les auteurs, au sacrifice de soldats appartenant à l'armée de leur pays, ainsi qu'à la perspective de perdre la guerre. Les autres normes n'ont pas d'effet décisif et sont peu susceptibles de contraindre le président dans sa décision d'utiliser l'arme nucléaire. C'est ce qu'ils prouvent en s'appuyant sur une enquête par sondages qu'ils ont eux-mêmes élaborés. Dans l'optique d'une confrontation avec l'Iran, les sondés soutiennent l'usage de moyens extrêmement létaux vis-à-vis des civils iraniens, tant que cela se révèle efficace, et tant que cela permet de limiter les pertes dans les rangs de l'armée américaine. Le recours à des frappes aériennes conventionnelles provoquant la mort de 100 000 civils, mais aussi à une frappe nucléaire provoquant la mort de 2 millions de civils, sont ainsi préférés à l'envoi de troupes au sol coûtant la vie de 20 000 soldats américains. La propension à soutenir l'usage de l'arme nucléaire croît avec le fait d'être républicain, âgé, ou en faveur de la peine capitale, mais pas avec celui d'être un homme. Par une analyse plus qualitative des réponses fournies au son-

dage, les auteurs montrent par ailleurs que la dimension punitive vis-à-vis de la culpabilité perçue de l'ennemi joue un rôle crucial.

**Élie BARANETS**  
Postdoctorant

## À VENIR

**4 décembre** : conférence de lancement du livre d'Élie BARANETS *Comment perdre une guerre. Une théorie du contournement démocratique*, à l'École militaire.

Présentation du livre

**Comment perdre une guerre**  
Une théorie du contournement démocratique

IRSEM  
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE  
www.defense.gouv.fr/irsem

Conférence  
École militaire  
16h - 18h

Élie BARANETS

Inscription obligatoire

Lundi 4 décembre 2017

**15 décembre** : Farah DUQUESNE soutiendra sa thèse *Le Politique, le Guerrier et le Journaliste. Les limites de l'éthique et de la raison d'État dans les conflits modernes*, le 15 décembre à 14h30 à l'Université de Lille 2. Dans le cadre de sa thèse, dirigée par le Professeur Vincent CATTOIR-JONVILLE, elle a bénéficié d'une allocation doctorale de l'IRSEM deux années consécutives.

**19 décembre** : conférence *Comment décident les généraux : intuition stratégique et efficacité militaire*, de Pascal VENNESSON, Professeur de science politique à la S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS), Nanyang Technological University de Singapour, à l'École militaire. La communication du professeur Venesson sera discutée par le général Henri BENTEGEAT, ancien chef d'État-Major des armées.

**Comment les généraux décident ?**  
Une conférence du professeur Pascal Venesson

IRSEM  
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE  
www.defense.gouv.fr/irsem

Conférence  
École militaire  
10h - 12h

Pascal Venesson

avec le général Henri Bentegeat, ancien CEMA

Inscription obligatoire

Mardi 19 décembre 2017



# IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE  
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

# La Lettre

Décembre 2017

[www.defense.gouv.fr/irsem](http://www.defense.gouv.fr/irsem)

## [VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications, événements, actualité des chercheurs

## [VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 8\)](#)

Sociologie des forces armées, États-Unis, Défense et société, Russie

## [BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 10\)](#)



## [À VENIR \(p. 13\)](#)

## VIE DE L'IRSEM

### DERNIÈRES PUBLICATIONS



#### Research paper No. 44

« [The South China Sea: a Maritime Geography of Latent Conflictuality](#) », by Marianne PÉRON-DOISE, 11 p.

*This Research Paper aims to identify the strategic objectives pursued by Beijing in the South China Sea. The hypothesis explored is that the South China Sea constitutes a strategic layer within a global securitisation design. Other than the protection of « near seas » and the Hainan naval bases, there is an imperative to protect the « far seas », i.e. maritime communication channels. The control of the South China Sea is thus one of the objectives of Xi Jinping's China, a market power, as a means to conquer naval power. To do this, China uses a modus operandi pertaining to that of a « hybrid war »: historic narratives and revisited policies are put forward, while a preferential use of paramilitary actors such as coast-guards, fishing fleets and maritime militias can be obser-*

*ved. Faced with this assertiveness, the growing strategic differential and economic interdependence between Beijing and the South-East Asian states leaves little space for a fairly negotiated solution that could result in constructive cooperations.*



#### Note de recherche n° 48

« [Leçons opérationnelles et coopération interalliée : état des lieux et voies d'amélioration](#) », par Alice PANNIER, 10 p.

Malgré la volonté de pays comme la France de maintenir une capacité d'autonomie stratégique sur l'ensemble du spectre, la coopération internationale est devenue une condition sine qua non de la conduite des opérations militaires occidentales contemporaines. Le « RETour d'EXpérience », ou plus généralement l'identification et l'apprentissage de « leçons » est, quant à lui, devenu une pratique de plus en plus institutionnalisée dans les ministères de la Défense occidentaux.



**Research paper No. 48**

« [Operational Lessons and Cooperation Among Allies: State of Play and Avenues for Improvement](#) », by Alice PANNIER, 11 p.

*Despite the willingness of countries like France to maintain strategic autonomy across the full spectrum of military capacities, international cooperation has in fact become a prerequisite for the conduct of contemporary Western military operations. On the other hand, the « RETour d'EXpérience » (RETEX), or more generally the identification of lessons (« lessons identified » and « lessons learned » LL) has become an increasingly institutionalized practice in Western defense ministries over the past fifteen years.*



**Note de recherche n° 49**

« [Vers l'interdiction des armes nucléaires ? Autour de l'attribution du prix Nobel de la paix à l'ONG anti-nucléaire ICAN](#) », par Tiphaine DE CHAMPCHESNEL, 13 p.

L'idée que l'emploi d'armes nucléaires engendrerait des conséquences catastrophiques reste un fondement de leur effet dissuasif. L'horreur vécue par les victimes des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki en a été une preuve tangible. En 2017, l'ONG antinucléaire ICAN (International Campaign to Abolish Nuclear Weapons) qui a exploité cette thématique, a vu son action récompensée par le prix Nobel de la paix, quelques mois après l'adoption d'un traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Pourtant, les bénéfices concrets de ce traité pour la paix et la sécurité internationales sont beaucoup moins évidents que les risques qu'il présente de bloquer toute avancée en matière de désarmement nucléaire.

**ÉVÉNEMENTS**

**29-30 novembre : Conférence « NATO Nuclear Deterrence in an Era of Growing Challenges ».**



La conférence annuelle « dissuasion » de la division recherche du Collège de défense de l'OTAN, co-organisée par l'IRSEM pour la deuxième année consécutive, s'est tenue à Rome les 29 et 30 novembre 2017. Intitulée « NATO Nuclear Deterrence in an Era of Growing Challenges », cette édition a rassemblé une quarantaine d'experts des questions nucléaires autour de la question de la place de l'arme nucléaire, notamment dans les stratégies de sécurité de la Russie et des États-Unis. Les interrogations subsistent quant à la place conférée à l'arme nucléaire par la Russie dans sa stratégie de sécurité et le seuil d'emploi envisagé, tandis que de possibles évolutions de la politique américaine sont évoquées dans l'attente de la nouvelle revue de posture nucléaire de l'administration TRUMP. Les participants ont examiné la cohérence de la stratégie de l'OTAN au sein de laquelle la dissuasion nucléaire continuait de jouer un rôle essentiel, même si celle-ci n'avait pas vocation à couvrir l'ensemble des menaces qui se développent aujourd'hui. Le cas nord-coréen a été discuté, notamment sous l'angle de sa politique déclaratoire nucléaire. Enfin, la récente conclusion d'un traité sur l'interdiction des armes nucléaires a également fait l'objet d'un panel mettant en évidence la volonté des promoteurs de ce traité de stigmatiser la dissuasion nucléaire en général, et les arrangements de partage nucléaire de l'OTAN en particulier. Les Alliés ont d'ailleurs fait part non seulement de leur refus de rejoindre le traité, mais également de lui reconnaître une quelconque contribution au développement

du droit international coutumier, adoptant ainsi un positionnement d'objecteur persistant.

**Tiphaine DE CHAMPCHESNEL**  
*Chercheur Dissuasion et désarmement nucléaire*

**4 décembre 2017 : Présentation du livre *Comment perdre une guerre. Une théorie du contournement démocratique* (CNRS Editions).**



Le 4 décembre 2017 s'est tenue la conférence de lancement de l'ouvrage d'Élie BARANETS *Comment perdre une guerre* (CNRS Editions). Après un mot d'introduction de Jean-Vincent HOLEINDRE, directeur scientifique de l'IRSEM, l'auteur a présenté les grandes lignes de sa recherche. S'en est suivie une discussion avec Thomas LINDEMANN, professeur de science politique à l'UVSQ. Composée notamment de chercheurs, d'officiers, et d'étudiants, la salle a ensuite échangé avec l'auteur, tandis que la modération était assurée par Maud QUESARD, chercheur États-Unis à l'IRSEM. La vivacité des interactions ont montré que la question des origines de la défaite militaire est à la fois intrigante, cruciale d'un point de vue pratique, et d'intérêt scientifique majeur.

**6 décembre : Entretien avec le CF AL-SABAH, PAD du Koweït.**



Le capitaine de frégate Ali Yousof AL SABAH, responsable des opérations et de la formation des garde-côtes koweïtien, a été reçu le 6 décembre 2017, dans le cadre du programme des « Personnalités d'avenir défense » (PAD).

Il s'est entretenu pendant plus de deux heures avec les colonels Olivier PASSOT et Bertrand CHANDOUINEAU et le capitaine de frégate Marianne PERON-DOISE.

Ont été abordées la sécurité maritime, la question des migrations, l'influence chinoise, la place de la recherche au sein du ministère de la Défense.

Le CF AL SABAH a évoqué l'intégration des garde-côtes koweïtiens au dispositif des Combined Maritime Forces, CMF, encadré par la marine américaine et leur engagement tant dans la lutte contre le terrorisme que contre la piraterie maritime. Tout en regrettant la diminution des forces navales européennes dans la zone, notamment en raison de l'arrêt de l'opération OTAN de lutte contre la piraterie « Ocean Shield » en 2016, il a mentionné l'ouverture d'un bureau régional de l'Organisation de l'Atlantique Nord à Koweït City cette même année dans le cadre de la coopération établie entre les pays du Golfe et l'OTAN (Initiative de Coopération d'Istanbul).

**7 décembre : Présentation de François-Xavier MEUNIER dans le séminaire « Conflits et Économie de Défense ».**

François-Xavier MEUNIER (ENSTA ParisTech) est venu présenter son travail de recherche intitulé « Évaluation du potentiel dual des systèmes technologiques ». L'auteur y propose une méthode permettant de mesurer le

potentiel dual des systèmes technologiques au niveau mondial afin de comparer ces potentiels et d'identifier les opportunités.

La discussion a été assurée par David W. VERSAILLES (Paris School of Business).

**12 décembre : Présentation du rapport 2017 du CEMRES devant les ministres de la Défense de l'Initiative « 5+5 défense ».**



À l'occasion de la 13<sup>e</sup> réunion des ministres de la Défense de l'Initiative « 5+5 Défense » tenue le 12 décembre à l'hôtel de Brienne et présidée par la ministre des Armées, Flavier BOURRAT, chercheur à l'IRSEM sur le Maghreb et le Moyen-Orient, a présenté, en tant que directeur de recherche, les résultats du travail de recherche du Centre Euromaghrébin de Recherche et d'Études Stratégique (CEMRES) pour l'année 2017 sur le thème : « Les enjeux sécuritaires liés au changement climatique dans l'espace 5+5 : quelles implications pour les politiques de défense ? ». Il a rappelé à cette occasion les raisons du choix de ce thème, à savoir que l'espace 5+5 constitue un laboratoire du changement climatique et que la quasi-absence de travaux traitant d'un enjeu stratégique majeur concernant l'espace de la Méditerranée occidentale représente une puissante opportunité pour l'initiative 5+5, s'agissant de développer l'analyse et la réflexion sur ces défis, qui puissent ensuite constituer le support d'une application au plan opérationnel. Les principaux éléments du rapport ont été exposés : les vulnérabilités structurelles de l'espace 5+5 en termes bioclimatique et environnemental, les défis qui en découlent, affectent les populations de la zone concernée et se greffent sur des facteurs sécuritaires préoccupants. Partant du constat que le changement climatique menace d'amplifier ces effets déstabilisants et s'impose comme un enjeu

majeur de sécurité, le rapport du CEMRES explore les réponses possibles au niveau des politiques de défense. En premier lieu, il s'agit d'anticiper et/ou de limiter les impacts du réchauffement climatique en adoptant une démarche préventive et curative. Celle-ci vise à agir directement sur les effets physiques du changement climatique, les moyens de défense étant mis ainsi à contribution pour la protection de l'environnement. En second lieu, il convient de réfléchir au déploiement opérationnel, c'est-à-dire l'adaptation des moyens de défense face à des crises ponctuelles ou durables.

Les ministres et responsables de la défense de l'Initiative « 5+5 » ont insisté, à l'issue de cette présentation, sur l'importance de ces enjeux et souligné l'intérêt présenté par le rapport 2017 du CEMRES quant aux réflexions et recommandations formulées.

**14 décembre : Présentation de Thomas CALVO dans le séminaire « Conflits et Économie de Défense ».**

Thomas CALVO (DIAL) a présenté sa recherche intitulée « Fear not for Man? Armed conflict and social capital in Mali », coécrite avec Emmanuelle LAVALLÉE, Mireille RAZAFINDRAKOTO et François ROUBAUD. Il s'agit d'un travail empirique portant sur l'identification des effets des conflits sur les relations sociales au Mali, depuis 2012. Selon les auteurs, l'implication des adultes dans les associations augmente de 7 à 14 points de pourcentage dans les régions exposées à de violents conflits. Cela est en particulier vrai pour les associations familiales et politiques maliennes.

La discussion a été assurée par Luigi MORETTI (Université Paris 1, CES).

Le séminaire CED promeut les travaux des économistes sur les questions de défense et des conflits. L'objectif est de former une communauté de chercheurs se réunissant sur une base au minimum mensuelle. L'accent est mis sur la production des jeunes chercheurs.

Si vous souhaitez être tenu au courant des prochaines séances de ce séminaire, contactez [Antoine Pietri](#).

## 15 décembre : Séminaire Jeunes chercheurs en études de défense (IRSEM/SHD)



Le 15 décembre 2017 avait lieu le séminaire mensuel des Jeunes Chercheurs soutenus par l'IRSEM. Obligatoire pour les doctorants et post-doctorants bénéficiant d'un financement du ministère des Armées, celui-ci permet de favoriser l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs sur la défense et la sécurité, mission phare de l'IRSEM.

Réunis dans l'Amphithéâtre Pompadour de l'École militaire et encadrés par le Professeur Hervé DRÉVILLON (directeur de la recherche au Service historique des armées [SHD] et professeur à l'université Paris-1) ce 15 décembre dernier, les doctorants et les post-doctorants de la « Relève stratégique » ont bénéficié de la venue de Pascal VENNESSON. Professeur de science politique à l'Université de Nanyang à Singapour et spécialiste des Relations internationales et de l'approche stratégique des guerres, Pascal VENNESSON a été durant le mois de décembre chercheur invité à l'IRSEM. Il a proposé lors du séminaire une véritable Master Class d'études stratégiques, présentant un de ses articles sur les évolutions du champ des études stratégiques : « Is strategic studies narrow ? Critical security and the misunderstood scope of strategy », publié par le *Journal of Strategic Studies*.

En deuxième partie de session, Tiphaine DE CHAMPCHESNEL (Université Paris 2/IRSEM) a soumis au public sa proposition de sujet de thèse : « Un "monde sans armes nucléaires", une utopie nécessaire à l'ère atomique ? » (sous la direction de Jean-Vincent HOLEINDRE et Serge SUR). Une séance de questions-réponses avec la salle a suivi l'exposé, permettant à la jeune chercheuse de bénéficier des conseils et remarques avisés du collectif présent.

Après un échange enrichissant, Pascal VENNESSON a finalement clôturé cette Master Class.

**Justine LE GOFF**  
*Assistante de recherche*

## 19 décembre : « Comment décident les généraux ? » avec le professeur Pascal Vennesson et le général Henri Bentégeat, Amphithéâtre Lacoste.



Le 19 décembre dernier, l'IRSEM organisait une conférence exceptionnelle autour de Pascal VENNESSON, Professeur de science politique à l'Université Nanyang de Singapour, chercheur invité à l'IRSEM durant le mois de décembre, et du général Henri BENTÉGEAT, ancien chef d'état-major des Armées. Pascal VENNESSON a présenté un projet de recherche en cours sur l'efficacité des décisions militaires. S'appuyant sur des travaux de psychologie cognitive qui ont profondément renouvelé notre connaissance de l'esprit humain, le Professeur VENNESSON a mis en évidence deux modèles d'explication de la décision pouvant s'appliquer au cas de l'action militaire : premièrement, le modèle de l'excès de confiance, qui consiste en une surévaluation de nos capacités à contrôler les événements ; deuxièmement, le modèle de la décision en première appréciation, qui incite le décideur expérimenté à suivre son intuition. Il apparaît que selon le premier modèle, les généraux ne doivent pas suivre leur intuition et que selon le second modèle, cela doit être le cas. Pour illustrer ces débats, Pascal VENNESSON s'appuie sur deux études de cas historique empruntés à la guerre de Corée : la bataille d'Inchon et l'offensive du Yalou en 1950 qui ont vu s'illustrer le général MACARTHUR. Il ressort de ces études que le modèle de l'excès de confiance n'est pas toujours négatif et qu'il peut inciter à agir vite et de manière efficace. Quant au modèle de la décision en première appréciation,

tion, il est utile pour comprendre comment le général MACARTHUR sélectionne un mode d'action avec succès ou non. À la suite de l'exposé de Pascal VENNESSON, le général BENTÉGEAT a fait partager de manière très profonde ses réflexions et son expérience de terrain, revenant notamment sur l'opération Licorne en Côte d'Ivoire à partir de 2002. En tant que chef d'état-major, le général BENTÉGEAT a dû prendre ses responsabilités dans la décision d'engagement ou encore décider sur le plan opérationnel, affrontant les situations d'incertitude et ce que CLAUSEWITZ nomme le « brouillard de la guerre ». S'en est suivi un échange passionnant entre les deux invités et la salle. Cette conférence a mis en évidence l'intérêt d'une recherche stratégique qui mêle les regards universitaire et militaire, ce qui constitue le cœur de métier de l'IRSEM.

**Pr. Jean-Vincent HOLEINDRE**  
*Directeur scientifique de l'IRSEM*



**Tiphaine DE CHAMPCHESNEL**

- Conférence « NATO Nuclear Deterrence in an Era of Growing Challenges » organisée par le Collège de défense de l'OTAN et l'IRSEM, 29-30 novembre 2017.
- Publication de la Note de recherche 49 « Vers l'interdiction des armes nucléaires ? Autour de l'attribution du prix Nobel de la paix à l'ONG antinucléaire ICAN », décembre 2017.



**François DELERUE**

- Article « The Right to Respond? States and the Cyber Arena », *Turkish Policy Quarterly*, 14 décembre 2017.
- Intervention « Sub-regional Training on the role of ICTs in the context of regional and international security », Astana, Kazakhstan, 12-13 décembre 2017.
- Participation à la « Présentation de la stratégie internationale de la France pour le numérique » par Jean-Yves Le Drian, Aix-en-Provence, 15 décembre 2017.

**ACTUALITÉ DES CHERCHEURS**



**Élie BARANETS**

- Interview « Social Club », *Europe 1*, 20 décembre 2017.
- Interview « Une semaine d'actualité », *RFI*, 9 décembre 2017.
- Conférence « Présentation du livre *Comment perdre une guerre* », 4 décembre 2017.



**Flavien BOURRAT**

- Conférence : « Le Moyen-Orient, un paysage stratégique en mutation », 210<sup>e</sup> session en région de l'IHEDN, 5 décembre 2017.
- Participation au forum « Sécurité au Moyen Orient », 13<sup>e</sup> édition de l'IISS Manama Dialogue, Bahreïn, 8-10 décembre 2017.



**Juliette GENEVAZ**

- Conférence « L'éducation à la défense nationale en Chine : former la jeunesse à l'idéologie du parti », colloque « Le soldat et le citoyen » de l'Association pour les Études sur la Guerre et la Stratégie (AEGES), Centre Panthéon, 14 décembre 2017.
- Entretien « Le ton se durcit entre Pékin et Washington », *Les Échos*, jeudi 4 janvier 2018.



**Jean Vincent HOLEINDRE**

- Présentation du livre d'Elie BARANETS, *Comment perdre une guerre*, CNRS éditions, 4 décembre 2017.
- Conférence « La ruse et la force. Une autre histoire de la stratégie », Cercle Condorcet de Sens, 8 décembre 2017.
- Participation au colloque annuel de l'AEGES « Le soldat et le citoyen » : discutant d'un panel et participation à l'atelier « Valorisation du doctorat », 13 décembre 2017.

- Organisation de la conférence « Comment décident les généraux » avec Pascal VENNESSON et le général Henri BENTÉGEAT, 19 décembre 2017.

- Participation en tant que membre à la commission « internationalisation » de l'Association française de science politique dirigée par Jean JOANA, Professeur à l'université de Montpellier, 19 décembre 2017.



**Barbara JANKOWSKI**

- Publication « L'érosion du soutien de l'opinion publique à l'intervention militaire en Afghanistan : l'impact des récits » in Jean BAECHLER et Frédéric RAMEL (dir.), *L'Arrière*, Hermann Éditeurs, 2017, p. 191-209.

- Conférence « The Military Influence in Intervention Decision-Making in France », Biennial Conference of the Inter-University Seminar on Armed Forces and Society (IUS), Virginie, États-Unis, 3-5 novembre 2017.

- Conférence « The Relations Between Armed Forces and Society in France », Conférence « France and Poland Facing the Evolutions of the Security Environment », École Militaire, 24 novembre 2017.



**Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER**

- Conférence « Le débat sur les armes autonomes », Institut supérieur de l'armement et de la défense (ISAD), université Paris-2 Panthéon-Assas, 8 décembre 2017.



**Marianne PÉRON-DOISE**

- Interview « Pourquoi la Corée du Nord menace l'Europe et les États-Unis », *Challenges*, 20 décembre 2017.

- Article « Corée du Nord : des perspectives d'évolution contrastées », dossier État des conflits dans le monde, *Diplomatie*, décembre-janvier 2018.

- Interview « La Corée du Nord a une revanche à prendre sur l'histoire », dossier géopolitique Corée du Nord, *Marines et Océans* n° 257, 4<sup>e</sup> trimestre de 2017.



**Maud QUESSARD**

- « [Médias publics, médias d'Etat 2/3 : RT, VoA, Al-Jazeera : médias d'influence ou médias sous influence ?](#) », *France Culture, Cultures Monde*, 20 décembre 2017.

- Présentation du livre *Comment perdre une guerre* d'Élie BARANETS, 4 décembre 2017.

- Présentation de la revue *Les Champs de Mars*, Congrès de l'AEGES, 14 décembre 2017.



**Pierre RAZOUX**

- Article « Rencontre avec Pierre Razoux sur l'Iran » dans la rubrique Géopolitique de la revue *Défense* de l'IHEDN de décembre 2017.

- Note de lecture dans *Politique Étrangère*, hiver 2017-2018, p. 225-226, sur l'ouvrage de Pesach Malovany, *Wars of Modern Babylon: A History of the Iraqi Army from 1921 to 2003* (University Press of Kentucky, 2017, 984 p.)

- Interview « L'évolution des rapports de force dans le Golfe », dans le cadre de l'article de fond de Jean-Dominique MERCHET publié le 15 novembre 2017, *L'Opinion*, décembre 2017.

- Conférence « Les enseignements tactiques et stratégiques de la lutte contre Daech », CSIA, 1<sup>er</sup> décembre 2017.

- Interview « L'évolution géopolitique au Levant », *Le Talk stratégique*, [Le Figaro Live](#), 8 décembre 2017.

- Interview sur la parution de la version actualisée de « La guerre Iran-Irak » (Perrin, Tempus, novembre 2017), *Le Talk stratégique*, [Le Figaro Live](#), 8 décembre 2017.

- Interview « [L'Iran maître du jeu régional au Levant](#) », *Le Monde*, 29 décembre 2017.

- Conférence « Recompositions géopolitiques en Afrique du Nord et au Moyen-Orient », séminaire ANMO organisé par le collège de défense de l'OTAN, Rome, 3-4 janvier 2018.



Denis TULL

- Publication « [Mali, the G5 and Security Sector Assistance: Political Obstacles to Effective Cooperation](#) », German Institute for International and Security Affairs (SWP), décembre 2017.

## VEILLE SCIENTIFIQUE

### SOCIOLOGIE DES FORCES ARMÉES

**Gregor RICHTER**, « Retention of Medical Officers in the German Armed Forces », *Res Militaris, Ergomas n° 5*, novembre 2017.

Cet article traite de la fidélisation des personnels médicaux dans la *Bundeswehr*, l'armée allemande. Les officiers du Service de santé allemand sont tenus de décider, après 17 ans de service, s'ils optent pour un statut de carrière ou s'ils quittent l'institution. La fidélisation de ces personnels hautement qualifiés s'est révélée problématique tout au long de l'histoire de la *Bundeswehr*. Sur la base d'une enquête empirique, cet article identifie les facteurs susceptibles d'influencer les décisions de ces professionnels de santé. Les données recueillies montrent que la proposition à choisir une carrière complète dans l'institution militaire dépend de plusieurs facteurs : sexe, missions extérieures et incitations adaptées aux besoins et aux valeurs propres aux professionnels de santé. Toutefois, un élément se révèle particulièrement déterminant pour leur fidélisation : l'identité militaire. Les mesures prises pour renforcer le volume de demandes d'accès au statut de carrière parmi les médecins, dentistes, pharmaciens et vétérinaires militaires doivent donc se centrer sur l'identité militaire bien plus que sur des incitations financières, qui n'ont qu'un effet négligeable sur la fidélisation au sein de ce groupe particulier de professionnels en uniforme. Les valeurs institutionnelles ont encore de beaux jours devant elles.

**Barbara JANKOWSKI**  
*Chercheur sociologie des forces armées*

### ÉTATS-UNIS

**Matthew S. GOLDBERG** « Casualty rates of US military personnel during the wars in Iraq and Afghanistan », *Defence and Peace Economics*, 29:1, 2018, p. 44–61.

L'auteur s'interroge sur l'évolution du taux de survie des soldats américains blessés au combat (WIA pour *wounded in action*) de la guerre du Vietnam à celles d'Afghanistan et d'Irak. Il montre que les études précédentes se trompent en ne considérant que les blessés graves pour le Vietnam. Ainsi, le taux de survie des WIA est artificiellement tiré vers le bas (76,4 %), conduisant au constat trompeur d'une amélioration de 14 points de pourcentage pour l'Afghanistan et l'Irak. Dans cet article, l'auteur propose une méthode permettant de disposer de données comparables pour ces trois guerres. Selon ses résultats, le taux de survie des WIA serait en fait de 86,5 % pour la guerre du Vietnam (et non 76,4 %), de 91,6 % en Afghanistan et de 90,2 % en Irak. Conséquemment, si le taux de survie a bien augmenté, ce fut dans des proportions bien moindres que ce qui avait été précédemment évoqué.

**Antoine PIETRI**  
*Chercheur Économie de défense*

**Dan ALTMAN**, « Advancing without Attacking: The Strategic Game around the Use of Force », *Security Studies* (à paraître), publié en ligne le 16 août 2017.

À quel jeu stratégique les États jouent-ils pendant les crises ? À en croire la piste principale explorée au sein de la littérature spécialisée, la réponse se trouve dans la négociation coercitive. Les États atteindraient leurs objectifs en indiquant leur degré de détermination, en s'assurant de la crédibilité de leurs menaces, et en contraignant leurs adversaires à faire machine arrière. Au contraire (ou en complément) de cette vision traditionnelle de la négociation coercitive, Dan ALTMAN tente de démontrer que les États jouent régulièrement un jeu différent, doté de ses propres règles. Par cet article, l'auteur explore la manière dont les États déjouent leurs adversaires, en contournent les lignes rouges, tirent profit de faits accomplis et exercent une pression lorsqu'ils ont la possibilité de le faire sans que cela n'apparaisse comme un recours clair à la force. ALTMAN élabore à partir de là un cadre théorique destiné aux interactions stratégiques en temps de crise, qu'il nomme « avancer sans attaquer », et qui serait le plus à même d'expliquer le déroulement de la crise de Berlin (1948-1949), tout en apportant un éclairage sur d'autres crises majeures.

Élie BARANETS  
Postdoctorant

Anthony H. CORDSEMAN, « *President Trump's New National Security Strategy* », *CSIS*, 19 décembre 2017.

**La stratégie de sécurité nationale de Trump ?**

Au-delà du nouveau discours de campagne, auquel s'est livré le président TRUMP le 18 décembre dernier, où il réaffirmait son slogan de « l'Amérique d'abord », quel décryptage peut-on faire des quatre piliers autour desquels s'organise le document stratégique de la Maison-Blanche, le premier de l'administration TRUMP ? C'est ce que propose Anthony CORDSEMAN, expert en stratégie pour le CSIS (*Center for Strategic and International Studies*) qui se livre à une lecture commentée, succincte et efficace du document approuvé par le président. Il en résulte en substance que la teneur du document ne serait pas à la hauteur des enjeux stratégiques auxquels l'Amérique est confrontée.

Maud QUESSARD  
Chercheur États-Unis

**DÉFENSE ET SOCIÉTÉ**

**Soutenance de thèse de Farah DUQUESNE, *Le Politique, le Guerrier et le Journaliste. Les limites de l'éthique et de la raison d'État dans les conflits modernes*, sous la direction de Vincent CATTOIR-JONVILLE, Université Lille 2, 15 décembre 2017.**

Dans cette thèse, intitulée « *Le Politique, le Guerrier et le Journaliste. Les limites de l'éthique et de la raison d'État dans les conflits modernes* » et dirigée par le Pr Vincent CATTOIR-JONVILLE, a été analysée la relation triangulaire entre le monde politique, l'armée et les médias autour des questions relatives à la morale et à la raison d'État. Dans une société mondialisée qui a vu émerger une forme de conscience universelle, ces trois acteurs doivent de plus en plus coopérer, bien qu'ils poursuivent des aspirations souvent divergentes. Les intérêts fondamentaux de la nation peuvent en effet primer sur la règle morale. Les impératifs liés à la défense et la sécurité justifient l'existence d'un encadrement juridique dérogatoire au droit commun qui autorise le pouvoir exécutif à ne pas dévoiler certaines informations aux pouvoirs législatif et judiciaire. Les stratégies de défense prises au niveau politique ont des implications directes pour les unités combattantes déployées en OPEX auxquelles on demande d'agir conformément aux règles de droit et à l'éthique.

Stephen WALT, « [Who's Afraid of a Balance of Power ?](#) », *Foreign Policy*, 8 décembre 2018.

**The United States is ignoring the most basic principle of international relations, to its own detriment.**

La stratégie américaine aurait-elle oublié les préceptes réalistes de l'équilibre des puissances ? Un pari dangereux des élites politiques américaines, estime Stephen WALT, professeur de relations internationales à l'université d'Harvard, qui invite les décideurs de Washington à revoir au plus vite leur lecture des jeux de puissance.

Boris TOUCAS, [L'affaire « russe » : la démocratie américaine ébranlée ?](#), *Potomac Paper*, Note n° 32, *IFRI*, Décembre 2017.

Pour faire le point sur les origines et les implications de l'affaire « russe » sur la démocratie américaine, ses acteurs et ses institutions, le chercheur invité au CSIS, Boris TOUCAS, livre un rapport éclairant sur les conséquences de cette histoire d'influence(s) sur la démocratie américaine.

Susan B. GLASSER, « *Trump's Russian Schizophrenia* », *The Global Politico*, 27 novembre 2017.

Pour mesurer les dissensions schizophréniques à l'œuvre dans la politique étrangère de l'administration TRUMP à l'égard de la Russie, entre l'exécutif et les responsables diplomatiques, cet article édifiant de Susan GLASSER réalisé à partir d'une interview de Kurt VOLKER, ambassadeur des États-Unis en Ukraine.

Dan DE LUCE, Robbie GRAMER, « [U.S. Diplomat's Resignation Signals Wider Exodus From State Department](#) », *Foreign Policy*, 9 décembre 2017.

**Être ou ne pas être diplomate de l'administration TRUMP ?**

Pour comprendre les raisons d'un naufrage, celui de l'appareil diplomatique américain à l'étranger, Dan DE LUCE et Robbie GRAMER reviennent sur les raisons de l'hémorragie de diplomates talentueux après la publication de la lettre de démission d'Elizabeth SHACKELFORD, la diplomate en poste à Nairobi, en Somalie, qui déplorait début décembre la remise en cause des droits de l'homme comme priorité pour la diplomatie américaine en Afrique.

Dans une société de l'information, la gestion de la guerre implique également le monde de la presse, pour qui la transparence doit primer.

Dans un contexte sécuritaire tendu, l'équilibre de la relation entre ces acteurs peut ainsi être considéré comme un enjeu de la société contemporaine. C'est d'autant plus vrai que les attentes des populations occidentales en matière de morale et d'information sont aujourd'hui particulièrement fortes. Celles-ci sont par ailleurs en demande de sécurité, ce qui peut apparaître comme un paradoxe. Parvenir à une harmonie entre les droits fondamentaux que sont la liberté et la sûreté doit dès lors constituer un axe prioritaire dans la préservation d'un État de droit.

## RUSSIE

**Soutenance de thèse d'Adlène MOHAMMEDI, *La politique arabe de la Russie postsoviétique : Approche géographique et géopolitique d'une politique étrangère*, sous la direction de Yann RICHARD, Université Panthéon-Sorbonne, 5 décembre 2017.**

Cette thèse traite de la politique arabe de la Russie post-soviétique, sous l'angle des relations interétatiques en étudiant les partenariats privilégiés de la Russie dans la région (Algérie, Égypte, Syrie et Irak), les pays arabes du Golfe et le cas particulier du Liban, elle propose d'établir des modèles de partenariats russo-arabes. À travers les réseaux et les entités non étatiques, ennemis ou partenaires (des « djihadistes » aux organisations libanaises et palestiniennes), elle envisage un monde arabe pris dans sa globalité.

La première partie concerne la politique étrangère russe : des débats des années 1990 à ce que l'on a coutume d'appeler le « retour » de la Russie sur la scène internationale. La deuxième partie est consacrée à la position Russe face aux révoltes et aux bouleversements qui ont traversé le monde arabe depuis 2010. La troisième partie interroge la notion de politique arabe de la Russie avant de montrer en quoi la dialectique territoire-réseaux est au centre de cette politique. Le dernier chapitre propose notamment une analyse de l'application de cette politique aux questions énergétiques.

Cette thèse a deux principaux apports : en s'appuyant sur des sources quadrilingues (anglais, français, arabe et russe) elle identifie et analyse les éléments constitutifs de la politique étrangère russe sous Vladimir POUTINE ; en évoquant les préoccupations centrales pour la Russie

que sont l'islam politique et l'ingérence étrangère, elle présente les perceptions (russes et arabes), notamment médiatiques, de cette politique depuis les premiers soulèvements.

**Angélique PALLE**  
**Chercheur Énergie et matières premières**

## BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



**Guibourg DELAMOTTE, *Japan's world power : assessment, outlook and vision*, Routledge, 2017, 198 p.**

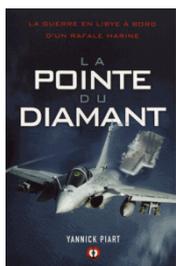
Guibourg DELAMOTTE, maître de conférences à l'INALCO (Institut National des Langues et Civilisations Orientales) et enseignante à Sciences Po Paris, est connue pour ses nombreuses et rigoureuses publications sur la politique étrangère et les problématiques stratégiques du Japon. En 2010, elle a consacré un ouvrage remarqué aux questions de défense de l'archipel, *La politique de défense du Japon depuis 1945*, issu de sa thèse de science politique. On connaît la singularité de la trajectoire moderne de l'archipel, résumée dans l'expression consacrée de « géant économique » mais de « nain politique ». Dans cet ouvrage à plusieurs voix qu'elle a dirigé, Guibourg DELAMOTTE s'efforce d'éclairer les multiples paradoxes de la puissance japonaise en interrogeant ses principales forces et faiblesses. À cet effet, elle s'appuie sur les contributions d'universitaires et d'hommes politiques japonais de premier plan, dont le professeur Kamiya MATAKE de l'Académie de Défense nationale, Kanehara NOBUKATSU, Conseiller-adjoint pour la sécurité du Premier ministre, ou le député Nagashima AKIHISA, membre du Parti démocratique du Japon (PDJ). L'ouvrage s'organise selon une architecture trinitaire, soit trois parties articulées chacune autour de trois présentations. La première partie traite de la stratégie de puissance du Japon sur la scène internationale, en particulier via son investissement au sein des Nations unies. La seconde évoque les défis que le pays doit surmonter, notamment le poids de l'alliance de sécurité avec les États-Unis sur ses choix de politique intérieure ou extérieure. Enfin, la dernière partie pointe avec alacrité certains éléments négatifs de la culture politique japonaise, dont l'absence de consensus des partis politiques sur la définition d'une politique de sécurité nationale.

La préface rédigée par le professeur Fujiwara KIICHI dresse l'identité d'un Japon moderne dont la posture campe entre réalisme et libéralisme, c'est à dire qui hésite entre un statut de puissance militaire ou de puissance économique. Mais l'un des constats de l'ouvrage est que le Japon d'aujourd'hui n'est plus la puissance économique d'antan. Le pays connaît une grave crise démographique et sa dette, bien que garantie par l'épargne nationale, représente 240 % de son produit intérieur brut. Par ailleurs, sa constitution dite « pacifiste », avec un article 9 qui interdit le recours à la force dans ses relations avec l'extérieur, ne lui permet guère de se définir comme une puissance militaire. Pour autant, il n'est pas dit qu'une identité de pays ami de la paix lui confère prestige et influence sur la scène internationale. On le sait, en dépit d'efforts de beaucoup de Premiers ministres japonais, dont Junichiro KOIZUMI dans les années 2000 et actuellement Shinzo ABE, pour « normaliser » la défense japonaise et légaliser l'existence des forces d'autodéfense du pays, le débat reste vif pour une opinion publique attachée à l'héritage de l'après-guerre.

Dans son introduction, Guibourg DELAMOTTE se demande si la nature de la puissance japonaise ne résiderait pas dans ce que Joseph NYE définissait comme la marque d'un « soft power », c'est-à-dire la capacité de séduire de par sa culture et ses valeurs. Toutefois, la prégnance des questions du passé et les séquelles de la Grande Guerre du Pacifique continuent de ternir l'image du Japon en Asie.

Au final, la question de la nature de la puissance du Japon reste ouverte. On retiendra des contributions de l'ouvrage que la difficulté apparente à la définir tient aux profonds bouleversements que connaît l'environnement régional du pays depuis 2012, au retour d'un Premier ministre aussi volontariste que Shinzo ABE à la tête du gouvernement et à sa politique transformationnelle dont les effets restent à analyser.

**Marianne PÉRON-DOISE**  
Chercheuse Asie du Nord



**Yannick PIART, *La pointe du diamant – La guerre en Libye à bord d'un Rafale marine*, éditions Nimrod, 2017, 280 p.**

Un témoignage exceptionnel et très précieux ! Il est rare qu'un pilote de chasse, de surcroît basé sur un porte-avions nucléaire engagé dans une cam-

pagne aérienne intense, témoigne de son expérience du combat et de la manière dont il a perçu de l'intérieur une intervention militaire française majeure qui a suscité tant de controverses. C'est pourtant ce que fait avec beaucoup de talent le capitaine de corvette Yannick PIART (surnom de guerre « Hans »), qui n'est plus désormais naviguant, sans jamais révéler le moindre détail ou nom qui pourrait compromettre la sécurité de ses camarades ou de l'institution militaire. Le résultat est passionnant et bluffant. On se croirait revenu dans *Le Grand Cirque* de Pierre CLOSTERMANN, mais cette fois à l'intérieur d'un cockpit de Rafale. L'auteur, qui fait preuve d'indéniables qualités littéraires, nous fait découvrir tout à la fois la vie à bord du *Charles de Gaulle*, la complexité des missions aériennes, de même que le long et très sélectif parcours pour devenir pilote de chasse dans l'aéronautique navale. Pour avoir été embarqué sur ce même bâtiment en opérations, je peux témoigner de l'extrême véracité de cet ouvrage et de l'ambiance générale parfaitement restituée. Il faut avoir assisté en direct à l'apportage de nuit d'une pontée de Rafale revenant de six heures de missions au-dessus de zones hostiles pour saisir la difficulté du métier. Ceux qui cherchent des informations sensibles ou des arguments pour ou contre la thèse de l'intervention militaire en Libye seront déçus ; mais ceux qui s'interrogent sur la finalité et le déroulé des opérations aériennes seront comblés. Rajoutons le superbe cahier photos couleur qui vaut le détour. La pointe du diamant est donc un ouvrage que l'on ne peut que chaleureusement recommander et qui constitue une excellente idée de cadeau de fin ou de début d'année !

**Pierre RAZOUX**

Directeur de recherches « Questions régionales Nord »



**Jean-Louis BERNARD, *Les héros de Bagdad – Des pilotes irakiens sur des avions d'exception*, éditions JPO, 2017, 312 p.**

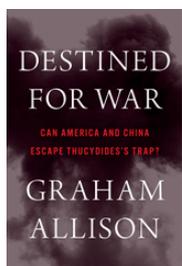
Un autre témoignage hors du commun ! Jean-Louis BERNARD, ancien ingénieur chez Dassault Aviation, a eu l'opportunité rare de travailler comme

assistant technique en charge de l'entretien des Mirage F-1 irakiens au sein de l'aviation de Saddam, pendant toute la durée de la guerre Iran-Irak. Il témoigne de ce qu'il a vu, vécu, fait et compris dans ce récit très original qui fourmille d'informations de première main sur l'armée de l'air iraquienne et sur les pilotes surnommés « Les faucons de Saddam » qu'il a côtoyés pendant plus de six ans. Les historiens et les aficionados des opéra-

tions aériennes seront enchantés par la foultitude de détails dévoilés qui permettent de retracer, semaine par semaine, le déroulé des opérations de cette guerre titanique qui a modelé la géopolitique du Moyen-Orient et dont les effets se font toujours sentir dans la région. La plume est alerte et vivante, le ton juste, les révélations fracassantes, et les photographies en couleurs époustouflantes. En lisant ce récit, on saisit mieux l'étroite imbrication des agendas politiques et industriels de la France, de même que les contraintes de ceux qui la mettent en musique sur le terrain. Au fil des pages qui se lisent comme un long reportage, on oscille entre la petite et la grande Histoire. On découvre la vie des assistants techniques, tout en partageant les retours d'expérience des pilotes de chasse irakiens. Bien sûr, l'auteur fait preuve d'une empathie certaine pour ces pilotes comme pour leurs montures mythiques – le fameux Mirage F-1EQ5 capable de tirer des missiles Exocet dans le Golfe – et l'on aurait aimé en savoir plus sur ce que devinrent ces pilotes par la suite, mais on dispose au bilan d'un récit inédit tout à fait remarquable qui ne pourra que combler toute personne s'intéressant aux guerres du Moyen-Orient. Bref, une réussite !

Pierre RAZOUX

Directeur de recherches « Questions régionales Nord »



**Graham ALLISON, *Destined for War. Can America and China Escape Thucydides's Trap?*, Houghton Mifflin Harcourt, 2017, 384 p.**

La montée en puissance de la Chine va-t-elle déboucher sur un affrontement avec les États-Unis ? Précieux semble, à cet égard, apparaître le récit

de la guerre du Péloponnèse produit par Thucydide, et qui a vocation à améliorer notre compréhension de l'histoire au-delà de l'affrontement qui a opposé Athènes à Sparte. En l'occurrence, que la montée en puissance de la première vis-à-vis de la seconde se soit apparentée à une cause de guerre difficilement évitable est le processus qui retient l'attention de G. ALLISON. Sur les cinq derniers siècles, seize fois l'accroissement d'une puissance a menacé la situation de la puissance dominante. Extrêmement belligère, cette configuration a débouché à douze reprises sur une guerre entre ces dernières, tombant alors dans le « piège de Thucydide ». Loin des standards qui furent les siens en écrivant *Essence of Decision*, la démarche de l'auteur est aussi séduisante qu'inconsistante.

Le résultat, du point de vue de la forme, est un franc succès. Rendu concret par de multiples exemples, et rythmé par la multiplication d'anecdotes et d'expériences personnelles, le récit est à la fois dynamique, clair, captivant, et remarquable de fluidité. Cette agilité de forme traduit toutefois une frappante légèreté de fond. Alarmiste vis-à-vis des intentions de la Chine, dont il exagère sans doute les capacités par un choix contestable de déterminants et d'indicateurs de puissance, G. ALLISON tente de crédibiliser la probabilité d'un affrontement à venir avec les États-Unis. Il s'appuie pour cela sur des mécanismes aussi variés que la thèse du « choc des civilisations », ou sur des considérations renvoyant à l'exceptionnalisme. L'ouvrage se distingue finalement par l'indétermination des processus concernés. L'auteur ne développe pas de théorie substantielle lui permettant de systématiser son propos. La vision sous-jacente de la politique internationale, voire des rapports sociaux, qu'il semble présumer en écrivant un passage est régulièrement remise en cause lors du suivant. Toute situation est envisageable, en fonction de n'importe quel facteur, localisé à n'importe quel niveau d'analyse (individuel, étatique, ou systémique), de manière variée (objective ou perceptuelle) sans que des principes directeurs soient identifiés.

En refusant de poser un cadre théorique, de situer son approche par rapport aux débats existants, et en se montrant avare de précautions méthodologiques, Allison accroît l'accessibilité de son travail en même temps qu'il en déprécie l'intérêt scientifique. La définition même du « piège de Thucydide » est changeante, puisqu'il renvoie tantôt à la situation de tension produite par la montée en puissance d'un acteur en défiant un autre, tantôt à la guerre généralement provoquée par cette situation. Le piège sera moins pour l'Amérique et la Chine de tomber dans celui de Thucydide que pour ALLISON de tomber dans celui de la formule creuse.

Élie BARANETS  
Postdoctorant

**CDEC, « Opérations Donbass-Ukraine », *Cahier du Retex*, 2017.**

Le CDEC a publié un « cahier du RETEX » sur le conflit du Donbass. Ce conflit marque le retour du combat de haute intensité en Europe.

Parmi les enseignements particulièrement intéressants, l'étude met l'accent sur les capacités qui ont permis aux forces séparatistes de compenser leur infériorité numérique en infanterie et chars : l'unicité du commandement, l'importance décisive des feux d'artillerie (notamment sur

des objectifs statiques, mais d'intérêt stratégique, comme l'aéroport de Donetsk), les moyens sol-air, et bien sûr le soutien russe (conseil, logistique et matériel).

Ce document est [accessible via Intradef](#).

**COL Olivier PASSOT**

**Directeur du domaine « Pensée stratégique »**

## À VENIR

**19 janvier** : La prochaine séance de l'atelier « Simulation stratégique-Wargaming » de l'IRSEM se tiendra le vendredi 19 janvier 2018 de 13h45 à 18h00 (salle de convivialité) sous la direction de Pierre RAZOUX, directeur du domaine « Questions régionales Nord ». Cette séance en prise avec l'actualité la plus brûlante sera consacrée à l'évolution du Levant et du Moyen-Orient dans une logique post-Daech, tant en Syrie qu'en Irak, afin de mieux cerner les rapports de forces, les stratégies et les contraintes des principaux acteurs régionaux engagés aujourd'hui dans la région, alors même que la tension monte entre Israël, la Syrie, l'Irak et l'Arabie saoudite.

Cet atelier illustre la très grande utilité du *wargaming* qui fait l'objet de la Note de recherche n° 47 de Guillaume LEVASSEUR récemment publiée par l'IRSEM : « De l'utilité du *wargaming* » téléchargeable [via le lien suivant](#).

**18 janvier** : Un café stratégique organisé par le domaine « Pensée stratégique » sur le thème des armes nucléaires tactiques se tiendra. Intervention du commandant Louis-Marie BAILLE (actuellement élève de l'École de Guerre et doctorant en science politique au Centre Thucydide, Paris II) sur l'histoire de l'armement nucléaire tactique en France (1959-1966). Discussion animée par M. Bruno TERTRAIS, (directeur adjoint de la Fondation pour la Recherche Stratégique). Inscription obligatoire (contactez [Hélène ROLET](#)). Nombre de places limité.

**28 février** : Présentation du *Military Balance* en partenariat avec l'IISS (International Institute for Strategic Studies).

**Appel à communication pour la journée d'études internationale « Coopérer en matière de sécurité et de défense : Quels enjeux, quels modèles au XXI<sup>e</sup> siècle ? ».**

Une journée d'études internationale qui portera sur le thème « Coopérer en matière de sécurité et de défense au XXI<sup>e</sup> siècle » se tiendra à Paris en juin 2018. Elle est organisée par les doctorants et doctorantes soutenus par la DGRIS (Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie) et l'IRSEM.

Ce colloque a pour vocation de rassembler un ensemble pluridisciplinaire de chercheurs et d'acteurs travaillant sur les coopérations en matière de sécurité et de défense.

Les propositions de communication pourront être soumises en français ou en anglais, ne devront pas excéder une page et devront être envoyées à l'adresse [doctorants-ris@gmail.com](mailto:doctorants-ris@gmail.com) avant le 31 janvier 2018.